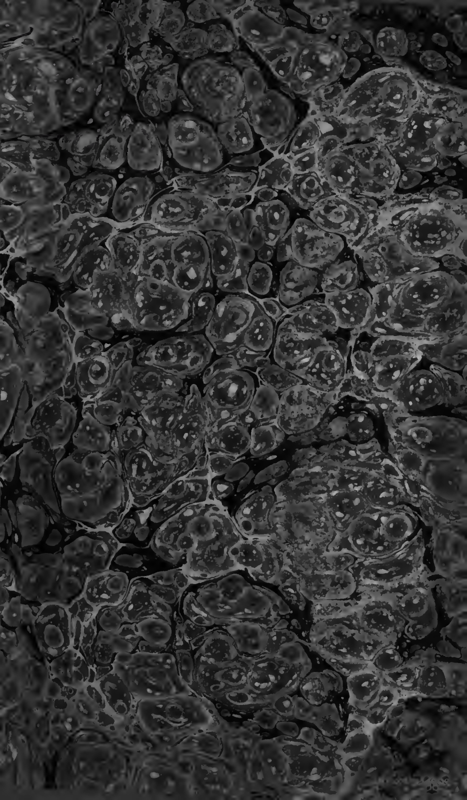






Palat XXXI. 18

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792
JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT.

AVERTISSEMENT.

La grande quantité de cartes qu'ont produite tant d'ouvrages écrits sur les guerres de la révolution, a paru devoir dispenser d'ajouter à ces Mémoires celles qui marquent le théâtre des opérations dont il y est parlé.

Le volume imprimé loin de la surveillance de l'auteur, à Toulouse, en 1825, chez Bellegarrigue, doit être considéré comme non avenu.

Nota. Tout exemplaire qui ne portera pas la griffe de l'auteur sera réputé contrefait.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE DEPUIS 1792
JUSQU'EN 1815 INCLUSIVEMENT ;

Par M. le Baron DE CROSSARD,

Maréchal-de-camp, Chevalier des ordres militaires et royaux de Saint-Louis et de la Légion-d'honneur, de Marie-Thérèse, de Saint-Georges, du Mérite de Prusse, de Maximilien-Joseph, de Guillaume I.er, de Léopold, de Saint-Vladimir de 3.me classe, de Sainte-Anne de 2.me classe.

TOME PREMIER.



A PARIS,

CHEZ MIGNERET, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DU DRAGON, N.° 20.

DELAUNAY, LIBRAIRE, AU PALAIS ROYAL,

PÉRISTYLE VALOIS.

1829.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

AUX MÂNES

DU DUC DE BERRI.

Ombre chérie d'un prince infortuné, de qui je n'ai plus rien à attendre, c'est à vous que je consacre ces souvenirs. Ils attesteront les malheurs, les combats, et, enfin, le triomphe de votre auguste race. Eh ! qui mieux que vous, Prince magnanime, méritait de jouir de ce triomphe?..... Vous n'êtes plus !...... et nous vous appelons encore ! Ah ! si, du céleste séjour, vous abaissez vos regards sur cette terre, fumante encore de votre sang, voyez ceux qui vous furent sincèrement dévoués, constamment déchirés par la plus vive douleur ; voyez-les cherchant à vous retrouver dans ce jeune Enfant, que le sort, moins rigoureux, nous accorda pour adoucir des regrets

qui ne se dissiperont jamais ! Entendez-les se répéter : « Il revivra dans son fils ; oui : son fils » sera, comme lui, noble, généreux et recon-» naissant; il saura, comme lui, distinguer les » services; il deviendra, comme son père l'était » devenu, l'amour de nos soldats; il aimera la » gloire; et la France, un jour, avec orgueil, le » citera parmi ses Bourbons ».

INTRODUCTION.

Dans les révolutions, l'homme d'honneur embrasse un parti, combat, meurt, ou triomphe avec lui.

L'amour du roi, mon âme et mon cœur m'indiquèrent celui que j'embrassai. Dès-lors, je ne vis que les ennemis de la patrie dans les ennemis du roi, ou, pour mieux m'expliquer, dans les novateurs qui renversèrent les antiques constitutions de la monarchie.... Français, mon devoir sacré fut de les combattre; nourri dans la Vendée, je devais mourir ou triompher avec la cause que je défendais.

La postérité seule, calme et sans passion, a le droit de juger les causes : aux contemporains appartient celui de



juger la conduite; je soumets la mienne à leur jugement avec confiance, sans crainte et sans orgueil.

Sous-lieutenant à mon début, je commençai à servir dans la légion de Maillebois, depuis la formation de ce corps jusqu'à sa dissolution; MM. le maréchal de Macdonald, le lieutenant général comte Dupont, et le maréchal-de-camp comte Charles de Polignac, y servaient avec moi.

Après la dissolution de cette légion, je fus agréé par le roi pour subir l'examen nécessaire afin d'être admis dans le corps royal de l'artillerie des Colonies.

En 1791 j'émigrai, et je me rendis à Coblentz. Je fus, d'abord, désigné par le comte de Maillebois pour le suivre, en qualité de capitaine des guides, à l'armée du roi d'Espagne, qu'il devait commander.

Mais ce général étant mort au mois de décembre 1791, je devins aide-de-camp du vicomte de Latour-Dupin-Lacharce, qui était adjudant-général de Mgr. comte d'Artois[1], et inspecteur des régimens irlandais sortis de France, ainsi que des chasseurs royaux des princes.

Bientôt après, on forma le corps de l'état-major de l'armée, et je fus appelé à en faire partie avec le titre de lieutenant d'infanterie, attaché à l'état-major de l'armée.

L'armée des Princes ayant été licenciée au mois d'octobre 1792, je fus fait officier de l'état-major dans l'armée hollandaise, avec laquelle j'ai fait les campagnes de 1793, 1794 et 1795; car, après la conquête de la Hollande, je me joignis au corps hollandais que

[1] Aujourd'hui CHARLES X.

les princes d'Orange rassemblèrent sur le Bas-Weser. Pendant tout le temps que je servis à l'armée hollandaise, je fus particulièrement attaché au prince Frédéric d'Orange.

Serait-il inutile de dire que, pendant le rassemblement des hollandais sur le Bas-Weser, j'obtins, avec le grade de major, l'agrément de lever un bataillon franc au service de l'Angleterre ? La capitulation en fut dressée par M. le marquis de Malessie, aujourd'hui maréchal-de-camp, lequel était alors aide-de-camp du colonel Nesbit, commissaire nommé par le roi d'Angleterre pour la formation des troupes nouvelles sur le continent. Cette levée n'eut point lieu..

En 1796, au moment où le prince Frédéric d'Orange passa au service de l'Autriche, j'y entrai également.

D'abord cadet, je devins successi-

vement sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, major et lieutenant-colonel. mais pendant que j'étais au service de l'Autriche, je saisis les momens d'armistice dont jouissait l'Empereur, pour aller, en qualité de volontaire, faire avec les russes la campagne de Preussich-Eylau.

De plus, aussitôt que les espagnols eurent fait leur insurrection, à la fin de 1808, j'obtins de l'Empereur d'Autriche d'être envoyé avec la mission d'insinuer aux insurgés que Sa Majesté les soutiendrait. J'eus l'ordre de les servir de tous mes moyens, pour déployer ensuite le caractère de commissaire de Sa Majesté près les armées alliées, dans la Péninsule, aussitôt que la rupture aurait éclaté entre Bonaparte et l'Autriche; ce qui eut lieu en avril 1809.

Enfin, après avoir servi dans l'armée

autrichienne depuis 1796 jusqu'au 1.er août 1812, je quittai ce service, pour entrer à celui de l'Empereur de Russie, avec le grade de colonel de l'état-major-général de l'armée. C'est alors que, devenu sous-chef de l'état-major du grand-duc Constantin, j'ai fait auprès de ce prince les campagnes de 1812, 1813 et 1814, à la fin desquelles, fait général-major, j'en échangeai le brevet contre celui du maréchal-de-camp au service du roi de France..... Rendu à mon pays avec le roi dont les ancêtres ont si long-temps régné sur lui, j'ai vu, *l'épée à la main*, triompher la cause pour laquelle je m'armai.... Est-il de plus douce récompense !....

AVANT-PROPOS.

J'AVAIS conservé quelques manuscrits, que je destinais à me rappeler des époques qui avaient trop influé sur mon existence pour me rester indifférentes : on a imprimé [1] que ces écrits pouvaient devenir utiles à l'histoire, et on m'a invité à les publier. J'ai résisté, parce que je voyais avec peine qu'ils n'avaient été conçus qu'au milieu de nos troubles. Plus douloureux encore, ils attestaient l'acharnement que j'avais mis à la destruction d'un parti que je crus toujours opposé au retour du bonheur dans ma patrie, puisqu'il éloignait ceux dont les

[1] Biographie des hommes vivans, tome II, pag. 265 et 266.

ancêtres avaient si long-temps et si glorieusement régné sur elle.

Dans les guerres civiles, l'homme qui agit d'après l'impulsion de sa conscience voit les plus cruels ennemis de son pays dans ceux qui ne pensent pas comme lui : ce fut ce sentiment qui porta le vendéen et le républicain à se déchirer; ce fut ce sentiment qui ne me laissa déposer les armes que quand j'eus vu forcer les barrières de Paris.

Pendant vingt-deux ans on ne me trouva jamais que sous les drapeaux qui furent déployés contre les ennemis de la dynastie de nos rois. Ce que je fis alors, je le ferais encore, si les mêmes temps se reproduisaient; et, certes, on ne m'accuserait pas aujourd'hui d'être mu par l'intérêt!..... Peu m'importerait le point qui me fournirait des armes, pourvu que j'y

trouvasse le moyen de m'en servir noblement.

C'est d'après ces principes, c'est en formant des vœux pour ne plus voir les Français armés les uns contre les autres, que je ne crains pas de livrer au public des Mémoires qu'on a prétendu pouvoir être utiles à l'histoire.

Je conçois que l'histoire ne peut devenir profitable que quand elle se compose de faits racontés par celui qui les vit : je ne raconte que ce que j'ai vu. Je ne suis ni narrateur habile ni écrivain consommé : je n'ai ni ces grâces de style qui captivent le lecteur, ni cette profondeur de vues qui embrasse les événemens jusques dans leurs dernières conséquences.

Mais, sous la main d'un habile architecte, tous les matériaux concou-

rent à élever un grand édifice. Si l'homme que la nature a formé pour écrire l'histoire de ce temps trop fameux peut utiliser les fragmens que je lui offre, je n'en serai point énorgueilli : ils retracent nos malheurs. S'il les répudie, je n'en serai point humilié : ils déposent en faveur de mes continuels efforts pour concourir au succès d'une cause que je crus devoir être celle de tous les Français.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET HISTORIQUES

DU BARON

DE CROSSARD.

CHAPITRE PREMIER.

1792.

Formation des royalistes sortis de France, en trois corps d'armée; celui du centre sous les ordres des princes, frères du Roi, Louis XVI. — Choix du commandement en chef balancé entre le maréchal de Broglie et le comte de Maillebois. — Opinion de Frédéric-le-Grand sur le comte de Maillebois. — Commandement décerné au maréchal. — Le roi de Prusse passe en revue l'armée des princes. — Réponse de M.gr comte d'Artois (CHARLES X) au comte de Noé. — Les princes partent pour la Champagne. — Conseil de guerre tenu au quartier-général du roi de Prusse. — Attaque proposée par M.gr comte d'Artois. — L'armée se retire dans les états du prince de Liège. — Elle y est licenciée.

EN esquissant les événemens militaires dont j'ai été témoin, depuis l'année 1792 jusqu'à la 1792.

seconde rentrée du roi dans Paris, je passerai rapidement sur ceux qui marquèrent la première campagne de la révolution. Ces premières opérations ont été si souvent décrites par des hommes habiles, que tout ce que je pourrais rapporter n'ajouterait rien à l'opinion qui s'est depuis long-temps formée sur les conséquences qu'elles ont eues.

D'ailleurs, quoique je servisse dans l'état-major, j'avais trop peu d'expérience pour bien comprendre et le but d'un mouvement et la justesse de son exécution.

Je parlerai encore moins de la formation des trois corps dans lesquels fut répartie la masse des royalistes sortis de France. D'autres, sans doute, en s'emparant du rôle d'historien, développeront ces formations, en montreront les vices et les avantages. Mais dans ces développemens, quel vaste champ ne leur ouvrira pas l'influence des passions! S'ils expriment combien il fut glorieux pour le siècle d'avoir produit autant d'hommes généreux, entièrement dévoués à leur roi, résolus pour le servir à supporter toute espèce de sacrifices, souffrant avec patience les plus pénibles privations, ils seront contraints de plaindre le sort d'un général honoré de l'illustre emploi de chef d'une armée d'officiers. Ma destinée me plaça

dans celle du centre, commandée par les princes frères du roi [1]. Deux hommes, le maréchal de Broglie et le comte de Maillebois, aspirèrent, sous leurs ordres, à conduire cette armée.

Le premier joignait à l'éminence du rang l'éclat d'une réputation glorieusement acquise; l'autre, long-temps écarté des affaires, avait pour lui la célébrité et les droits que donnent de grands talens. Frédéric n'avait pas craint de le placer à côté de son frère Henri; il l'avait désigné, en 1785, au stathouder, pour commander l'armée hollandaise contre Joseph II. Forte de toutes ces autorités, l'opinion le désigna aux princes, pour balancer leur choix entre lui et le maréchal de France alors le plus illustre.

Cependant le maréchal obtint le commandement; et le comte de Maillebois retourna dans Maëstricht terminer, bientôt après, une carrière que d'utiles services pouvaient encore illustrer.

Ce fut, comme on le sait, vers le mois de juillet 1792 que les souverains armés contre les révolutionnaires de France commencèrent leurs mouvemens hostiles. Les Prussiens, après avoir effectué leur premier passage du Rhin, le 28 juillet, se trouvèrent rassemblés, le 3 août, dans le camp de

[1] MONSIEUR, comte de Provence, depuis LOUIS XVIII, et M.gr le comte d'Artois, aujourd'hui S. M. CHARLES X.

Konsarbruck, fameux par la défaite du maréchal de Créqui. Le même jour, le roi de Prusse passa en revue les royalistes campés près de Trèves, en arrière de son armée; et cette revue fut pour eux le signal du départ. Ils vinrent par Grevenmacker, Statbredimus et Dalheim, au camp d'Hettange, devant Thionville, où ils s'établirent le 30 août. Ce dernier jour, les princes précédèrent les troupes, et Mgr. le comte d'Artois arriva long-temps avant la tête de la colonne à la vue de Thionville. Placé sur la côte où était située la maison du garde-chasse du château de la Grange, il était facile au prince de découvrir les environs, et de saisir l'ensemble du terrain.

Les révolutionnaires ne montrant aucune troupe hors de la place, je descendis dans le village de la Grange pour le reconnaître. En arrivant près du château, j'aperçus, à l'extrémité de l'avenue, un paysan dont je voulus m'approcher; mais j'en fus bientôt écarté par plusieurs coups de fusil, que me tirèrent des soldats embusqués derrière la charmille. Ainsi commencèrent les hostilités entre les royalistes et les troupes de la révolution. Ce fut en ce moment que M. le comte de Noé, maréchal de camp, dit au comte François d'Escars, capitaine des gardes du prince : « Ces gens-ci pourraient faire sortir de la cavalerie; nous n'avons

ici aucune troupe pour résister; il faudrait le faire observer à Son Altesse Royale. ». Mais le comte François ayant exprimé par un geste qu'il ne pouvait pas le prendre sur lui, M. de Noé s'adressa directement à Son Altesse Royale, qui répondit : « Eh bien ! s'ils viennent, nous les recevrons »; et le prince se porta plus en avant.

Quelques instans après parut Monsieur [1], à qui beaucoup de gens s'empressèrent de rapporter ce qui venait d'arriver. Son Altesse Royale, après les avoir écoutés avec un calme qui contrastait parfaitement avec leur très-grand empressement, se contenta de demander si on connaissait la position des Autrichiens qui devaient se joindre à nous; ensuite Monsieur, ayant défendu qu'on le suivît, s'avança seul et observa par lui-même. Sur ces entrefaites, la colonne étant entrée dans le camp qui lui était tracé, le maréchal de Broglie joignit les princes. Aux questions qu'il fit, à l'attention méditative avec laquelle on le voyait examiner le terrain et en fixer les accidens, chacun pouvait reconnaître le maître dont il devait rechercher les leçons. Le maréchal ne tarda pas à déterminer la ligne des avant-postes dont il confia le commandement au vicomte de Latour-Dupin-

---

[1] Louis XVIII.

Lacharce [1]. Le régiment de Witgenstein, les chasseurs royaux des princes et les gardes de la porte formèrent la chaîne qui, par sa droite, se liait avec le corps autrichien que le comte de Wallis commandait. Un escadron des hussards de Berchini était la seule cavalerie de ces avant-postes. Le village de la Grange situé à peu de distance du pied du glacis de la place, et le château, servirent bientôt de théâtre à des escarmouches fréquentes, mais toujours peu sérieuses. Elles se bornèrent uniquement à échanger quelques coups de fusil isolés. On n'eut point occasion de se battre en troupe.

Le lendemain de notre arrivée dans cette position, un détachement du régiment d'Armagnac sortit de la place, pour enlever le vin qui se trouvait dans le village. On fit venir du camp quelques compagnies des hommes d'armes à pied; les pillards se retirèrent à leur approche, en laissant un de leurs prisonniers, qui tomba entre mes mains.

Quelques jours après, on eut avis que la garnison irait prendre du pain qu'elle avait fait cuire dans un village à portée de son canon. Le géné-

---

[1] Ce général me demanda au maréchal pour être son officier d'état-major.

ral voulut s'y opposer : il joignit quelques gardes-du-corps à ses hussards, et il vint s'embusquer de manière à pouvoir fondre à l'improviste sur le convoi, au moment où il aurait quitté le village. Le danger que la place aurait couru de tuer ses propres gens en faisant feu sur les assaillans, faisait présumer qu'on n'aurait rien à en redouter. D'ailleurs, la rapidité des mouvemens exécutés sur un terrain favorable à l'arme qu'on employait assurait un succès qui devait peu coûter. Enfin, les précautions que le général avait prises pour soutenir les troupes en cas d'échec auraient prévenu toute fâcheuse issue. Mais, informé à temps de ce qui allait être tenté contre lui, le détachement révolutionnaire se hâta de rentrer dans la place. La célérité qu'il y mit ne laissa aux royalistes le temps de sabrer que quelques-uns des moins diligens.

Cette expédition fut la seule de ce genre : il n'y eut plus, de la part des troupes de la garnison, que des sorties insignifiantes qui se passaient en tirailleries. Il n'en était pas ainsi de l'artillerie de la place : elle tirait souvent. Deux objets, une batterie que construisaient les officiers du corps royal, et la maison du garde, où le général avait établi son quartier, lui servaient de point de direction.

Les choses en étaient là, lorsque les autrichiens résolurent de bombarder Thionville. Les royalistes eurent ordre d'y concourir ; mais, pour s'y conformer, ils n'avaient que deux pièces de canon. On avait eu le dessein de leur donner deux autres pièces de siége et un mortier qui devaient être tirés de la place de Luxembourg. A cet effet, j'avais été envoyé avec deux officiers supérieurs du corps royal, pour reconnaître les chemins et en ordonner les réparations. Mais ce projet était resté sans exécution.

Au jour fixé, vers les neuf heures du soir, les troupes sortirent du camp en plusieurs colonnes, dont la plus forte suivit la grand'route, et s'avança au-delà de la ligne des avant-postes, très-proche de la ville. Dans le même temps, le maréchal de Castries passait la Moselle à Sirke, avec un corps composé de mousquetaires et du régiment de Berwick : toute son artillerie consistait dans les deux pièces de ce régiment que servaient les officiers du corps royal de l'artillerie des colonies : il avait pour chef de son état-major le comte Etienne de Damas.[1] Le but du maréchal était d'opérer une diversion contre la place par la rive droite. Tout étant ainsi disposé, les Autrichiens

[1] Aujourd'hui menin de M. le Dauphin.

commencèrent à canonner la place et à y jeter des obus. Leur feu fut très-vif; celui des assiégés ne le fut pas moins.

Après quelques heures d'action, le commandant de Thionville fut sommé de se rendre, il répondit négativement : les Autrichiens cessèrent leur feu, et les royalistes reprirent leurs positions. Quelques jours après cette épreuve, les princes quittèrent leur quartier-général d'Hettange, et remirent au maréchal de Broglie le commandement du blocus. Accompagnées du maréchal de Castries, suivies de leurs gardes-du-corps, de ceux du roi, des gendarmes, des grenadiers à cheval, des chasseurs impériaux russes, des quatre compagnies rouges d'ordonnance, et n'ayant pour infanterie que la brigade irlandaise, Leurs Altesses Royales allèrent par Dun, Sainte-Marie et Saint-Souplet à Somme-Tourbe, où fut placé leurs quartier-général. Le marquis de Jaucourt, lieutenant-général, eut le commandement des avant-postes qui ne se composaient que de cavalerie.

Plusieurs jours se passèrent dans l'inaction. Enfin, on eut ordre de prendre les armes et de marcher à l'ennemi. On parlait d'une bataille générale.

On forma deux colonnes : celle de droite, à la tête de laquelle étaient les princes, fut confiée au

duc de Coigni. Elle était composée des grenadiers à cheval, des gardes du corps du roi, des officiers de cavalerie formés en compagnie, et des chasseurs impériaux russes. Le marquis d'Autichamp eut le commandement de la colonne de gauche, formée des gardes-du-corps des princes, des gendarmes et des quatre compagnies rouges d'ordonnance. Le maréchal de Castries commmandait en chef.

Des hommes animés par toutes les passions généreuses marchaient au combat contre des hommes qui, nés sous le même ciel, parlant la même langue, les avaient proscrits, dépouillés et humiliés, et qui voulaient les contraindre à recevoir des lois nouvelles, subversives de leur antique croyance et de tout ordre. Aux premiers, la chevalerie semblait avoir remis sa plus noble cause : ils allaient briser les fers de leur roi, de la reine, sa compagne belle et malheureuse, de son fils encore enfant, de sa fille dans la première fleur des ans, de sa sœur, la seule qui ignorât que le ciel l'avait comblée de tous ses dons et embellie de tous les charmes. Les autres sentaient qu'il fallait vaincre pour légitimer leurs fautes. Leur orgueil le voulait; la sureté de leur existence le commandait. Le combat devait donc être terrible.

Les colonnes marchèrent ainsi disposées, dès le

matin, pendant trois heures, dans une vaste plaine, sans que rien transpirât sur leur destination, ni sur ce que l'on se proposait. Chargés de la colonne de gauche, deux officiers [1] de l'état-major, et moi, nous ne dûmes avoir d'autre soin que de la maintenir à la hauteur et à sa distance de la colonne de droite; le but, le lieu et les moyens d'action nous restèrent inconnus.

L'ordre était parfait, il régnait un silence absolu et imposant. Monsieur, Mgr. comte d'Artois et les princes ses fils fixaient sur eux tous les regards; ils se tenaient constamment à la tête de leur colonne. Dans ce moment, ils étaient pour tous le modèle de la contenance, comme ils seraient devenus pour tous, au milieu du combat, l'étoile de l'honneur.

Enfin, l'ordre est donné de faire halte; mais, après que cette halte se fut prolongée, loin d'en venir aux mains, toutes les troupes rentrèrent dans leur position primitive, sans avoir même aperçu l'ennemi.

Le soir, le duc de Brunswick assembla un conseil de guerre, auquel Mgr. le comte d'Artois et le maréchal de Castries se rendirent. Le marquis de la Rosière, chef de l'état-major, le prince de

[1] MM. de la Pallue et de Nardin.

Nassau et quelques autres officiers généraux, accompagnèrent aussi Son Altesse Royale.

Là, en présence du roi de Prusse, le duc de Brunswick prit la parole, au nom de Sa Majesté. Après avoir exposé la position que l'ennemi occupait, le duc en conclut qu'elle ne pouvait être attaquée, sans que l'armée alliée n'éprouvât une perte qu'elle n'était pas en état de supporter. Sur cette conclusion, le prince de Nassau demanda qu'il lui fût accordé dix mille hommes, et qu'ensuite on voulût bien lui désigner le point qui devait être forcé. Le comte de Clairfait ajouta qu'il ne demandait à M. le duc de Brunswick que de faire mettre l'armée prussienne en bataille, et qu'il attaquerait seul avec les Autrichiens. Assez embarrassé par ces deux propositions, le duc répliqua que s'il s'était bien exprimé, on devait avoir remarqué que la clef de cette position était une redoute ou l'art avait multiplié tous les obstacles, et que de plus cette redoute était défendue par des grenadiers, l'élite de l'armée ennemie. A cette observation, Mgr. le comte d'Artois [1] se leva et dit :

« Puisque c'est pour la monarchie française « qu'il faut combattre aujourd'hui, il est juste que

[1] CHARLES X.

« la noblesse française en supporte tous les dan-
« gers. Je demande donc à faire mettre pied à
« terre à toute la cavalerie qui se trouve sous nos
« ordres : j'attaquerai à sa tête; nous enleverons
« la redoute, ou nous péririons tous. » Pressé par toutes ces résolutions, le duc lève la séance en disant : « Eh bien! Messieurs, au vingt-six. »

C'étaient donc des dispositions de bataille qu'on devait attendre pour le 26. Mais cette attente fut trompée : on ne reçut que l'ordre de se retirer.

En partant de leur quartier-général de Somme-Tourbe, les princes et les troupes prirent par Stone; les équipages suivirent directement la route qui conduisait à Stenay où commandait le marquis de Lusignan, lieutenant-colonel du régiment de Bender, officier de la première distinction.

Quand les princes furent arrivés près des bois de Scie, trois mille hommes embusqués sous les ordres d'un Polonais, nomme Miazinski, débusquèrent et se disposèrent à attaquer. Le marquis d'Autichamp, général de cavalerie de la plus haute réputation, et qui passait pour savoir le mieux tirer parti de son arme, profite d'un rideau que lui offre le terrain, et avec cette hardiesse qui lui était propre, et cette rapidité de coup d'œil qui n'est donnée qu'aux maîtres de l'art, va tomber à dos de la troupe révolutionnaire. Que ne

devait-il pas attendre d'un millier de Français d'une espèce choisie, qui présumaient tout des talens et de l'intrépidité de leur chef. Mais l'ennemi s'aperçut trop promptement du danger, et par sa fuite il déroba à la gendarmerie la gloire d'une belle journée. Quelques fuyards furent pris, d'autres furent sabrés. Le plus grand nombre fut sauvé par une hamanité dont fut victime le chevalier de Laporte, aide-de-camp du général. Ce jeune officier, de la plus belle espérance, avait accordé la vie à l'un d'eux, et ne l'avait pas désarmé. Le lâche profite du moment où le chevalier courait sur un autre fuyard, pour lui lâcher par derrière un coup de fusil, qui le renverse. Dufay, adjudant-major du corps, atteint ce misérable et venge le chevalier.

Cette circonstance fut la seule où les soldats de la révolution cherchèrent à troubler la retraite de Leurs Altesses Royales.

Après avoir continué leur route par Stenay, Marville, Longuion et Longwi, les princes arrivèrent à Arlon première ville appartenant à l'empereur d'Autriche; ils avaient été rejoints à Dun par le corps qui était resté devant Thionville sous les ordres du maréchal de Broglie. Toutes leurs troupes étaient donc réunies quand, arrivées sur le territoire étranger, Leurs Altesses Royales

adressèrent aux Français fidèles qui avaient voulu partager leur sort des adieux et des remercîmens. Elles laissèrent chaque individu maître de sa conduite ultérieure ; elles invitèrent, cependant, ceux qui voudraient s'attacher à leur fortune à se rendre à Liège où le prince-évêque leur offrait des quartiers de rafraîchissement.

Les corps réguliers se rendirent, en effet, dans ce pays : on leur distribua des cantonnemens ; et les princes prirent leur quartier dans le château de Serin appartenant à l'évêque. Mais bientôt, il fallut céder aux événemens ; on vit se séparer des hommes que leur fidélité à leur roi avait réunis : ces hommes ne devaient plus avoir de commun que l'infortune ; et le plus grand nombre ne devait plus, désormais, combattre que l'adversité. Le même sort frappa ceux qui, sous les ordres du duc de Bourbon, avaient fait la campagne avec le corps autrichien que le général Beaulieu commandait.

Le prince de Condé avait, de concert avec le prince Estherazy, opéré sur les frontières de l'Alsace. Ce prince déjoua toute intrigue étrangère, et parvint à maintenir son corps en armes. Le dernier des Bayard devint donc dépositaire de l'Oriflamme.

Ainsi finit la campagne de 1792.

CHAPITRE II.

Incertitude des Hollandais sur la paix ou la guerre. — Dumouriez décide la question en attaquant la Hollande. — Inconvénient des gouvernemens représentatifs dans les occasions qui exigent une prompte résolution. — Arrivée du duc d'Yorck en Hollande avec des troupes anglaises. — Les Hollandais marchent sur Breda occupé par les troupes de Dumouriez. — Ces troupes évacuent la Hollande. — Houchard, général républicain, attaque Menin et Wervick avec toute son armée. — Le général autrichien Beaulieu refuse de se joindre aux Hollandais pour repousser Houchard. — Bataille de Maubeuge, autrement appelée des bayes d'Avesnes. — Les alliés se retirent.

1793. L'invasion du pays de Liége et des Pays-Bas autrichiens par l'armée républicaine que commandait Dumouriez, avait contraint les Français qui avaient suivi l'étendard royal à chercher asile et fortune en Allemagne et en Hollande. Après avoir, d'abord, tenté d'entrer dans le régiment hongrois de Staray, je fus du nombre de ceux qui se rendirent dans les Provinces-Unies. Un motif puissant m'y détermina : il me paraissait impossible que la Hollande ne se trouvât pas bientôt engagée dans la guerre. J'espérais donc y trouver des

moyens pour remplir le devoir que m'imposait le caractère de royaliste. Selon mes principes, un royaliste ne pouvait plus poser les armes, tant que le Roi ne serait pas remonté sur le trône de ses pères; sans considérer si le Roi voudrait un jour connaître toute l'étendue de ses efforts; sans considércr si le fruit de ses travaux ne serait peut-être pas, un jour, recueilli par celui qui aurait vécu loin des camps et loin des hasards.

La Hollande était évidemment divisée en deux factions. Ceux qui, infidèles à la constitution donnée par leurs ancêtres, et ingrats envers la race des héros dont le sang avait cimenté cette même constitution, voulaient briser le stathoudérat, appelaient à grands cris les nouveaux républicains. Forts, sous un gouvernement trop faible, ils conspiraient ouvertement en faveur de ses ennemis. Les hommes, au contraire, qui, religicux observateurs des lois de leurs pères, restaient attachés au stathouder, soutenaient que Dumouriez n'oserait pas attaquer la Hollande, parce qu'ils désiraient que la Hollande ne fût pas attaquée. Ainsi, chaque hollandais raisonnait et agissait d'après la manière dont il était affecté, plutôt que d'après sa conviction, ou d'après l'intérêt de son pays.

Au milieu de ce conflit d'opinions, je consi-

dérai la guerre comme inévitable, et je m'appliquai à développer dans un écrit les motifs de cette prévision. Quelque informe que dût être ce travail, à cause de mon peu d'expérience des affaires et de mon peu d'habitude à traiter des matières aussi graves, je ne m'empressai pas moins de le communiquer au général Palavicini, commandant en chef du corps de l'artillerie. Je l'avais connu, dans le temps où je servais dans la légion de Maillebois, pour l'officier hollandais le plus distingué dans son arme, et, peut-être, pour un des hommes les plus profondément instruits de l'Europe. Il jouissait de toute la confiance du prince Frédéric d'Orange, grand-maître de l'artillerie, qu'il avait initié aux connaissances de son art.

Le général me répondit, que, quoiqu'il ne fût pas de mon avis sur les conséquences, il parlerait cependant de mon travail au Prince à qui il demanderait la permission de me présenter : c'était, en effet, le but que je m'étais proposé.

Les deux princes fils du Stathouder [1] avaient été, dès leur première jeunesse, élevés dans la persuasion qu'un prince d'Orange n'était digne de son nom, qu'autant qu'il était homme de guerre. Ces deux jeunes Princes s'étaient livrés sans réserve

[1] Guillaume V, stathouder de Hollande.

à tous les genres d'étude qui servent à former le grand capitaine. Ils avaient été dirigés dans leurs exercices par le général Stamford, homme d'une vaste érudition. Leur application avait été constamment surveillée par leur mère [1], princesse à laquelle il ne manqua, pour être mise par son siècle à côté de Catherine et de Marie-Thérèse, que d'avoir eu leur puissance. Tous deux avaient sans cesse présent à la mémoire, qu'ils étaient petits-neveux de Frédéric-le-Grand, et que le sang des Guillaume, des Maurice et des Frédéric-Henri-de-Nassau, coulait dans leurs veines. Il serait donc inutile d'ajouter que l'un et l'autre devaient impatiemment souhaiter une guerre; car, si elle ne leur assurait pas des succès, elle leur promettait au moins de la gloire.

Le général Palavicini tint parole, et je fus présenté au prince Frédéric. Quoique Son Altesse m'eût accueilli avec une bonté à laquelle rien ne m'avait encore donné des droits, j'étais loin de prévoir qu'à l'honneur d'en être rapproché, je devrais les plus heureux jours de ma vie; et que sa mort prématurée me causerait un chagrin que le temps n'a point encore adouci.

[1] Wilhelmine-Frédéricque, sœur de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse.

Cependant, quelques soins que mît le gouvernement hollandais à écarter des Provinces-Unies le fléau de la guerre, l'ambition de Dumouriez était trop active pour ne pas rendre tous ces soins inutiles. Chaque jour quelques nouveaux symptômes annonçaient l'orage qui allait fondre sur la Hollande. Bientôt même il ne fut plus possible au gouvernement de se dissimuler la certitude du danger. Ce fut alors qu'on songea sérieusement à se défendre. Mais, par une fatalité attachée aux républiques, peut-être même à tous les gouvernemens représentatifs, la lenteur dans les délibérations, la timidité des dépositaires du pouvoir, en produisant des hésitations, paralysèrent et rendirent nuls tous les moyens de défense.

Loin de marcher avec vigueur au-devant de l'ennemi, qui osait menacer, on ne prit conseil que de la perfidie ou de l'inexpérience. Elles firent considérer comme des barrières inexpugnables les rivières et les canaux qui semblaient protéger les places dont le pays était couvert. La léthargie d'une longue paix, jointe au caractère peu guerrier du peuple, avait fait négliger tout ce que la prévoyance commande à une nation qui ne veut pas être subjuguée.

Envain le prince héréditaire [1], qui se porta

[1] Guillaume I.er, aujourd'hui roi des Pays-Bas.

rapidement de la Haye à Londres et de Londres à Berlin, y avait-il concerté toutes les mesures nécessaires pour agir : il était impossible à ce jeune prince de diriger la marche des choses ainsi qu'elle avait été réglée dans les cabinets. Comment pouvoir faire passer la chaleur de son ame dans des bourguemestres et des négocians incapables d'une conception militaire ? Ne devaient-ils pas être plus occupés de calculer les chances du moment pour leur banque et pour l'arrivée de leurs vaisseaux, que de prévoir le tort qui allait résulter pour leur pays d'une décision remise au lendemain ? D'ailleurs, combien d'entr'eux, ennemis du stathoudérat, ne désiraient-ils pas de voir arriver une armée qui, en leur faisant espérer la liberté, leur promettait de les investir de l'autorité dont le stathouder était revêtu.

Pendant qu'on délibère dans les conseils, et que chaque parti se nourrit de craintes et d'espérances, Dumouriez, tout entier à des combinaisons plus vastes que sages, fait résoudre la question. A la tête d'une armée en proie à tous les besoins, ce général, dévoré d'une ambition démesurée, que ne secondait que trop l'infatigable ardeur des Jacobins, entraîne la convention à déclarer, le 1er février, la guerre à la Hollande.

Pressé d'exécuter les ordres qu'avaient dictés les passions de la multitude, Dumouriez entre, le 17 février, sur le territoire hollandais, et s'établit entre Breda et Berg-op-Zoom. Ce général nous a trop appris lui-même quels étaient ses plans, pour que j'aie besoin de les expliquer ici; je n'examinerai pas non plus si, conçus avec trop de légèreté, ces plans ne furent pas exécutés avec trop peu de prudence. Dumouriez a été si souvent jugé, qu'il n'y a plus aujourd'hui que de la témérité ou de la lâcheté à vouloir ajouter un jugement à ceux qui ont été portés sur lui, ou, plutôt contre lui. Cependant je suis contraint d'avouer que dans cette circonstance, ce général me sembla en opposition avec lui-même. Bouillant et actif, comment resta-t-il dans l'inaction depuis le 1.er jusqu'au 22 février? Ne devait-il pas considérer que tout le succès dépendait de la rapidité de l'exécution? et en combinant le temps d'agir avec le moment de la déclaration de guerre, n'aurait-il pas dû la faire proclamer le jour où il aurait passé le Mordeck?

La fortune sembla, d'abord, vouloir s'attacher à Dumouriez : onze jours suffirent pour mettre en son pouvoir les places de Breda, du Klundert et de Gertruidemberg, dont la défense n'immortalisera pas les noms de ceux qui en furent chargés.

Vingt-trois bâtimens furent aussitôt équipés et rassemblés dans l'anse de Roovaert; il ne manquait donc plus, pour entreprendre le passage du Mordeck, que de se rendre maître de Willemstadt; mais là commandait un guerrier, l'honneur de son pays.

Le baron de Boëtzlar, lieutenant-général, adjudant du stathouder, résolut de s'ensevelir sous les ruines de ses remparts avant de les céder..... Septuagénaire, l'amour de la gloire lui fait retrouver, pour son prince et pour son pays, la vigueur du premier âge : il répond négativement, mais avec calme, aux sommations qui lui sont faites.

Cette opposition contraria d'autant plus l'ennemi, qu'il n'avait ni le temps ni les moyens d'entreprendre un siège en forme. Il fallut donc qu'il se déterminât à bombarder la place. Persuadé qu'un bombardement ne peut, contre une place casematée, obtenir d'autre résultat que de brûler les maisons et d'en effrayer les habitans, sans forcer les portes ni combler les fossés, le vieux gouverneur voit tranquillement l'ennemi consumer ses poudres. Utilement secondé par le chevalier de Verclay, capitaine du corps royal de l'artillerie de France, il répond aux feux multipliés de l'ennemi par des feux bien dirigés, et non moins nombreux.

Tandis que les choses se passaient ainsi à la gauche des républicains, leur droite, sous le général d'Arçon, soutenue par Gertruidemberg, se disposait à franchir le Biesbos.

Le stathouder et les princes ses fils que ces différens mouvemens rendaient incertains du véritable point d'attaque, saisissent le seul parti qu'indiquaient les principes : ils se décident à défendre la ligne du Wahl et la Basse-Meuse.

En conséquence, ils font entrer dans Nimègue, et préparent à être jetées dans son camp retranché, toutes les troupes voisines de la Gueldre ; ils concentrent derrière Gorcum le gros de leurs forces ; et ils font entrer le reste de leurs troupes disponibles dans Dordrecht, où les anglais, sous les ordres du duc d'Yorck, ne tardèrent pas à débarquer.

Des batteries sont construites à la hâte sur les digues et sur les rives des fleuves qui servent de lignes de défense ; plusieurs pièces pourvues des meilleurs attelages sont destinées à se porter sur tous les points où il en sera besoin. Ces mesures accidentelles furent confiées aux officiers du corps royal de l'artillerie de France qui étaient venus demander des armes au stathouder. Enfin, toutes les eaux furent couvertes de bâti-

mens légers et de barques transformées enchaloupes canonnières.

Je laisse à tout homme de guerre à juger si, dans une semblable conjoncture, un autre plan de défense pouvait paraître préférable. Je demanderai de plus, si l'on croit, qu'en rencontrant de tels obstacles, les quatorze mille hommes que Dumouriez avait destinés à l'envahissement de la Hollande eussent facilement réussi à l'installer au palais des stathouders.

Envain alléguera-t-on que ce général comptait sur de nombreux partisans dans l'intérieur, et qu'il les considérait comme sa force principale : s'arrêter à cette assertion serait insulter aux talens de Dumouriez. Ce général était trop habile pour ne pas savoir que le peuple n'est jamais un auxiliaire puissant que pour le vainqueur; qu'il n'est dangereux que pour le faible ou pour celui qui le redoute et qu'il est toujours comprimé par la force ou par l'attitude de l'audace.

Quoi qu'il en soit, des événemens étrangers, en faisant pâlir l'étoile de Dumouriez, vinrent lui sauver l'embarras d'une trop hasardeuse entreprise.

Le 1er mars, les Autrichiens étaient sortis des cantonnemens qu'ils avaient pris sur l'Erff, à la fin de la campagne de 1792. Ils avaient forcé dans

ses retranchemens d'Altenhoven l'avant-garde des troupes républicaines qui leur avaient été opposées. Les Allemands étaient parvenus par des combats journaliers à repousser successivement tous les différens corps de l'armée, qui, déjà, le 9 mars, se trouvait en arrière de Louvain, où Dumouriez vint la rejoindre le 13.

Cependant ces événemens n'étaient pas encore connus de la cour de la Haye, lorsque le prince héréditaire, commandant en chef l'armée hollandaise, résolut de prendre l'offensive. De concert avec le duc d'Yorck, il fut arrêté que les troupes se porteraient sur Breda. Les moyens pour forcer le passage des eaux étaient trop puissans entre les mains des Anglais et des Hollandais, pour soupçonner que l'ennemi pût s'opposer à ceux qu'on voudrait tenter. D'ailleurs, les troupes qui auraient débouché par Gorcum n'avaient point d'empêchemens de cette nature à craindre; et les distances qu'elles auraient eues à parcourir n'étaient pas beaucoup plus considérables.

Si l'on fait attention au petit nombre d'hommes avec lequel Dumouriez avait engagé son opération; si l'on remarque que ce corps avait encore été affaibli par les garnisons dont il lui avait fallu pourvoir les places, il sera de toute évidence que les troupes employées au bombardement de Wil-

lemstadt, ne pouvaient se soustraire au danger d'être enlevées que par une retraite précipitée. On devait, pour plus grande sûreté, isoler Gertruidemberg et le Klundert, par des inondations très-faciles à tendre.

Le mouvement des troupes devait être favorisé, sur la gauche, par le prince Frédéric de Brunswick. Il était arrivé le 22 mars à Bois-le-Duc, à la tête de vingt-cinq mille Prussiens et Hanovriens, après avoir nettoyé la Gueldre, et repris Ruremonde. Rien n'aurait donc pu empêcher les troupes combinées de se porter rapidement sur Breda, que cinquante mille hommes voulaient attaquer de vive force. Cette place, sans vêtemens ni casemates, n'avait pour défense que des palissades, des fraises, des fossés d'eau et une haie vive. Il est donc à présumer que Breda, plus propre à assurer un camp retranché qu'à se défendre elle-même, n'aurait point couru les chances auxquelles on voulait la soumettre.

Mais obligé par des ordres supérieurs d'abandonner l'expédition de la Hollande, Dumouriez en avait laissé le commandement au général de Flers, qui, dès-lors, ne s'occupa plus que des moyens d'évacuer le pays. Déjà les sièges que les républicains avaient commencés devant Maestricht et devant Grave avaient été levés. Par suite de

nouvelles dispositions, Willemstadt se trouva également dégagé. C'est alors que le lieutenant-général Boëtzlar fut appelé à la Haye, pour y jouir de la reconnaissance de ses bons compatriotes, et pour y recevoir les témoignages de la satisfaction du stathouder : ce prince, excellent par les qualités du cœur ; et surtout d'une générosité sans bornes, combla de distinctions le vieux gouverneur.

La princesse royale, son épouse, attentive à ne laisser échapper aucun des moyens qui élèvent l'âme, et rendent capable de tout, voulut aussi récompenser le général : elle nomma sa dame de cour M.lle Louise de Boetzlar, que ses grâces personnelles ne rendaient point étrangère au rang qu'elle occupait.

Quand les ennemis eurent cédé la campagne, il ne fut plus difficile aux troupes combinées de paraître devant les trois places dont ceux-ci étaient maîtres. Le gros de l'armée hollandaise arriva donc devant Breda sans avoir éprouvé aucun engagement, et les princes établirent leur quartier-général dans le village de Hage.

Le maréchal-de-camp de Flers commandait dans la place; il entra lui-même sur-le-champ en pourparlers dans le dessein de régler les conditions de l'évacuation, que le chef de l'armée républi-

caine avait ordonnée. La garnison obtint les honneurs de la guerre; elle sortit le 6 avril, défila devant le stathouder, et se dirigea, par Anvers, Malines et Courtrai, sur Menin.

Le général Tilli, commandant de Gertruidemberg, également sommé de se rendre, avait répondu qu'il ne sortirait que sur l'ordre qui lui en serait donné par ses chefs : cet ordre ne tarda pas à parvenir, et le 7 avril il remit la place aux conditions stipulées pour Breda. Les mêmes conditions furent adoptées pour la reddition du Klundert, de manière que le 9 avril le territoire hollandais se trouva totalement dégagé.

Placé dans l'état-major de l'armée hollandaise, à la demande du prince Frédéric, je fus chargé de conduire les colonnes républicaines jusqu'à leurs frontières.

Dès l'origine de nos troubles j'avais adopté pour maxime que celui qui fait profession des armes ne doit connaître de parti que les armes à la main; qu'il n'appartient qu'aux hommes de loi et aux apôtres de la morale de combattre les opinions. J'eus donc pour mes ennemis toute la déférence que l'on doit à ceux qui sont désarmés; je perdis de vue la cause, et je ne vis plus que des hommes sans défense. Je peux même protester que, dans tous les temps, plus je me suis acharné

à la destruction de ceux qui combattaient contre la cause du roi, plus je me suis cru obligé de me rapprocher de ceux à qui les armes étaient tombées des mains, quelle que fût la manière dont elles étaient tombées.

Par suite de ces principes, je ne négligeai pas de rendre au général de Flers ce que les convenances militaires exigeaient. Aussi dois-je avouer que, quoiqu'il fût connu que j'étais royaliste français, aucun individu de cette armée ne s'écarta des égards auxquels j'avais le droit de prétendre : on poussa l'attention jusqu'à dérober à ma vue tout ce qui aurait pu blesser. J'ajouterai même, que des soldats s'étant présentés devant moi pour affaires de service, firent ôter le bonnet rouge à l'un d'eux, qui avait paru affublé de ce diadème républicain.

Le premier jour, j'allai demander au général quelle était l'heure à laquelle il lui conviendrait de faire marcher la troupe.

Après sa réponse, un officier supérieur, m'adressant la parole, dit : « Jusques à quand des « hommes libres se battront-ils pour des rois. »? Le général ajouta : « Ne finira-t-on pas par s'en« tendre ? faudra-t-il empoisonner les bayonnettes « et les balles ? » Je répondis, que je ne me sentais pas à la hauteur de cette discussion ; que je me

bornais à croire que chacun, dans son sens, agirait pour le mieux. Cet essai fut le seul de cette nature auquel je fus exposé.

Un autrichien continua de conduire cette colonne; et j'attendis à Malines l'arrivée de la seconde, que le général Tilli commandait. Au moment où elle entrait dans la ville, j'allai au-devant du général, pour lui remettre les dispositions qui réglaient l'établissement de sa troupe. Il me reçut avec des manières qui n'avaient point encore pris le vernis républicain. Il avait, ainsi que les officiers qui l'entouraient, l'air assez pensif et chagrin. Il me demanda avec mystère ce qu'il y avait de nouveau. Je lui appris que les habitans publiaient que la reine avait été massacrée. Visiblement affecté de cette nouvelle, il la communiqua à un officier du génie qui marchait à côté du lui. L'impression que reçut cet officier fut la même. Me regardant ensuite, avec l'expression de la douleur, le général me dit : « Il n'est plus possible de rester « parmi ces scélérats ». Je lui confirmai l'arrivée de Dumouriez au camp des alliés; et nous nous séparâmes, après nous être promis que nous nous retrouverions le soir sur la place d'armes.

Nous fûmes l'un et l'autre exacts au rendez-vous.

Le général commença par se plaindre amère-

ment de l'ingratitude de Dumouriez, dont il était aide-de-camp : il me dit que ce général lui avait toujours accordé sa confiance ; qu'il connaissait ses sentimens, et qu'il était inexcusable de lui avoir laissé ignorer ses projets.

Il soutint qu'il ne s'était jeté dans le parti de la révolution, que dans la persuasion qu'il servait le roi; mais que, s'il voyait son pays, loin de prospérer, marcher à sa ruine, il était résolu de ne point coucourir à cette *ruine*. Il me demanda s'il pourrait avoir des moyens de communiquer avec Dumouriez. Je répondis que je n'en connaissais pas, mais qu'il me semblait que ce général avait tracé une marche à ceux qui n'ayant eu que l'intention de servir le Roi, voyaient aujourd'hui qu'ils avaient manqué leur but. Enfin, je déclarai franchement au général, que je pensais qu'il ne devait plus rester sous les drapeaux de la république.

Cette assertion le fit un instant réfléchir; puis il dit : que s'il était certain qu'on voulut former sous les ordres de Dumouriez, un corps uniquement français, destiné à ne servir que dans les intérêts du roi et de la nation, il n'hésiterait pas à s'y joindre avec toutes ses troupes, dont il était sûr. Ce principe établi, nous convînmes que j'enverrais sur-le-champ, au quartier-général du prince d'Orange, pour demander des ordres et

des instructions : le courrier partit, en effet, avec la dépêche que j'adressais au chef de l'état-major : le même homme me revint sans réponse ; mais quand j'eus rejoint le quartier-général, on me dit, que le prince n'aurait pu prendre sur lui d'entrer en arrangement sur les points que j'avais proposés.

La défection de Dumouriez frappa sensiblement la troupe, et l'hésitation qu'elle produisait parmi les officiers se faisait aisément remarquer ; les plus fervens se bornaient à dire : « La république a « perdu un grand sujet, cela est vrai ; mais il faut « espérer qu'elle en retrouvera ».

Le soir j'entrai dans un café où étaient plusieurs officiers : l'un d'eux me dit : « M. l'officier, si vous « voulez nous prouver que les émigrés ne sont pas « irréconciliables avec les républicains, vous boirez « un verre de vin avec nous »...... j'acceptai.

Il est indubitable que le départ de Dumouriez avait dû agir bien plus fortement encore sur l'armée qui en avait été directement témoin. Je pense donc, que si, dans ce moment, le prince de Cobourg eût pris sur lui de donner quelque chose au hasard, il aurait pu dissoudre ce gouvernement monstrueux, inquiet, incertain, et incontestablement tourmenté par la peur.

Nous continuâmes à nous acheminer vers la

frontière. Mais la veille du jour où la colonne devait entrer sur le territoire de la république, je reçus à Courtrai l'ordre d'y rester. Cet ordre me fut apporté par le major Tinne, qui servait, ainsi que moi, dans l'état-major. Il me remplaça dans la conduite de cette colonne, et ce fut lui qui remplit les dernières formalités.

Lorsqu'il fut de retour, il me confia que l'ordre que j'avais reçu avait été provoqué par l'avis qu'on avait eu de la résolution qui avait été prise de m'enlever de vive force, et de me conduire à Lille.

Je dois avouer qu'aucun indice ne m'avait fait pressentir cette trahison. Je pense, de plus, que le général Tilli avait évidemment trop de loyauté pour en souffrir l'exécution.

L'armée hollandaise avait continué son mouvement, et elle était venue occuper les points que le commandant en chef des armées coalisées lui avait assignés dans la ligne d'opération. Cette armée, sous les ordres immédiats du prince héréditaire d'Orange[1], n'excédait pas seize mille hommes.

Les troupes étaient belles, la cavalerie bien montée ; et tout ce qui tenait au matériel ne

[1] Aujourd'hui roi des Pays-Bas.

portait aucunement l'empreinte de la parcimonie. Il était, sans doute, réservé à l'expérience de corriger des défauts et de relever des imperfections qui s'étaient nécessairement introduites à la faveur d'une longue paix.

Beaucoup de princes d'Allemagne servaient dans cette armée, dont l'état-major était fort peu nombreux. Le prince héréditaire n'avait que deux aides-de-camp généraux, les comtes de Bentinck et de Biland; et deux aides-de-camp ordinaires, le comte de Golz et le baron Robert Fagel [1]: celui-ci, élevé avec le prince dès sa première enfance, ne l'a jamais quitté dans la suite; il a été constamment le confident de ses peines et le compagnon de ses malheurs, comme il l'avait été de ses dangers et de sa gloire. Le comte Henri de Bentink-Rosne et le baron de Perponcher [2] étaient les seuls aides-de-camp du prince Frédéric.

La première colonne de l'armée, sous le commandement de ce prince, arriva vers le milieu d'avril à Courtrai, où son Altesse prit son quartier-général. Ses troupes bordèrent la Lys jusqu'à Menin, d'où elles se lièrent par la droite avec le corps autrichien qui prolongeait la ligne de défense jusqu'à Furnes.

[1] Ministre du roi des Pays-Bas près de CHARLES X.

[2] Ministre du roi des Pays-Bas à la cour de Berlin.

Quelques jours après, le prince héréditaire vint avec le gros de l'armée s'établir à Tournai. Dans cette position, les Hollandais se trouvèrent chargés de concourir à la défense de la ligne protectrice des Pays-Bas. Cette destination fut judicieusement assignée; elle était propre à aguerrir des troupes qu'une trop longue paix avait rendues nouvelles.

Le succès du genre de guerre auquel ces troupes étaient appelées dépend toujours principalement de la vigilance, de l'activité et de la bravoure des chefs, qualités qui ne pouvaient qu'être l'apanage des deux jeunes princes d'Orange.

L'abandon de Dumouriez, et le coup hardi qu'il avait porté à la Convention, en faisant arrêter ses députés et le ministre de la guerre, avaient jeté l'armée républicaine dans un affreux désordre : dénuée de plans, elle laissa à l'armée hollandaise le temps de se bien asseoir, et de prendre l'attitude de la guerre.

Loin de rester inactifs dans ces circonstances, les princes ne s'occupèrent qu'avec plus de soin des moyens de remplir noblement la tâche qui leur était imposée, celle d'empêcher l'ennemi de pénétrer au-delà de la Lys. Ils savaient que si à la guerre il est important de bien connaître le terrain, pour concevoir une action et juger de ses résultats, il n'est

point de situation où cette connaissance devienne plus importante que dans une guerre défensive.

C'est dans ce genre de guerre, que chaque accident du terrain varie la forme de l'action, en multiplie ou en atténue la force, en assure ou en facilite le succès. Les deux princes donnaient donc tout leur temps à l'étude du pays : continuellement à cheval, ils suivaient sur le terrain les Guillaume III et les Luxembourg, dont Feuquières leur indiquait les fautes, pour qu'ils apprissent à les éviter; sachant, enfin, qu'ils étaient sur le théâtre qui avait immortalisé le maréchal de Saxe, ils puisaient dans la conduite de ce grand capitaine celle qu'ils devaient suivre eux-mêmes pour parvenir à leur but.

Cependant, au lieu d'utiliser les premiers momens d'une désorganisation complète par des entreprises audacieuses, le prince de Cobourg suit la routine la plus commune; il n'avance dans le pays que pas à pas et qu'après s'être emparé des places qui ferment son passage, ou qui peuvent servir de point d'appui à ses opérations; il trouve à la vérité dans ce système, l'avantage réel de donner au corps du génie autrichien des leçons pratiques dont ce corps avait besoin. Mais la marche lente et méthodique des siéges laissa aux républicains le temps de revenir de leur trouble,

et de parer aux dangers d'un premier désordre.

Successeur de Dumouriez, le général Dampierre montra du talent par la rapidité avec laquelle il saisit le parti le plus convenable aux circonstances. Après avoir fait réparer ou retrancher les camps de Cassel, de la Magdelaine près de Lille, de Maubeuge et de Givet, il y rassemble les débris épars de l'armée républicaine.

Ce n'est point à moi de suivre ce général dans ses opérations, je ne dois fixer l'attention que sur les troupes qui, dans les camps de Cassel et de la Magdelaine, se trouvaient opposées à l'armée hollandaise.

Le prince Frédéric avait transporté son quartier-général de Courtrai à Menin, et fait occuper Bousbeck et Halluin comme avant-postes.

Le 23 et le 24 mai ayant été fixés par les alliés pour faire une attaque générale sur la ligne ennemie, le prince héréditaire, après avoir renversé tout ce qui était devant lui, s'empara d'Orchies.

Le même jour le prince Frédéric se porta sur Roncque, et s'en rendit maître, après un combat très-vif. Mais, dès le soir même, il fit évacuer ce poste, que sa trop grande étendue et le grand nombre de débouchés qui y arrivaient, rendaient d'une mauvaise défense. Son Altesse ne l'avait,

d'ailleurs, attaqué que pour remplir l'ordre qu'elle avait reçu, d'occuper l'ennemi.

Le lendemain, jour de la prise du mont Anzin par les alliés, le prince Frédéric méditait une nouvelle attaque, lorsqu'il fut prévenu par les républicains. Ils sortirent en force du camp de la Magdelaine, et vinrent attaquer Boussebeck. Nous y résistions avec succès, malgré la faute qu'avait commise un capitaine de grenadiers, de faire couper les haies qui, environnant le village, lui prêtaient beaucoup de force, lorsque nous reçûmes l'ordre de nous retirer sur Menin. Un général commandait; et quoique je me trouvasse le seul officier d'état-major, je ne sus point quelle était la cause de cette retraite. Je présume qu'on craignit une attaque plus sérieuse sur Menin : dans ce cas, nous devions nous hâter d'y revenir, puisque nous y avions nos ponts.

Par les nouvelles dispositions générales que produisit le commencement du siège de Valenciennes, le prince héréditaire vint camper à menin, et le prince Frédéric alla occuper Ypres.

Les avant-postes du corps principal furent Boussebeck, Lincelles, Turcoin et Moucron. Le second corps se joignit à des Autrichiens, qui, commandés par le colonel Milius, furent mis sous les ordres du prince Frédéric. Ces troupes fu-

rent réparties sur la rive gauche de la Lys, dans Werwick, Comines, Warncton et Pont-Rouge, d'où, quittant la rivière, elles venaient, par Messines, joindre Wlamertingue, Rosbruge, Poperingue, et enfin, Furnes. Cette dernière ville appuyait la droite des alliés; elle avait pour commandant le général Vanderduyn, le même qui, plus tard, défendit honorablement l'Ecluse dans la Flandre hollandaise.

Si l'on a égard à l'étendue de la ligne de défense et au petit nombre de troupes qui la gardaient; si on considère que l'ennemi qui menaçait cette ligne se concentrait dans deux camps avantageux, soutenus par des places fortes tellement rapprochées, qu'en très-peu d'heures il pouvait porter une masse sur un point de cette ligne, on concevra combien il était difficile, pour les princes d'Orange, de remplir les obligations qui leur étaient imposées.

Ils savaient qu'en principe, une ligne uniquement défensive doit finir tôt ou tard par être forcée; il concevaient donc que, pour eux, le moyen le plus certain de se maintenir eut été d'attaquer journellement le pays ennemi, d'y faire des incursions rapides, variées et momentanées, avec plus ou moins de forces, d'après les raisons de guerre. Dans cette hypothèse,

ils auraient tenu leurs troupes rassemblées dans deux camps fortifiés que Ypres et Menin auraient appuyés.

Mais, pour conduire ce genre de guerre, il eût fallu de meilleurs espions que ceux qu'ils avaient pu se procurer, et des troupes plus aguerries. D'ailleurs, le système des cordons prévalait encore : on semblait croire que, pour défendre un pays, il était nécessaire de mettre des soldats dans chaque village. Bien plus, les ordres donnés aux princes étaient précis ; les dispositions leur avaient été tracées ; et plus leur rang était éminent, plus ils se croyaient obligés d'obéir. Cependant, en réfléchissant sur leur position, sur la nature du pays, les princes crurent pouvoir concilier le système de l'attaque avec l'ordre de défense qui leur était prescrit.

Les villages que la Lys traversait étaient occupés par les deux partis : la rive droite appartenait aux républicains, et les alliés étaient maîtres de la rive gauche. Les ponts servaient de points de démarcation : ils étaient barricadés vers le milieu ; quelquefois même ils étaient tout entiers au pouvoir d'un parti.

Dans cette situation, les princes résolurent d'attaquer tous les jours un poste quelconque, moins dans l'intention d'en demeurer maîtres, que

dans le dessein d'aguerrir de plus en plus leurs troupes, d'en imposer à l'ennemi, et de lui enlever la prépondérance que l'habitude de l'attaque finit par donner. Ce système, dicté par une sage inspiration, convenait encore à l'activité et aux élans de l'âge dans lequel étaient les princes.

De tous les postes qui rendaient la possession de la Lys litigieuse, celui de Wervick méritait le plus de fixer l'attention : il n'était vu d'aucune part; les républicains étaient maîtres du pont; les maisons, construites en brique, étaient régulièrement ordonnées; les issues, peu nombreuses, en étaient bien enfilées : ce poste était donc d'une bonne défense. Situé à la proximité du camp de la Magdelaine, l'ennemi pouvait y arriver en forces aussi souvent qu'il le jugerait à propos, l'enlever, interrompre la communication entre Ypres et Menin, et continuellement alarmer cette dernière ville, quartier-général du commandant en chef. Il fut donc résolu qu'on chercherait à s'emparer de Wervick, et à s'y maintenir.

A cet effet, les deux princes concertèrent leurs efforts; le prince Frédéric eut ordre d'attaquer le village et le pont par la rive gauche, tandis que les troupes du camp, en débouchant par Menin, sur la rive droite, remonteraient la Lys, viendraient couper la communication avec Lille, et prendre le poste à revers.

Au jour fixé pour l'exécution de ce projet, les princes suivis de peu de monde, arrivèrent dans la nuit; ils employèrent le reste à tout régler, afin de pouvoir attaquer à la pointe du jour. En effet, a peine eût-il paru, que le prince Frédéric fit commencer le feu. La *tiraillerie* fut bientôt engagée sur les deux rives, à droite et à gauche du village. Les chasseurs hollandais et autrichiens se logèrent dans les maisons qui étaient les plus voisines de la tête du pont; et, après en avoir gagné le toit, ils plongèrent derrière la barricade. Peu de temps après, on amena un obusier, que servit le capitaine de Lopez, appartenant au corps du génie autrichien.

Le feu devenait de plus en plus vif; les princes s'exposaient à tous les dangers; et l'on ne pouvait présager encore aucun résultat. Quelques pièces d'argent, offertes à des paysans, les engagèrent à me découvrir des barques qui étaient coulées à fond, près de la rive dont nous étions maîtres. Dans l'espoir d'opérer avantageusement en passant la rivière, je demandai qu'il me fût permis de jeter un pont; je me mettais en devoir de le construire, quand on vit arriver des troupes qui venaient de Menin par la rive droite. Il n'est point de militaire qui ne s'aperçoive que la véritable attaque avait été réservée à ces troupes; qu'elles seules devaient

décider de l'affaire. En commençant de bonne heure la fausse attaque, on avait eu pour but d'ôter à l'ennemi le soupçon de toute autre disposition. Cependant on avait calculé que l'expédition devait être terminée, et le poste enlevé, avant qu'aucun secours pût être arrivé à ceux qui le défendaient.

Le prince Louis de Waldeck commandait les troupes qui venaient de Menin. Ce général, suivant plus l'impulsion de son courage que les règles de l'art, se dirigea par la chaussée, et s'avança ainsi sur le village à la tête de ses soldats. La batterie ennemie destinée à enfiler cette chaussée le laisse approcher à la portée de mitraille. Dès qu'elle le vit à distance, elle fit feu, et le prince fut atteint d'une balle au sein gauche, au-dessus de l'étoile de l'ordre qu'il portait. Le cheval ayant viré de tête, le prince fut renversé par un second coup, sans avoir encore perdu la vie.

Cependant, malgré les ravages que souffrit la troupe, elle n'en perdit point contenance; elle continua sa marche, en se jettant dans la direction qu'elle aurait dû prendre dès le principe. C'est alors que l'ennemi, voyant qu'il allait être d'autant plus infailliblement enveloppé, que ce village n'était point fermé du côté où arrivait cette nouvelle troupe, se décida à la retraite. Mais cette

retraite avait été trop imprévue, et était commencée trop tard, pour ne pas se faire en désordre. La perte que les Hollandais éprouvèrent, fut sensible; mais le succès qu'ils avaient obtenu fut une compensation à leur avantage.

Quand nous fûmes maîtres du village, je vis tout ce qu'il en aurait coûté pour exécuter le passage de rivière que nous voulions tenter : jetés sur la rive droite, nous aurions prêté le flanc à une batterie à embrasures, que je n'avais point remarquée. Cette expérience m'apprit combien, à la guerre, il est essentiel d'avoir tout reconnu avant de rien entreprendre. Le prince de Waldeck termina dans la journée la carrière qu'il avait commencée avec gloire : fils de prédilection de sa mère, cette princesse, lorsqu'il prit congé d'elle, lui avait remis un anneau, en lui disant : « surtout, ne vous faites pas blesser par derrière ».

Peu de momens avant d'expirer, il dit à son aide-de-camp : « Vous rendrez cet anneau à ma « mère, vous lui direz que j'ai été blessé par de- « vant ».

Ah! si les souvenirs de l'honneur sont les derniers qui accompagnent le preux au tombeau, combien ne doivent-ils pas lui être précieux ces souvenirs, quand ils lui rappellent les dernières leçons d'une mère! Qui peut mieux qu'une mère,

en parlant à son fils, dès le berceau, le langage de l'honneur, le disposer à tout sacrifier à l'idole des héros!

Cette attaque fut la seule où les princes combinèrent leurs troupes, dans cette guerre de postes, qui remplit toute leur campagne : chacun d'eux se borna, dans la suite, à attaquer lui-même, ou à repousser les entreprises que l'ennemi forma sur la portion de la ligne qui lui était confiée. Les postes de Moucron et de Turcoin occupèrent beaucoup le prince héréditaire, qui les avait commis à la garde du général Geüseau, officier brave, instruit et sage. L'ennemi l'attaqua souvent sans pouvoir le déloger.

Werwick était trop près du camp de Menin, pour pouvoir être insulté par des détachemens : aussi fut-il respecté. Il n'en fut pas de même de Comines, Varneton et Pont-Rouge, qui eurent constamment à souffrir des deux partis. Poperingue, presque livré à lui-même et situé dans le voisinage de Cassel, exigeait la plus extrême vigilance. C'est par ce motif que le commandement en fut confié à un officier dont l'expérience inspirait une pleine confiance : le major Utz, des hussards de Blankenstein, y était posté avec sa division, et y commandait les deux armes.

Utz fit constamment battre la campagne par

des détachemens d'infanterie, auxquels il joignait des chasseurs et des hussards, troupes alors redoutées des ennemis. Par cette activité, il maintenait la tranquillité de son poste, qui ne fut jamais bien sérieusement compromise. Il ne fut qu'une seule fois véritablement en danger. L'ennemi avait résolu de le surprendre à la pointe du jour, et de l'attaquer en forces majeures. Heureusement prévenu de ce dessein, par des déserteurs que j'avais été chargé d'interroger, je me hâtai d'en donner avis au major, qui eut le bon esprit d'en tenir compte. Il profita de la hauteur des blés dont les champs étaient couverts, pour dresser, pendant la nuit, une forte embuscade, qu'il composa principalement de hussards.

Tout arriva ainsi que l'avaient annoncé les transfuges : l'ennemi s'avança dans un grand silence; et ces mesures semblèrent avoir été prises pour tomber, en effet, sur le poste vers l'heure qui avait été indiquée. Mais le hasard voulut que l'embuscade ne fût pas découverte ; et les hussards débusquèrent à propos. La colonne républicaine, prise par le flanc, fut chargée à l'improviste et à la fois en tête, en queue, et sur le centre ; sa défaite fut complète ; beaucoup de blessés furent ramenés sur des chariots ; on fit grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvait le commandant de l'expédition.

Quoique les deux princes eussent tellement multiplié les signaux, que, toujours informés à temps, ils se trouvaient par-tout au moment où une affaire s'engageait, ce genre de guerre, cependant, leur paraissait trop restreint. Déjà, plus confians dans l'expérience de leurs troupes, une noble ambition les sollicitait à prendre plus d'essor; ils conçurent donc le projet de s'emparer de Dunkerque. Cette expédition ne pouvait être qu'un coup de main exécuté par surprise ou de vive force.

Le colonel Knoe, sous-chef de l'état-major attaché au prince Frédéric, m'ordonna d'aller faire les reconnaissances que cette entreprise nécessitait.

Ce colonel avait fait toute la guerre de sept ans; il avait écrit en homme habile sur l'art de la guerre; ses connaissances lui avaient mérité la faveur du duc de Brunswick. Quoique parvenu à un âge très-avancé, ses idées conservaient la vigueur de la jeunesse. Il rédigea mes instructions d'une manière si précise et si militaire, que, sans embarrasser mon intelligence, elles devenaient pour elle un guide assuré.

Comme toute autre direction nous aurait conduit sur Bergue, pour nous opposer ensuite un canal à franchir, et nous jeter de là dans des terrains

marécageux, il fut convenu que nous partirions de Furnes. Ce point de départ une fois déterminé, la nature du pays ne nous permettait plus que de suivre la plage[1], ou bien le terrain entre le canal et les dunes, car il fallait éviter de se diviser. Mais pour suivre la route qu'offrait la plage, outre le calcul exact de la marée, auquel on eût été asservi, il aurait fallu se résoudre à marcher sans canons : la chaussée avait été rompue par tous les partis, il ne nous restait plus que des chemins sablonneux et difficiles, qui, de même que le terrain environnant, eussent gêné l'action de la cavalerie. Enfin, en supposant ces obstacles vaincus, et les troupes campées sur le glacis rejetées dans la place, il eût fallu escalader des ouvrages couverts de fossés. Le calcul des machines devait donc se joindre au calcul des moyens de force. Tant d'entraves étaient de nature à nuire à la célérité que comporte une surprise, et qu'eût exigée la proximité des troupes qui auraient pu arriver au secours de la place. Les conjonctures ne permettaient cependant que de tenter un coup de main : il était donc démontré que cette entreprise ne pouvait pas être hasardée.

Le prince Frédéric était trop avide de gloire,

[1] Terrain que la mer laisse libre à la marée basse.

pour ne pas attendre avec impatience mon retour, qui n'eut lieu que dans la nuit. Aussi, dès que je sortis, le lendemain, pour aller faire mon rapport au colonel, le prince, en m'apercevant, me fit signe d'entrer chez lui. Il apporta la plus grande attention à l'examen de mon travail ; il me fit développer tout ce qui lui parut en avoir besoin ; il chercha à lever toutes les difficultés qui se rencontraient ; et quand il en fut convaincu, il parut sensiblement affligé.

Pendant que la Lys voyait ensanglanter ses bords par des escarmouches et des combats, la grande armée des Alliés faisait capituler Condé et Valenciennes; elle rejetait les républicains au-delà de Cambrai, et les forçait à se couvrir de la Censée et de la Scarpe. La prise des deux forteresses dont il vient d'être parlé nécessita de nouvelles dispositions.

Le prince Frédéric, à la tête d'un corps composé de grenadiers et de cavalerie, alla relever le général prussien Knobelsdorff, qui faisait partie d'un camp assis près de Cisoing, sous les ordres du général autrichien Beaulieu.

Cette position avait pour objet de contenir Lille et les troupes qui occupaient le camp de la Magdelaine.

A l'exception d'assez insignifiantes rencon-

tres entre des patrouilles, et de légères insultes d'avant-postes, rien n'avait encore indiqué des desseins bien prononcés de la part de l'ennemi, lorsque, quelques jours après notre arrivée dans ce camp, on eut avis que les troupes sorties de celui de la Magdelaine attaquaient Lannoi. Ce poste était gardé par des troupes de Brunswick et d'Anspach à la solde de la Hollande. Il couvrait notre droite, et fermait la chaussée qui conduit de Lille à Tournai. Le prince se hâta d'y marcher.

Comme le terrain était par-tout ouvert et facile, la marche qui se fit à travers champ, sur plusieurs colonnes, fut rapide et sans embarras.

Dès que les colonnes eurent outre-passé le village de Willem, le prince les fit déployer : il crut devoir éviter à ses troupes l'inconvénient de se former en bataille sous le feu de l'ennemi.

Il s'avançait à la tête de sa première ligne, lorsque je vins lui annoncer que l'ennemi nous avait découverts, et qu'il marchait à nous.

Sur ce rapport, le prince saisit aussitôt un emplacement favorable où il arrête la réserve, qu'il compose d'un bataillon de grenadiers et de deux escadrons. Il continue ensuite sa marche, résolu de prévenir lui-même l'ennemi, et de l'aborder avec sa première ligne.

Pour arriver à nous, les républicains étaient obligés de gravir une pente douce dont le sommet était bordé d'une haie qui se prolongeait dans la campagne. Ils étaient donc forcés, afin de ne pas nous céder l'avantage d'un terrain dominant, de dépasser cette haie, à laquelle ils se voyaient alors contraints de s'adosser. .

Sentant qu'il était nécessaire de ne pas leur donner le temps de déboucher en entier, et de se former, ce qu'ils commençaient avec assez de désordre, je proposai au colonel des cuirassiers d'Orange-Frise de charger sur les premières troupes, qui étaient de l'infanterie. Il était certain que si nous pouvions réussir à renverser cette tête sur le reste de la colonne, nous avions la gloire de terminer l'affaire.

Le colonel ordonne sur-le-champ à deux de ses escadrons de charger, il se met à leur tête. La troupe était lancée dans une parfaite disposition, lorsque tout-à-coup nous nous trouvâmes arrêtés par un fossé que nous n'avions point aperçu : il était creusé parallèlement à la haie, à quelque distance en avant.

Nous faisons halte, et nous recevons presque à bout-portant, une décharge qui nous fit beaucoup de mal : je fus blessé, et mon cheval tué. Mais quelque maltraités que fussent ces escadrons, ils

n'en allèrent pas moins se rallier derrière la gauche.

Cependant les républicains, voyant bien qu'il serait impossible de déboucher devant une troupe qui, déjà formée, commençait ses feux d'artillerie; inquiétés, de plus, par la sortie que le commandant de Lannoi fit faire aussitôt qu'il se vit moins pressé, abandonnèrent le dessein de nous combattre, et se retirèrent.

Il nous aurait fallu, pour les suivre dans leur retraite, quitter une position avantageuse. Notre but, d'ailleurs, était rempli. Nous ne restâmes donc sur le champ de bataille que le temps nécessaire pour nous assurer que l'ennemi effectuait sérieusement sa retraite.

Avant de rentrer dans son camp, le prince donna au commandant de Lannoi les éloges qu'avait mérités sa conduite. Le prince héréditaire lui fit obtenir l'ordre du Mérite de Prusse.

Les mêmes dispositions générales qui avaient déterminé la marche du prince Frédéric au camp de Cisoing avaient fait résoudre de nouveaux sièges.

Les Autrichiens entreprirent le siège du Quesnoy; et le duc d'York se chargea de celui de Dunkerque. Ce prince, à la tête des Anglais, des Hanovriens, des Hessois, et de quelques bataillons

hongrois, se sépara de la grande armée autrichienne pour se rendre à sa destination. Il commença par repousser ce qui se trouvait sur son passage; ce qui donna lieu à différens combats, dont le plus marquant fut l'attaque de Lincelles.

Les républicains, qui attachaient de l'importance à la possession de ce poste, l'avaient fortement retranché. Les hollandais avaient voulu s'en rendre maîtres; mais ils avaient échoué avec une perte assez considérable. Le prince héréditaire, qui avait conduit l'attaque en personne, avait couru de grands dangers. Le comte de Golz, son aide-de-camp, avait été dangereusement blessé à ses côtés. Les hollandais avaient donc été obligés de remettre cette entreprise aux Anglais, qui enlevèrent le poste d'une manière brillante. Ce fut à la suite de ce succès que le duc d'Yorck, après une marche peut-être trop audacieuse, passa la Lys, pour se diriger en trois colonnes sur Cassel, Hondtschoots et Furnes.

Ses opérations contre Dunkerque commencèrent, le 20 août, par la sommation et l'investissement de Bergue.

Mais le comité de salut public, effrayé des revers qui avaient amené les alliés sur la Scarpe, jugeant impossible de les arrêter dans les plaines de l'Artois et de la Picardie, avait espéré obtenir de meilleures

conditions, en agissant dans le terrain coupé de la Flandre occidentale. Il résolut donc de faire un effort contre l'extrémité de la droite des alliés.

En conséquence, des troupes tirées de l'armée de la Moselle, des camps de la Magdelaine et de Graverelle, vinrent renforcer celles qui se trouvaient déjà entre Cassel et Dunkerque. Ce fut avec ces forces réunies que le général Houchard reçut ordre d'attaquer le duc d'Yorck.

Ce prince avait marché, le 23 août, de Furnes sur Dunkerque, dont il avait voulu former l'investissement. Le 24, il avait inutilement sommé cette place. Depuis cette époque jusqu'au 5 septembre, il n'avait livré que des combats peu décisifs, qui n'avaient eu pour but que d'enlever les postes qui couvraient Dunkerque.

Le 6 septembre, Houchard rassemble ses troupes sur différens points; il en forme six colonnes; et, à la pointe du jour, il marche au duc d'Yorck, dans le dessein de lui faire lever le blocus de Bergue et le siége de Dunkerque.

On combattit trois jours de suite. La dispersion des troupes du duc d'Yorck dans une multitude de postes priva son armée de l'avantage qu'elle aurait pu se promettre en bataille rangée.

Les républicains utilisèrent habilement le genre

de combat qui devait leur être avantageux : ils attaquèrent chaque poste avec vigueur, et parvinrent ainsi à rompre la ligne anglaise. Le duc d'Yorck, repoussé, le troisième jour, de tous les points qu'il occupait, se vit forcé à une retraite fâcheuse, et dès le 9 septembre, il était rejeté derrière Furnes.

Les mouvemens qu'on avait vu faire aux républicains, lorsqu'ils affaiblirent leurs différens camps pour se porter sur leur gauche, avaient attiré l'attention du Prince héréditaire. Sur les observations que Son Altesse communiqua au général en chef des Alliés, elle en reçut l'ordre de retirer à elle le prince son frère.

Nous quittâmes donc le camp de Cisoing, et le 9 septembre, nous nous trouvâmes réunis au reste de notre armée. Depuis plusieurs jours nous n'avions aucune nouvelle du duc d'Yorck ; cependant nous présumions qu'il devait être fortement occupé. Cette incertitude décida le colonel Knoc à m'ordonner, le 10 au matin, de me rendre au quartier-général du Duc, pour y recevoir de son chef d'état-major les renseignemens qui pouvaient nous intéresser.

J'allais entrer dans Ypres, quand je rencontrai des officiers hanovriens du corps du maréchal Freytag. Ils m'apprirent les événemens qui avaient

eu lieu, et la retraite du duc d'Yorck. Séparés de leur corps, qu'ils n'avaient pu rejoindre, cet incident grossissait encore à leurs yeux les malheurs que leur armée venait d'éprouver. Ils m'assurèrent que je ne tarderais pas à apercevoir les coureurs ennemis, et qu'il me devenait impossible de remplir ma mission.

Ces nouvelles devaient bien me donner de la circonspection ; mais elles ne pouvaient m'autoriser à ne pas exécuter l'ordre que j'avais reçu.

J'entrai donc dans Ypres, où commandait le comte de Salis, colonel au service d'Autriche. Cet officier recevant de toutes parts l'avis de l'approche de l'ennemi, refusa de me laisser passer outre.

Obligé de rebrousser chemin, j'accourus rendre compte de tout ce que j'avais appris.

Le lendemain, les républicains parurent en effet devant Ypres, et commencèrent à y jeter des obus. Le prince Frédéric, dont le quartier-général avait été mis au château de la Hogue, s'y porta de sa personne, suivi d'un petit nombre d'entre nous. Son Altesse, après avoir reconnu par elle-même que cette attaque ne pouvait avoir rien d'alarmant pour la place, conféra quelque temps avec le comte de Salis, et retourna à son quartier-général. En arrivant, le prince apprit que Messines avait été

subitement attaqué par des forces infiniment supérieures. Le pays, extrêmement couvert dans cette partie, avait, tout à la fois, favorisé l'approche des républicains, et masqué leur nombre. Les hollandais s'étaient défendus avec vigueur ; le régiment des dragons Wallons de Biland, qui avait fait tout ce que pouvait lui permettre le terrain, avait horriblement souffert ; mais toute résistance avait été inutile, et il avait fallu évacuer ce poste [1].

Le prince n'hésita plus à retirer toutes ses troupes sur Wervick : il ne laissa sur sa droite que des postes d'avis. Toutes les nouvelles qu'on pouvait se procurer, tant par les espions que par les partis qu'on envoyait à la découverte, ne servaient qu'à donner de l'incertitude sur le vrai, et empêchaient, par conséquent, de prendre une résolution.

Les uns rapportaient que l'insulte d'Ypres et que l'attaque de Messines étaient de faux mouvemens qui avaient eu pour but de couvrir la poursuite que les républicains faisaient de l'armée anglaise, dont on continuait à ignorer la véritable situation. D'autres assuraient que l'armée ennemie se reportait sur le prince de Cobourg, qui venait

[1] Voir à la fin du volume la note de la page 58.

de s'emparer de Quesnoy, et menaçait de pénétrer dans l'intérieur.

Mais les nuages qui enveloppaient notre position ne tardèrent pas à se dissiper. Nous vîmes alors tous les dangers auxquels nous allions être exposés.

Le 12 septembre, dans l'après-midi, tous les rapports confirmèrent que l'ennemi s'avançait sur Wervick avec de très-grandes forces. Les princes auraient concentré toutes les leurs derrière Menin, s'ils n'eussent voulu suivre que les principes. Ils auraient cru cette manœuvre d'autant plus indispensable, que l'ennemi, déjà passé sur la gauche de la Lys, avait tourné leur droite. Mais ils ne le jugeaient pas assez nombreux pour pouvoir, tout à la fois, braver Ypres, qui avait une assez forte garnison, et les attaquer de front par Wervick et Menin. Ces considérations, jointes à la répugnance qu'ils éprouvaient à sortir de Wervick, les déterminèrent à tout risquer pour le défendre. Ils se refusèrent donc à prendre la position que leur offrait Menin. Cette position pouvait, cependant, très-aisément devenir formidable : il suffisait d'opérer des retenues dans le ruisseau qui se jette dans la Lys près de la ville, et de préparer les moyens de faire sauter le pont aussitôt que la redoute construite sur le mont Halluin aurait été

perdue. Peut-être même eût-il été plus convenable d'abandonner cette redoute. Cet abandon eût tout au plus exposé la ville à recevoir des obus à très-grande portée : un tel inconvénient ne pouvait pas balancer le grand avantage de la concentration de nos forces.

En prenant le champ de bataille derrière Menin, on eût toujours combattu, le front et un flanc couverts. Eût-on été battu, on gagnait facilement Courtrai, qui présentait une nouvelle position pour combattre.

Mais l'apparition de l'ennemi sur tous les points fut trop subite, pour qu'on pût concevoir et faire un plan : il fallut s'arrêter aux dispositions de circonstances.

On employa le reste du jour et la nuit du 12 à faire arriver les troupes qui, du corps du prince héréditaire, vinrent renforcer celles du prince Frédéric.

Le 13, à la pointe du jour, ce prince rangea ses troupes derrière Wervick, à la défense duquel il aurait désiré réduire toute l'affaire.

Sa gauche lui paraissant convenablement protégée par la position du prince héréditaire sous Menin, il tourna son attention vers sa droite, que compromettaient les différens points de passage que l'ennemi avait sur la Lys.

En conséquence, il ferma sa droite par une forte batterie, qu'il plaça sur la butte d'un moulin à vent. On sait qu'en West-Flandre ces emplacemens sont avantageusement réservés à cette destination.

Il ordonna ensuite que pendant toute l'affaire, on eût soin de pousser de nombreuses patrouilles vers Ypres et le long de la rivière.

Le combat ne tarda pas à s'engager par des feux de toutes armes. Werwick, qui sembla, dans le principe, être le point à disputer, fut attaqué, pris et repris souvent.

En paraissant ainsi se concentrer sur un seul point, les républicains avaient pour objet d'y appeler toute l'attention et toutes les forces des deux princes. Ce fut aussi quand ils se crurent parvenus à ce but, qu'ils attaquèrent avec impétuosité la redoute du mont Halluin, qui couvrait Menin du côté de Lille. Après l'avoir emportée, ils démasquèrent toutes les forces que les inégalités du terrain avaient dérobées. En même temps ils poursuivirent les troupes qui évacuaient la redoute avec assez de rapidité, pour arriver avec elles sur le pont, et empêcher qu'il ne fût coupé.

Sur ces entrefaites, les patrouilles qui éclairaient la Lys et la route d'Ypres rapportèrent au

prince Frédéric que l'ennemi arrivait en force le long de la rivière et par la grand'route.

Dans l'impossibilité de former un flanc contre cette nouvelle attaque, le prince m'ordonna d'aller instruire son frère du danger qui le ménaçait.

Je trouvai le prince héréditaire dans un ouvrage avancé. Sur la demande que je lui fis, de nous donner des troupes pour couvrir notre flanc, Son Altesse me répondit : « Tout est engagé, il « ne me reste plus que ma réserve ; si je m'en « défais, je n'ai plus rien pour garder la chaus- « sée ».

Je pris la liberté d'observer que, par le mouvement qu'allait faire cette troupe, la chaussée se trouverait naturellement gardée : « Eh bien! ré- « pliqua le prince, dites au général Sgravemoër « de marcher avec tout son monde; dites-lui, « sur-tout, d'éviter, autant qu'il sera possible, « de s'engager, et qu'il mette la plus grande at- « tention à bien s'éclairer sur sa gauche et sur « sa droite ».

Ce dernier ordre du prince était motivé par la position d'un bois de taillis qui, commençant à quelque distance de Menin, remplissait d'abord l'intervalle entre la rivière et la grande route, et régnait ensuite de droite et de gauche.

Je rendis au général Sgravemoër, avec la plus grande exactitude, tous les ordres que lui faisait donner le prince; j'affectai de répéter ceux sur lesquels Son Altesse avait insisté.

Le général mit aussitôt sa troupe en mouvement. La route étant extrêmement large, je lui proposai de faire marcher sa cavalerie au milieu, par troupes, à grandes distances entre elles, en disposant de la même manière son infanterie à droite et à gauche, le tout précédé de deux pièces d'artillerie.

Mais n'écoutant que son courage, le général, le sabre à la main, répond que dès qu'il apercevra l'ennemi, il fondra sur lui, et en fera bonne raison. Malheureusement un major de brigade, appelé Weber, suisse de nation, et homme de cœur, employé près de sa personne, lui dit : « si « vous faites cela, mon général, ils sont perdus ».

Il est aisé de voir qu'un tel jeu ne pouvait réussir dans le terrain qui allait devenir le théâtre de l'action. J'accompagnai le général jusqu'à la hauteur de notre extrême droite; n'ayant point aperçu d'ennemis, je revins rendre compte au prince Frédéric du résultat de ma mission.

Mais déjà les républicains avaient reconnu tout le péril auquel les livrait la marche de Sgravemoër; ils voyaient bien que ce général pouvait

les prendre eux-mêmes en flanc, ou, en les acculant à la Lys, les y renverser : ils se hâtèrent donc de rassembler tous leurs efforts contre lui ; et, par cette raison, ils suspendirent ceux qu'ils faisaient contre le prince Frédéric.

Trompé par ce calme, qui semblait plus vrai par le succès d'une dernière attaque qu'avaient faite ses troupes, le prince Frédéric, au moment où je le rejoignis, abordait le colonel Gomez, de l'état-major autrichien, qui arrivait. Tout en lui tendant la main, le prince dit au colonel : « je « suis bien aise de les avoir chassés, et encore « plus aise de vous voir »...... Le colonel annonça qu'il amenait une division de chevau-légers et une de hussards, à la tête desquels venait le général Kray lui-même.

Il est à remarquer qu'un corps de cavalerie et d'infanterie autrichiennes était arrivé pendant l'action. Ces troupes, sous les ordres du général Beaulieu, avaient pris leur camp près de l'abbaye de Wevelghem.

Aussitôt qu'on en avait eu connaissance, le prince régnant de Waldeck s'était rendu, de la part du prince héréditaire d'Orange, près du général autrichien, pour le prier de venir prendre part à l'action. On savait alors très-certainement que Houchard attaquait avec trente mille hommes

les Hollandais, qui n'en comptaient pas quatorze mille.

Mais toutes les instances du prince de Waldeck avaient échoué auprès de Beaulieu ; ce général opposa constamment la fatigue de ses troupes, qui, disait-il, avaient besoin de nourriture.

Cependant, cédant à de plus fortes instances, il avait détaché, sous la conduite du général Kray, les quatre escadrons dont parlait le colonel, qui ajouta : « et dans ce moment Kray veut lui-même « attaquer l'ennemi ». Le prince ordonne sur-le-champ aux régimens d'Heckeren, hussards, et Hesse-Philipsthal, cavalerie, de se joindre aux Autrichiens, et d'attaquer avec eux ; mais les affaires étaient loin d'être aussi brillantes que l'apparence semblait le faire croire.

Les républicains avaient laissé, sans s'y opposer, le général Sgravemoër s'avancer avec rapidité et sans précaution.

Celles de leurs troupes qui avaient lâché prise devant Werwick étaient venues s'embusquer dans le taillis, à droite et à gauche de la grande route.

Aussitôt que la colonne hollandaise fut bien engagée dans le bois, elles barrèrent la route avec des pièces d'artillerie, qui commencèrent

leur feu, et ne tardèrent pas à en venir à la mitraille.

En même temps, l'infanterie républicaine, embusquée de droite et de gauche, attaqua cette même colonne, et l'enveloppa de feux : il ne fallut qu'un instant pour la jeter dans le plus affreux désordre. Culbutée de toutes parts, sabrée par la cavalerie, qui s'abandonna sur elle, cette troupe ne présenta plus que des fuyards, des morts, des blessés et des prisonniers. Le général lui-même, mortellement blessé, tomba au pouvoir de l'ennemi.

Dégagés de ce côté, les républicains, sans perdre de temps, s'étaient reportés contre le flanc droit du Prince, et ils avaient recommencé leur attaque avec plus de fureur sur le front.

Ce furent donc ces troupes victorieuses que la cavalerie des Alliés se disposa à charger. Cette attaque était bien conçue ; elle pouvait, sinon forcer l'ennemi à la retraite, réprimer au moins son ardeur. Le général Kray, qui la dirigeait, avait une haute réputation de hardiesse et d'habileté dans l'arme de la cavalerie ; mais ce jour-là il ne fut que hardi, si toutefois il fut l'ordonnateur de cette attaque. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle fut dirigée vers le bois taillis, et que les hussards s'avancèrent par un fond qui parais-

sait être de nature marécageuse. Tout-à-coup une décharge de mousqueterie nous cribla de balles, sans que nous eussions aperçu un seul homme, parce que ceux qui avaient fait feu s'étaient tenus cachés dans les broussailles : tout ce qui ne fut pas tué ou blessé revint en désordre. Ce fut dans ce moment que j'aperçus le prince Frédéric dans un cabriolet, tout couvert de son sang. Des soldats de son régiment, des gardes à cheval, sous la conduite du baron de Grovenstein, l'accompagnaient.

Ne pas suivre le Prince devait m'être pénible, sans doute; mais mon premier devoir était de rester sur le champ de bataille. Je n'y restai cependant pas long-temps.

Menin venait d'être emporté, et le prince héréditaire obligé de se retirer sur Courtrai. Les républicains qui l'avaient combattu, forcés de s'arrêter à la vue des troupes que commandait le général Beaulieu, s'étaient rejetés sur nous.

Dès-lors, notre faible corps, enveloppé de toutes parts, épuisé par les fatigues et les pertes d'un combat qui durait depuis plus de huit heures, privé de son chef, ignorant qui lui succédait dans le commandement, ne pouvait plus prolonger une résistance qui eût surpassé les forces humaines : le champ de bataille fut abandonné; et on

5..

le quitta plus individuellement qu'en troupes. Néanmoins les gardes se firent jour, et entrèrent en assez bon ordre à Ypres, sous le commandement du général Golowkin.

Accompagné de quelques cavaliers, je suivis la route que j'avais vu prendre au prince Frédéric. J'appris bientôt qu'il s'était fait conduire à Roeslaër. Je l'y joignis, au moment où on venait d'extraire la balle dont il avait été frappé. La douleur d'une cruelle opération l'avait moins affecté que le malheur de la journée : il me donna des ordres avec le plus grand calme et la plus grande présence d'esprit ; il m'ordonna de diriger derrière le canal de Gand tout ce qui pourrait être rallié. Dès le commencement de leurs opérations, les Princes avaient décidé que ce point serait celui où l'armée hollandaise viendrait se reformer, dans le cas où elle aurait éprouvé quelque grand échec.

Le prince héréditaire y arriva donc avec ses troupes. Déjà Son Altesse avait pris toutes les mesures nécessaires pour réparer nos pertes.

La proximité de la Hollande, la forte volonté du stathouder, la vigilance infatigable de ce prince laborieux furent cause que l'armée fût bientôt pourvue de ce qui lui manquait, et mise en état d'achever la campagne.

Nous ne tardâmes pas à recevoir l'ordre de nous rendre au blocus de Maubeuge, que la grande armée des alliés couvrait. Le blocus de la place, de même que celui du camp, avait été formé le 29 septembre.

Des ouvrages destinés à tenir la place et le camp en échec avaient été tracés et exécutés par les Autrichiens avec une extrême célérité. Des troupes, aux ordres du comte de Latour, les occupaient. Ce fut à ces troupes que l'armée hollandaise vint se joindre, le 5 octobre, par Mons. Elle fut postée sur la rive gauche de la Sambre. La droite fut mise à la chaussée qui conduit de Maubeuge à Bavai, et la gauche s'appuya à la rivière.

Je ne redirai point les sorties que l'ennemi fit et de la place et de son camp retranché : elles n'eurent de remarquable que la prise de Drouet, le même qui avait arrêté à Varennes l'infortuné Louis XVI.

Tous ces différens combats ne pouvaient, en effet, produire d'autres résultats que de faire tuer inutilement du monde de part et d'autre. Il n'appartenait qu'aux armées de dégager ou de faire tomber Maubeuge. Aussi devait-on s'attendre chaque jour à voir les deux armées se livrer une bataille générale. Celle des républicains, forte

de cent trente mille hommes, qui, de Maubeuge, s'étendaient à Dunkerque, avait été mise, le 26 septembre, sous les ordres du général Jourdan.

La saison avançait. Les Autrichiens devaient donc chercher à pouvoir prendre des cantonnemens très-resserrés sur le territoire de la république, en faisant baraquer les troupes du blocus pendant l'hiver. Dans ce cas, il était hors de doute que les garnisons de la place et du camp retranché seraient réduites à une telle extrémité, qu'elles se verraient, au commencement de la campagne suivante, forcées de se rendre. Cette considération n'avait point échappé au comité de salut-public : elle l'avait décidé à ordonner au général Jourdan d'attaquer l'armée d'observation campée en avant de Vattigni, entre Maubeuge et Avesne. Le général Jourdan s'empressa de remplir les ordres qu'il avait reçus. Il assembla son armée à Guise; et, le 13 octobre, il fit ses premiers mouvemens offensifs.

Le 14, le général autrichien Clairfait poussa une reconnaissance, qui se borna à un échange de coups de canons. Le même jour les avant-postes de Maubeuge engagèrent, près le bois du Tilleul, un combat qui n'eut aucun succès.

Le 15, les deux armées combattirent sur toute la ligne avec une égale fureur; mais les répu-

blicains ne purent parvenir à forcer les alliés : les deux armées conservèrent leur position ; ce qui déterminait l'avantage en faveur des alliés, dont le but était de se maintenir.

Le 16, dès le matin, nous entendîmes recommencer l'action avec non moins de vivacité que la veille. Comme les feux semblaient toujours se continuer sur le même point, l'armée du blocus n'était pas sans inquiétude. Pour faire cesser toute incertitude, je demandai au chef d'état-major la permission de me rendre sur le champ de bataille ; je représentai que, témoin oculaire de ce qui se passerait, je pourrais venir promptement rendre compte de ce qu'il nous importait de savoir.

Je partis. En approchant de la ligne, je rencontrai le régiment de Kavanack, cuirassiers, qui faisait un mouvement. Le comte de Hohenzollern, colonel de ce régiment [1], m'engagea à me rendre à la droite, où l'affaire devenait sérieuse. En y allant, j'aperçus le comte de Clairfait, qui se portait sur ce point; je me mis à sa suite.

En examinant les positions des deux partis, je vis que la ligne autrichienne était fort étendue de la droite à la gauche ; de manière qu'il y avait de grands intervalles entre les corps qui la formaient.

---

[1] Aujourd'hui feld-maréchal, et président du conseil aulique de guerre.

L'armée des républicains, plus nombreuse, de leur propre aveu, que celle des Autrichiens, occupait les haies d'Avesnes. Ainsi, tous ses mouvemens étaient dérobés; et je crois que cet avantage détermina en sa faveur le succès de la journée. Car voici, autant qu'il me le parut, quelle fut sa manière de manœuvrer.

Les républicains, mettant à profit l'agilité de leurs soldats, se montraient en force sur un point où on n'avait pu les voir se rassembler. Les Autrichiens y accouraient pour les empêcher de déboucher. Aussitôt que les républicains voyaient qu'ils avaient réussi à attirer l'ennemi sur le point où ils avaient voulu lui donner jalousie, ils disparaissaient. Reportés rapidement sur un autre point, ils y recommençaient la même manœuvre.

A l'avantage de ce jeu se joignit encore, pour les républicains, celui du terrain : il les dispensa d'employer leur cavalerie, bien inférieure à celle des alliés, qu'ils eurent ainsi l'art de paralyser.

Dès que je vis l'affaire languir, les généraux et les officiers d'état-major se réunir pour dicter et écrire des ordres, je rejoignis le quartier-général de notre armée, où j'arrivai assez tard.

Les principaux chefs étaient chez le prince régnant de Waldeck; j'y allai. On ne tarda pas à me presser de questions. Je n'hésitai point à dire que

j'étais persuadé que nous allions recevoir l'ordre de nous retirer. Cette déclaration fut loin d'obtenir d'abord quelque confiance : le prince Charles de Weilbourg, sur-tout, l'accueillit d'un grand éclat de rire. Mais le vieux chef d'état-major, sans me condamner au premier mot, me demanda sur quoi je fondais mon opinion.

Avant de répondre, je décrivis la position des deux armées ; je fis bien observer les intervalles que ne pouvait remplir celle des alliés ; je fis voir la manière dont les républicains utilisaient la supériorité de leur nombre et l'avantage de leur terrain.

Après cet exposé, j'ajoutai que les Autrichiens me paraissaient si harassés, que je les croyais incapables de soutenir le lendemain les mêmes fatigues. Cette observation, dis-je, ne peut pas avoir échappé aux chefs ; elle ne leur permettra donc pas de s'exposer à être enfoncés de toutes parts ; car qui pourrait douter que ce malheur n'arrivât infailliblement, si les républicains, après avoir encore quelque temps continué à user les forces des soldats autrichiens, finissaient ensuite par de grands efforts en masse ? La prévision du danger qu'éprouveraient dans ces cas les alliés, en repassant la Sambre, les empêchera sans doute de s'y exposer. Voilà ce qui me fait croire à la retraite.

La réponse du vieux colonel fut : « Monsieur, « vous pourriez bien avoir raison ».

Nous reçûmes dans la nuit l'ordre de nous retirer sur Mons, où le prince héréditaire devait s'arrêter. Le prince de Waldeck fut détaché à l'abbaye de Lobes, d'où il fit occuper Thuin.

On apprit que l'armée allait être envoyée en quartier d'hiver. J'eus ordre d'aller reconnaitre des cantonnemens dans l'étendue d'un rayon qui me fut donné.

Ma reconnaissance embrassa la distance de chaque endroit au quartier-général, la qualité des routes qui y conduisaient, de même qu'aux lieux voisins; la nature du pays, la forme et le nombre des habitations, le genre d'industrie des habitans, les ressources de la commune, sur-tout en vivres, ses moyens d'approvisionnement, l'espèce de défense qu'offrait le lieu pris isolément, l'arme et le nombre d'hommes auquel il pouvait convenir; enfin, j'indiquai le point de rassemblement général, le champ de bataille, et comment on devait y arriver de chaque cantonnement.

Mais mon travail était à peine terminé, qu'un nouvel ordre fit porter le quartier-général du prince et son armée à Nivelle.

Le jour où ce changement se fit, j'allai joindre le corps du prince de Waldeck à Lobes.

Les républicains faisaient quelques mouvemens dans cette partie : ils devinrent assez inquiétans pour déterminer le prince à se concerter avec M. le comte de Clairfait, auquel ses troupes s'appuyaient. Ces deux généraux étaient convenus du jour où ils attaqueraient l'ennemi, et ils s'étaient communiqué réciproquement leurs dispositions.

Le prince de Waldeck fut exact à remplir ses engagemens : toutes les troupes étaient prêtes à agir ; depuis long-temps il n'attendait plus que le signal convenu, quand le général autrichien l'informa que des contre-temps ne lui permettaient pas de prendre part à l'action qui avait été projetée.

Sur ces entrefaites, l'ennemi avait fait lui-même des dispositions, au moins défensives. Sa cavalerie, audacieusement placée en avant d'un bois, indiquait assez que ce bois devait être pourvu d'artillerie et d'infanterie. Le piège n'était même pas très-adroitement tendu, car qui aurait pu douter que cette cavalerie n'eût avisé aux moyens de n'être pas jetée dans le bois ? Elle ne s'était donc ainsi placée que pour amener ceux qui voudraient l'attaquer sous les feux qui étaient préparés.

Dans cette situation, le prince eut la bonté de me demander mon opinion. Je répondis : « Attaquer sur-le-champ avec la plus grande impé-

« tuosité, sans donner à l'ennemi le temps de se « reconnaitre ; ou bien, sans perdre de temps, « nous retirer lentement et par échelons ».

Ce dernier parti fut adopté ; il était le plus sage : nous étions restés trop long-temps inactifs devant l'ennemi pour tenter le premier.

Les légions de Damas et de Béon, composées de royalistes français, firent l'arrière-garde. L'ennemi ne nous suivit pas.

La position que tenait le prince était des plus désavantageuses et très-exposée ; elle devait être considérée comme se réduisant à la défense de deux postes isolés, l'abbaye de Lobes et Thuin.

Les troupes campées près de l'abbaye, pour porter secours à celles qui étaient postées à Thuin, devaient descendre une côte assez rude, traverser un vallon marécageux, et gravir ensuite la côte escarpée sur laquelle est situé Thuin. Le terrain, d'un nature argileuse, devenait impraticable en temps de pluie.

Si l'ennemi parvenait à s'emparer de Thuin, il était impossible d'en retirer l'artillerie qui en faisait la principale défense, et qui par conséquent devait y être nombreuse.

Toute la sûreté du camp dépendait cependant de la conservation de ce poste. Car l'ennemi parvenait-il à s'en emparer ? Il pouvait foudroyer les

troupes adossées à un bois qui s'étendait jusqu'à Binch.

Les pluies avaient rendu tous les chemins impraticables, tant pour l'infanterie que pour la cavalerie. Pour nous retirer sur Binch, nous n'avions que la route qui traversait le bois; il était trop tard et la saison était trop mauvaise, pour qu'on pût en ouvrir de nouvelles. Mais des dispositions générales remirent ce poste à d'autres troupes, et le prince de Waldeck reçut ordre de se rapprocher de Nivelle, où nous goûtions tous les charmes de la société. Ce bonheur n'eut que la durée d'un songe.

L'armée eut ordre d'aller définitivement hiverner à Liège.

Arrivé dans son nouveau quartier-général, le prince héréditaire voulait partir pour la Haye, lorsqu'un incident lui fit différer son départ.

Le prince-évêque refusa de laisser caserner les troupes dans l'intérieur de la ville; il ne voulait leur accorder que les faubourgs. Une semblable dislocation n'était pas admissible; la situation topographique de la ville, le caractère inquiet des habitans, ne permettaient pas de s'établir à l'extrémité des rayons sans occuper le centre.

Le chef de l'état-major m'ordonna de me ren-

dre chez le ministre du prince pour l'amener à un accommodement.

Son Excellence m'opposa, entre autres choses, la condescendance des autrichiens et des prussiens : dans un temps même d'hostilités, ils avaient respecté les immunités de la ville; le ministre s'étonnait donc de voir les hollandais, ces bons et fidèles amis des états de Liége, se montrer plus exigeans.

Je réfutai, autant qu'il fut en moi, ces objections; je soutins que, dans ces temps d'orages et de révolution, la sûreté du prince-évêque était intéressée à ce que nous occupassions la ville, et même, osai-je lui dire, les avennes de son palais.

Le ministre se rendit à mes raisons, et me dit : « Je vous promets le consentement du prince; mais Son Altesse n'exerce pas un pouvoir absolu; les Etats doivent également consentir à ce que vous demandez. » Il ajouta qu'ils étaient assemblés, et qu'il me conseillait de m'y rendre : je le fis.

Après m'avoir annoncé, l'huissier me pria d'attendre :.... « dites, répondis-je, qu'un officier d'état-major envoyé par le prince d'Orange, n'attend jamais »...... Les deux portes s'ouvrirent; et l'assemblée, présidée par le comte de Villeen-

fagne, se leva quand j'entrai. En m'adressant à lui, je dis : « J'ai ordre de caserner des troupes « dans la ville; et je viens vous prévenir, Mes- « sieurs, qu'à onze heures je monte à cheval »...... Je me retirai sans attendre de réponse.

Les troupes occupèrent la ville. Le prince remit le commandement au prince Chrétien de Darmstadt, et partit pour la Haye. Dès ce moment l'armée jouit de tout le repos d'un quartier d'hiver.

Ainsi finit cette campagne, dont l'ouverture avait promis des succès plus décisifs.

Sans doute la défection de Dumouriez, le découragement et la désunion que cet événement avait portés dans les rangs républicains, l'apparition de nouveaux combattans, riches de tous les moyens de guerre, avaient permis d'espérer la fin d'une lutte qui devait encore long-temps se prolonger.

CHAPITRE III.

L'armée alliée se rassemble sur les hauteurs de la Selle. L'empereur d'Autriche la passe en revue. — Siège de Landrecies. — Bataille de Troisville. — Pichegru entre dans les Pays-Bas. — Batailles de Fleurus. — Retraite des Alliés. — Les Anglais et les Hollandais rentrent en Hollande. — Les républicains s'emparent de plusieurs places appartenantes aux Hollandais. — Les volontaires de Béon sont fusillés dans Bois-le-Duc. — Les alliés se disséminent derrière le Rhin.

1794. L'armée autrichienne avait, à la faveur des places conquises, pris ses quartiers d'hiver sur le territoire de la république. Quelques combats assez peu importans, et des mouvemens de la même nature, avaient marqué les mois de janvier, de février, et le commencement de mars. Mais vers le milieu de ce dernier mois, le général Pichegru, qui, après la bataille de Maubeuge, avait succédé au général Jourdan dans le commandement de l'armée républicaine, commença à faire des dispositions pour entrer en campagne.

Je ne rapporterai point ces dispositions; elles appartiennent à l'histoire de ce général, que n'hésitera pas à prendre pour modèle tout homme de

guerre qui voudra conquérir des droits à l'admiration de la postérité et à la reconnaissance de tous les partis.

Dans les derniers jours de février, l'armée hollandaise avait reçu l'ordre de se préparer à lever ses cantonnemens, et les princes d'Orange avaient quitté la Haye.

La princesse leur mère, avec la princesse héréditaire [1], les avaient accompagnés jusqu'à Liége.

La manière dont Leurs Altesses Royales accueillirent les corps qui eurent l'honneur de leur être présentés, la bienveillance particulière qu'elles témoignèrent à ceux qu'elles savaient s'être distingués, ne purent qu'inspirer à tous l'horreur de la honte et l'amour de la gloire.

Les princesses retournèrent à la Haye, et l'armée partit pour Namur. Là, de nouveaux ordres suspendirent sa marche, qu'elle reprit bientôt après, pour venir camper à Forest, entre le Quesnoy et le Cateau.

Le 16 avril, toute l'armée alliée, rassemblée sur les hauteurs de la Selle, près de Montoi,

[1] Frédéricque-Wilhelmine Louise, sœur de Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, reine régnante des Pays-Bas.

derrière Cateau-Cambresis, fut passée en revue par l'empereur d'Autriche.

Le lendemain de cette revue, toute l'armée, divisée en trois corps, sous les ordres du prince de Cobourg, général en chef des coalisés, du duc d'Yorck et du prince héréditaire d'Orange, se mit en mouvement.

Elle marcha dans le dessein de rejeter derrière l'Oise l'armée républicaine, qui, postée entre Guise et Landrecies, aurait empêché le siège de cette dernière place, dont la prise devait commencer les opérations.

L'armée hollandaise, à laquelle s'était réuni un corps autrichien commandé par le comte Baillet de Latour, lieutenant-général, suivit la route de Cambrai. L'avant-garde, aux ordres du comte de Hadik, général-major, fut la seule engagée; elle repoussa, sans éprouver beaucoup de résistance, tout ce qu'elle rencontra en avant de la place; et les dragons de Cobourg qui formaient la tête de la colonne, parvinrent jusqu'à la vue des remparts de Cambrai, dont les canons tirèrent sur eux. Mais l'ennemi nous ayant laissé occuper un mamelon isolé, ce mamelon servit à nous mettre à couvert.

L'armée républicaine, contrainte par les revers qu'elle avait essuyés dans les différentes attaques,

de repasser la rivière de Noir-Lieu, et de se reporter sur l'Oise, ne troubla point les alliés dans l'investissement de Landrecies.

Ce n'était pas assez pour pouvoir attaquer la place : il était nécessaire de faire rentrer dans son intérieur les troupes qui occupaient un camp retranché en avant. Ce fut l'entreprise que forma l'armée hollandaise, à laquelle avait été décerné l'honneur de faire le siége.

Cette armée, après avoir laissé le général Hadik en observation sur le chemin de Cambrai, s'était rapprochée de Landrecies.

Le 24 avril, vers six heures du matin, les avant-postes commencèrent l'action. Les républicains se replièrent successivement derrière leurs retranchemens, et ce fut là que s'engagea véritablement le combat. Le feu de l'ennemi, se soutenant avec vigueur sur toute la ligne, ne permettait pas de s'approcher de la place. On ne pouvait attribuer cette opiniâtreté qu'à l'appui que semblaient lui prêter quelques redoutes que l'on découvrait assez facilement. Pendant l'action l'empereur vint visiter l'armée hollandaise.

Sa Majesté se convainquit par elle-même de la ténacité de l'ennemi. Mais après que l'empereur se fut éloigné pour rejoindre son armée, qui se battait aussi, le prince d'Orange se décida à

faire attaquer une assez grosse redoute, qui était le plus en évidence. Le général Latour en donna l'ordre à des Croates. Comme cet ordre n'était pas exécuté avec toute la promptitude qu'on désirait, ce général, qui ne quittait pas le prince, m'ordonna, en termes obligeans, d'aller presser ces Croates, et le prince Frédéric ajouta : « Attaquez avec eux. »

Après m'être abouché avec l'officier qui devait commander l'attaque, je montai sur un arbre très-élevé, pour bien reconnaître la manière dont nous pourrions nous y prendre. De là il me fut aisé de découvrir que la redoute n'était qu'un point d'une ligne continue, formée par des redoutes liées entr'elles par un chemin couvert. Les proportions avaient été si bien ménagées dans les constructions, qu'on ne pouvait rien juger de la campagne.

La gauche de cette ligne m'ayant cependant paru faible, je m'y transportai pour mieux m'en convaincre. Je vis, en effet que cette partie avait été absolument délaissée ; elle n'était fermée que par des palissades qui entouraient un jardin fruitier. Elle était fort peu éloignée d'un petit bois, à la faveur duquel il était facile de masquer des dispositions pour en déboucher ensuite. C'était là qu'étaient placés le régiment de

Darmstadt, les gardes suisses et hollandaises à pied, et le régiment de Klebeck, autrichien.

Je me hâtai d'aller rendre compte de ce que je venais d'observer. J'assurai que l'enlèvement de la redoute ne nous rendrait maîtres que d'un point, dans lequel nous ne pourrions probablement pas nous soutenir. Je proposai, en conséquence, de faire attaquer l'espèce de palanque qui fermait la gauche. Je fis remarquer que, si nous parvenions à la forcer, nous prendrions toute la ligne à revers, et par conséquent tous les ouvrages par la gorge. « Eh bien! me dit le « général Latour, allez trouver le général Baillet, « mon frère [1], dont vous voyez les feux; et dites-« lui que je lui envoie l'ordre d'attaquer. »

Ce général était à la tête du régiment de Klebeck, dont il portait encore l'uniforme, ne venant d'être promu à son nouveau grade que depuis peu.

En transmettant l'ordre dont j'étais chargé, j'observai que je croyais qu'avant de lancer les troupes dans le jardin, à la bayonnette, il serait non seulement nécessaire de rompre quelques palissades à coups de canon; mais encore de

[1] Aujourd'hui lieutenant-général en retraite au service du roi de France.

nettoyer l'intérieur du jardin, en y jetant des obus.

Le général recevant avec empressement l'ordre que je lui apportais, m'enjoignit de faire avancer au plus vîte un obusier, dont il me montra l'emplacement.

Les troupes virent à peine quelques palissades rompues, qu'elles coururent d'elles-mêmes à l'attaque, et pénétrèrent dans les retranchemens, qui, peut-être dans le même temps, furent également forcés sur d'autres points.

Je ne vois pas pourquoi l'ennemi avait négligé de fortifier cette gauche, qui était d'une extrême faiblesse, et dont la prise rendait cependant toute résistance inutile. Cela est si vrai, que, dès qu'elle fut emportée, les retranchemens furent abandonnés avec une telle précipitation que nos chasseurs suivirent jusques sur le pont-levis les troupes qui rentraient dans la place.

Le camp retranché forcé, il ne fut plus difficile aux ingénieurs de faire leurs dispositions : ils convertirent l'attaque de la place en un bombardement, qui commença le 26 avril. Les feux étaient dans tout leur développement, quand une vive canonnade nous apprit que les Anglais, qui couvraient le siége du côté de Cateau, étaient attaqués.

Aux premiers coups de canon qui furent entendus, le baron Henri de Bentinck, nôtre quartier-maître-général, me fit venir. Il m'ordonna de me rendre sur le champ de bataille, et de bien observer tout ce qui allait s'y passer, afin de me mettre en état de prévenir l'armée hollandaise contre toute surprise.

Cette commission était assez embarassante : les chances d'une bataille sont si nombreuses ! Souvent celle qui paraît long-temps gagnée finit par être perdue ; et souvent la victoire reste à l'armée qui, d'abord, parut être vaincue. Combien la dernière guerre ne nous fournit-elle pas de semblables exemples ! Cependant il importe, et pour l'armée et pour la réputation de celui qui est chargé d'observer, de ne pas donner de fausses alertes.

J'obéis, tourmenté par ces réflexions.

L'affaire se passait au village de Trois-Ville. L'armée républicaine qui attaquait était venue de Cambrai.

En arrivant sur le champ de bataille, je joignis le général Otto, commandant le corps autrichien qui agissait de concert avec les Anglais.

Peu de temps après mon arrivée les républicains enfoncèrent le centre. Leur cavalerie pénétra jusqu'au camp des Anglais, qui assis sur les

hauteurs, en avant de Cateau-Cambresis, avait sa droite appuyée à la Selle, rivière fort encaissée. Il avait sur son front un ravin assez large, mais facile à franchir, même pour de la cavalerie. Des redoutes bien armées le bordaient. Ici devait sans doute commencer pour moi l'incertitude.

Il était probable que, si les républicains se bornaient à concentrer tous leurs efforts sur le point qu'ils venaient d'enfoncer, et qu'ils parvinssent à s'emparer des ouvrages, le combat allait se décider en leur faveur. Je pense encore aujourd'hui que si, à cette époque, ils eussent été assez *manœuvriers* pour éviter tout autre mouvement étranger à ce but, la victoire se fût rangée de leur côté. Mais alors l'expérience ne leur avait pas encore appris à profiter d'un avantage pour faire les mouvemens que requéraient les circonstances et la nature du terrain.

Néanmoins ce premier succès était assez important pour m'avertir de donner toute mon attention aux conséquences qu'il allait avoir; mais il n'était pas assez décisif pour m'engager à donner l'alarme à nos troupes. M. le comte de la Châtre [1], que je rencontrai sur le champ de ba-

[1] Depuis duc et premier gentilhomme de la Chambre, un de ceux qui ont illustré l'émigration.

taille, et à qui je fis connaître l'objet de ma mission, devenait pour moi un guide sûr dans la conduite que j'avais à tenir.

Pendant que nous raisonnions ensemble sur la pointe que venaient de faire les républicains, et que, nullement inquiets pour la droite, que couvrait la Selle, nous arrêtions tous nos regards sur le centre et sur la gauche, les choses se rétablissaient : l'artillerie, dont les redoutes étaient armées, avait foudroyé la cavalerie républicaine, qui s'était abandonnée, et l'avait forcée à disparaître.

Mais tandis que le centre avait été si dangereusement compromis, le général Otto, par un mouvement non moins savant qu'audacieux, avait fait filer le long de la Selle vingt escadrons de cavalerie, autrichiens, anglais et hanovriens : « Bientôt, dit le vieux général, l'affaire est à « moi. » Il n'y avait pas d'alternative pour cette cavalerie; il fallait, ou qu'en se formant et en fondant sur le flanc de l'ennemi, elle le détruisît, ou bien qu'elle fût elle-même renversée dans la Selle, si elle était attaquée avant d'avoir pu se déployer.

Le prince Charles de Schwarzemberg [1], nou-

[1] Depuis général en chef des alliés sous Paris.

vellement fait colonel des cuirassiers de Zedwitsch, conduisait pour la première fois son régiment à la charge.

Tout arriva ainsi que l'avait conçu et ordonné le général Otto : la cavalerie alliée se déploya sans trouver d'obstacle, elle fondit sur l'ennemi, qu'elle culbuta et mit dans le désordre le plus complet. Peu de momens après, j'aperçus deux officiers républicains qui, sous la conduite de quelques hussards, parlaient à un officier anglais; j'accourus : le prince Guillaume de Glocester était l'officier anglais, et les deux autres étaient le général Chapuis et son aide-de-camp; ils venaient d'être faits prisonniers.

Le général avait le bras gauche enveloppé d'un mouchoir blanc. J'appris de l'aide-de-camp que ce général commandait le corps qui nous avait attaqués, et que ce corps, fort de trente mille hommes, était en pleine déroute : ce fut l'expression dont se servit cet officier. Je m'informai si la blessure du général était grave : « Elle est fort « légère, répondit l'aide-de-camp; c'est un coup « que le hussard aurait pu se dispenser de por- « ter, car le général émigrait ».

Après que l'aide-de-camp m'eût donné ces renseignemens, je lui demandai : « Que fait le « général Pichegru »? — « Il attaque aujour-

« d'hui Courtrai avec soixante mille hommes,
« me répondit-il ».

Dans le moment, j'entendis le général demander au prince s'ils pouvaient mettre pied à terre, et entrer dans la maison qui était près de là. — « Oui, répondit le prince, si vous avez quelque « chose à me dire ». Ils mirent aussitôt pied à terre.

J'ai su depuis, de *Son Altesse Royale elle-même*, que le général Chapuis l'avait prié de le faire considérer comme émigré. Mais le prince lui fit observer qu'il n'appartenait qu'au duc d'Yorck de statuer sur son sort.

Le duc de Glocester, dont le régiment n'était pas employé, s'était offert à servir d'aide-de-camp au général Otto, qui désirait avoir auprès de lui un officier anglais parlant allemand. Ce prince ne consentit à lui dire son nom qu'après que l'affaire fut finie.

Ma tâche étant complètement et heureusement remplie, je repris le chemin de notre quartier-général. En passant près du duc d'Yorck, je l'entendis dire : « Nous avons déjà vingt pièces de « canon, et on est à leur poursuite ».

A peu de distance du quartier-général, je rencontrai le stathouder qui venait de la Haye. Il était à cheval, ainsi que sa suite.

Informé des chances de l'action, le prince me dit : « S'ils vous avaient pris, ils vous auraient « guillotiné ». Le sort qu'avait déjà éprouvé mon frère ne m'aurait pas permis de douter de celui qui m'eût été réservé. J'étais, au reste, destiné à voir, pendant de longues années, la hache fatale suspendue sur ma tête.

Le prince héréditaire d'Orange, qui ne connaissait point de repos quand on se battait, s'était porté sur une hauteur, d'où il pouvait juger à la fois, et le bombardement de la place, et l'effet d'une attaque que le prince Chrétien de Darmstadt exécutait sur un village.

Quoique le stathouder fût venu de Valenciennes à cheval, il voulut joindre les princes, ses fils, qu'il défendit d'avertir.

Après que Leurs Altesses se furent réciproquement complimentées, je pris la carte, et je développai toutes les circonstances qui avaient marqué l'affaire à laquelle je venais d'assister.

Mon rapport militaire achevé, je communiquai les nouvelles que j'avais du général Pichegru.

Les alliés étaient en plein succès; les princes d'Orange n'étaient pas hommes à s'effrayer : ces nouvelles ne firent donc qu'une très-légère impression.

Je n'en restai pas moins jaloux de connaître les

événemens qui allaient se passer sur le nouveau théâtre; aussi ajoutai-je, en m'adressant au prince héréditaire : « Un siége est l'affaire des ingénieurs, « je deviens fort inutile ici : permettez-moi, mon-« seigneur, d'aller à l'armée du général Clair-« fait ». Le prince ne me répondit pas; mais le soir, je reçus ordre de me rendre en poste à l'armée de Flandre. J'appris, à Tournai, que l'ennemi était maître de Courtrai, et que le quartier-général du comte de Clairfait se trouvait à Templeuve.

J'écrivis aussitôt au prince héréditaire l'état dans lequel étaient les choses; je pris la liberté de lui dire que j'espérais que Son Altesse ne tarderait pas à soumettre Landrecies, et que, dans ce cas, je pensais qu'il serait avantageux de venir, avec toutes les armées alliées, se placer sur le mont Halluin, entre Lille et Courtrai.

Le 28, le général Clairfait avait obtenu quelques succès; mais, attaqué le 29 avec vigueur par le général Pichegru dans la position de Mouchron, il avait dû céder aux républicains une victoire honorablement disputée. Les hanovriens revinrent à Tournai dans le plus grand désordre. C'étaient, à la vérité, ceux qui avaient le plus souffert.

Après cet échec, le général Clairfait, craignant

plus que jamais pour la Flandre, se porta, par une marche de flanc des plus hardies et digne des plus grands éloges, à Thielt, où il fut joint par quelques renforts. Il s'avança, le 10 mai, jusqu'à l'abbaye de Wevelghem, presque à la vue de Menin, qui, le 30 avril, était tombé au pouvoir de l'ennemi. Le même jour, Landrecies avait ouvert ses portes au prince d'Orange.

Après l'affaire de Moucron, j'avais reçu l'ordre de retourner au quartier-général. J'y donnai tous les éclaircissemens que j'avais pu me procurer sur la véritable situation des affaires militaires en Flandre ; car, de toutes les armées alliées, celle de Hollande était la plus intéressée à bien connaître cette situation.

Le duc d'Yorck avait quitté la grande armée, pour marcher à Tournai, qu'il couvrait avec ses anglais et les hanovriens. Il avait soutenu avec succès, près d'Ottignies, un combat qui avait eu pour but de l'empêcher de se joindre au général Clairfait.

Le 17 mai, ce général et le duc résolurent de faire un nouvel effort, dans le dessein de renfermer l'armée républicaine dans Courtrai.

A cet effet, le général autrichien, parti de Thielt, vint rapidement par Werwick, après d'heureux combats, s'établir sur les hauteurs de Liucelles et de Blaton.

Le duc d'Yorck, sorti le même jour de Tournai, s'était emparé de Lannoi, de Roubaix, de Turcoin, et de Menin. Mais, ayant l'un et l'autre été attaqués le 18, le duc d'Yorck vit son armée rejetée dans Tournai, et le général Clairfait fut contraint de se retirer pendant la nuit sur Thielt.

Quelques jours après la prise de Landrecies, le prince héréditaire, laissant son frère Frédéric à Forest avec un gros de cavalerie, amena le reste de son armée à Tournai. Le prince Frédéric ne resta détaché que fort peu de temps, et toute l'armée hollandaise vint camper sous Mons. Elle en partit le 1er juin pour aller dégager Charleroi, que les républicains venaient d'investir.

La bataille commença en avant de Gosselies et de Courcelles; l'engagement fut vif: les républicains se virent promptement forcés à repasser la Sambre.

Le prince héréditaire commandait en chef. Il avait sous ses ordres le baron d'Alvinzy, général autrichien, qui commandait un corps de troupes de sa nation.

On croyait n'avoir plus rien à redouter pour Charleroi, lorsqu'on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse avait ouvert la tranchée devant cette place dans la nuit du 13 au 14.

Le prince héréditaire d'Orange fut de nouveau chargé de faire lever le siége. A cet effet, il partit de Nivelle le 15, dans la résolution de livrer bataille le 16.

La veille on m'avait envoyé de Nivelle à Namur, communiquer, au général Beaulieu les dispositions pour la bataille qu'on voulait donner.

Le marquis de Chasteler, colonel au corps du génie autrichien, officier très-distingué par sa bravoure et ses talens, se trouvait auprès de ce général, également chargé d'une commission particulière. Nous convînmes de rejoindre ensemble les corps auxquels nous appartenions.

Au moment où nous allions partir, il survint une alerte; on disait l'ennemi aux portes de la ville. Nous nous hâtâmes d'en sortir, car nos missions ne nous permettaient pas de nous y laisser renfermer.

Quand nous fûmes à quelque distance de la place, le hussard qui servait d'ordonnance au marquis crut apercevoir la cavalerie ennemie rangée dans la plaine à une assez grande distance.

Le marquis, dont la vue était aussi faible que le génie était étendu, la lunette à la main, examina, et ajouta que les tirailleurs étaient déjà formés, et qu'ils s'avançaient. Notre position deve-

nait asssez embarrassante, il fallait arriver.

Je n'apercevais point d'ennemi, et ne pouvais en croire mes yeux. Enfin, après avoir bien étudié tout ce que je découvrais, j'affirmai que les masses qu'on prenait pour de la cavalerie étaient des haies; et que les tirailleurs n'étaient autre chose que des arbustes épars au milieu des champs : j'avais raison.

Ces sortes de méprises se répètent souvent à la guerre. Mais celle-ci prouve qu'il faut considérer les objets sans prévention. L'alarme donnée à la ville avait disposé le hussard à des illusions.

Quand nous fûmes à mi-chemin, nous rencontrâmes le régiment des hussards de Saxe, commandé par le baron de Gottesheim et le marquis de Fresnel. Ce régiment, sorti de France pour la cause du roi, la servait alors sous les drapeaux de l'Autriche. Ils nous apprirent qu'ils avaient été obligés de se replier, et d'abandonner la route de Nivelle que l'ennemi interceptait. Nous prîmes une escorte de vingt-cinq hussards, avec lesquels nous continuâmes à suivre la route que l'ennemi avait abandonnée.

L'armée du prince héréditaire marcha toute la nuit; et, à la pointe du jour, nous étions en présence de l'ennemi. Quatre colonnes formaient la

disposition. A gauche était le général Beaulieu, qui était venu de Namur avec son corps; au centre le baron d'Alvinzy et le prince de Reuss.

Le prince Frédéric était placé avec un gros de cavalerie et quelque infanterie, entre le centre et la droite de l'armée, qui étaient sous les ordres du comte Charles de Wartensleben, général hollandais.

Le prince héréditaire, commandant en chef, se mit au centre.

La gauche de l'armée entama l'affaire : le général Beaulieu s'avança de Mellet contre la droite des républicains, sur lesquels il gagna du terrain. Mais un avantage que l'ennemi obtint au centre vint donner au prince héréditaire une gloire éclatante. Un corps de cavalerie, après avoir renversé les dragons de Waldeck, autrichiens, et les autres troupes qui étaient au centre, jeta une portion de la ligne dans un affreux désordre. Le prince court au régiment de Stockard, suisse, et à la tête de ce régiment il s'avance seul contre l'ennemi, qui poursuivait ses succès.

Dans le moment, je revenais de notre gauche hollandaise, sur laquelle l'ennemi venait de s'emparer d'un village, dont la conservation lui donnait le moyen de nous tenir séparés du général Beaulieu.

Tout-à-coup je me trouve entre l'ennemi victorieux et le prince, qui s'avançait à grands pas. Arrivé près d'un moulin, il commande halte, fait placer les canons de ce régiment sur la plate-forme qu'offrait le moulin, et il ordonne qu'on tire à mitraille sur l'ennemi, qui se trouvait à portée.

Déjà les dragons de Waldeck, à la vue de cette troupe et à la vue du prince, s'étaient arrêtés, et faisaient de nouveau face à l'ennemi. Celui-ci ne poursuivit plus, et le combat se rétablit. Cet avantage fut assurément dû au coup-d'œil et à la bravoure personnelle du prince.

Dans le moment, parut le général d'Alvinzy, légèrement blessé à la joue par une balle.

C'est alors que je rendis compte de ce qui se passait à notre gauche, en observant combien il était important de ne pas laisser l'ennemi s'établir en forces dans le village, et de l'en déloger. « Vous « avez raison, dit le général; il faut se hâter de « l'en chasser ». Le prince ajouta : « Eh bien! « marchez-y avec ce régiment ».

Cette troupe était pleine d'ardeur : notre marche fut prompte. En arrivant, nous trouvâmes des hussards de Wurmser, qui avaient été rejetés, mais qui formaient un flanc contre le débouché du village. Il était entouré de haies qui dessi-

naient assez bien des échelons. Nous commençâmes par nous poster derrière ces haies, de droite et de gauche, de manière à croiser des feux sur le village.

Après avoir tiré pendant quelque temps, nous battîmes la charge, et nous pénétrâmes, bayonnettes basses, dans le village, que l'ennemi nous abandonna. Peut-être cette attaque fut-elle favorisée par les troupes du général Beaulieu, qui continuaient, à notre gauche, à repousser les républicains. Le reste de la journée ne fut plus pour nous qu'une suite d'avantages : nous nous rendîmes maîtres de Gosselies et de Courcelles ; et lorsque nous eûmes placé notre artillerie sur les hauteurs de Marchienne-au-Pont, l'ennemi repassa entièrement la Sambre. Le prince héréditaire entra triomphant dans Charleroi, d'où il vint passer la nuit à Gosselies.

Toutes les attaques de notre armée n'eurent cependant pas le même succès. Le général Wartensleben, vivement repoussé à notre droite, fut obligé de se replier jusqu'aux Quatre-Bras, sur la chaussée qui conduit de Nivelle à Namur. Ce général fut même grièvement blessé.

Si les républicains eussent tiré parti de l'avantage que le général Kléber remporta sur lui, nos succès auraient été peut-être moins décisifs; mais

Kléber se retira pendant la nuit, et il repassa la Sambre. La faute n'en fut point à ce général, qui ne recueillit que de la gloire; mais il n'avait pas été soutenu. Aussi aurions-nous pu le détruire, si nous n'avions pas appris sa retraite en même temps que ses succès.

Le lendemain, nous vînmes reprendre notre camp de Mons.

Nous devions nous flatter que cette victoire ôterait à l'ennemi l'envie de recommencer le siége de Charleroi : nous étions dans l'erreur. Le général Jourdan ne donna qu'un jour de repos à ses troupes; il repassa la Sambre le 18 juin. Tant d'opiniâtreté dans la résolution de s'emparer de cette place appela toute l'attention du général en chef des armées alliés.

Le prince de Cobourg, décidé à faire un dernier effort, vint en personne, suivi de quinze à seize mille hommes destinés à renforcer l'armée qui, le 16, avait, pour la seconde fois, dégagé Charleroi. L'armée se réunit dans la nuit du 25 au 26.

Le prince héréditaire d'Orange, sous les ordres duquel fut mis le comte de Latour, général autrichien, eut le commandement de la droite, que ferma son frère le prince Frédéric.

La veille de la bataille, nous passâmesla nuit

derrière le Piéton, ruisseau que son encaissement et ses bords marécageux rendent difficile à franchir; c'est pourquoi nous fîmes fortement occuper le bois qui, en avant, assure le dangereux débouché au-delà de ce ruisseau. L'ennemi fit une faute, en nous laissant occuper ce poste. Il en était cependant si rapproché, qu'en revenant d'y mener les troupes, je fus suivi de près par des chasseurs.

Nous passâmes le Piéton avant le jour, et les premiers rayons du soleil éclairèrent les premiers coups de fusil. L'ennemi ne nous opposa point de résistance au commencement de l'attaque, de sorte que nos tirailleurs gagnaient du terrain sans difficulté. Mais, parvenus au village de Trazegnies, nous y trouvâmes les républicains fortement retranchés, et nous nous vîmes contraints de mettre toute notre artillerie en jeu. Après une assez longue canonnade contre les palissades dont l'ennemi avait eu le temps de garnir les fossés, le prince héréditaire, dans l'intention de prendre Trazegnies à revers, se dirigea entre Courcelles et ce village.

Le comte de Latour, remarquant que cette manœuvre donnait à l'ennemi une inquiétude qui produisait en lui de l'hésitation, se décida à une attaque de vive force.

Ce général, d'une rare intrépidité, m'ordonna

de faire marcher en avant, au bruit de leurs tambours et au son de leurs instrumens, le régiment hongrois d'Antoine Estherazy et le régiment hollandais de Weldren.

A la tête de ces deux régimens, plusieurs pas en avant, il se porte de front contre les retranchemens, qu'évacua l'ennemi [1].

Le prince Frédéric, à qui le marquis de Chasteler servait de chef d'état-major, était parti de Chapelle-Herlaimont; il repoussait tout ce qui lui était opposé, et s'avançait rapidement sur Fontaine-l'Évêque.

Cependant toutes les troupes ennemies qui avaient fait tête au prince héréditaire s'étaient réunies dans le bois de Monseaux. Il était à présumer que, malgré l'avantage qu'offrait cette position, les dangers réels qui en résultaient pour l'ennemi l'obligeraient bientôt à nous la céder. Il s'y trouvait adossé à une rivière qu'il lui fallait repasser sur un pont commandé de toutes parts; il était, de plus, menacé d'être séparé de ce pont par les progrès de notre droite et de notre gauche.

L'ennemi s'y tint cependant ferme, et ce ne fut, en effet, qu'après avoir remarqué la rapidité

[1] Le général Latour voulut bien me recommander publiquement, sur le champ de bataille, au prince d'Orange.

avec laquelle s'avançait notre colonne de droite, qu'il se hâta d'évacuer le bois, et de repasser la Sambre.

Le prince héréditaire, qui, pendant cette dangereuse attaque, était resté au milieu des troupes, fit aussitôt placer l'artillerie de manière à causer à l'ennemi les plus grandes pertes pendant qu'il effectuait le passage du pont.

A peine étions-nous déployés sur le plateau qui domine Marchienne, que le prince Frédéric fit annoncer qu'il était maître de Fontaine-l'Évêque, et qu'il se préparait à attaquer le camp de l'Épinette.

En s'emparant de ce point important, le prince se fût établi à dos de ceux des ennemis qui auraient voulu se maintenir sur la rive gauche de la Sambre; mais des ordres arrivés du général en chef au prince héréditaire l'obligèrent d'ordonner à son frère de ne rien entreprendre.

Le prince Frédéric, ne pouvant pas comprendre la raison qui arrêtait ses progrès, vint lui-même en demander la cause. Non-seulement il connut les ordres qu'on venait de recevoir; mais, en vertu de ces mêmes ordres, il dut exécuter sa retraite.

En s'apercevant du mouvement rétrograde de l'armée hollandaise, l'ennemi n'envoya point de

troupes contre elle, mais il la fit vivement canonner aussitôt qu'il la vit traverser le bois de Monseaux.

Malgré les ravages que les pièces ennemies portaient au milieu de nos masses, le prince héréditaire n'en crut pas moins devoir ralentir le pas. Son Altesse n'était point mue par le désir de signaler une bravoure dont elle avait donné tant de preuves; mais, comme général, ce prince savait qu'une troupe, dans un mouvement rétrograde, ne peut montrer une attitude trop ferme. Un mouvement de cette nature exécuté avec lenteur en impose à l'ennemi, atténue en lui l'idée de sa supériorité, et lui fait craindre quelque piége. Si, au contraire, une troupe en retraite accélère le pas, non-seulement elle double l'audace de l'ennemi, mais encore elle ne tardera pas à passer du pas accéléré à celui de la course. De là naît le désordre, qui, dans une retraite, amène souvent la destruction d'une armée.

Nous marchâmes successivement sur Namur, le Roeulx et Braine-Laleu. Nous n'éprouvâmes, dans ces différentes marches, que de faibles harcelemens d'arrière-gardes. La nôtre était confiée au comte de Hohenzollern-Hechingen, colonel des cuirassiers de Kavanak. Par d'habiles manœuvres, par une fermeté qui, souvent pre-

nait le caractère de la menace, il réprimait l'ardeur de l'ennemi. Il aurait même toujours su l'entraver assez pour l'empêcher de forcer l'armée à en venir à une action, si le prince et le général Latour n'eussent pas eux-mêmes voulu un engagement général.

Arrivés à Waterloo, dernière position qu'ils devaient prendre ensemble, ils crurent devoir combattre avant de se séparer.

Cette position, adossée à une forêt où les percées se trouvaient larges et multipliées, traversée par une chaussée, assise sur un terrain qui en commandait les approches, leur parut celle que devait choisir une armée en retraite, quand elle voulait combattre.

Le combat qui allait se livrer ne pouvait pas avoir pour but de changer la face des affaires; mais il pouvait, s'il était heureux, obtenir l'avantage d'empêcher l'ennemi d'inquiéter l'un ou l'autre des deux corps, dès qu'ils seraient isolés.

L'ennemi parut : on combattit; et le combat se prolongea presque jusqu'à la nuit. On ne donnera point à cette action le nom de bataille : toute la ligne ne fut pas engagée; aucune grande manœuvre ne marqua cette journée : l'attaque et la résistance produisirent des chances variées. La cavalerie se chargea plusieurs fois; le régiment

Wallon des dragons de Biland fit une charge extrêmement vigoureuse, dans laquelle il perdit son colonel, le prince Frédéric de Hesse-Philipsthal. Ce prince, chevalier de l'ordre de Saint-Georges, avait servi avec distinction en Russie, d'où il n'était que très-nouvellement passé au service de la Hollande. Un général d'une armée étrangère avait sans doute trop légèrement improuvé la conduite des dragons que commandait ce prince plein d'honneur et d'une bravoure éprouvée; il en fut vivement affecté, et résolut d'en tirer satisfaction. Je l'avais vu à Namur, où il était vraiment malade de chagrin.

Après avoir déploré les événémens qu'il croyait susceptibles d'être améliorés, si les alliés voulaient se jeter en masse sur une des armées ennemies, il me parla de la peine qu'il éprouvait, et du dessein qu'il avait de venger l'injure faite à son régiment. Mais, obligé de combattre l'ennemi, il dut suspendre sa vengeance. Il conduisait son régiment à la charge, lorsque, emporté par son ardeur à une trop grande distance de ses dragons, il fut dans les rangs ennemis sabré et tué d'un coup de pistolet. Ses dragons repoussèrent l'ennemi, et restèrent maîtres de son corps.

Ainsi périt glorieusement le prince Frédéric de Hesse-Philipsthal, dont le frère aîné, Charles,

avait non moins honorablement perdu la vie à l'attaque de Francfort-sur-le-Mein. L'un et l'autre soutenaient dignement l'éclat d'un illustre nom.

Les princes d'Orange furent sensiblement affligés de cette perte. Quelques mois plus tard, la Hollande entière eut lieu de regretter que ce prince eût terminé si promptement sa carrière.

Dans la vigueur de l'âge, il eût conjuré un malheur, dont on ne put accuser que la vieillesse.

Après l'affaire de Waterloo, les deux corps autrichiens et hollandais se séparèrent. Le général Latour, désespéré de voir les Pays-Bas abandonnés, accusait de cet abandon les généraux allemands, qu'il disait mécontens de voir cette contrée au pouvoir de la maison d'Autriche. Ce général était non-seulement dans l'erreur, il était encore injuste. Jamais on n'eut l'intention d'abandonner les Pays-Bas; mais d'impérieuses circonstances vinrent annihiler le plan de campagne qui avait été arrêté avant la reprise des hostilités. Cette vérité paraîtra dans tout son jour, si on lit avec attention la lettre écrite par le général Mack à l'auteur de ces mémoires, et qui se trouve consignée aux pièces justificatives qui terminent cet ouvrage [1].

---

[1] *Voy.* à la fin du vol. la note de la page 108.

Le général alla avec ses troupes joindre l'armée du prince de Cobourg, et l'armée hollandaise, avec celle du duc d'Yorck, prit la route de la Hollande; elle traversa Louvain, et vint se placer derrière le canal de cette ville.

Le 15 de juillet, les deux armées furent attaquées dans cette position. Le combat ne fut, pour les hollandais, qu'une action de feux; il eût été impossible d'en venir aux mains, puisque la largeur du canal séparait les deux partis, que couvraient les épaulemens naturels donnés par son excavation. Le feu fut soutenu, de part et d'autre, avec acharnement et opiniâtreté; mais la proximité des combattans et les épaulemens dont il vient d'être parlé rendirent les pertes moins considérables qu'on eût été porté à le croire.

De cette proximité, et du degré d'élévation que le relief des épaulemens faisait naturellement prendre au tir, il résultait que les projectiles passaient au-dessus des hommes qui bordaient le canal, pour aller frapper au loin ceux qui, en s'écartant, espéraient les éviter. Si les légions de Béon et de Damas souffrirent beaucoup, elles en furent dédommagées par la gloire qu'elles acquirent.

Il appartenait bien au courage d'opposer une invincible résistance; mais il n'était pas en son pouvoir de multiplier le nombre des défenseurs :

ce nombre n'étant point en proportion avec l'étendue du terrain qu'il eût fallu défendre, l'ennemi passa le canal, sur des points qui n'étaient pas gardés, à la gauche.

Toute opposition devenant, par ce passage, désormais inutile, l'armée eut ordre de se retirer. Cette retraite se fit sans qu'on fut inquiété.

Le prince Chrétien de Darmstadt, chargé de l'arrière-garde, se retira pendant la nuit. Un moment aurait pu rendre sa position critique : toute sa droite devait repasser la Dyle sur le pont-tournant de Rymenam; mais l'ennemi nous avait serrés de si près, que ses coureurs arrivèrent au pont en même temps que nos dernières troupes. Les hommes commandés pour tourner le pont, un peu étonnés des coups de fusil auxquels ils ne s'attendaient pas, firent mine de l'abandonner. Cependant ils furent contenus par un officier d'état-major, et le pont fut tourné. Cet officier présenta au prince héréditaire un caporal de grenadiers qui, dans cette occasion, avait rendu un utile service.

L'armée se retira par Aerschot, derrière les Nèthes, où elle ne s'arrêta que peu de jours.

Le général anglais semblait avoir pris la résolution de rentrer en Hollande.

Subordonné au mouvement des Alliés, le prince

d'Orange devait en suivre la marche. Nous vînmes donc par Turnhout, camper derrière Breda, sans avoir même eu nos arrière-gardes engagées.

Les anglais se placèrent sur la bruyère d'Osterwick.

C'était le 23 juillet que les Nèthes avaient été abandonnées par les alliés; et, depuis ce jour, tout était resté dans l'inaction. Mais le 28 août, l'armée républicaine ayant fait un mouvement sur l'armée anglaise par Turnhout et Hoogstraten, le duc d'York se replia derrière Bois-le-Duc, et campa à Heeswick.

Il eut été difficile à l'ennemi d'attaquer l'une des deux armées sans occuper l'autre, qui, dans ce cas, eût manœuvré pour dégager la première.

Aussi, le jour où le général Pichegru marcha contre les anglais campés sur la bruyère d'Osterwick, se porta-t-il, par un mouvement simultané, sur les hollandais; et ses troupes parurent à la vue des remparts de Breda. Cette place était devenue, depuis la retraite des Nèthes, le quartier-général du prince héréditaire d'Orange.

Les princesses royales, accompagnées du stathouder, étaient venues rendre visite aux princes. L'apparence d'un danger aussi réel aurait pu effrayer toute autre personne de leur sexe; mais la

révolution de 1787 avait accoutumé la princesse mère aux alarmes, et la princesse héréditaire était, ainsi qu'elle, du sang de Brandebourg.

L'indifférence que ces deux princesses témoignèrent pour le péril aurait suffi pour donner de la confiance aux moins hardis.

Aussitôt qu'on eut signalé l'ennemi, le stathouder monta sur les remparts, où toute la garnison se mit sous les armes, et les princes ses fils coururent au camp se mettre à la tête des troupes. Mais, soit qu'il fût entré dans le plan de l'ennemi de ne faire qu'une démonstration contre les hollandais, tandis que des projets plus sérieux l'avaient dirigé contre les anglais; soit qu'il craignit d'attaquer une armée couverte par une place forte, et commandée par des princes qui, plus d'une fois, avaient prouvé qu'ils ne cédaient pas aisément le terrain, il n'attaqua que légèrement les avant-postes.

La retraite de l'ennemi, la contenance qu'avaient eue les troupes, auraient pu inspirer de la présomption à un autre général qui, dans l'âge du prince héréditaire, aurait eu sa brillante valeur : mais il était trop homme de guerre pour se laisser aller à un pareil mouvement. Il sentit que l'ennemi devait réunir tous ses efforts contre les anglais pour les détruire, ou du moins pour les

tenir séparés des autrichiens; et que s'ils les obligeait à passer la Meuse, il lui serait facile de prendre à revers l'armée hollandaise et de l'empêcher de regagner sa ligne de défense la plus naturelle, et que, dès-lors, tout était perdu.

L'Écluse, tombée le 25 août au pouvoir des républicains, malgré la vigoureuse résistance que fit le général Henri Vanderduyn, leur livrait la Flandre hollandaise. Déjà même leurs partis de cavalerie se répandaient entre Bois-le-Duc et Bréda. Quelque peu dangereuses que fussent, pour l'ensemble de l'armée, de telles incursions, elles n'en compromettaient pas moins les communications avec l'armée anglaise. Tout le système de la défense dépendait cependant du maintien de ces communications. Le prince héréditaire se décida donc, pour les conserver, à abandonner Bréda à ses propres forces; et nous allâmes camper à Ramstonck, près de Gertruidemberg. Mais le duc d'Yorck ayant été obligé, le 14 septembre, à la suite d'un combat, de se retirer derrière la Meuse, le quartier-général de l'armée hollandaise fut établi à Gorcum. Dès ce moment le Wahl devint notre ligne de défense, que l'île de Bommel couvrait.

Le prince Chrétien de Darmstadt eût le commandement des troupes qui furent destinées à

occuper cette île, dans la quelle résidait toute la sûreté de l'armée, peut-être même celle du pays.

Par la nouvelle position que venaient de prendre les deux armées, les places de Bréda, de Bois-le-Duc, de Berg-op-Zoom, restèrent exposées à toutes les entreprises de l'ennemi. Ce danger était d'autant plus inquiétant, qu'une trop longue paix avait fait négliger les moyens qui pouvaient retarder la prise de ces places; de plus, ceux qui devaient les défendre avaient trop vieilli.

Pendant que tous ces événemens avaient lieu, l'armée autrichienne, repliée d'abord sur Liège, et postée derrière l'Ourthe, avait été contrainte de se retirer derrière la Roër. Cette armée ne pouvait donc plus concourir à protéger la Hollande que faiblement. C'est pourquoi le prince d'Orange, à l'instant où il s'était vu obligé de s'éloigner de Bréda, ne s'était pas dissimulé que le pays ne pouvait plus compter, pour sa défense, que sur ses propres forces. Mais il crut apercevoir son salut dans la nature même du pays.

Le terrain, défendu par de nombreuses forteresses, coupé de canaux, partout susceptible d'inondation, se prêtait à toute espèce de chicanes, et présentait à l'ennemi des obstacles toujours renaissans.

La Hollande ainsi organisée par l'art et la la nature, n'avait besoin pour se défendre que de la quantité, et non de la qualité des soldats. Espérant donc tout du nombre, le prince conçut la formation d'une milice. Certes, cette mesure eût triomphé, si l'esprit de parti n'eût pas aveuglé les Hollandais sur les vrais intérêts de leur pays.

Cent mille hommes, dans l'âge de la première vigueur, pouvaient courir aux armes. Il suffisait à ces nouveaux soldats de savoir charger leurs fusils, pour résister avec avantage derrière des fossés, des digues ou des remparts, aux soldats les plus aguerris, à qui leur instruction serait devenue inutile. Tout en défendant leur pays, ces soldats novices se seraient formés à la guerre.

Ce projet fut donc conçu avec autant de sagacité que d'énergie. L'esprit de parti put seul, comme il vient d'être dit, tromper d'aussi sages combinaisons. Peu de miliciens s'enrôlaient; encore ceux qui s'enrôlaient n'étaient-ils vraiment attirés sous les drapeaux que par une forte solde.

On n'aurait point commis la faute d'offrir cette solde, si le vice de la constitution n'eût pas paralysé l'autorité dans les mains de ses dépositaires. Avec un autre ordre de choses, on eût simple-

ment ordonné une levée que les circonstances rendaient facile.

En créant cette nouvelle force, un plus vaste projet que celui de la défensive avait occupé le prince. Il espéra pouvoir bientôt reprendre une offensive contre laquelle l'ennemi n'aurait point été en garde.

Plein de confiance dans la résistance que pouvaient facilement opposer Bois-le-Duc et Berg-op-Zoom, certain que Bréda, quoique faible, serait vaillamment défendu par le général Geuzeau, que secondait un habile chef d'artillerie [1], il se flatta de pouvoir contraindre les républicains à évacuer le pays.

Pour y parvenir, il médita un de ces coups hardis qui ne manquent jamais de réussir. Il s'était persuadé, avec raison, que les ennemis opposeraient leurs principales forces aux Autrichiens, qui conservaient encore une attitude menaçante, et qu'il pourrait profiter de cette circonstance pour déboucher sur les derrières de l'ennemi, à la faveur des lignes qui, de Bréda, s'étendent jusqu'à Berg-op-Zoom. Les nombreux moyens d'embarquement que fournit le pays auraient favorisé les

[1] Le comte de Gimmel, capitaine au corps royal d'artillerie de France.

transports et les réunions de troupes sur les points où la combinaison de cette manœuvre les aurait appelées.

Dans cette incursion, brûlant ou dispersant tous les dépôts formés par les républicains, les resserrant entre la Meuse et les autres eaux, par des positions prises sur leur communication, aidé dans cette expédition par les armemens qui couvraient les grandes rivières, soutenu par les garnisons de Bois-le-Duc et de Bréda, pense-t-on que le prince, en opérant ainsi, n'eût pas assuré sa gloire et la délivrance du pays?

Mais ce plan, que la sagacité avait inspiré, que la prudence avait combiné dans le plus grand silence, fut déçu par le concours des événemens et de la saison.

Les miliciens s'enrôlaient, quoique lentement. Aussitôt qu'une compagnie était habillée et armée, on l'employait dans une place, derrière un fleuve, ou dans tout autre poste à l'abri d'un coup de main. Là, mêlée à d'anciennes troupes, elle se formait aux différens exercices, elle se familiarisait avec la vue de l'ennemi, et, par un échange assez fréquent de coups de fusil, elle s'habituait au bruit des armes.

L'artillerie se réparait; les absences se remplaçaient dans les corps; des reconnaissances mul-

tipliées, tant par terre que par eau, jointes aux correspondances de toute espèce, tenaient exactement le prince au courant des événemens de la guerre. Les rapports journaliers qu'il recevait ne le laissaient pas sans inquiétude sur les places qui couvraient les lignes de Bréda et l'île de Bommel; car la réussite de ses desseins dépendait de la conservation de ces points.

L'ennemi tenait ses principales forces rassemblées devant l'île de Bommel, et appelait, par conséquent, sur cette île, la plus sérieuse attention.

J'étais à la Haye : le prince me fit venir. « Je « veux, me dit Son Altesse, que vous alliez à « Bommel. Vous verrez ce que font nos amis, et « surtout nos ennemis. Reconnaissez bien la po- « sition de ceux-ci; cherchez à juger de ce qu'ils « peuvent entreprendre; et voyez les moyens qui « pourraient améliorer la défense. Le fort de Crè- « vecœur doit être serré de près; cependant, si « vous pouvez y pénétrer, vous me ferez plaisir. »

Je partis. A quelques lieues de Bommel, je rencontrai le chevalier de Garrat, lieutenant des vaisseaux du roi, servant alors dans le régiment de Rohan. Je l'engageai à venir avec moi.

Nous entrâmes dans la ville de Bommel, d'où nous nous rendîmes sur-le-champ aux avant-

postes, que commandait le comte de Grancy, colonel des dragons de Biland.

Voulant, avant toute autre reconnaissance, pénétrer dans le fort de Crèvecœur, je sus du comte de Grancy que la garnison tenait encore quelques hommes au pied du glacis, lesquels m'en faciliteraient l'entrée. Le passage en était même assez peu dangereux, parce que les batteries ennemies, ne voyant le trajet que dans un seul point, n'avaient, tout au plus, que le temps de hasarder un coup de canon.

J'entrai donc dans Crèvecœur, et je vis le commandant, lieutenant-colonel du corps du génie. Il se nommait Thibault. Il me reçut en présence d'un officier d'un âge mûr, qui parlait fort bien français, et à qui je supposai une grande autorité sur son esprit.

Je lui dis que le prince m'avait ordonné de lui déclarer que Son Altesse attachait la plus haute importance à la conservation du fort de Crèvecœur, de laquelle dépendait si fort celle de Bois-le-Duc; que, dans cette situation, elle voyait avec satisfaction que le commandement en était confié à un homme aussi habile dans l'art de la défense, et qui, plein d'honneur, défendrait la place jusqu'à la dernière extrémité; et qu'elle était bien convaincue qu'il se ferait tuer sur la

brèche plutôt que de consentir à se rendre; au reste, je ne craignais pas de lui dire que c'étaient là les derniers ordres que le prince m'avait donnés pour lui.

Le lieutenant-colonel, en s'inclinant, me répondit d'un ton peu rassurant, qu'il ferait tous ses efforts pour remplir les volontés du prince. Mais bientôt il m'exposa de nombreuses difficultés; d'où il conclut l'impossibilité de résister.

Son officier de confiance, qui lui servait d'interprète quand nous ne pouvions pas nous entendre, développa bien plus prolixement tous les obstacles qui s'opposaient à une vigoureuse défense. Enfin, après avoir pris note de toutes ces objections, je répétai les derniers mots que je lui avais prononcés, et je repassai l'eau.

Il ne m'avait pas fallu beaucoup d'intelligence pour voir que ce commandant, assez âgé, lourd, peu ingambe, peu fait aux dangers de la guerre, ne serait pas l'homme de la circonstance. Aussi, quand j'eus rejoint le chevalier de Garrat, lui dis-je que j'étais convaincu que cet officier ne se défendrait pas.

Je continuai ma reconnaissance, et nous arrivâmes au fort de Saint-André. Il n'était point attaqué en forme; mais il était enveloppé de feux de toutes armes.

La défense de ce fort était confiée au chevalier de Heylimer, royaliste alsacien, colonel des chasseurs de Lôwenstein.

Nous parcourûmes toutes les défenses, dont nous examinâmes les détails avec le plus grand soin.

Le chevalier de Garrat voulut bien ne pas nous quitter, quoiqu'il ne fût nullement obligé de courir des chances aussi périlleuses.

Le chevalier de Heylimer me chargea de mettre sous les yeux du prince la situation de ses troupes, affaiblies par des pertes journalières et accablées de fatigues.

De retour à la Haye, je rendis compte au prince héréditaire de tout ce que j'avais recueilli. Son Altesse jugea que les représentations du chevalier de Heylimer méritaient attention : elle résolut donc de changer la garnison du fort de Saint-André; mais elle en maintint le commandement à cet officier qui donnait tant de preuves de bravoure et d'intelligence. Le prince pensa que Heylimer mettrait de l'amour-propre, et qu'il attacherait sa gloire à conserver le fort qu'il défendait. Ces favorables préventions du prince furent confirmées.

Le fort fut réduit en poudre; mais de Heylimer n'en sortit que dangereusement blessé, et

l'ennemi ne s'empara de Saint-André que long-temps après s'être rendu maître de l'île de Bommel.

Le quartier-général de l'armée hollandaise continuait de rester à Gorcum. Tout faisait présumer que l'armée républicaine, avant de chercher à opérer sur le Wahl, voudrait s'emparer des places de Venloo et de Grave sur la Meuse, de même que de Bois-le-Duc et de Bréda.

Dans le cas contraire, entourée de places fortes, resserrée entre des eaux que les alliés pouvaient passer partout et à volonté, que n'aurait pas eu à redouter cette armée, si ces mêmes alliés l'eussent attaquée en masse sur un de ses points, lorsqu'elle se serait placée entre le Wahl et l'Aa?

Cependant la saison qui s'avançait faisait espérer qu'il ne serait point entrepris de siéges dans un terrain que les pluies rendaient si promptement impraticable.

A cette confiance se joignait celle que donnait la position encore menaçante des Autrichiens. Le 20 septembre ils n'avaient pas repassé le Rhin; postés derrière la Roër, ils conservaient toujours un corps devant Maestricht.

Tout promettait donc au prince le succès de l'expédition qu'il méditait; mais la trop grande irrésolution de quelques commandans de place fit

échouer ses projets. Le 29 septembre, Crèvecœur capitula, et le 10 octobre, Bois-le-Duc se soumit aux armes républicaines.

La reddition de cette dernière place étonna d'autant plus, qu'on avait eu le droit de la croire imprenable; elle était couverte par une vaste inondation, bien fortifiée, défendue par un général issu d'un sang de héros; mais l'âge avait glacé ce sang dans ses veines. Père de deux fils, qu'on a vus si glorieusement mourir au champ d'honneur, le prince de Hesse-Philipsthal aurait su mourir comme ses fils, si, à quatre-vingts ans, on n'avait pas quelquefois oublié de mourir.

L'histoire dira avec douleur le peu de résistance qu'opposa cette place; elle verra encore flétrir ses pages par les actes qui en suivirent la reddition. Ces actes signalèrent trop inhumainement les passions qui agitent les hommes au milieu des guerres civiles. Il est donc nécessaire de les reproduire ici, pour épouvanter les siècles qui, à l'avenir, pourraient être tourmentés de la fièvre révolutionnaire.

Bois-le-Duc avait compté, parmi ses défenseurs, les volontaires de Béon, royalistes français. La faiblesse avec laquelle la place avait été défendue ne permit point de discuter les conditions que dictait le vainqueur.

Exclus de la capitulation, ces génereux soldats du trône et de l'autel se virent livrés à la fureur des républicains. La rage de la convention avait d'avance prononcé sur leur sort : ils furent fusillés.

Toutes ces nobles victimes allèrent à la mort avec un courage digne de la cause qu'ils avaient défendue.

On conçoit bien que les chefs d'une armée rebelle puissent être condamnés à perdre la vie : les lois de la guerre le veulent, la politique le commande. Mais on ne conçoit pas la rage qui s'acharne sur chaque individu dont se compose un corps. Les juges ne sont plus que des bêtes féroces, et les exécuteurs que des bourreaux. Si une armée entière devient infidèle, que le souverain fasse tomber la tête du général en chef et de ceux qui commandaient sous ses ordres; le monde entier applaudira à cet acte de force et de justice : mais si ce souverain immole à sa vengeance des masses entières, ou qu'il cherche ses victimes dans les rangs subalternes, il ne sera plus, aux yeux de l'homme généreux, qu'un monstre indigne de gouverner. L'histoire consignera douloureusement dans ses annales, que des armées qui, en se disant françaises, se déclaraient composées de guerriers généreux, ont exécuté les arrêts que des

gens de robe, ou d'autres hommes étrangers à la profession des armes, avaient prononcés contre des militaires. C'est, en général, au guerrier qu'il appartient de juger le guerrier, de prononcer sa mort, ou, ce qui est bien pis encore, sa dégradation. Au guerrier seul appartient la faculté de connaître, d'analyser et de juger les passions du guerrier. Le caractère national ne se retrouvait plus dans ces sanguinaires exécutions. Ce n'était donc plus contre des compatriotes que combattaient ceux que la force avait proscrits : ceux-ci n'avaient-ils pas le droit de se dire seuls conservateurs du caractère français, puisque, fidèles à un esprit de chevalerie, qui fut toujours celui de la nation, ils soutenaient leur opinion les armes à la main?

Il y aurait, toutefois, de l'injustice à confondre, parmi les exécuteurs de ces lois barbares, des hommes qui, également armés pour l'opinion contraire, se montraient dignes de leur nation par la générosité de leurs sentimens.

Les généraux Pichegru et Moreau répugnèrent toujours à ces atroces exécutions : ils compromirent souvent leur vie pour sauver celle des vaincus. Après la capitulation de Bréda, le général Pichegru employa tout pour mettre un terme à ces horreurs.

Je me suis borné à nommer des généraux qui n'existent plus. Il en est beaucoup d'autres qui ne souillèrent jamais leur gloire par une honteuse obéissance à des ordres aussi révoltans. L'histoire publiera leur nom quand il se trouvera lié à des faits. Le calme que donne une conscience exempte de crimes est aujourd'hui pour eux la bien douce récompense, à laquelle s'unit la certitude que la postérité acquittera un jour à leur égard la dette de l'humanité.

Que le ciel préserve à jamais la patrie de ces affreuses dissensions qui armèrent le français contre le français! Mais si ce malheur se reproduisait, combattons avec courage, mais avec loyauté, et n'oublions jamais qu'au vaincu, quel qu'il soit, l'honneur doit des secours! Vit-on jamais le prince de Condé, armé pour son roi, faire donner la mort aux républicains que le sort livrait désarmés entre ses mains? Un tel crime pouvait-il lui venir dans la pensée, à lui qui gémissait sur sa gloire?

Sans décider du sort de la Hollande, la perte de Crèvecœur et de Bois-le-Duc était funeste, en ce que ses places appuyaient les entreprises de l'ennemi sur la Basse-Meuse.

Venloo capitula le 23 octobre; mais cette place devenait peu dangereuse dans les mains des répu-

blicains, tant que Grave se soutenait. Il n'en était pas ainsi de Maestricht, qui se rendit le 4 novembre.

Maestricht procurait à l'ennemi un grand dépôt central contre les troupes alliées. Cependant la grande question restait encore indécise. On avait lieu d'espérer qu'à la faveur des places qui se maintenaient sur la Meuse, on parviendrait à garder le Wahl, dernière barrière que pouvait opposer la Hollande. Il était de toute importance de ne pas laisser l'ennemi franchir ce fleuve, pour pénétrer dans la province qui était considérée comme la vie des autres.

Il semblait ainsi que les chefs des armées alliées devaient unir tous leurs efforts pour rester maîtres du terrain entre la Basse-Meuse et le Wahl. Nimègue, Grave et l'île de Bommel leur en donnaient tous les moyens. Si l'occupation de Crèvecœur et de Bois-le-Duc eussent gêné les manœuvres qui auraient été conçues à la faveur de l'île de Bommel, l'inondation de Bois-le-Duc, en facilitant les moyens de paralyser la place, eût entièrement favorisé ces manœuvres.

Maîtres de tout le cours du Rhin, de quel puissant secours ne pouvaient pas être les Autrichiens, en débouchant entre Wesel et Emmerick; tandis que, rassemblés dans le camp retranché sous Ni-

mègue, les Anglais et les Hollandais eussent dirigé contre l'ennemi une attaque que favorisait encore la possession de Grave!

Mais au lieu de penser à concentrer leurs efforts, les alliés se disséminèrent derrière le Rhin. Ils permirent, par conséquent, à l'ennemi de se disséminer aussi impunément, en conservant l'avantage de se porter en masse sur un point quelconque, puisqu'il tenait l'offensive. Loin d'organiser une vigoureuse résistance par des échelons successivement retranchés, les Anglais se laissèrent acculer sur Nimègue. Dire que cette place était pour eux une tête de pont sur le Wahl, c'est en marquer toute l'importance. Ses fortifications étaient faibles; mais elles étaient couvertes par un camp retranché qui manquait de profondeur, il est vrai; mais ce défaut majeur n'était-il pas compensé par la protection que le camp tirait des ouvrages de la place?

CHAPITRE IV.

Le stathouder vient à Arnheim. — L'ennemi s'empare de Nimègue. — Stratagème qu'il emploie pour surprendre l'île de Bommel. — L'armée de Pichegru passe le Wahl. — Les Anglais évacuent la Hollande. — Le stathouder et sa famille passent en Angleterre. — On propose au général en chef de l'armée anglaise de rassembler les soldats hollandais qui voudraient suivre le drapeau d'Orange. — Les princes d'Orange se disposent à prendre part aux opérations de la campagne de 1795. — Le roi de Prusse et l'électeur de Hanôvre font la paix avec les républicains. — Le corps de troupes rassemblé par les princes d'Orange sur le Bas-Weser est dissous.

Affligé de tant de revers, le stathouder s'était 1795.
rendu à Arnheim, et le prince Frédéric, qui avait rassemblé quelques troupes, s'était logé au château de Rosendaal.

Les retraites trop successives de l'armée anglaise donnaient des inquiétudes au quartier-général de Gorcum. Le colonel Knoc m'ordonna de me rendre à Nimègue, et d'envoyer journellement le rapport des événemens de la veille.

En arrivant à Thiel, je rencontrai de nouveau le chevalier de Garrat, qu'une commission avait

momentanément éloigné de son régiment campé devant Nimègue.

Au moment où nous entrâmes dans la ville l'ennemi attaquait les Anglais. Rien ne paraissait moins dangereux que cette attaque, ce n'était qu'un jeu d'artillerie. Les troupes ennemies semblaient être peu nombreuses, et leurs batteries étaient en proportion. Ces premières dispositions étaient donc fort peu redoutables. Ainsi, le parti qu'il y avait à prendre n'était pas douteux : il fallait marcher au-devant de l'ennemi et le combattre vigoureusement en avant du camp retranché. La proximité du camp, le développement de ses ouvrages, la nature du terrain, auraient permis de resserrer le front d'attaque à volonté, et, par conséquent, d'agir avec force sur le point qu'on aurait soumis à l'attaque. On se laissa, au contraire, presque sans résistance, acculer au camp retranché.

Ce fut, peut-être, encore une autre faute de n'avoir pas jeté un second pont sur le Wahl, qui eût été exclusivement réservé à la cavalerie. Couvert par les ouvrages du camp et par ceux de la place, ce pont n'eût été exposé à aucun danger. Par cette prévoyance, on se fût ménagé plus longtemps les secours de cette arme, qui, n'ayant plus derrière elle que les puits ou trous de loup

creusés au pied du glacis, fut contrainte de quitter un terrain aussi dangereux. On ne disputa pas assez à l'ennemi une hauteur isolée, sur laquelle était construit un moulin. Il est inconcevable que les ingénieurs qui avaient tracé le camp retranché n'eussent pas remarqué que, dès que l'ennemi se serait emparé de cette position, le camp ne serait plus tenable. Il fallait donc occuper cette hauteur par un ouvrage qui aurait tiré sa force du camp, ou plutôt il eût fallu la raser. Ces considérations m'autorisaient à croire que si on ne la reprenait pas, on allait être forcé de quitter le camp, lorsque je vis arriver le prince Frédéric, qui venait de Arnheim. Il avait le coup-d'œil trop militaire pour ne pas se convaincre, au premier aperçu, de tous les dangers dont il vient d'être parlé. Il se hâta de joindre le duc d'Yorck, avec lequel il eut une assez longue conférence. Cette entrevue, s'il m'en souvient, eut lieu à l'hôtel-de-ville. Dès qu'elle fut terminée, le duc r[illegible] le fleuve, et le prince alla donner quel[illegible]res. Quoiqu'il fût assez maître de lui[illegible] ne pouvait cependant pas dissimuler sa [illegible]e afflic[illegible]

[illegible]nnem[illegible]ochait de plus en plus : il pa[illegible]lonc[illegible]le le charger.

Le comte Étienne de Damas [1] commanda la charge dans le dessein de reprendre la hauteur. Le succès fut tel qu'on devait l'espérer d'une troupe comme sa légion, qui n'était composée que d'hommes d'élite : le comte Étienne eut son cheval tué sous lui ; mais la hauteur fut reprise.

Cependant cet avantage ne fut que momentané. L'ennemi revint en force, et reprit ses premières positions.

Déjà les boulets atteignaient le pont, et les obus tombaient sur la place d'armes. Un de ces projectiles y fut lancé au moment où le prince d'Orange la traversait. Un bataillon hanovrien y était rangé : par un mouvement général, et assez ordinaire, les soldats s'inclinèrent beaucoup. Le prince s'arrêta dans une parfaite immobilité jusqu'à ce que l'obus eût éclaté ; il jeta ensuite un regard sur la troupe. Ce regard fut noblement expressif ; car ceux qui ont connu ce prince savent bien qu'il n'en eut jamais de dédaigneux ni d'offensant.

Après qu'il eût donné les ordres qu'il jugea convenables, il retourna à Arnheim. En partant il m'ordonna de venir le lendemain lui rendre compte de ce qui se serait passé pendant la nuit.

L'ennemi se borna à tirer quelques coups de

[1] Aujourd'hui duc et premier menin de M. le Dauphin.

canon. Les batteries qu'il plaça sur la hauteur tourmentèrent le camp, et celle qui découvrait le pont rompit deux bateaux du centre.

Du côté des alliés, les troupes furent en partie retirées du camp; mais on n'entreprit rien au dehors. Peut-être eût-il été cependant convenable de profiter de la nuit pour déloger l'ennemi de la hauteur, dont il était si important de se rendre maître. Le terrain environnant était assez connu pour qne cette attaque eût pu être conçue et conduite avec succès. En cas d'échec, on était trop près du camp pour que les troupes qui auraient attaqué eussent pu en être coupées.

Le rapport que j'avais à faire n'avait pour le moment rien de bien alarmant; mais il ne pouvait non plus donner beaucoup d'espoir pour l'avenir.

En arrivant à Arnheim, je vis le quartier-maître-général en chef le baron Rodolphe de Bentink, adjudant-général du stathouder : il ne quittait jamais ce prince, dont il possédait toute la confiance. Je répondis aux questions qu'il était en droit de me faire que, dans toute espèce de cas, en mettant les choses au pis, Nimègue pouvait tenir huit jours.

Sur cette assertion, le général ouvrit une porte, et me fit entrer dans une salle où était assemblée

la noblesse de la province de Gueldre. Elle avait à sa tête le grand Drossart, frère du baron. Là, après m'avoir fait répéter l'assurance que je venais de lui donner, il me demanda sur quoi je fondais cette certitude : « Sur les calculs les « plus simples, lui répondis-je. L'ennemi n'a point « augmenté ses feux, et ses calibres sont toujours « les mêmes; ce qui prouve qu'il n'a point de « grosse artillerie. Mais supposons qu'il en ait « aujourd'hui : séduit par ses succès, présomp-« tueux par caractère, il ne croira pas avoir be-« soin de l'employer pour soumettre les assiégés. « Cette confiance lui fera perdre au moins deux « jours. Convaincu par notre résistance que nous « ne voulons pas lui céder une place aussi im-« portante, il se décidera à l'assiéger en forme. « Croit-on, maintenant, que les reconnaissances « qu'exigeront le front d'attaque, l'établissement « des magasins, le rassemblement des outils, la « confection des fascines et gabions, l'ouverture « de la tranchée et la construction des batteries, « quoique plusieurs de ces préparatifs puissent « être conduits à-la-fois, doivent exiger moins de « huit jours?

« Il me reste à répondre aux craintes qui nais-« sent de la rupture des bateaux. Il est démon-« tré par le fait que la batterie qui endommage

« le pont ne découvre et ne peut rompre que les « deux bateaux qui sont au centre. Admettons « que chaque jour ces deux bateaux seront rom- « pus, il en faudra donc seize pour entretenir avec « la place notre communication, qui n'aura lieu « que pendant la nuit. Or, la grande quantité de « bateaux qui est entre nos mains nous donne « sur ce point toute latitude. Peut-être même « pourrait-on empêcher les bateaux d'être rom- « pus, en les couvrant par des massifs de sacs à « laine ou autres matières, élevés sur des radeaux. « Enfin, on peut, de plus, employer des batteries « flottantes, pour éloigner du rivage celle des « ennemis qui découvre le pont. »

Ces éclaircissemens parurent satisfaire l'assemblée, dont tous les vœux n'appelaient qu'un délai de huit jours. Ce délai était nécessaire pour donner au général Clairfait le temps de tenir la promesse qu'il avait faite.

Commandant en chef l'armée autrichienne, il avait promis de marcher contre l'ennemi, et de l'attaquer. Celui-ci, obligé d'opposer toutes ses forces aux Allemands, aurait dû abandonner le siége de Nimègue; ou bien, en divisant ses forces, il eût, au jour de l'action, perdu un avantage qui aurait amené les mêmes résultats.

Je vis bientôt après les princes, dont je reçus

l'ordre de me tenir prêt à repartir pour Nimègue. Ils me remirent, en effet, des dépêches pour le général Hagen, qui commandait dans la place. Le chevalier de Garrat, que les événemens rendaient momentanément mon compagnon, revint avec moi.

Il était nuit quand nous arrivâmes au pont. Nous vîmes que l'évacuation de la place s'effectuait. Plein de mes idées, frappé d'étonnement, je m'exprimai probablement d'une manière peu convenable. Une voix s'éleva, et demanda en très-bon français : « Qui parle de la sorte ? » Je dis qui j'étais ; et j'appris aussitôt que la question m'était faite par le comte de Walmoden, général en chef de l'armée hanovrienne.

Ce général, d'une extrême politesse, et distingué par son esprit, voulut bien m'expliquer les raisons qui forçaient à évacuer la place. Je me permis d'émettre, avec la mesure que le devoir m'imposait, les réflexions que j'ai déjà fait connaître, et j'allai remplir ma mission.

En entrant chez le général Hagen, je le trouvai au milieu des préparatifs d'un départ : mon premier mot fut une exclamation sur ce qui se passait. Le général la réprima par un signe impératif de silence.

Après avoir pris lecture de la dépêche que je

lui apportais, il m'ordonna de retourner vers le stathouder, et de lui dire qu'il pouvait compter sur son zèle, qu'il répondait que tout serait évacué. J'aurais bien désiré qu'il me donnât cette promesse par écrit; mais il était pressé. Au reste, rien ne pouvait me compromettre.

Quoiqu'il fût plus de minuit quand je fus de retour à Arnheim, je vis encore le prince, qui était occupé à écrire. Il m'entendit, et me fit ensuite long-temps attendre; il sortit enfin de son cabinet, en me disant : « Portez cette lettre à « mon fils; bon soir. » Je m'étais endormi.

En jetant les yeux sur l'adresse, je lus : le prince Georges-Frédéric. Je ne connaissais point ce premier nom : je restai donc incertain entre les deux princes fils du stathouder. Heureusement, un homme attaché à la cour dissipa mon incertitude, qui aurait pu me faire commettre quelque méprise préjudiciable; car le prince était rentré dans son intérieur, et je ne n'osais plus le voir.

Je me rendis au château de Rosendaal; j'éveillai le prince Frédéric, pour qu'il prît lecture de la lettre dont j'étais porteur. Après l'avoir lue, il me dit avec l'accent d'une douloureuse mais noble résignation : « N'est-ce pas une infamie? « quatre-vingt-dix bouches à feu que l'ennemi « trouvera dans la place! »

Je retournai à Arnheim, d'où je devais repartir pour le quartier-général de Gorcum.

Il est facile de concevoir tous les sentimens pénibles qui m'agitaient. La perte de Nimègue était accablante. Cette place devenait désormais menaçante pour nous. Non-seulement elle procurait à l'ennemi la facilité de franchir le Wahl, mais encore tous les moyens matériels qui lui étaient nécessaires pour exécuter cette entreprise. Je voyais donc péricliter la cause que je défendais; je devais donc craindre l'anéantissement d'une maison puissante, qui m'avait accueilli favorablement, qui me témoignait une confiance qu'on accorde rarement à un étranger, et à laquelle la reconnaissance m'attachait chaque jour.

On connaissait déjà à Gorcum le malheur qui venait de nous frapper, ensorte que je n'eus de renseignemens à donner que sur les circonstances qui avaient produit l'évacuation, et sur la manière dont elle avait été effectuée.

Je ne redirai point ici ce que les relations du temps publièrent. Les anglais craignant de voir le pont rompu par l'artillerie, et de demeurer par là privés de retraite, évacuèrent et le camp et la place.

Les troupes hollandaises sortirent les dernières. Le régiment de Bentinck, chargé de faire l'ex-

trême arrière-garde, après que le pont fut replié, s'était embarqué sur un pont volant : un coup de canon rompit le câble, et la moitié de ce régiment, entraînée par le courant, tomba au pouvoir de l'ennemi.

Nimègue était perdu ; mais tout espoir de salut ne l'était pas encore. La nature du pays protégeait la défense du Wahl ; les autres points militaires, dont on restait maître, étaient disposés de manière à nous faire sortir, par une expédition rapide, d'un état de défensive toujours trop incertain. Mais la confiance dans les moyens de défense devint bien plus entière quand on connut la convention conclue entre l'Autriche et la Hollande. Cette convention stipula que vingt mille autrichiens, sous les ordres du général Alvinzy, feraient exclusivement partie des forces de la Hollande. Ces troupes prirent position, la gauche au Rhin, et la droite à Arnheim, où fut mis leur quartier-général.

Après la prise de Nimègue, les républicains voulurent donner à leur armée le repos dont elle avait besoin. Ils trouvèrent, pour la réparer, des moyens abondans dans le pays qu'ils venaient de conquérir. Ce repos servait encore au général Pichegru pour activer les préparatifs qui devaient lui assurer le passage du Wahl. Il était vivement

sollicité à l'entreprendre par les révolutionnaires hollandais, qui, en lui livrant leur patrie, voulaient en renverser la constitution et produire son déchirement.

De son côté, le stathouder sentit la nécessité de donner de la force aux lois; il voulut déployer une sévérité capable de mettre un frein au relâchement que les commandans de place apportaient dans l'accomplissement de leurs devoirs. Il fit traduire, devant un conseil de guerre, le lieutenant-colonel Thibault, qui, le premier, avait livré sa place.

Je fus appelé pour rendre compte de mon entrevue avec ce commandant.

Le général Van-Eckeren, membre du conseil de guerre, me reprocha d'avoir transmis des expressions que je n'avais pas littéralement reçues du prince.

Je répondis que la volonté du prince m'était connue, que cette volonté était un ordre, dont la rédaction littérale m'appartenait en ma qualité d'officier d'état-major. Je témoignai mon étonnement de ce que le général semblait ne considérer un officier d'état-major que comme un porteur de lettre ou un truchement de mots; et je fis remarquer que, dans ce cas, les meilleurs courriers ou les hussards les mieux montés devenaient les meil-

leurs officiers d'état-major. J'ajoutai que je pensais, au contraire, qu'un officier d'état-major, investi, par son caractère et par ses talens réels ou présumés, de toute la confiance de son général, devait quelquefois provoquer, comme ordre émané de celui-ci, une exécution utile. Je dis que telle me paraissait être la destination du corps de l'état-major, destination qui en rendait les fonctions pénibles, puisque l'officier de ce corps était responsable, sur sa vie, des fautes qu'il faisait commettre, tandis que les succès tournaient à la gloire du général.

Si je ne rapporte pas les termes de la discussion que fit naître ma déposition, j'en donne fidèlement le sens, qui parut satisfaire le conseil. Au reste, les événemens empêchèrent le conseil de guerre de prononcer un jugement.

Pendant que le stathouder s'appliquait à resserrer la discipline, sans laquelle il n'est point de succès durable à la guerre, le prince héréditaire ne s'occupait pas avec moins d'ardeur de tout ce qui pouvait arrêter l'ennemi. Il faisait réparer ou augmenter les fortifications que l'art ou la nature avaient déjà créées; il accordait des capitulations à ceux qui se montraient en état de lever des troupes; tous ses momens étaient employés à visiter chaque point de la défense, ou à presser auprès

des états-généraux les décisions qui pouvaient sauver le pays : tout entier à ses premiers desseins, il méditait sur toutes les mesures nécessaires au succès de l'incursion qu'il avait résolu de tenter sur les derrières de l'ennemi.

Cependant, le parti attaché à la maison d'Orange, effrayé des conquêtes du général Pichegru, et craignant une ruine totale, songeait à la paix. Les princes étaient loin de penser ainsi : ils savaient qu'offrir la paix à l'ennemi quand il est vainqueur, c'est accroître son audace, c'est augmenter réellement sa force physique, en lui donnant le sentiment de cette force.

Instruit de la manière de penser des princes, je remis au stathouder une note, par laquelle je démontrais tout le danger de cette démarche. J'affirmai que l'ennemi ne conclurait jamais une paix à laquelle s'opposaient ses intérêts politiques et militaires, dont je donnais le développement. Je protestais qu'on ne gagnerait même pas du temps en faisant des propositions ; je terminais enfin cette note en priant le stathouder de vouloir bien ne pas oublier ce que j'écrivais le 23 novembre 1794.

Mais le froid devint bientôt si rigoureux, que les plus grandes rivières se chargèrent de glaçons. Il ne fut plus possible de douter qu'avant peu les

glaces ne dussent livrer un passage à l'ennemi : on chercha donc à prévenir ce danger, en essayant la voie des négociations.

Deux négociateurs furent nommés, le comte de Brantzen et M. Van-Ripelaer, bourguemestre de Dordrecht. Ce dernier, entièrement voué à la maison d'Orange, avait rempli à l'armée les fonctions d'intendant. Je l'avais connu particulièrement, et je croyais pouvoir compter sur son amitié.

Cette confiance me suggéra un projet, que je crus propre à concilier les intérêts de la maison d'Orange avec les grands intérêts de l'Europe.

Ceux-ci consistaient sans doute alors à diminuer la puissance des républicains. Ainsi, je pensai que si la convention nationale voulait véritablement la paix, il serait possible de lui persuader qu'il était de son intérêt de ne pas effrayer l'Europe, en montrant un esprit de conquête si éloigné du but qu'elle avait hautement annoncé; qu'il lui devenait facile de confirmer ses déclarations par des faits, en donnant la souveraineté des Pays-Bas au prince Frédéric d'Orange. Je m'efforçai de démontrer ces deux propositions dans un mémoire que je soumis au vieux colonel Knoc, mon chef et mon maître dans le métier que je faisais. Dévoué au prince Frédéric au-delà de

toute expression, le colonel approuva mes idées, et me fit partir sur-le-champ pour la Haye, où était le prince. Il me recommanda de faire la plus grande diligence, parce que les négociateurs devaient partir le lendemain.

Quoiqu'arrivé très-tard dans la nuit, je n'en allai pas moins chez M. Van-Ripelaer, qui dormait profondément, malgré les soucis d'une négociation.

Informé du sujet de mon voyage, il me dit que si ce que je proposais était dans les intérêts de son pays, il le ferait valoir de toutes ses forces; qu'au reste, il ne partirait que le surlendemain, ce qui nous donnerait la journée pour conférer.

J'allai chez le prince un peu tard. Il avait déjà vu M. Van-Ripelaer, et il voulut m'éviter. Cependant, après que je me fus expliqué, il me répondit : « Vous concevez bien que je ne peux pas » entendre à de pareilles propositions sans la » volonté de mes parens. » Il me fit ensuite les plus sages observations.

Quant à ce qui concernait la religion, je crus pouvoir lever les difficultés en disant : « Les » hommes que les siècles ont admirés sont les » modèles que se proposent les grandes ames, » dans la certitude de ne pas s'égarer en les imi-

» tant. Eh bien ! Henri IV n'était pas catholique.
» Ici, Monseigneur serait sollicité par le bonheur
» d'un peuple et par les intérêts de l'Europe en-
» tière. »

Mais sans me laisser poursuivre, quoique plein de douceur et toujours calme, le prince m'interrompit vivement par ces mots : « Je vous en-
» tends, Monsieur..... non, ... je ne ferai jamais
» cela. »

Je n'en remis pas moins à M. Van-Ripelaer la note que j'avais rédigée. Il était, en effet, permis d'espérer que si les républicains voulaient la paix, ils pourraient faire des concessions qu'il était facile d'expliquer par des raisons de politique. Au reste, je n'ai rapporté cette circonstance qu'afin de mieux faire connaître un prince qui ne fit que se montrer à la terre, pour tromper ses espérances, et y laisser d'éternels regrets. Certes, si les actions de sa vie si courte, mais tant illustrée, attestent de l'ambition, elles attesteront que cette ambition ne fut jamais que celle de la gloire. Cette anecdote prouve combien son cœur fut étranger à l'intérêt et ennemi de l'intrigue : qui n'admirerait pas sa soumission à la volonté de ses parens, et l'inflexibilité de ses principes ?

Nous touchions à la fin du mois de décembre, et depuis la prise de Nimègue les armées étaient

restées dans une parfaite tranquillité. Quelques coups de fusils tirés isolément, ou des engagemens de mousqueterie d'une rive à l'autre, avaient rempli ce temps. Néanmoins les républicains avaient continué les sièges qu'ils avaient entrepris. Bréda avait tenu jusqu'au 22 décembre. La résistance que fit cette place fournira une belle page à l'histoire.

Malgré l'épuisement où la longueur du siège avait réduit les forces du général Gueuseau, il n'en discuta pas moins les conditions que voulait lui dicter le vainqueur, et il ne consentit qu'à une honorable capitulation.

Le général Pichegru, sorti du corps royal d'artillerie, avait l'ame trop élevée pour ne pas s'intéresser à un officier qui avait illustré ce corps. Il favorisa l'évasion du comte de Gimel, qui avait, ainsi qu'il a été dit, commandé l'artillerie dans la place. Plusieurs royalistes trompèrent encore la fureur des républicains en prenant l'uniforme des soldats de la garnison : un régiment suisse s'empressa de prêter ses habits.

Cependant la place de Grave était supérieurement défendue par le vieux général de Bons, puissamment secondé par le major Gross, officier suisse d'un mérite distingué. Mais la défense de cette place, quelque honorable qu'elle fût, ne pouvait compenser la perte de Bréda. Cette perte

paralysait tout espoir de succès dans la reprise de l'offensive que le prince héréditaire avait conçue. Ce n'était cependant qu'en entreprenant contre l'ennemi, qu'on pouvait lui ôter l'idée de s'établir au-delà du Wahl : il fallait détruire, sur la rive gauche du fleuve, les préparatifs qu'il avait faits pour soutenir son établissement.

Les gelées redoublant d'intensité, le général Pichegru voyait s'approcher chaque jour davantage le moment d'effectuer le passage qu'il méditait. Il n'avait plus d'obstacles à rencontrer que dans des forces qui avaient cessé d'être en proportion avec les siennes.

C'est alors que de spécieux prétextes arrêtèrent sur les bords du Mordeick, les négociateurs qui avaient été invités à venir s'aboucher avec les commissaires de la convention.

Le prince d'Orange n'avait pas eu besoin de voir l'ennemi employer des subterfuges, pour être persuadé qu'il y avait tout à redouter du peu de bonne foi de ce monstrueux gouvernement. Il connaissait le danger, il s'efforçait de le prévenir; mais les moyens dont il pouvait disposer étaient impuissans : il tâchait de suppléer à leur faiblesse par son activité. Le prince Frédéric ne le cédait point à son frère en efforts, et ils agissaient ensemble avec l'accord le plus parfait.

Le prince Frédéric eut ordre de visiter la ligne du Grep; elle était destinée à arrêter l'ennemi qui aurait voulu prendre à revers les défenses opposées par les fleuves. Elle était l'unique force de cette partie, la plus faible de la Hollande.

Le prince ne descendit de cheval que lorsque la nuit ne lui permit plus d'apercevoir le terrain; il était excédé de fatigue. Retiré dans une mauvaise auberge, il passa la nuit auprès du feu. A la pointe du jour, il s'éveilla en proférant ces mots : « J'ai dormi comme un roi,.... si toutefois « aujourd'hui les rois dorment bien. » — « Mon« seigneur, je crois qu'ils dorment trop, » me « permis-je de lui répondre. [1]

Bientôt les habitans du lieu se rassemblèrent devant la maison, et la chambre où était le prince fut remplie de gens empressés à le voir. Les femmes le montraient à leurs enfans, et les vieillards versaient des larmes. Il était attendri. — « Parlez-leur, me dit-il. » Je l'aurais bien désiré; mais je ne savais point assez le hollandais pour m'expliquer. Cependant je rassemblai assez de mots pour pouvoir dire : « Vous voyez le prince Fré« déric; il a versé son sang pour vous. » Ces braves gens me comprirent. Le prince hérédi-

[1]. Une pareille réponse serait-elle encore aujourd'hui déplacée ?

taire fut l'objet de pareilles démonstrations un jour qu'il parcourait le pays, près de Gertruidemberg. Elles suffisaient, sans doute, pour manifester l'attachement que la masse de la nation conservait pour la maison d'Orange. Mais le peuple n'est-il pas toujours nul dans les dissensions civiles, où il ne sert que d'instrument à des hommes inquiets et dévorés d'ambition? Que le peuple serait heureux, s'il y avait moins de savans, de demi-savans, et surtout *d'orateurs !*

Le prince héréditaire avait bien la faculté d'employer, pour sauver son pays, tous les moyens et toutes les ressources qu'offrent les forces physiques et la science militaire; mais il n'était pas en son pouvoir d'enchaîner la marche des élémens: il ne pouvait que la prévoir. Un général est digne de son rang, s'il a su calculer toutes les chances possibles de cette marche pour les faire tourner à son avantage, ou pour les rendre inutiles à son ennemi.

Le prince avait sans doute calculé que les glaces pouvaient acquérir assez de force pour donner passage à l'ennemi sur toutes les eaux. S'il avait pu douter de la possibilité d'un tel accident, la mémoire des vieillards aurait levé tous ses doutes à cet égard. Aussi la levée en masse qu'il avait voulu organiser avait-elle eu cette pré-

voyance pour principe. Cependant on pouvait se flatter que cet événement, qui ne se reproduit pas tous les ans, n'aurait point lieu cette année. Dans ce cas, il était permis de croire que l'ennemi ne pousserait pas ses conquêtes au-delà du Wahl.

Le travail et l'infatigable activité des princes ajoutaient tous les jours aux mesures de défense. En se montrant partout prêts à courir tous les dangers, ils rassuraient la timidité des uns, et faisaient taire la malveillance des autres.

Cependant le froid devient excessif, et les glaces acquièrent assez de force pour porter et les hommes et les équipages. On avait donc tout à redouter d'une armée supérieure en nombre, entreprenante par caractère, enhardie par tous les succès.

Les alliés, partout sur la défensive, devaient, selon tous les principes, finir par être enfoncés. Il n'y avait plus d'espoir raisonnable que dans la résistance des places, qui pourrait se prolonger jusqu'au dégel que chaque jour pouvait amener. Cette considération était la seule susceptible de réprimer l'audace de l'ennemi; car s'il franchissait le fleuve, et qu'il fût surpris par un dégel, que n'avait-il pas à redouter?

Mais, dans le cas contraire, s'il osait entre-

prendre, il n'était pas probable que l'armée alliée, obligée de garder une ligne si étendue, exposée à être attaquée sur tous les points, pût lui résister. Cette armée était d'ailleurs tellement disséminée dans la multitude de postes et de places qu'avait enfantés le système vicieux de défense adopté pour le pays, qu'elle pouvait être considérée comme nulle.

Dans cet état de choses, le danger le plus imminent devait consister dans les surprises : la vigilance et les ordres du prince devenaient d'inutiles garans de sureté; l'épaisseur des glaces ôtait toute confiance.

Les généraux ennemis apprécièrent cet avantage, et ils résolurent d'en tirer parti. Pour y réussir, ils commencèrent par employer la ruse.

Le froid excessif et la saison, étrangère aux opérations de guerre, suspendaient, même entre les avant-postes, jusqu'aux moindres actes d'hostilité. Les soldats des deux armées se rapprochaient, et conversaient d'un poste à l'autre. Ces rapprochemens conduisirent à des jeux qui eurent lieu sur la glace. Comme l'autorité ne leur opposa d'abord aucun obstacle, on vit bientôt les fleuves se couvrir de patineurs, qui semblaient cependant s'être tracé une ligne de démarcation.

Mais quand les républicains crurent avoir in-

spiré assez de sécurité, ils se décidèrent à porter un dernier coup contre l'île de Bommel.

Le 28 décembre, ils s'assemblent en silence sur la rive opposée, ils couvrent leurs premières troupes d'une nuée de patineurs, et ils fondent ensuite de toutes parts sur l'île. Les troupes hollandaises, frappées de surprise, ne firent aucune résistance. Un grand nombre de prisonniers, tous les canons qui défendaient l'île, la ville elle-même, furent le prix de cette hardie tentative.

Le prince de Darmstadt eut à peine le temps de rejoindre les troupes qui étaient postées sur le Wahl. Il éprouva par ce fâcheux événement combien un général est à plaindre de ne pouvoir pas assez se multiplier, pour se charger des soins confiés à des sous-ordres.

Appliqué, studieux, extrêmement instruit, plein d'honneur, bienfaisant, aimé des soldats, et vraiment chevalier, ce prince croyait avoir satisfait à tout quand il avait visité ses troupes et la ligne de défense dont il était chargé. Rentré dans son cabinet, il rédigeait et expédiait ensuite les ordres que ses reconnaissances journalières lui suggéraient. Il avait incontestablement le droit de se reposer de leur exécution sur la vigilance et l'exactitude de ses subordonnés. Mais ce prince, que ses compatriotes nommaient le Bayard de

l'Allemagne, avait à s'accuser d'une trop excessive clémence : en lui donnant toute la loyauté des premiers Allemands, la nature lui avait refusé leur austère sévérité : il n'aurait point prononcé un arrêt de mort.

L'île de Bommel occupée, les républicains n'avaient plus pour dernière barrière que le Wahl à forcer. Les mêmes moyens servaient ce projet; la confiance que leur inspirait leur premier succès garantissait de celui qui devait en être la suite.

Il ne restait visiblement aux alliés qu'un seul parti à prendre, celui d'attaquer l'ennemi, et de reconquérir le terrain qu'ils avaient perdu. Toute demi-résolution n'eût pu que retarder la dissolution du corps politique.

Les anglais ne tenaient plus, derrière le Wahl, 1795.
que leurs avant-postes; le gros de leur armée s'était placé derrière le Leck, et le quartier du comte de Walmoden, général en chef des anglo-hanovriens, avait été mis à Amerungen.

Dans cet état de crise, je fus envoyé, du quartier-général de Gorcum, à la Haye, avec des dépêches qui ne pouvaient être que de la plus haute importance. Je les remis au stathouder lui-même. Le froid était excessif; j'avais beaucoup souffert :

cet excellent prince s'en aperçut, et il ordonna qu'on me prodiguât tous les soins dont j'avais besoin.

Les circonstances étaient trop graves pour ne pas exciter, parmi les personnes de la cour, une vive inquiétude : je fus beaucoup questionné. Je répondis à tous de manière à inspirer une confiance que je n'avais pas moi-même. J'étais cependant bien éloigné de penser que tout fût perdu : j'étais, au contraire, persuadé qu'une attaque sérieuse et acharnée contre l'ennemi pouvait, non-seulement amener le salut de la Hollande, mais encore détruire les troupes que les républicains jetteraient au-delà du Wahl.

Dans cette persuasion, j'avais conçu une opération qui avait pour but de reprendre de vive force l'île de Bommel : à cet effet, j'avais pensé qu'il fallait former une attaque générale sur toute la ligne. Les autrichiens, sous Alvinzy, auraient dû occuper l'ennemi, qui s'étendait depuis Nimègue jusque vis-à-vis la gauche des anglais. Ces derniers auraient agi contre les troupes qu'ils avaient devant eux. On aurait engagé l'attaque avec vigueur pour mollir bientôt après, afin de profiter de l'impétuosité à laquelle il était dans le caractère de l'ennemi de se livrer au milieu du succès. Une feinte retraite devait l'attirer jus-

qu'au Leck, derrière lequel on avait tracé des dispositions propres à arrêter ses progrès. Au moment où l'engagement aurait paru favoriser ce projet, des troupes hollandaises, débouchées de Gorcum, se seraient rapidement avancées par la digue du Wahl; elles auraient pris en flanc et à dos ceux des ennemis qui se seraient avancés entre ce fleuve et le Leck.

En même temps que ces événemens auraient eu lieu, des troupes sorties d'Heusden et du fort Saint-André auraient formé la véritable attaque: c'était à ce but que tout devait être sacrifié. Il fallait combattre jusqu'au dernier homme, ou reprendre l'île en y entrant par ces deux points.

Si ceux des ennemis qui combattaient au-delà du Wahl, inquiets de l'attaque faite contre l'île, avaient cherché à repasser le fleuve, leur défaite eût été proportionnée à l'empressement qu'ils auraient pu mettre à se retirer. Si, au contraire, ils eussent voulu se maintenir sur la rive droite, et que l'île eût été emportée derrière eux, leur perte absolue était évidente. Pour l'assurer davantage, on aurait fait usage d'un procédé par lequel le mécanicien Michel avait prétendu pouvoir enlever des masses de glace sur un très-grand diamètre. Le prince héréditaire, en présence de qui s'était faite une épreuve de ce procédé, n'avait

pas, à la vérité, été extrêmement pénétré de son importance; mais le mécanicien soutenait qu'il n'avait pas mis tous ses agens en jeu.

J'ai rapporté les principales dispositions dans lesquelles consistait tout le projet d'attaque. Je ne suis point entré dans les détails, que je me rappellerais difficilement; ils ne pouvaient être, d'ailleurs, que ceux sur lesquels la démonstration d'une opération s'établit.

Plein de confiance dans les lumières du colonel Knoc, et de reconnaissance pour les soins qu'il apportait à m'instruire, je lui soumis ce travail. Il me permit de l'envoyer au comte de Walmoden, ce que je fis la veille de mon départ pour la Haye.

A mon retour de la Haye, d'où l'on m'avait fait repartir peu d'heures après y être arrivé, je fus envoyé au quartier-général de l'armée anglaise. En remettant au comte de Walmoden les dépêches dont j'étais porteur, je lui demandai s'il avait reçu l'écrit que je lui avais adressé de Gorcum. Il me répondit affirmativement. J'attendis long-temps, et on m'introduisit enfin dans le cabinet de Son Excellence. J'y trouvai réunis, avec ce général en chef, le général d'Harcourt, le général Weis, commandant de la cavalerie anglaise, et le quartier-maître-général Scharnholtz, hanovrien.

Le colonel Dohn me parut disposé à remplir les fonctions de secrétaire. Une carte géographique était déployée sur la table.

Quand je parus, le général en chef me dit : « Monsieur, vous allez répondre aux questions « qui vous seront faites sur le terrain que vous « devez connaître ».

La conférence s'ouvrit aussitôt par un exposé que fit le général en chef, en langue anglaise, et que, par conséquent, je ne compris pas. Après un échange de phrases entre le chef du conseil et les membres, Son Excellence me posa des questions sur des parties de terrain qu'il me détermina. J'y satisfis autant que mes connaissances le permettaient, et je terminai toutes mes réponses en émettant mon opinion sur la manière d'employer ce terrain pour l'attaque ou pour la défense.

Dès que j'avais cessé de parler, le général Weis prenait la parole, et parlait en anglais; le général en chef lui répliquait toujours en français : « Cela « ne vous regarde pas; la cavalerie n'y a rien à « faire ».

Après d'assez longs débats, où je n'avais rien compris, mais dont les questions qui me furent adressées m'avaient fait présumer le sens, on me dit d'attendre la réponse qui allait être faite au prince Frédéric.

Il m'avait été facile d'apercevoir que le général en chef, homme très-délié, inclinait ostensiblement pour l'attaque, dont le général d'Harcourt et le général Weis se montraient éloignés. Le quartier-maître-général Scharnholtz, officier extrêmement distingué par ses talens et par ses profondes connaissances, silencieux, à la vérité, par caractère, parla peu; il observait beaucoup. Je crus ne remarquer en lui d'autre sentiment que celui de la défiance.

Malgré les contradictions que j'avais cru découvrir, j'espérais cependant qu'on allait rédiger des dispositions pour attaquer l'ennemi. Je crus que, par suite de ces dispositions, j'allais emporter au quartier-général de Gorcum le tracé des opérations qui allaient être remises aux troupes hollandaises. Mais, au moment où j'avais quitté la chambre du conseil, un aide-de-camp du général Abercrombie m'avait remplacé; il arrivait des avant-postes, que son général commandait.

Le comte de Walmoden ouvrit bientôt après la porte de l'appartement où j'étais, et me fit rentrer. Il me demanda si j'entendais l'anglais. Je répondis que non : « Eh bien, reprit-il, voilà un « aide-de-camp du général Abercrombie qui me « fait annoncer que l'ennemi l'a attaqué dans tous « les postes, qu'il les a forcés, et qu'il s'est em-

« paré de Buren, où était son quartier-général.
« Ainsi, monsieur, je me retire ».

J'observai que c'était le moment d'attaquer l'ennemi au plus vite, sans lui donner le temps de prendre connaissance des nouvelles positions qu'il venait d'occuper, et de s'y bien établir; qu'il était indubitable qu'une attaque brusque et générale l'en chasserait. Son Excellence persista dans sa résolution. Je demandai alors qu'on donnât au moins le temps au prince Frédéric d'évacuer Gorcum, où il courait risque d'être renfermé. Cette demande resta sans réponse.

Je pressai mon retour autant que pouvaient me permettre et mes chevaux et l'obscurité de la nuit. Déjà le mouvement était général, et les chemins s'encombraient. Je rencontrai le prince Adolphe d'Angleterre, à cheval, suivi de peu de personnes; je ne le reconnus qu'après l'avoir dépassé, et reçu de lui quelques renseignemens qu'il voulut bien me donner. A la vue de Leerdam, j'aperçus, à la pointe du jour, des troupes que je crus républicaines; après m'en être approché avec les précautions qu'exigaient mes soupçons, je reconnus les chasseurs de Lôwestein : ils m'apprirent que toute l'armée hollandaise se retirait, et que le prince marchait sur Vianen. Je ne tardai point à rejoindre Son Altesse, à qui, comme

on l'a vu, je n'avais qu'un très-court, mais très-affligeant rapport à faire verbalement, car on ne m'avait chargé d'aucun écrit. Je témoignai les inquiétudes que m'avait données pour la sureté du prince la promptitude de la retraite de l'armée anglaise ; je m'étonnai de ce qu'on avait pu faire plus de diligence que moi pour en donner nouvelle ; ce qui m'affligeait. Mais le prince m'eut bientôt rassuré, en me disant que le hasard seul l'avait instruit de ce qui se passait. Voici ce qui était arrivé.

Un poste était alternativement occupé par les anglais et par les hollandais qui se relevaient pendant la nuit. Ce soir, les hollandais devaient relever les anglais. En arrivant au poste, le commandant hollandais, étonné de ne plus y trouver de troupes, questionna quelques soldats restés en arrière, et les habitans du lieu : tous lui apprirent que les anglais se retiraient. Cet officier se hâte d'en rendre compte, et demande des ordres. Sur cet avis, qui lui fut confirmé d'ailleurs, le prince se décide à ne laisser dans la place que la garnison qui lui appartenait. Il ordonna aussitôt au reste des troupes de se porter rapidement derrière le Leck, où il espérait connaître par lui-même la position que prendrait l'armée anglaise. Mais Son Altesse ne tarda pas

à acquérir la triste certitude que l'évacuation de la Hollande avait été irrévocablement prononcée par les chefs des Alliés. Déjà même il n'existait plus de communication entre leur armée et celle des Hollandais.

Le prince, dont le coup-d'œil était aussi rapide que les résolutions étaient fermes et énergiques, veut suivre l'armée anglaise, et faire son arrière-garde; mais, seul de son avis, il se voit obligé de prendre une direction opposée à ce généreux dessein. Ce projet n'était-il pas, en effet, le seul militaire, le seul qui convînt aux intérêts du pays? Par cette manœuvre, on disputait encore quelque temps le terrain, en conservant ensemble des forces appuyées par une armée entière. Quel que fût le nouveau plan adopté par cette armée, que de chances n'amène pas le temps?

Le prince, en me parlant de sa première résolution, m'a souvent dit: « Je ne fus pas le maî- » tre de l'exécuter; car, outre la répugnance » qu'éprouvaient les généraux à quitter le pays, » on m'opposa de si puissantes raisons, que je » fus obligé de m'y rendre. »

Les admirateurs du gouvernement représentatif peuvent trouver ici un exemple des inconvéniens qui en sont inséparables : un fils du sta-

thouder, un prince d'Orange, est entravé dans une juste conception de guerre par des considérations de gouvernement; et la perte du pays en est le résultat.

Les troupes furent dirigées vers le nord, et nous arrivâmes à Naarden. Là, le quartier-maître-général me fit venir; il me dit sans détour qu'il n'y avait plus de ressources, que l'ennemi occupait déjà tout le pays jusqu'à la mer, que toute résistance devenait inutile, et que la maison d'Orange allait passer en Angleterre. Il me recommanda de garder le secret jusqu'au lendemain, en employant ce temps à faire les dispositions nécessaires pour mon départ. Il me chargea de prévenir les royalistes français qui étaient au quartier-général, en évitant toutefois une dangereuse publicité.

Après cette pénible confidence, mon premier mouvement fut d'aller chez le prince, que tout me pressait de voir avant de le quitter. En ouvrant la porte de son appartement, je l'aperçus seul avec le général Dupont, commandant en chef de l'artillerie. Je m'éloignai. La pensée me vint alors que le prince pourrait croire qu'à la veille de tomber, par l'effet de circonstances, dans un dénuement absolu, je voulais m'attacher à lui pour me ménager de ressources. Cette pensée

me fit frémir ; et, quoi qu'il m'en coûtât, je résolus de ne pas le voir. Le lendemain, je remplis auprès de mes camarades la triste commission dont le quartier-maître-général m'avait chargé.

MM. de Lagrandville et du Tertre [1] se joignirent à moi ; nous partîmes pour Amsterdam, d'où nous avions le projet d'aller nous embarquer à Enkuizen ou Medemblick. Nous trouvâmes dans Amsterdam le peuple travaillé de la fièvre révolutionnaire. La cocarde orange était insultée, et on semblait vouloir menacer ceux qui la portaient. Plusieurs dragons du régiment wallon de Biland arrivaient en même temps que nous. Personne de nous n'était disposé à se laisser dicter des lois qui auraient paru être acceptées par un sentiment peu noble. Nous étions d'ailleurs dans l'âge où l'on prend rarement conseil de la timidité : nous ne fûmes donc point contrariés.

Les glaces ne permettaient plus aux bâtimens de sortir des ports : rien ne put déterminer les marins à nous transporter en Frise. Chaque heure venait nous apprendre l'arrestation de quelques royalistes, et nous instruire des mauvais traitemens qu'ils essuyaient de la part des républicains.

---

[1] M. Charles du Tertre est aujourd'hui maréchal de-camp.

Résolus de périr plutôt que de tomber vivans dans leurs mains, nous nous rendîmes dans une île distante de deux lieues de la côte. Le trajet s'en faisait à pied sec ou en traîneau, tant les glaces avaient de force. Là, nous espérions nous procurer auprès de quelques pêcheurs, une de ces barques propres tout à la fois à tenir la mer et à servir de traîneau. Notre espoir fut trompé; le village prit de l'ombrage, les paysans s'attroupèrent, et on nous signifia de quitter l'île. Notre résolution était arrêtée, nous ne voulions pas retourner en arrière. Nous fîmes tout pour obtenir un guide: nos efforts furent inutiles. Enfin, nous partîmes au nombre de huit, résolus de traverser à pied la mer, pour joindre Staven. Cette ville, distante de sept lieues en ligne droite, était le point de la côte le plus rapproché que nous pussions atteindre. Par une espèce de fatalité, nous n'apercevions point la terre; ce qui nous privait de direction. Les paysans nous accompagnèrent à plusieurs centaines de pas. En nous quittant, ils cherchèrent à bien nous indiquer la direction que nous devions suivre.

A mesure que nous cheminions, la solidité des glaces augmentait notre espoir. Nous voyagions assez gaîment, quand nous nous trouvâmes arrêtés par une veine d'eau assez large, qui n'était

pas gelée. Nous jugeâmes qu'il fallait la remonter ; et nous réussîmes à retrouver de la glace devant nous. Ces accidens , en se reproduisant, nous faisaient regretter la perte du temps, mais ne nous inquiétaient plus, lorsque nous nous vîmes exposés à un danger que nous n'avions pas prévu : quelques-unes de ces veines d'eau courante se trouvèrent couvertes d'une neige qui ne laissait pas juger de la force de la glace. Nous marchions à la file les uns des autres, pour diminuer le poids; tout-à-coup la surface s'enfonce sous moi : je périssais infailliblement, si mes camarades ne m'eussent promptement saisi par mes habits. Devenus plus circonspects par cet évènement, nous attachâmes l'un de nous par le milieu du corps à une longue corde, que nous tînmes tous ; il marchait plusieurs pas en avant, destiné à nous indiquer le chemin. Déjà nous apercevions la terre, quoique dans un très-grand éloignement, quand nous fûmes arrêtés, sans probabilité de pouvoir poursuivre notre route : une ouverture large, faite par une eau courant avec rapidité, dont nos yeux ne découvraient aucune partie gelée, sembla mettre un terme à notre marche. Cet accident était d'autant plus fâcheux qu'il ôtait même la possibilité de rejoindre l'île d'où nous étions partis, à ceux qui auraient

voulu le tenter, parce que la journée était trop avancée. Nous remontâmes long-temps, et nous n'apercevions que de l'eau, et souvent même dans une plus grande largeur. Enfin, au milieu de cette eau, nous rencontrâmes un monceau de glaçons qui s'étaient attachés les uns aux autres; ils nous offrirent un pont que nous traversâmes successivement, en nous appuyant sur nos genoux et sur nos mains. Cet obstacle fut le dernier que nous eûmes à vaincre : nous arrivâmes à Staven au commencement de la nuit après avoir parcouru onze lieues, à cause des détours que nous avions été forcés de faire.

On nous félicita du bonheur qui nous avait accompagnés. Notre hôte nous assura qu'il n'eût point entrepris le même voyage, quand on lui eût donné plein sa chambre de ducats : assurance fort exagérée sans doute pour un hollandais !

Ce voyage n'offrira d'intérêt qu'à nos amis ; mais il apprendra à tous qu'on échoue rarement quand on hasarde tout. Nous ne séjournâmes à Staven qu'autant de temps qu'il en fallait pour avoir des nouvelles certaines de la sûreté des princes d'Orange, qui, sous tant de rapports, étaient dignes de toute notre sollicitude. Nous apprîmes les entraves que la saison avait mises au départ du vaisseau sur lequel la famille sta-

thoudérienne s'était embarquée. Je laisse à l'histoire la pénible tâche de raconter les malheurs de cette illustre maison, et le courage que montra chacun de ses membres. On ne verra pas sans admiration des princesses montrer la force d'ame des héros.

En quittant Staven, j'allai à l'armée anglaise, dont le quartier-général était à Munster. J'employai les plus vives sollicitations auprès du comte de Walmoden, pour qu'il me fût permis de rassembler tous les soldats hollandais qui viendraient se ranger sous les drapeaux d'Orange. Je fis valoir la reconnaissance qu'il inspirerait aux princes, et l'approbation qu'il obtiendrait infailliblement du roi d'Angleterre. Malgré mes instances et mes importunités, le général en chef de l'armée anglo-hanovrienne remit toujours au lendemain à prendre une résolution. Fatigué de ces lenteurs, qui équivalaient à un refus, j'écrivis à Londres au prince Frédéric, en lui rendant compte de mes inutiles efforts.

Condamné désormais à l'inactivité, je partis pour Arolzen, capitale du pays de Waldeck. Après l'affaire du canal de Louvain, le prince régnant avait eu la bonté de me dire, au pont de Rymenam, que si jamais la Hollande m'oubliait, je devais me souvenir que j'avais un asyle

chez le prince régnant de Waldeck, et me rappeler ce qu'il me disait le 15 juillet 1794, au pont de Rymenam.

Fidèle à sa généreuse promesse, ce prince me reçut favorablement et me combla de ses bienfaits. Je ne suis pas le seul royaliste français auquel il accordât les droits de l'hospitalité : plusieurs familles en jouissaient ainsi que moi. Les maisons de Lostange, de Laroche-Lambert, de la Ferronnaye et de Clermont-Tonnerre, y étaient traitées avec tous les égards et les distinctions dus à leurs malheurs et à leur qualité.

Pendant ce temps, les Autrichiens, dont les Prussiens n'étaient pas encore séparés, gardaient le Rhin, sans avoir conservé de postes au-delà de ce fleuve. Quelque charme que m'offrît le séjour d'Arolzen, un long repos me devenait à charge; il ne pouvait convenir ni à mes goûts, ni à ma fortune, ni à la tâche que je m'étais imposée. Je tournais donc mes regards vers l'armée autrichienne, lorsque je reçus une lettre du prince Frédéric d'Orange. Son Altesse me faisait connaître qu'un rassemblement de troupes hollandaises se formait sur le Bas-Weser. Le prince m'indiquait le jour où il arriverait à Brunswick : c'était me donner l'ordre qui pouvait m'être le plus précieux, celui de l'y rejoindre.

A cette époque le marquis de la Maisonfort vint à Arolzen, chargé de faire au prince de Waldeck des propositions, pour établir un recrutement dans ses états. Il était envoyé par les princes de Rohan. Ces princes, soutenant en preux chevaliers tout le poids d'un grand nom, combattirent toujours ; mais ne combattirent jamais que sous des drapeaux déployés contre les ennemis de leur roi. Ils levaient des troupes destinées à servir sous ce Condé que l'histoire ne balancera pas à nommer le plus illustre des guerriers français. N'eut-il pas constamment à braver l'assassinat qui atteignit son petit-fils, à combattre l'adversité, les ennemis de son roi, et les mouvemens de son amour-propre, qu'il n'hésita jamais à sacrifier au bien de la noble cause pour laquelle il était armé ?

Général et soldat dans son armée, héros sur le champ de bataille, Nestor dans les conseils, toujours fidèle à son roi, le plus aimable des chevaliers dans l'âge de la galanterie, généreux et bienfaisant, populaire envers la multitude, toujours prince au milieu des hommes : tel était le prince de Condé ! je ne sais si tant de beaux titres ne l'égaliseront pas au plus grand de ses ayeux. Hélas ! la France n'aura donc plus de Condés.... non.... Mais si la plus lâche perfidie a pu anéantir cette noble race, les siècles en éterniseront la mémoire.

Le marquis de la Maisonfort m'offrit de me mener à Brunswick, où il retournait : j'acceptai.

Le prince Frédéric ne resta que peu de jours auprès de la princesse héréditaire de Brunswick, sa sœur, qu'il aimait tendrement, et il partit pour Nienbourg, en Hanovre. C'est là que le prince héréditaire organisait avec une incroyable activité les Hollandais qui, de toutes les parties de la Hollande, venaient se ranger sous les drapeaux du stathouder. Ces bons et loyaux Bataves, animés du désir de servir leur prince et leur pays, ne se laissèrent point décourager par le malheur dont étaient frappés à leurs yeux les Français qui, pour défendre la cause de leur roi, avaient abandonné le sol de la patrie. Le prince héréditaire d'Orange, déjà célèbre par sa valeur, et illustré par de nombreux combats, avait certainement le droit de compter sur une défection parmi les soldats restés sous les drapeaux de la nouvelle république, parce que le guerrier ne veut point servir la multitude; le rang et la gloire d'un chef, guerrier comme lui, réfléchissent leurs rayons sur lui-même, et anoblissent à ses yeux sa profession, qui n'a que de l'éclat pour tout bien. Aussi les siècles nous montreront-ils toujours les républiques subjuguées par un soldat dont la fortune et les talens égaleront l'audace.

Les guerriers n'aiment point la tourbe populaire. Les dangers qu'ils affrontent les portent à s'estimer d'une toute autre espèce, parce qu'ils croient qu'il leur faut une autre ame. Un préfet ou un bourguemestre persuaderont difficilement à un général que c'est d'eux qu'il doit prendre des ordres. Malheur au monarque qui introduirait cet esprit, ou qui n'aurait pas la force d'appuyer l'esprit opposé! L'amour-propre humilié de son armée la séparerait bientôt de lui.

Avec les troupes qu'il avait réunies et les nouvelles levées qu'il avait projetées, tant dans les états de Nassau que dans les autres états de l'Allemagne, le prince héréditaire espérait ouvrir la campagne de 1796 à la tête de quinze ou vingt mille hommes. L'hiver devait être employé à donner à ces troupes l'ensemble dont elles avaient besoin pour obtenir des succès. Le crédit de la maison d'Orange, soutenu par les fonds de l'Angleterre, ne laissait au prince aucune inquiétude pour la formation et l'entretien de son armée. Les amis du stathouder ménageaient dans l'intérieur du pays les intelligences qui pouvaient en faciliter la conquête.

Abandonnant à son frère le soin de travailler à la formation des corps et à l'exécution des ordres qu'il avait tracés, le prince héréditaire

était parti pour Londres. Il voulait accélérer par sa présence l'envoi de tout ce qui était nécessaire à l'équipement des troupes. Il voulait, de plus, s'y concerter avec le gouvernement anglais sur les futures opérations. On n'attendait donc plus que l'ouverture de la campagne, quand tout-à-coup on apprit que le roi de Prusse et l'électeur de Hanovre venaient de faire la paix avec la république et de se séparer de la coalition.

Une suite des conditions de cette paix fut de signifier au prince d'Orange de dissoudre le rassemblement de ses troupes, et d'évacuer le territoire de l'électorat, de même que celui des villes anséatiques. Le premier mouvement du prince fut celui de l'indignation. Mais ne pouvant pas croire à un événement qui lui paraissait si contraire à tous les intérêts de l'Europe, il refusa d'obéir. D'autres ordres, réitérés plus impérativement, n'ayant pas obtenu plus de déférence, on employa la force. Des prussiens armés parcoururent les villages où étaient cantonnés les hollandais sans armes. Ces prussiens marchèrent pour expulser le petit-neveu de Frédéric-le-Grand, le petit-fils du grand électeur. C'est ainsi que l'on vit à Bender les Turcs, pour éviter la colère de Pierre-le-Grand, contraindre Charles XII à quitter leur territoire.

Dans l'accès de son désespoir, le prince Frédéric écrit au roi son oncle une lettre pleine d'amertume. Mais, aussi respectueux envers ses parens que fier avec l'ennemi, il reconnut, en relisant sa lettre, qu'il avait gardé trop peu de mesure : il adoucit son style, et ses expressions, quoique atténuées, prouvèrent à Frédéric-Guillaume que le sang de ses ancêtres coulait dans les veines d'un autre Frédéric. Le roi répondit à son neveu par une lettre pleine de bonté. Sa Majesté expliquait les raisons qui avaient déterminé sa conduite. Tant de condescendance de la part du roi ne pouvait que faire la plus vive impression sur un cœur aussi noble. Le prince craignit d'avoir affligé son oncle, et il en fut douloureusement affecté : peu de temps avant sa mort, il me dit qu'il conservait toujours la réponse du roi. Si elle a été retrouvée parmi ses papiers, elle sera précieuse pour l'histoire.

Avant de s'éloigner des compagnons de sa fortune, le prince chargea les généraux de leur exprimer ses regrets, et de leur témoigner une reconnaissance que son cœur généreux était incapable de feindre.... Oh! combien n'ont-ils pas perdu, les compagnons de ses belles destinées!

Il alla partager avec son auguste frère le chagrin où les réduisait l'impuissance de reconqué-

rir leur héritage, ou de mourir sur le sol qui les avait vu naître.

De tous les regrets qu'éprouva le stathouder, le plus déchirant fut celui de ne pouvoir pas récompenser les hommes qui avaient signalé leur dévouement à sa personne. Ce prince avait l'ingratitude en horreur; il savait que si elle est un crime chez un particulier, elle est une monstruosité dans un prince; car elle ne peut avoir pour cause que l'orgueil, qui veut se dissimuler les services rendus, ou le défaut de générosité, qui craint d'avouer les services du faible comme humilians pour le fort. Ce fut aussi par cette générosité de caractère que le stathouder ne perdit pas de vue les hollandais qui avaient servi sa cause : à force d'instances et de sacrifices, il parvint à conclure avec le roi d'Angleterre une convention qui réglait des subsides.

Il fut conclu que les officiers sortis de la Hollande pour défendre les intérêts de la maison d'Orange jouiraient d'un traitement annuel. C'est alors qu'à l'abri du besoin, qui flétrit l'ame et abat son énergie, ces officiers purent consacrer de nouveaux efforts à la cause de leur prince. En servant cette cause sous des drapeaux amis, ils purent hâter, par de nouveaux combats, le jour qui devait les ramener triomphans dans leur pa-

trie. Ce jour, le plus beau de leur vie, devait forcer leurs compatriotes à leur payer le tribut d'estime qui ne peut être refusé à une stoïque constance. Puissent-ils, en dédaignant l'envie de celui qui ne sut pas les imiter, goûter aujourd'hui le calme délicieux que procure à un homme d'honneur la conviction d'une conduite toujours honorable et pure! Cette récompense, au-dessus du pouvoir des rois, triomphera toujours de l'oubli et de l'ingratitude.

CHAPITRE V.

La levée d'un bataillon à la solde de l'Angleterre devient impossible. — L'espoir d'agir dans la Vendée est déçu. — Le prince Frédéric d'Orange se rend à l'armée de l'archiduc Charles. — Le chevalier de Lespine me conduit à Bingen sur la chaloupe canonnière qu'il commande. — L'archiduc m'admet au service de l'Empereur. — L'armée autrichienne qui opère sur la Sieg éprouve un échec. — Cet événement oblige l'archiduc à repasser le Rhin. — Affaire de Malsch. — L'archiduc se retire vers le Danube. — Bataille de Neeresheim. — L'archiduc oppose le général Latour à Moreau. — Le prince, par un mouvement rapide et dérobé, se porte contre Jourdan. — Bataille de Würtzbourg gagnée par l'archiduc. — Le prince vient à Offembourg dans le dessein d'assiéger Kehl. — Préparatifs du siège suspendus. — L'archiduc marche contre Moreau. — Affaires de Maltedingen et d'Eymedingen. — Bataille de Schlingen. — Moreau est rejetté derrière le Rhin. — L'archiduc assiège et prend Kehl.

1796. Malgré l'acte d'autorité qui venait de dissoudre le rassemblement hollandais, je conservai un moment l'espoir de ne pas rester inactif. Un commissaire du roi d'Angleterre, le colonel Nesbit, avait été autorisé à accorder des capitulations pour des levées de corps. Il convint avec moi que je lève-

rais un bataillon de six cents hommes, et que j'aurais le grade de major. Je crus d'abord qu'il serait possible de former ce bataillon sur le territoire de quelques princes allemands. J'espérais pouvoir faire filer ensuite les hommes sur un port de mer, d'où ils auraient été transportés à Jersey et Guernesey. Ces îles m'avaient été désignées par le gouvernement pour lieu de rassemblement.

Arrivé à cette destination, il m'était facile de former des entreprises contre les républicains. Déjà j'unissais, en imagination, mes efforts à ceux des Vendéens. Une compagnie de banquiers s'était engagée, par devant notaire, et sous d'assez favorables conditions, à me fournir les fonds nécessaires pour la formation complète de ce corps : il ne restait donc plus qu'à exécuter. Mes premiers regards se portèrent sur le prince de Waldeck. J'attendais tout de ses bonnes dispositions pour moi. Mes espérances me paraissaient d'autant mieux fondées, que le prince avait permis à plusieurs corps royalistes de s'établir dans ses états. Je retournai donc à Arolzen ; mais les obstacles se multiplièrent, mes efforts furent inutiles : il fallut se résoudre à passer le reste de l'hiver à Francfort-sur-le-Mein.

Au milieu des différens plans que je formais pour retrouver avec le printemps une nouvelle

activité, j'avais écrit au prince Frédéric d'Orange. J'avais exprimé à Son Altesse la certitude où j'étais qu'elle se rendrait à une des armées alliées de l'Angleterre; et j'espérais que, dans ce cas, le prince ne me refuserait pas le bonheur de le suivre. Je n'eus point de réponse. Mais, au moment où l'archiduc Charles allait ouvrir cette campagne qui devait immortaliser son nom, je vis arriver le prince Frédéric lui-même, accompagné du baron de Perponcher.

Comme rien de ce qui concerne un prince si distingué, dans la fleur de son âge, par les plus nobles et les plus brillantes qualités, ne saurait être indifférent pour l'histoire, je vais rapporter en peu de mots la conduite qu'il crut devoir tenir à cette époque de sa vie. Elle peut servir de modèle aux personnes de son rang qui seraient exposées aux mêmes infortunes.

Ce prince oublia tout ce qui l'avait entouré de puissance et de grandeur. Ne respirant que les combats, ne cherchant que les moyens de briser le joug qui venait d'être imposé à son pays, jaloux, par-dessus tout, de venger les affronts faits à sa famille, il fut, à l'insçu de ses parens, ainsi qu'il me l'a révélé lui-même, trouver à Londres le comte de Stharemberg [1], et il lui fit connaître le

[1] Ministre d'Autriche en Angleterre, aujourd'hui prince.

désir qu'il avait d'entrer au service de l'Empereur. Sa modestie ne lui permit pas de me dire le reste. Mais je tiens du comte de Stharemberg qu'il le pria de ne demander pour lui que le grade de colonel. « Pour un prince tel que vous, Monsei-« gneur, lui répondit le ministre, ce grade me « paraît trop inférieur, je demanderai celui de « général ». Un courrier ne tarda pas à apporter le consentement de l'empereur, donné dans les termes les plus flatteurs. C'est alors que le prince informa ses augustes parens des démarches qu'il avait faites et de leur succès. Le fils des Guillaume, la petite-fille et la nièce des Frédéric ne pouvaient qu'applaudir à ce généreux dessein. L'orgueil se tut devant un sentiment plus noble : le prince partit, et celui qui avait commandé des corps d'armée se plaça noblement à la tête d'une simple brigade. Je m'empressai de répéter au prince ce que je lui avais écrit. Je le prévins que j'allais me rendre à l'armée autrichienne, où je comptais sur sa protection pour m'y faire admettre. Il garda le silence; ce qui m'étonna d'autant plus, que je retrouvais dans Son Altesse les mêmes bontés pour moi...... Je dirai bientôt la cause de ce silence.

Dès le lendemain, le prince partit pour joindre l'armée autrichienne; il y fut accueilli, par l'ar-

chiduc Charles, d'une manière qui laissa pressentir l'intimité qui devait, dans la suite, s'établir entre eux. Cette intimité, préparée par l'estime, devait devenir un besoin pour des âmes si parfaitement ressemblantes. La première preuve que le prince reçut de la bonne opinion qu'on avait de lui, fut de voir mettre sous ses ordres une des plus signalées brigades de l'armée, formée des régimens de Starrai et de Samuel Giulay, hongrois.

Quelques jours après le départ du prince, la flotille autrichienne, que commandait le colonel Williams, vint mouiller devant Francfort. Elle devait descendre le Rhin pour prendre part aux opérations. Le chevalier de l'Espine, officier de la marine royale de France, commandait en second. Il me reçut sur sa chaloupe, et nous arrivâmes à Bingen, d'où je me rendis à Bômholdern, quartier-général de l'archiduc Charles. Je n'hésitai point à prier le prince d'appuyer la demande que j'allais faire. Mais, en me refusant formellement, il me dit : « Je ne suis ici qu'un simple général-
» major, et n'ai, par conséquent, le droit de
» protéger personne auprès de l'archiduc. Mais
» quand je l'aurais, ce droit, serait-il convenable
» que je l'employasse pour vous, lorsque tant d'of-
» ficiers nés hollandais, sortis de leur patrie pour
» la cause de mon père, aujourd'hui sans état et
» sans ressources, me font tous la même demande

» que vous ? Que penseraient-ils si je négligeais » leurs intérêts pour soutenir les vôtres » ?......... Il me promit seulement de répondre, si on le consultait à mon sujet.

Quel effet n'eût pas produit une telle élévation d'ame sur l'homme le plus insensible ! Le prince ne m'en devint que plus cher. Je résolus d'entrer dans l'armée autrichienne. Je me promis plus encore, ce fut d'être bientôt admis à partager de nouveau ses dangers.

Je me présentai à l'archiduc, qui m'offrit une lieutenance d'artillerie dans les troupes des contingens d'Allemagne. Cet emploi ne pouvait me convenir sous aucun rapport. Je demandai à entrer dans l'armée autrichienne comme simple cadet. Son Altesse royale laissa à mon choix le régiment. Mais ce choix devenait embarrassant : dans ma position, il fallait ou perdre la vie ou sortir du rang dans lequel j'allais me placer. D'ailleurs, exercé par des généraux habiles au service de l'état-major, cette carrière pouvait me faire espérer un rapide avancement. Il était donc pour moi du plus grand intérêt de rester sous les yeux de l'archiduc et des généraux qui l'approchaient; il fallait pour cela que je fusse attaché au quartier-général. Un seul régiment, les dragons de l'état-major, suivaient le quartier-général. Ce corps, destiné

seulement aux escortes et à fournir les ordonnances aux officiers généraux, n'offrait aucune perspective flatteuse. On y faisait entrer les officiers que l'on voulait avancer; on leur donnait un grade plus élevé, qu'ils se hâtaient d'échanger avec des officiers de la ligne que les blessures ou les infirmités fatiguaient. Quoi qu'il en fût, je ne voulais qu'être autorisé à demeurer à l'armée : c'était à moi de faire naître les circonstances, et aux circonstances de faire le reste. Je demandai donc à entrer dans les dragons de l'état-major, et je n'éprouvai, pendant plusieurs jours, que des refus. D'un autre côté, le prince Frédéric m'engageait à ne pas servir en qualité de cadet. Il me disait : « Cet état de choses ne peut pas durer; » ainsi, épargnez-vous les désagrémens attachés » au simple état de cadet. Allez quelque part, à » Veilbourg ou à Darmstadt, attendre le résultat » de la campagne ». Je répondis que si nous sortions vainqueurs de la lutte, j'y aurais gagné l'expérience d'une campagne, et que, dans le cas contraire, je me serais créé une existence.

Mais comme il n'est pas de malheur sans compensation, non plus que de bonheur sans mélange, les peines que me causait l'incertitude de mon sort furent adoucies par les soins que me prodiguait le baron de Turpin. Il est du nombre des

français qui ont illustré l'émigration ; on me saura peut-être gré de le faire connaître ici.

C'était un des officiers les plus savans du corps royal du génie. Les princes l'avaient, en 1792, nommé chef d'une brigade d'ingénieurs qui, à la demande du roi de Prusse, avait été attachée à son armée. Après la retraite, il avait continué à faire partie de l'armée prussienne, comblé de cette distinction délicate et flatteuse que Frédéric-Guillaume savait si bien accorder au mérite. De son côté, le baron de Turpin apportait toute son application à mériter de plus en plus les bontés du roi. Eh ! quel est d'ailleurs, l'officier qui n'éprouverait pas le même sentiment, lorsqu'un souverain, véritable appréciateur de ses talens et de ses travaux, assez militaire lui-même pour juger dignement son esprit, son caractère et son habileté dans cet art qui soutient et fait tomber les trônes, lui donne des gages honorables de son estime et de sa faveur ?

Le baron de Turpin jouissait donc, à l'armée prussienne, de l'estime qu'on ne refuse jamais à l'homme supérieur, quand le roi fit la paix avec le directoire. Dès-lors, il crut qu'il ne pouvait plus rester sous des drapeaux qui cessaient d'être déployés contre les ennemis de ses maîtres. Par une lettre où respiraient à la fois sa douleur et

sa reconnaissance, et dans laquelle il faisait sentir tout ce qu'il se devait à lui-même, il pria le roi d'accepter sa démission.

Le roi rendit justice à cette action ; elle caractérisait le royaliste français, qui ne pouvait servir que là où l'on combattait la cause opposée à celle de ses rois. Il répondit au baron de Turpin de manière à lui prouver tout le cas qu'il faisait de son mérite ; il voulut même lui conserver son traitement. Mais M. de Turpin supplia Sa Majesté de lui permettre de ne pas l'accepter. Tant de noblesse et de générosité lui concilièrent tous les suffrages. Le comte François de Dietrichstein devint un des admirateurs les plus prononcés du baron : colonel du génie lui-même au service d'Autriche, il avait pu, pendant le siége de Mayence, juger M. de Turpin.

Le comte de Dietrichstein était estimé de l'empereur son maître, et en très-grande faveur auprès du baron de Thugut, ministre alors très-influent en Autriche. Il crut pouvoir prendre sur lui d'offrir à M. de Turpin un emploi de colonel dans l'armée autrichienne.

L'Autriche paraissait acharnée à la guerre ; elle présentait un vaste champ aux desseins que M. de Turpin nourrissait : aussi accepta-t-il avec empressement l'offre que lui faisait M. de Dietrich-

stein, qui eut la satisfaction de voir cette offre sanctionnée par la cour. La résistance qu'apportent tous les corps savans à admettre un membre qui ne sort pas de leur école, surtout s'il montre des talens; cette résistance écarta le nouveau colonel du corps du génie, auquel il avait été d'abord destiné. Ainsi, par analogie de travaux et de connaissances, M. de Turpin fut placé dans l'état-major de l'armée.

Quoique la campagne n'eût point encore été signalée par de fortes hostilités, le temps avait cependant déjà permis de connaître M. de Turpin. On l'estimait, on le respectait, on l'écoutait; mais ses avis ne faisaient pas fortune. Peut-être trop de rudesse dans la manière d'exprimer ses pensées, trop de sévérité dans ses principes, trop peu d'indulgence pour la capacité des autres, devenaient-elles des causes d'éloignement pour sa personne. Néanmoins l'appui qu'il affectait de me prêter me procurait quelques égards, sans avancer le succès de mon entreprise. Loin de là, un jour que je me rendis chez M. le comte de Bellegarde, pour faire un dernier effort, ce lieutenant-général me déclara que l'archiduc était positivement déterminé à ne point m'admettre comme je le désirais, et que lui, comte de Bellegarde me conseillait d'utiliser la protection de la

maison d'Orange pour entrer aû service de Prusse.

Loin d'être abattu par cette explication, j'éprouvai dans ce moment je ne sais quel sentiment de confiance. Les manières du comte avaient sans doute produit cet effet. Profond dans les sciences politiques et militaires, et, sans contredit, sous ce double rapport, un des hommes les plus distingués de son siècle, il avait reçu de la nature tout ce qui forme l'homme d'état, l'homme de cour et l'homme de guerre. Il crut, par bonté, devoir adoucir tout ce qu'avait de rigoureux la résolution qu'il venait de me signifier, et le conseil dont il l'avait accompagnée. Il entra en conversation avec moi. Nous parlâmes des différentes campagnes que j'avais faites.

Mon amour propre blessé, un dépit que je m'efforçais de concentrer, donnèrent, je le crois, de la force à mes idées. Je cherchais à mettre en évidence le peu d'instruction que je pouvais avoir; chaque événement que je rapportais me fournissait un développement ou une application de principes : j'en vins de la sorte à parler des équipages de pont que j'avais vus dans l'armée; ce qui me conduisit à exposer le procédé du pont-volant portatif dont j'avais déjà fait l'épreuve à l'armée des princes et à la Haye, devant le stathouder. J'observai que ce genre de pont était particulière-

ment propre aux avant-gardes et aux expéditions de partisans, auxquelles les pontons de l'armée ne pouvaient pas convenir, parce que ces entreprises exigeaient célérité et secret. Je fis observer, de plus, que des ponts à chevalets, ou des ponts à la Manson, ne pouvaient pas davantage convenir, lorsqu'il s'agissait de faire un coup de main au-delà des grandes rivères. Le comte de Bellegarde voulut bien m'écouter avec attention. Je parlai longuement, car, comme je l'ai dit, mon amour propre était vivement stimulé. Après que j'eus fini de parler, le lieutenant-général me dit : « Ce que vous demandez à l'archiduc » n'est cependant pas une chose difficile à accor- » der. Venez avec moi, nous allons faire un der- » nier effort. » Je le suivis : il entra chez le prince, d'où il ne sortit que long-temps après. Il vint à moi, et me dit : « L'archiduc vous ac- » corde ce que vous demandez. » Un instant après, parut Son Altesse impériale, qui voulut bien me confirmer les ordres qu'elle avait donnés pour mon admission.

Jetons maintenant un coup-d'œil sur les principaux personnages qui composaient le quartier-général de l'archiduc.

Le comte de Bellegarde, lieutenant-général, les colonels de l'état-major Fleischer et Schmidt

partageaient la confiance de ce prince. Le comte de Bellegarde, ainsi que je l'ai dit, doué de tous les dons que la nature accorde à l'homme qu'elle veut favoriser, avait dans l'armée la réputation que donnent de grands talens, une érudition vaste et profonde, joints à une brillante valeur. Tant de titres lui avaient acquis la confiance du ministre Thugut, de l'archiduc Charles et de l'empereur, qui l'avait donné à son frère comme l'homme le plus capable d'appuyer ses décisions.

Le colonel Fleischer était le chef de l'état-major; il avait une longue habitude de cette partie, beaucoup de douceur, une grande sagesse, des connaissances étendues, infiniment de simplicité dans les manières : c'était un officier extrêmement recommandable sous tous les rapports. L'archiduc aimait à travailler avec lui; mais sa mauvaise santé l'obligea bientôt à quitter l'armée. Il eut pour successeur le colonel Schmidt, homme né avec le génie de la guerre, d'un sang-froid imperturbable, d'une bravoure calme, incapable de dissimulation, d'un excellent conseil; mais peu jaloux de le faire valoir, s'il était combattu.

Parmi les officiers en sous-ordre, les lieutenans-colonels Duka, Prohaska, et le major Weyroter, se distinguaient par un mérite différent, mais supérieur.

Le lieutenant-colonel Duka avait eu toute la confiance du général Alvinzy. Il la méritait par des connaissances solides, par une application soutenue. Il était capable de prévention, se communiquait peu, finissait par rendre justice, quand il connaissait les hommes; son caractère était ferme; enfin, ce n'était pas un homme aimable; mais il était fort estimable : il cachait beaucoup de finesse sous une enveloppe rude.

Le lieutenant-colonel Prohaska avait un coup-d'œil sûr, des idées justes, un esprit capable d'application et de réflexion, de l'étude, des connaissances acquises.

Enfin, le major Veyroter avait reçu de la nature tout ce qu'il faut pour devenir un grand homme. Mais, soit amour des plaisirs, soit insouciance, il n'avait jamais voulu donner à l'étude le temps que réclament même les plus heureuses dispositions. Il se faisait aimer de ses subordonnés; mais, par trop de raideur, il indisposait toujours ses chefs, qui ne trouvaient en lui qu'un censeur.

C'est à ces différens personnages que peut se borner l'examen des officiers qui entouraient l'archiduc Charles. Ce prince, né avec un génie propre à la guerre, ne l'avait point encore formé par l'expérience, ni par d'assez fortes études. Les

campagnes précédentes avaient servi à lui faire déployer la plus brillante valeur. Il avait dans les combats beaucoup de résolution, un soin extrême des soldats, dont il était fort aimé. Un peu trop porté peut-être à la prévention, il n'aimait pas à revenir de celle qu'il avait conçue. Un esprit juste lui faisait aisément discerner le mérite d'une opération qui lui était proposée. Il n'aurait pas voulu qu'on le crût totalement dirigé; mais il ne prenait rien sur lui que quand il était assuré de la rectitude de ses vues. Les gens de courage et de science étaient sûrs de sa protection. Cependant il montrait plus de prédilection pour la bravoure que pour la science, quand elle était seule. Il était craint des officiers, qui, au reste, n'auraient pas voulu lui déplaire.

Avec un tel caractère, on conçoit que ce prince était animé de la plus noble ambition : marcher sur Paris, venger la sœur de son père, et terminer la plus horrible des révolutions, tel devait être naturellement l'objet de toutes ses pensées.

J'ignore quel était le plan que l'archiduc avait adopté pour arriver à son but; mais il s'était déjà avancé bien au-delà du Rhin, lorsque des nouvelles parvenues de l'armée du prince de Wurtemberg, qui commandait à droite, sur la Sieg, forcèrent ce prince à rétrograder, et à venir repas-

ser le fleuve à Mayence. Nous étions à Rastadt, quand le général Hotzé, sous les ordres duquel était l'arrière-garde, se vit serré de près par l'ennemi. L'archiduc marche à son secours, suivi de quelques troupes, et il le trouve engagé avec l'ennemi près de Malsch. Ce combat était le premier où j'assistais sous l'uniforme autrichien.

Le combat semblait dépendre de la possession du village de Malsch, sur lequel les deux partis s'acharnaient à concentrer leurs efforts. Quand l'archiduc arriva, ce village était au pouvoir de l'ennemi. Son Altesse impériale envoya le régiment de Kerpen pour l'en débusquer. Dès que l'ennemi vit avancer ce régiment, il détacha des troupes pour prendre les nôtres en flanc.

En arrivant sur le terrain, j'avais suivi le major Veyroter, qui s'était porté vers nos tirailleurs. Je marchai en avant, et j'eus l'avantage de voir toute la ligne suivre mon mouvement. Mais apercevant tout-à-coup le danger que pouvaient nous faire courir ceux des ennemis qui s'avançaient sur notre flanc droit, je pris sur moi d'arrêter la dernière compagnie, et de la mener contre eux.

L'archiduc, placé à la portée des balles, voyait et jugeait tout. Bientôt le village fut pris par nos gens. Mais comme il était soutenu en arrière par un mamelon isolé qui le commandait, et dont

l'ennemi était maître, nous ne pûmes pas nous y maintenir : les républicains y revinrent. L'archiduc y marcha en personne; et, à la tête des premières troupes, il se jeta dans le village : j'eus dans ce moment le bonheur de voir Son Altesse Impériale de très-près.

L'élan que donnait à tous l'exemple du prince, dans un danger aussi imminent que celui de l'attaque d'un village, attestera la rapidité avec laquelle l'ennemi fut délogé. L'attaque se fit à la bayonnette, seule manière de décider promptement ces sortes d'actions.

Aussitôt que nous fûmes de nouveau maîtres du village, le général Hotzé me demanda qui j'étais. Je le priai de me pardonner si j'avais osé, sans en avoir reçu l'ordre, diriger des troupes. Il me répondit que j'avais bien fait, et que j'avais rempli son intention. La position avantageuse de l'ennemi ne laissa pas long-temps le village en notre pouvoir, il fallut l'évacuer. C'est alors que je pris la liberté de dire au comte de Bellegarde, qui ne quittait pas les côtés de l'Archiduc, que nous ne pourrions rester maîtres de ce poste qu'autant que nous prendrions le mamelon; mais ce mamelon était dominé lui-même de très-près par des montagnes couvertes de bois : c'était donc par là qu'il fallait manœuvrer. Ainsi, je demandai qu'il me

fût permis d'aller avec quelques troupes reconnaître les cimes, ou, du moins, chercher un point dominant à mi-côte. « Vous ne trouveriez pas de « chemin, répondit le général. — Peut-être, re« partis-je, parviendrai-je à me glisser à la fa« veur de quelque ravin creusé par la chute des « eaux ». L'archiduc, qui m'avait écouté, dit aussitôt : « Il a raison, qu'on lui donne une es« corte ». Sur cet ordre, le colonel de l'état-major, Schmidt, me fit donner quelques soldats, et je m'acheminai pour exécuter mon projet.

A peine étions-nous entrés dans les bois qui couvraient le pied des montagnes, au-delà de l'extrême droite de l'ennemi, qu'un feu terrible et bien nourri nous fit croire à une nouvelle entreprise. Le lieutenant-colonel Plunket, du régiment de Manfrédini, attaquait en effet. L'archiduc lui ayant ordonné de reprendre Malsch, il se décida à ne faire sur ce point qu'une attaque secondaire, tandis qu'il porta ses efforts contre le mamelon. Dans cette occasion, cet officier, dont l'ambition surpassait encore les grands talens, se couvrit de gloire.

Peu après ce moment, que nous jugeâmes avoir été très-critique, le feu cessa, et nous n'entendîmes plus rien, car la nuit commençait à tomber.

Bientôt nous devînmes incertains sur ce qui nous restait à faire.

Le silence qui avait succédé à l'attaque ne nous laissait plus douter que l'affaire ne fût terminée. Dès-lors notre entreprise devenait sans objet; de plus, la nuit nous avait surpris. Nous revînmes donc, en longeant les bois pendant une lieue, vers le point où nous ne pouvions manquer de rejoindre nos troupes. Nous parvînmes ainsi jusqu'au quartier-général de l'archiduc, sans avoir rencontré ni amis ni ennemis.

Je m'empressai de faire au comte de Bellegarde un rapport exact sur le chemin que nous avions suivi en revenant, afin que ce général pût se convaincre du danger que courait le quartier-général, qui n'était gardé que par un très-petit nombre de troupes.

Je n'ai rapporté cette entreprise que pour prouver que si les armées avaient des partisans audacieux et bien informés, on verrait souvent des généraux en chef enlevés, ou des armées attaquées pendant la nuit sur leurs derrières.

Les succès du général Jourdan contre l'armée de la droite forcèrent l'archiduc à continuer sa retraite vers le Danube.

A peine avions-nous fait quelques marches, que ce prince fut contraint d'accourir au secours

de son arrière-garde. L'ennemi pressait vivement le général Hotzé, qu'il avait attaqué le 10 août et forcé de se retirer à Amertingen. Une pluie abondante avait mis fin au combat, qui avait été sérieux, car j'entendis le général Hotzé dire à l'archiduc qu'il avait perdu près de quatre mille hommes. Il était presque nuit quand l'archiduc arriva à la position qu'occupait ce général.

Au moment où le général allait se séparer de Son Altesse Impériale, je m'approchai de lui, et le priai de me permettre de le suivre : « Oui, « restez avec moi » fut sa réponse...... J'avais été encouragé par la manière dont il m'avait traité le soir de l'affaire de Malsch, et par la recommandation qu'il me dit, deux jours après, avoir faite à l'archiduc en ma faveur. Le lendemain l'archiduc sortit de très-grand matin, et vint se placer sur une hauteur, vis-à-vis d'un bois que l'ennemi occupait. Je descendis vers les tirailleurs, je les engageai à se jeter dans le bois sans tirer. Nous nous y précipitâmes en poussant des cris, et l'ennemi l'évacua sans presque faire feu sur nous. Ce fut ainsi que commença, le 11 août, la bataille de Neeresheim.

Je retournai auprès du général Hotzé, qui m'ordonna d'aller annoncer à l'archiduc qu'il était

maître du bois, et qu'il lui faisait demander des troupes.

Après m'être acquitté de ma commission, je fis l'éloge des soldats : ce sont de braves gens, dis-je; ils ne demandent qu'à être poussés. L'archiduc sourit; et le général Bellegarde voulut bien m'apprendre que c'était le régiment de l'archiduc. « Oui, dit Son Altesse Impériale, c'est mon régi« ment; j'ai vu comment tout s'est passé ». On me renvoya au général Hotzé, et l'on me fit suivre de quelques troupes.

Dans l'après-midi le général reçut un avis, d'après lequel il conçut une manœuvre offensive. Il m'ordonna d'aller en faire part à l'archiduc, et demander ses ordres. J'attendais, et on ne me répondait pas. Comme le temps se prolongeait, je priai le comte de Grünne [1] de demander ce que je devais rapporter. Le général Bellegarde répondit : « Qu'il attende »..... J'attendis; la nuit arriva, et rien ne fut entrepris. De manière que, dans cette affaire, il n'y eut que l'artillerie d'engagée.

L'archiduc ne voulait que faire tête à l'ennemi : ce qui se passait à l'armée du général Wartensleben, qui avait succédé au prince de Wurtemberg, ne permettait pas de songer à des opéra-

[1] Adjudant-général de l'archiduc.

tions qui auraient eu pour objet des conquêtes ou l'expulsion de l'ennemi au-delà du Rhin. On continua donc à se retirer vers le Danube. Cette retraite n'était marquée que par des combats d'arrière-garde, que le prince Jean de Lichtenstein, sous les ordres supérieurs de Hotzé, soutenait avec beaucoup de gloire et d'éclat.

L'archiduc partait avant le jour, précédé de l'armée, dont le mouvement avait également commencé de nuit. Le colonel Schmidt, après s'être trouvé au départ de l'archiduc, rentrait chez lui : il m'ordonna, une fois pour toutes, de l'attendre et de le suivre. Au moment où la pointe de l'arrière-garde paraissait, il montait à cheval, allait la placer, donnait au prince Jean de Lichtenstein les instructions qui avaient été dictées par le général en chef; ensuite nous prenions la route du quartier-général. J'étais presque toujours seul avec lui. Le lieutenant d'état-major Koudelka, qui lui était directement attaché, officier d'un mérite rare, et auquel j'avais de grandes obligations, pour la manière dont j'étais établi au quartier-général, partait toujours en avant avec les ordonnances du colonel.

Cet officier supérieur, un des plus distingués des armées de ce temps, était extrêmement silencieux; la pipe presque continuellement à la bouche,

il était facile d'apercevoir en lui une méditation active que rien n'interrompait.

Un jour il me parut plus pensif qu'à l'ordinaire. A peine avions-nous fait la moitié de notre route, qu'il rompt le silence, et dit : « Nous voilà suivis » par deux armées ; quel parti prendre ? Les uns » veulent que nous restions derrière le Danube, » les autres veulent rester derrière le Lech »...... Je répondis : « Aucune des deux positions ne peut » être pour nous d'une bonne défense ; d'abord, le » Lech ne couvre nullement notre pays contre un » ennemi qui descend la rive gauche du Danube. » Le Danube ne remplit pas davantage le but, » puisqu'il ne coule pas parallèlement à nos fron- » tières ; si, pour obvier à cet inconvénient, on » se met à cheval sur les deux rives, l'ennemi » mettra ses forces en masse sur la rive qu'il croira » lui être la plus avantageuse, et il s'ouvrira le » passage après avoir détruit ce qui lui aura été » opposé..... — « Vraiment oui, répondit le colo- » nel ». Je repris : « Mais, mon colonel, si vous » le permettez, je vous ferai observer que les » guerres du prince Eugène rappellent une si- » tuation à-peu-près semblable à celle dans la- » quelle nous nous trouvons. Un des géné- » raux de Louis XIV, au temps où le roi était » allié de l'électeur de Bavière, lui écrivait :

« Votre Majesté m'ordonne toujours de marcher » en avant et de me porter sur Vienne ; mais je » la prie d'observer que le prince Eugène peut, » en passant derrière les montagnes de Wurtem- » berg, venir me prendre à dos et me fermer le » retour en France. ». — « Eh bien ! continuai-je, » ne pourrions-nous pas faire ce que craignait ce » général ? ne pourrions-nous pas laisser un gé- » néral habile, qui, par des manœuvres, cher- » cherait à amuser l'ennemi que nous avons sur » notre droite, pendant qu'avec la masse de nos » forces nous viendrions, derrière les montagnes » dont parle le général de Louis XIV, exécuter » contre l'armée que nous avons devant nous la » manœuvre qn'il redoutait de la part du prince » Eugène ? »

Le colonel ne me répondit rien, et resta, comme à l'ordinaire, plongé dans ses réflexions.

Je tenais du comte Ignace de Hardeg les mémoires dans lesquels était consignée cette lettre.

Mais quelque bien imaginée que fût la manœuvre que le général français supposait devoir être adoptée par le prince Eugène, combien plus savante encore ne fut pas la manœuvre que l'archiduc conçut contre le général Jourdan ! On va bientôt en juger.

L'archiduc prit le parti de porter la masse de

ses forces contre une des armées ennemies, en laissant à un de ses généraux le soin de maintenir l'autre ; résolution qui caractérise ce prince. La masse avec laquelle Son Altesse impériale résolut de se jeter sur une des armées ennemies ne prit point la marche que craignait le général de Louis XIV, car le théâtre lui aurait été trop défavorable. Si l'archiduc se rapprocha de l'idée que le maréchal redoutait de la part d'Eugène, ce ne fut que dans l'emploi d'une masse portée par un mouvement rapide et habilement masqué contre une portion des forces ennemies. Mais ce qui fut admirable dans la manœuvre de l'archiduc, ce fut le jugement du terrain dans ses rapports avec la nature ou l'espèce de ses troupes. Il vit que le sort de la bataille qui déciderait celui de la campagne entière, devait être abandonné à sa nombreuse cavalerie, la première de ce temps.

Embrasser le plan que le général français supposait devoir être celui d'Eugène, eût été commettre une grande faute, puisqu'en se hasardant dans les montagnes, l'archiduc eût abandonné les avantages qu'il devait incontestablement se promettre. C'était donc la plaine qu'il devait choisir ; et ce fût aussi là qu'il s'efforça, par une entreprise aussi habile que hardie, d'opérer la ruine de son ennemi. Il destina le général Latour, homme

brave et tenace, à se retirer devant le général Moreau, et à le paralyser par les mouvemens que suggéreraient les circonstances de guerre. Il joignit aux troupes qu'il lui donna, cette valeureuse armée de Condé, à laquelle l'esprit de parti le plus injuste ne contestera, pas plus qu'à son intrépide chef, le mérite de s'être fait un jeu d'affronter la mort en courant à la victoire.

Aussitôt que l'archiduc fut arrivé à un embranchement de chaussée, dont une branche se continuait sur les pays héréditaires, et dont l'autre, en prenant à gauche, portait sur Wurtzbourg, il se jeta brusquement dans cette dernière direction, et il fondit sur Amberg, qu'il attaqua et prit. En même temps le général Hotzé nettoyait Neümarck, d'où il marcha sur Lauff, où était le général Bernadotte.

Le matin j'étais parti un peu tard, n'ayant pas su que ce jour-là le colonel Schmidt suivrait l'archiduc; je faisais route avec plusieurs individus du quartier-général, lorsqu'en avant de nous, nous entendîmes du canon. « C'est nous qui attaquons, » dit le baron de Vipelaer, capitaine des dragons de l'état-major. — Vous le saviez? répondis-je. — Oui — Eh! pourquoi sommes-nous partis si tard? pourquoi ne l'avez-vous pas dit?... Je me hâtai d'arriver à l'endroit que l'on atta-

quait : c'était Neümarck ; mais le général Hotzé en avait repoussé l'ennemi quand j'arrivai.

Je suivis ce général dans sa marche sur Lauff. Le général Bernadotte abandonna ce poste, après une décharge que firent ses troupes rangées derrière la Pegnitz. Nous y séjournâmes le lendemain, jour où l'archidnc Charles battit les républicains à Amberg. Tous les détails de cette affaire me sont restés inconnus. En quittant Lauff, le général Bernadotte alla occuper Bamberg, d'où notre avant-garde le fit sortir. Le général Hotzé s'y transporta.

A cette époque, les troupes républicaines étaient si peu en faveur chez les étrangers, que le général autrichien y fut reçu comme un libérateur ; les femmes qui allaitaient leurs enfans les lui montraient, comme si elles eussent voulu lui offrir ce qu'elles avaient de plus cher.

On doit cependant dire, à la louange du général Bernadotte, qu'aucun trait de sa vie militaire ne le signale sous de fâcheux rapports, et qu'il a toujours, au contraire, recommandé à ses troupes une conduite honorable. On ne peut donc attribuer ces démonstrations de la part des Bambergeois qu'à l'éloignement qu'inspire toujours l'étranger vainqueur.

Nous ne gardâmes pas long-temps Bamberg.

L'ennemi y revint en force, et nous contraignit de l'évacuer. Le général Hotzé regrettait vivement que cette ville ne fût pas restée en son pouvoir : je plains, nous disait-il, ces pauvres habitans, et je suis affligé des témoignages d'intérêt qu'ils m'ont donné.

Tout le corps fut rassemblé dans une position dont la gauche s'appuya au village de Bourgebrar. Ce village, bâti en bonne maçonnerie, renfermait une riche abbaye, propre à faire un poste; mais que nous ne disposâmes pas de manière à pouvoir nous y maintenir.

Le général Hiller commandait une brigade du général Hotzé; il avait été aide-de-camp du maréchal de Laudon, qui avait apprécié ses talens. Cet officier, distingué par de profondes connaissances, était un des meilleurs généraux de l'armée autrichienne. Son extérieur était aussi commun que son génie l'était peu. L'ennemi parut en vouloir à notre gauche; ce fut contre elle qu'il dirigea tous ses efforts. Mais il fut constamment repoussé par les habiles dispositions du général Hiller. Ce général soutint tout le poids de l'affaire d'une manière si brillante, que le général Hotzé, en le remerciant, lui avoua qu'il lui devait tout le succès de la journée.

Le combat dura très-long-temps. Nous gardâ-

mes notre position, malgré l'infériorité numérique de nos troupes. L'attaque de l'ennemi fut bien conçue. Le terrain de la gauche dominait le reste de notre ligne, vers laquelle il tombait en glacis. On voit que si l'ennemi se fût emparé de ce point, il aurait pris d'écharpe toute la ligne, et nous aurait ainsi forcés à lui céder l'avantage.

Le général Hotzé, en faisant connaître sa situation, avait à plusieurs reprises demandé des renforts. Nous fûmes, en conséquence, joints pendant la nuit par la division du lieutenant-général Starrai. Le commandement du tout fut dévolu à cet officier-général, plus ancien que le général Hotzé. Son arrivée ne pouvait donc pas être agréable à ce dernier, qui avait beaucoup souffert, et glorieusement servi depuis le commencement des hostilités. Bien plus, quelques lieutenans généraux, du nombre desquels était Starrai, venaient d'être faits commandeurs de l'ordre de Marie-Thérèse. Aussi Hotzé ne gardant point de mesure dans son mécontentement, déclarait-il hautement qu'il allait quitter l'armée. Cependant, sur l'avis qu'il avait eu probablement de la jonction de nos renforts, le général Bernadotte se retira, et le général Starrai se sépara de nous, pour rejoindre le gros de l'armée de l'archiduc. De notre côté, nous levâmes le camp, pour marcher sur Wurtzbourg.

Le capitaine Lebzeltern, chef d'état-major du corps de Hotzé, informé qu'un gros détachement de chevaux du train appartenant à l'ennemi, cantonnait dans le voisinage, prit le devant, suivi d'un escadron de hussards. Je me joignis à l'avant-garde, qu'il poussa en avant de cette troupe.

Nous suivions la rive droite du Mein, quand une partie des hussards la quittèrent, pour aller fouiller un village situé à très-petite distance sur notre droite. Pendant cette reconnaissance, je continuai la même route, ainsi que des ordonnances du général, que je précédais de quelques centaines de pas. Arrivé au commencement d'une descente, je découvre tout-à-coup les chevaux du train avec leurs valets, escortés par trois ou quatre hommes, chasseurs ou cavaliers, arrêtés le pistolet à la main, dans l'attitude de gens qui écoutent. Dès que je les aperçus, je leur criai : « ne craignez rien. » — C'est ce que je leur dis, répond un cavalier : « N'est-ce pas qu'ils ne viennent pas « Qui ? — Les *Kaiserliche...* — *Je suis,* » *moi-même, un Kaiserlicher ;* ainsi, *rendez-vous.* »

A cette proposition, quelques valets mirent pied à terre ; mais les cavaliers ayant parlé entre eux, tous remontèrent à cheval, et reprirent au galop la route de la ville. — Quoi,.... leur dis-je,

vous ne vous rendez pas.... — Il faut bien, reprit l'un d'eux, aller avertir le commandant.

Je ne conçois pas encore, et personne ne concevra, que ces gens, au moins au nombre de vingt (car chaque valet conduisait deux chevaux), n'aient cherché ni à me tuer, ni à me faire prisonnier. Il y a à la guerre véritablement une étoile. Ils furent probablement trompés, au premier abord, par le surtout bleu que je portais.

Aussitôt que ce détachement eut pris la fuite, je retournai vers mes compagnons, que je ne tardai pas à rencontrer. Si j'en eusse été suivi de plus près, nul doute que le détachement entier n'eût été pris, car sa frayeur était visible.

Nous nous mîmes sur les traces des fuyards; ce fut en vain : tous rentrèrent dans la ville. Je m'approchai de la porte, qu'ouvrait un homme vêtu en manouvrier. A quelques pas de l'entrée, on rencontre à droite une rue assez large; j'y pénétrai. Au même moment parurent à l'autre extrémité deux soldats républicains qui accouraient sans doute à la défense de la porte. L'un d'eux me mit en joue. L'apparence d'un mouvement rétrograde m'eût infailliblement perdu. Je lui criai donc : « Si tu me manques, tu es exterminé. » Il ne tira pas, et tous les deux prirent la fuite. J'hésite à faire connaître ces faits, car ils

paraîtront invraisemblables; mais ceux qui ont fait la guerre en concevront la possibilité.

Cependant je ne pouvais pas espérer de m'emparer seul de la ville, et il était à présumer que, si je m'avançais davantage, j'allais être enlevé. Déjà une balle partie de la citadelle qui domine l'ouvrage avancé et le pont-levis, avait atteint une des ordonnances, maréchal-de-logis appartenant aux chevau-légers de Levehner. Cet homme, dangereusement blessé, ne put qu'être déposé dans une espèce d'oratoire construit à gauche, un peu en avant du pont-levis.

Les républicains étaient bien loin de penser à nous arrêter ; les chefs n'étaient occupés qu'à faire rentrer dans la citadelle les troupes qui, arrivées de la veille, étaient dispersées dans toute la ville. Le général Bollemon, officier d'artillerie, en avait le commandement. A peine étais-je sorti de la place, que je vis arriver, à la tête de son escadron, le capitaine Pierre Veczei, des chevau-légers de l'empereur. Pendant que je lui rapportais tout ce qui venait de m'arriver, il me montra le lieutenant-colonel Plunket, qui débouchait par un autre chemin. Cet officier, suivi d'un second escadron du même régiment, venait en parlementaire. Nous courûmes à lui.

Je l'engageai à entrer brusquement avec sa

troupe; j'affirmais que nous ne trouverions pas de résistance, et que nous nous rendrions maîtres de tout ce qui était dans la ville, où régnait la plus grande confusion. Il s'y refusa; il voulait sonner de la trompette, et se présenter pour sommer la place. Je fis tous mes efforts pour l'en dissuader; il persista. Ce lieutenant-colonel considérait que, si la place se soumettait sur sa sommation, il en aurait seul la gloire. Mais il fut désagréablement trompé : les républicains l'amusèrent pendant très-long-temps.

Son absence, en se prolongeant, donnait beaucoup d'inquiétude au général Hotzé, qui l'affectionnait. Aussi, répétait-il à chaque instant : « Où est mon Plunket? qu'est-ce qui arrive à « mon Plunket? » On n'osait rien entreprendre, parce qu'on craignait d'exposer la vie de cet officier.

Enfin, après plusieurs heures consumées en pourparlers, il revint, et avoua très-franchement au général qu'il avait été joué; que les chefs ennemis lui avaient dit : « Nous avions besoin de « vous amuser, pour donner le temps à nos trou- « pes d'entrer dans la citadelle. Maintenant nous « vous signifions que nous voulons nous défen- « dre. » Nous prîmes possession de la ville, et le général Hotzé informa l'archiduc de tout ce

qui s'était passé. Ce prince s'avançait dans le dessein de livrer bataille au général Jourdan, qui continuait de marcher en avant, fort éloigné de s'attendre à trouver l'archiduc si près de lui.

En avouant qu'il avait été joué, le lieutenant-colonel Plunket avait ajouté que les chefs ennemis avaient dit : « Si vous étiez venus avec plus « d'ensemble, vous nous auriez surpris et fait « tous prisonniers ». A ces mots le général, homme bouillant, s'emporta contre moi et contre le lieutenant Heinsé, son officier d'ordonnance, qui était entré très-peu de temps après moi dans la ville avec les hussards. Dans son emportement, il dit : « Voilà ce que c'est que d'avoir auprès de « soi des enfans et des mauvaises têtes.... Éloi-« gnez-vous, je vais vous envoyer au prévôt ».

Le moment n'était pas propre à une explication : je disparus, et j'allai rejoindre le comte de Starrai, qui avait sous ses ordres la division de cavalerie commandée par le lieutenant-général Riesch. Cette division campait à très-petite distance de nous. Le comte de Starrai était un des généraux les mieux disposés en faveur des émigrés. Il m'avait fort bien accueilli le lendemain de l'affaire de Bourgebrac; il m'avait même permis de raisonner avec lui sur les opérations. Le reste du jour se passa sans alarmes; mais le lendemain,

dans l'après-midi, on vit, en deçà du bois, de la cavalerie déboucher dans la plaine.

Le lieutenant-général Starrai eut d'abord envie de la faire attaquer. Je m'étais joint au capitaine Rubnitz de l'état-major, car on me considérait comme attaché à ce corps. Nous nous avançames, incertains cependant de ce que nous devions faire, parce que nous ignorions si toute l'armée républicaine n'était pas à portée de soutenir ceux qui se montraient. Dans ce cas, non-seulement l'engagement aurait contrarié le général en chef; mais il aurait pu devenir funeste.

Dans cette incertitude, le général Riesch demanda publiquement l'avis du prince Charles de Schwarzemberg, qui venait d'être promu au grade de général-major.

Le prince Alexandre de Wurtemberg, homme d'un esprit cultivé, mais d'une humeur très-difficile, commandait une brigade sous les ordres de Riesch. Ce prince, humilié de ce que l'on consultait un général moins ancien que lui, prenait l'initiative, et répondait aux questions que faisait le lieutenant-général. Celui-ci cherchait à lui imposer silence; mais seulement en le priant de remarquer qu'il ne s'adressait qu'au prince de Schwarzemberg. J'observais avec attention; et mes observations m'apprirent ce que

peut dans un prince l'orgueil froissé, et la hardiesse qu'inspire aux subordonnés la faiblesse d'un chef qui ne sait pas se faire obéir d'un seul mot.

Enfin, nous nous portâmes en avant. Le général déploya une première ligne, laissant le reste de ses troupes fort en arrière, en colonne. J'ignore si le général Jourdan était déjà arrivé avec toute son armée : dans cette supposition, il commit une grande faute, de ne pas nous faire attaquer brusquement ; car, s'il eût entamé cette division, le résultat de la bataille qui se préparait n'eût pas été le même pour lui.

Sur ces entrefaites, j'avais adressé au lieutenant-général Hotzé une lettre dans laquelle je lui faisais connaître toute ma conduite. Il me semblait qu'elle avait plutôt mérité la satisfaction du général qu'encouru son mécontentement, puisqu'il était bien démontré que j'avais vivement pressé le lieutenant-colonel Plunket d'entrer rapidement et de profiter de la surprise de l'ennemi. Il est difficile que la vérité n'obtienne pas justice ; l'adjudant du général, le lieutenant Nestor, me fit dire par une ordonnance de revenir.

Toute l'armée s'était réunie pendant la nuit ; et, dès le lendemain matin, les troupes, rangées en bataille, commencèrent à s'attaquer. Le corps

du général Hotzé forma la gauche. Appuyée à la hauteur de la ville, cette gauche aurait pu être fort maltraitée par les feux de la citadelle; mais il sembla que la garnison voulût tout attendre du sort de la bataille, de manière qu'elle ne fit rien de ce qu'elle aurait pu faire.

Vis-à-vis la gauche du général Hotzé, l'ennemi s'avançait, et nos troupes revenaient en arrière. Le terrain qu'elles allaient céder dominait, à la vérité, celui sur lequel était placée notre ligne; mais il en était séparé par un étroit vallon où serpentait un ruisseau. Après avoir coulé du nord au sud, ce ruisseau tournait vers l'ouest, et, dans cette direction, il se prolongeait devant une portion de notre aile gauche. Au point où il changeait son cours, était jeté un pont, qui, tout en faisant défilé, servait à lier le terrain dominant du côté de l'ennemi avec celui sur lequel était placée notre aile gauche.

Le général Hotzé ne souffrait pas patiemment qu'on revînt en arrière. Il m'ordonna d'aller dire à ces troupes de se reporter en avant. C'était un escadron de chevau-légers de l'Empereur, commandé par le capitaine Fitz-Gérald. En recevant l'ordre dont j'étais porteur, cet officier me dit : « nous attaquerons; mais il faut que l'infanterie « qui est à notre gauche se porte également en

« avant ». Cette mesure était judicieuse, car le terrain de gauche était couvert de vignes, qui bordaient le chemin jusqu'au haut de la plaine qu'il fallait atteindre. Cette infanterie appartenait au régiment de Gemmingen. J'engageai un vieux capitaine, qui peu de temps après devint major, à faire le mouvement que désirait le capitaine Fitz-Gérald. Sur ce que je le pressais, ce vétéran ne cessait de m'assurer qu'il n'était pas un poltron. J'en étais bien persuadé; mais, au fait, il y avait de l'hésitation, et il aurait fallu marcher rapidement pour gagner le haut de la plaine, avant que l'ennemi n'y fût en force. Je m'avançai à pied à la vue de l'infanterie et de la cavalerie. Mais comme je n'étais pas suivi, et que les tirailleurs marchaient sur moi, je me repliai. Ce fut alors que le capitaine Fitz-Gérald me dit : « N'importe, puisqu'il ne veulent pas avancer, « nous allons charger »; ce qu'il exécuta bravement contre une cavalerie fort supérieure. Il fut ramené avec quelque perte. Il est certain que l'infanterie ne fit pas ce qu'elle aurait dû faire.

Cette mésaventure aurait pu causer quelque désordre, si l'ennemi eût cherché à en profiter. Il est vrai que, pour y réussir, il aurait fallu qu'il quittât le haut de la plaine, et qu'il traversât le vallon, mouvement qui l'aurait exposé au désavantage que nous venions d'éprouver.

L'habile général Hiller accourut, et retira toutes les troupes qui étaient dans le vallon, même celles qui occupaient les vignes. Il avait, dans le principe, donné l'ordre de ne pas chercher à tenir le côté opposé, où commençait la plaine, qui, par la disposition du terrain, devait appartenir à l'ennemi. Il avait ordonné qu'on l'observât par des vedettes ou par un faible détachement, toujours prêt à se retirer, dès qu'on aurait voulu le pousser.

Cet ordre, inconnu du général Hotzé, le trompa. Il vit des troupes qui revenaient, et il crut qu'elles lâchaient pied. L'ordre prescrit par le général Hiller était d'un véritable homme de guerre : nous ne pouvions qu'observer les débouchés de la ville, et n'être qu'un pivot de l'armée; car, en marchant en avant, nous nous soumettions à tous les feux de la citadelle. C'était à l'aile droite que la nature du terrain remettait toute l'offensive.

Quel fut notre étonnement, quand nous vîmes qu'au lieu de tirer avantage de la poussée qu'il avait donnée à nos gens, l'ennemi se hâtait de rappeler ses tirailleurs, et de se mettre en retraite !

Bientôt nous sûmes que l'archiduc, après avoir saisi d'un coup-d'œil rapide tout l'avantage du

terrain, avait confié le succès de l'affaire à sa nombreuse et brillante cavalerie.

L'effort se fit sur la gauche de l'ennemi par le corps que le prince Charles de Loraine commandait. La charge fut exécutée avec une résolution et un ensemble dont on n'a point d'exemple. La cavalerie ennemie, repoussée, découvrit toute sa ligne, qui, bientôt prise à revers, fut obligée d'abandonner le champ de bataille, et de céder à l'archiduc la plus éclatante victoire.

Cette bataille, si fameuse et si promptement décidée, donne de grandes leçons aux gens de guerre.

On est forcé d'admirer le double talent de l'archiduc : il conçoit l'idée de porter une masse contre une portion. C'est ainsi qu'agissait Frédéric-le-Grand. Il choisit le terrain où il peut se promettre la victoire, en faisant usage de l'arme par laquelle il l'emporte sur l'ennemi. Il masque habilement son dessein par des marches rapides et dérobées; il arrive, et frappe quand on le croit encore loin. Il y a dans cette conduite du César et du Frédéric : voilà ce qui a appartenu au génie de l'homme de guerre.

Si nous considérons le général sur le terrain, l'archiduc voit d'un coup-d'œil où il doit frapper; il aperçoit le point qu'il doit emporter. Ce n'est

pas là le demi-talent de l'homme qui tâtonne, qui n'obtient la victoire que par la ténacité qui a lassé l'ennemi, par le courage qui a formé ou soutenu différentes attaques sur l'étendue de la ligne. C'est encore le génie des batailles qui dit à ce général : « Là se trouve la victoire; c'est là » qu'elle appelle vos forces et la supériorité de » vos armes; c'est donc par là qu'il faut que vous » la subjuguiez. »

Nous nous doutions à peine qu'une bataille générale était sérieusement engagée, lorsque nous apprimes que la victoire était à nous. Nous continuâmes à investir la citadelle et à occuper la ville. Mais, dans la nuit du jour qui suivit la bataille, le commandant républicain capitula.

Le général Hotzé avait reconnu qu'il m'avait traité un peu trop sévèrement : il voulut m'en dédommager, et me destina à porter à l'archiduc la capitulation. On me chercha ; mais comme je m'étais logé sans en donner avis, on ne me trouva point. Je perdis une occasion qui m'eût été avantageuse.

Dès que la place fut évacuée, nous marchâmes sur la Lahn, où je rejoignis le prince Frédéric d'Orange, dont j'étais séparé depuis le commencement de la campagne. Ce prince, après que l'armée de l'archiduc eut repassé le Rhin à

Mayence, avait été détaché à celle de Wartensleben avec sa brigade. Lorsque je le revis, il était avec le général Haddeg, occupé à faire des démonstrations pour passer la rivière devant Weilbourg. Ces démonstrations ne pouvaient pas être sérieuses, puisque le château et la rive droite commandent la rive gauche, sur laquelle nous étions établis. L'affaire ne devait donc être pour nous qu'une tiraillerie de chasseurs et un échange de feux d'artillerie, ce qui entrait dans le plan de l'archiduc. Le but de ce prince était d'amuser l'ennemi sur la haute Lahn, dont il voulait forcer le passage au point le plus rapproché de Neuvied. Par cette manœuvre, l'archiduc, en faisant craindre à l'ennemi pour ses ponts sur le Rhin, l'obligeait à précipiter sa retraite. Son Altesse impériale acquérait, de plus, la facilité de détruire partiellement les corps qui, en s'arrêtant trop sur la droite, lui auraient donné le temps de se placer entre eux et les ponts. Limbourg parut à l'archiduc offrir les avantages qu'il cherchait. Nous y marchâmes. Là, nous retrouvâmes l'archiduc s'efforçant, avec la division du lieutenant-général Verneck, de s'emparer du passage que l'ennemi défendait avec opiniâtreté. Le pont était le point qu'on se disputait; il était tour-à-tour pris et repris par les deux partis.

Pendant que l'archiduc, les généraux Bellegarde, Verneck et Vincent Kollovrath, conféraient ensemble, je m'approchai du comte de Bellegarde; je dis que, si on voulait me le permettre, j'élèverais de l'autre côté du pont une traverse ou barricade, au moyen de laquelle il resterait à nous. Le général me répondit que je ne trouverais point de moyens. Mais j'avais, fort heureusement, fait à Francfort la connaissance du général Verneck; je lui avais même communiqué des écrits sur la guerre, dont il avait remis l'examen au comte de Neipperg, son neveu et son officier d'état-major. Ce général appuya ma proposition, disant qu'il me connaissait; puis, s'adressant au général Kollovrath, il ajouta : « Vous pou« vez vous en servir, emmenez-le ».

Nous étions encore maîtres du pont, ou, pour mieux dire, ce pont n'appartenait à personne; car nous tenions la ville, et l'ennemi occupait les hauteurs de l'autre côté. Pressé d'exécuter mon projet, je demandai au bourguemestre de me fournir des tonneaux. Il m'assura qu'il n'y en avait pas dans la ville. Je lui déclarai que j'allais faire visiter les caves, en commençant par la sienne, et que s'il me trompait je le ferais arrêter et conduire à l'archiduc. Cette menace produisit son effet : le bourguemestre voulut savoir le nombre

de tonneaux dont j'avais besoin, et il me le promit. Je demandai, de plus, qu'on me procurât une certaine quantité de balles de laine, dont il se fait à Limbourg un grand commerce : même dénégation de la part du magistrat. Cet inconvénient fut bientôt levé : je fis connaître que j'y suppléerais en rassemblant des matelas; mais qu'il était nécessaire, pour prévenir tout mécontentement, que l'on commençât par prendre ceux du bourguemestre. On conçoit bien qu'il ne m'en laissa pas venir à cet expédient, et tout fut accordé.

La nuit approchait, et j'avais à ma disposition plus de tonneaux et de balles de laine qu'il ne m'en fallait pour la construction de l'onvrage que je méditais.

Dans le même-temps, le bataillon de grenadiers de Riera fit un effort pour s'emparer de quelques maisons brûlées situées en avant du pont; nous parvînmes, en effet, à en déloger l'ennemi. Les grenadiers du régiment de Hohenlohe eurent l'honneur de cette action. Aussitôt qu'on se fut posté derrière ces masures, je commençai la barricade. Elle fut formée par deux rangs de tonneaux remplis de terre. La distance qui fut mise entre les deux rangs fut comblée par des sacs à laine. Ce travail fut exécuté avec une extrême diligence. Je postai ensuite des chasseurs dans les

jardins à droite, et principalement sur une place de la ville située à la droite du pont. Cette place commandait de beaucoup le terrain en avant; elle voyait d'écharpe le pont et ses approches, et flanquait ainsi l'ouvrage qui venait d'être construit. Le général Kollovrath approuva ces dispositions. Ce général, avant que la barricade ne fût élevée, avait eu le dessein, dans le cas où l'ennemi se serait rapproché, d'embarrasser le pont avec une charrette qu'il avait fait tenir à portée, à laquelle on devait ôter une roue. Il avait eu la confiance de me charger de cette opération. Je lui proposai de mettre à l'extrémité de la rue une pièce de canon, qui l'aurait enfilée dans toute son étendue; il s'y refusa, alléguant pour raison qu'il ne voulait pas exposer une pièce de canon: Je sais combien les généraux tiennent à cette considération; mais elle ne balancera jamais à mes yeux l'effet que peut produire une décharge à mitraille sur une troupe qui s'avance dans une rue bien percée. D'après ce refus, j'embusquai, dans une cour qui donnait dans la rue par une grande porte cochère, un détachement de grenadiers, destinés à tomber sur le flanc de la troupe qui déboucherait. Tout homme de guerre concevra l'avantage qui devait résulter de cette disposition, s'il considère que ces grenadiers n'avaient d'alternative que le succès ou leur perte certaine.

La barricade formée, et les troupes ainsi disposées, le combat parut fini. On était en pleine nuit, tout était tranquille, lorsqu'un parlementaire se présenta aux maisons situées à la tête de la barricade. Le général Kollovrath parut, et le parlementaire proposa de ne plus tirer ni de part ni d'autre jusqu'au lendemain. Le général y consentit; il offrit au parlementaire de se rafraîchir, et on se sépara.

Aussitôt qu'il fut parti, le général me dit: « Ils « se retirent; une poursuite de nuit ne pourrait « que produire des inconvéniens, sans offrir de « grands avantages : leur proposition était donc « acceptable ». Le lendemain, le jour confirma ce que le général avait prévu; on se hâta de faire sortir des troupes pour suivre l'ennemi.

Le colonel Schmidt venait d'être fait général. Très-certainement jamais officier n'avait mieux mérité son élévation. Mes félicitations furent sincères, non-seulement à cause de la reconnaissance que je lui devais, mais à cause de l'estime profonde que ses talens et son noble caractère m'inspiraient.

Je sus par lui qu'une place d'officier vaquait dans le régiment de l'état-major, infanterie, et qu'il allait la demander pour moi : le général Kollovrath, me dit-il, vous a fortement recommandé.

Bientôt il m'apprit que l'archiduc avait agréé sa demande. Cependant, sur l'avis que me donna le capitaine Kées, élève et adjudant du comte de Bellegarde, que j'allais être victime d'une intrigue, je n'hésitai pas à me rendre chez l'archiduc. Admis en présence de Son Altesse Impériale, je la remerciai de ce qu'elle avait bien voulu me donner une sous-lieutenance. « J'ai été bien aise de vous « faire ce plaisir, dit l'archiduc, continuez à bien « servir ». — « Monseigneur, je ne perdrai ja- « mais de vue la croix de Marie-Thérèse ». Telle fut ma réponse. On mit, le jour même, ma nomination à l'ordre de l'armée.

Je servais depuis trois mois. Soutenu par la pension que je recevais du stathouder, comme officier hollandais, n'ayant de table que celle du prince Georges de Darmstadt, à qui son oncle le prince Chrétien m'avait vivement recommandé, il m'avait été facile d'exister sans recevoir ni solde ni ration. Je n'avais même ni passé de revue de commissaire ni prêté de serment; ce qui avait fait dire un jour au colonel Schmidt: « Son exis- « tence parmi nous est extraordinaire; car s'il « commettait quelque faute grave, on ne pourrait « pas le punir, puisqu'on ne lui a pas fait prêter « de serment. »

Ce fut trois jours après que le passage de la

Lahn eut été forcé sur tous les points, et le 19 septembre, que fut blessé mortellement le général Marceau, dans un combat qui eut lieu entre l'arrière-garde républicaine et l'avant-garde autrichienne, commandée par le général Kray. Il s'était concilié l'estime de l'armée qu'il avait toujours combattue. Des émigrés, restés à Francfort pendant que cette ville fut occupée par les troupes du directoire, assurent qu'ils avaient toujours entendu Marceau parler de nos princes avec respect. Avant de mourir, il fit demander le général Kray, qui se rendit à ses désirs.

Laissant à quelques généraux particuliers le soin de rejeter au-delà du Rhin l'armée du général Jourdan, l'archiduc remonta ce fleuve, et vint mettre son quartier-général à Schwetzingen. Des circonstances qui me sont inconnues y retinrent Son Altesse Impériale pendant quinze jours.

De Schwetzingen, le prince porta son quartier-général à Offembourg, et parut vouloir se rendre maître du fort de Kehl. Les républicains n'avaient point encore perfectionné le camp retranché, qui, quelque temps après, coûta tant de peine à forcer. On sait que la forteresse de Kehl peut être considérée, entre les mains de ceux qui possèdent l'Alsace, comme tête de pont de Strasbourg : il était donc important de couper la communication

qui existait entre ce fort et la place. Il fallait briser le pont qui les lie l'un à l'autre. En voyant les différentes îles qui couvrent le lit du Rhin, je conçus qu'il était facile d'atteindre ce but. Il est à remarquer que celles de ces îles qui pouvaient être soutenues par le feu de ces places étaient entrées dans le système de fortification du camp. Retranchées elles-mêmes, elles étaient gardées par les troupes républicaines.

Sur ces observations, je formai le plan d'attaque que je vais exposer.

Je projetai d'abord de lier avec la rive dont nous étions maîtres l'île qui, la plus voisine de nous, se trouvait libre ou occupée par nos gens. A la faveur de cette île, je me proposais de former plusieurs radeaux, et d'établir ensuite, en les réunissant, un pont entre l'île d'où je partais et celle qu'occupait l'ennemi. Chaque radeau devait avoir en tête des anneaux, auxquels auraient été attachés des cables, qui, tournant sur des cylindres, étaient destinés à maintenir la direction dans laquelle on voulait qu'il suivît le cours du fleuve.

Des anneaux, également placés à l'arrière du radeau, devaient unir le radeau précédent avec celui qui le suivait. Le premier de tous, enfin, devait porter des balles de laine, de manière à

servir de bastinguage aux premières troupes.

On voit, par cette description, que l'île dont on serait parti se trouvant unie, au moyen du pont flottant, avec l'île ennemie, il eût été facile, après avoir tourmenté cette dernière par des obus, de l'aborder et de l'attaquer de vive force.

Je ne sais si l'exécution eût été aussi facile qu'elle me le paraissait; mais enfin je demandai la permission de la tenter, et on me l'accorda. Le temps était précieux. Je me hâtai de m'aboucher avec les magistrats d'Offembourg, pour obtenir d'eux les matériaux qui m'étaient nécessaires. Je réussis au-delà de mes espérances. Le greffier, que je n'aurais pu trop remercier de son obligeance, fit rassembler dans peu d'heures six cents chariots, mit à ma disposition une immense quantité de bois, dont la Kintzig était encombrée, et me rendit maître de deux granges pleines de cordages à l'usage de la navigation sur les deux rivières. Il ne me restait plus qu'à tenter l'aventure, quand le colonel Gorrup, directeur des bureaux de l'état-major, me fit venir, et me dit : « L'archiduc vous ordonne de cesser vos préparatifs, parce que Son Altesse a d'autres projets. »

L'archiduc renonçait momentanément à s'emparer de Kehl, pour agir contre le général

Moreau. Les succès obtenus par ce prince sur le général Jourdan avaient fait connaître au général qui commandait l'armée républicaine sur le Haut-Rhin tout le danger de sa position. Moreau voyait que, si l'archiduc venait rapidement se poster aux débouchés des défilés dans lesquels il s'était engagé, sa perte était certaine. Il avait même à craindre de n'être plus à temps de sortir de ces défilés, si l'archiduc accélérait son mouvement. Ce prince n'ayant rien à redouter de l'armée du général Jourdan, ne pouvait-il pas revenir à marches forcées, avec un gros corps de cavalerie, suivi de l'infanterie, qui avait eu le temps de se rafraîchir dans les places où il l'avait laissée en marchant sur la Lahn? Il est à présumer que cette manœuvre ne parut pas sage au général en chef autrichien, ou bien que des raisons, qui me sont inconnues, ne lui permirent pas de l'exécuter.

Ce ne fut qu'après être resté quinze jours dans le camp de Schwetzingen, et quelques jours encore à Offembourg, que l'archiduc, ne laissant que fort peu de troupes devant Kehl, remonta
16 octobre. vers le Haut-Rhin.

J'avais alors rejoint le prince Frédéric d'Orange, pour ne plus le quitter. Il avait son quartier au village de Wilstet, où son frère le prince héréditaire et le prince Chrétien de Darmstadt étaient

venus lui rendre visite. Ce fut de là que ce prince partit pour la nouvelle expédition que l'archiduc méditait contre Moreau.

Chargées de l'avant-garde, les troupes du prince Frédéric rencontrèrent l'ennemi en avant de Maltedingen. On en vint aux mains. L'affaire ne fut pas 19 octobre. très-vive : les républicains se retirèrent ; et le prince atteignit la position qui lui avait été assignée.

Le lendemain devait être marqué par le combat d'Eymedingen, beaucoup plus sérieux que celui qui avait eu lieu la veille.

Les troupes du prince d'Orange partirent à la pointe du jour. Le temps était chargé de brouillards. Le chemin qui fut tracé au prince était difficile, et formait un défilé presque continuel. Bientôt nous rencontrâmes l'ennemi, qui, vivement attaqué par les nôtres, était encore manœuvré sur les flancs par d'autres colonnes. L'habileté de ces mouvemens délogea successivement l'ennemi de toutes les positions où il essaya de se maintenir. Ainsi, après avoir soutenu le combat pendant toute la journée, les républicains se virent vers le soir acculés dans Eymedingen. Ce poste était d'une assez bonne défense, quoiqu'il fût commandé à très-petite portée : l'ennemi s'y défendit assez long-temps.

L'archiduc, placé sur la hauteur dominante

dont je viens de parler, était témoin de sa résistance. Nous parvînmes à le contraindre d'évacuer la ville; mais nous ne pûmes l'empêcher de repasser une rivière assez difficile, sur laquelle il y avait un pont. La chaussée commandait le terrain à droite et à gauche. Je marchais avec les premières troupes, qui étaient un bataillon de grenadiers. Arrivés à une certaine distance au-delà de la ville, près d'une espèce de verger, à droite de la chaussée, je proposai de placer à droite et à gauche de celle-ci deux compagnies. Leurs feux devenaient rasans sur cette chaussée, qu'enfilait l'artillerie que les deux partis pouvaient y mettre en batterie. Le lieutenant-colonel de Best, de l'état-major, survint avec le général Schmidt, et cette disposition fut approuvée. La nuit mit fin au combat.

Quelque temps après, le prince m'ayant envoyé reconnaître en avant, je trouvai le général Merveld embusqué avec quelques troupes. Il me dit d'assurer le prince que l'ennemi se retirait, et qu'il paraissait occupé à détruire le pont. Le prince prit son quartier dans la ville, où le prince héréditaire son frère, ainsi que le prince Chrétien de Darmstadt, qui avaient suivi l'expédition, logèrent avec lui. L'archiduc mit également son quartier-général dans Eymedingen.

Le lendemain, le jour paraissait à peine, que le prince m'ordonna d'aller voir ce qui se passait aux postes avancés.

Les grenadiers avaient passé la nuit où nous les avions laissés. Le commandant m'apprit que l'ennemi était en pleine retraite, qu'il s'était contenté d'enlever les planches du pont, sans en couper les poutres. Nous y allâmes ensemble, et je passai sur la rive opposée à l'aide d'une poutre.

Après m'être avancé à une centaine de pas, sans rien découvrir, je rentrai dans la ville. Mais avant de retourner auprès du prince, je me rendis chez le bourguemestre. Je le sommai, en le menaçant des peines les plus graves, d'envoyer à l'instant des matériaux et des ouvriers pour réparer le pont, et le mettre en état de pouvoir être passé au plus tôt par les troupes et l'artillerie.

Mon rapport touchant la retraite de l'ennemi ayant été fait au prince d'Orange, en présence du prince son frère et du prince de Darmstadt, il me fut agréable de l'entendre me prescrire une mesure que j'avais déjà prise. Je connaissais trop son ardeur à poursuivre l'ennemi, pour qu'il me fût permis de douter de l'impatience qu'il éprouverait à se remettre en marche. Cette certitude m'avait donc suggéré une précaution qui serait devenue l'objet de ses premiers soins. Le prince

m'envoya rendre compte à l'archiduc de l'état des choses, et Son Altesse impériale fit en effet marcher les troupes aussitôt que le pont fut réparé.

Cependant ces marches différentes et les combats avaient donné le temps à Moreau de recueillir ses troupes, qui sortaient des défilés; il résolut de prévenir une bataille, que l'archiduc se proposait de lui livrer. Le champ fut marqué à Schlingen.

Le 24 octobre, suivant les dispositions que fit le généralissime, le comte de Latour fut chargé de commander le centre. Il eut sous ses ordres le lieutenant-général Mercantin, dont la division se composait des brigades du général Keim et de celle du prince d'Orange. Ce n'est donc que sur ce point que je peux savoir ce qui se passa.

En attendant vraisemblablement le moment fixé pour engager l'action, les généraux réunis sous un arbre causaient ensemble assez gaîment. Je ne sais quel motif m'engagea à me porter en avant sur une hauteur située un peu à notre droite. Elle se liait avec le terrain sur lequel la droite de l'armée, où se trouvait l'archiduc Charles, était placée. Le terrain tombait en glacis du côté de l'ennemi, et s'escarpait assez fortement du nôtre. A peine arrivais-je à la cime, que j'aperçus une troupe de cavalerie ennemie qui ve-

nait à nous, en cherchant à accélérer son pas. Mais comme il avait plu, et que le terrain était difficile, il n'était pas aisé aux chevaux d'avoir la vitesse que souhaitait le cavalier. Je vins en toute diligence avertir le général Mercantin de ce que je découvrais, et demandai à faire placer pour le moment, sur la hauteur, deux pièces de canon qui étaient à portée, pour que leur vue arrêtât l'ennemi. Ces canons étaient, à la vérité, exposés, car ils n'étaient soutenus par aucune troupe. Ils étaient, de plus, acculés à un terrain qui, comme je l'ai dit, escarpé de notre côté, concourait à former l'espèce d'entonnoir dans lequel étaient arrêtés les généraux avec leurs troupes ployées en colonne. Ces pièces ne pouvaient donc avoir pour but que d'en imposer à la troupe ennemie. Celle-ci, je pense, ne voulant faire qu'une reconnaissance, se retira. Dans le même moment parurent le général Schmidt et le lieutenant-colonel Debest, de l'état-major. Sur le rapport que je fis au général, il m'ordonna de dire au général Mercantin d'amener des troupes sur ce point. Le lieutenant-colonel Debest ajouta qu'il fallait qu'il vînt avec tout son corps; ce que le général Schmidt défendit expressément.

Je fus envoyé à l'archiduc, que j'ai déjà montré placé à notre droite, sur un vaste plateau domi-

nant tout le terrain, en avant et sur la gauche. En remplissant ma mission, je fis remarquer qu'il serait bien aisé de déloger cette cavalerie qui restait en panne, si on voulait établir des obusiers sur un saillant à droite, d'où on pouvait la battre d'écharpe. Le capitaine Kées, de l'état-major, y conduisit en effet de l'artillerie, dont les feux causaient tant de ravage, que cette troupe ne tarda pas à quitter sa position. Dès que l'archiduc vit cette cavalerie ébranlée, il donna ordre aux chevau-légers de Modène de la charger. Mais cette charge n'ayant pas réussi, l'ennemi poursuivit vivement ses succès, et ramena grandement les nôtres. Heureusement un bataillon d'infanterie avait ordre de se porter en avant. Il marchait par sections, en longeant une haie, par un chemin moins élevé que le terrain sur lequel s'avançait l'ennemi. Je fis observer au colonel Grünne, qui se trouva là, que si on faisait, par un simple mouvement, border la haie à cette troupe, l'ennemi essuyerait un feu de flanc dont il serait écrasé. Le colonel ordonna le mouvement, et le tout réussit parfaitement. L'ennemi, acharné après des troupes qu'il voyait en désordre, n'aperçut point dans son emportement celles qui étaient masquées par la haie; il reçut donc tout leur feu, qui, non-seulement arrêta sa poursuite, mais le rejeta bien vîte sur les siens.

A peine ce danger fut-il passé, que le colonel Gorrup arriva [1]. Il venait, de la part de l'archiduc, témoigner à l'officier supérieur qui avait mené la charge, tout le mécontentement de Son Altesse impériale.

Je n'avais pas vu comment cette charge avait été fournie, mais un peu plus tard l'officier supérieur qui l'avait commandée passa sous mes yeux. Son uniforme et son chapeau, coupés de plusieurs coups de sabre, sa figure même, autant que je m'en souviens, ensanglantée, rendaient témoignage en sa faveur. Je crois donc que le prince fut un peu trop sévère. Sa grande bravoure ne lui permettait pas de penser qu'on dût lâcher prise. Quoi qu'il en soit, cet officier supérieur, chevalier de l'ordre de Marie-Thérèse, fut tué le même jour ou quelques jours après.

Le reste du jour se passa en feux d'artillerie et de mousqueterie bien nourris, soutenus surtout dans des vignes situées sur notre gauche. On conservait son terrain de part et d'autre, et on se battait encore, quoique la nuit fût survenue. L'archiduc, irrité de la résistance qu'opposait l'ennemi, courut à la gauche, où commandait le général Nauendorf. C'était là que combattait égale-

[1] Adjudant-général de l'archiduc.

ment une partie du corps de Condé. Bientôt nous sûmes que des efforts héroïques de la part de ces troupes, guidées par le Bayard français, sous les yeux d'un autre héros, avaient enfoncé l'ennemi, qu'elles forcèrent à se retirer, en s'emparant du village de Kandern, qui faisait la force de sa position.

Par suite de cette sanglante affaire, où on perdit beaucoup de monde de part et d'autre, l'armée républicaine se trouva acculée aux frontières de Suisse. L'opiniâtreté que l'ennemi mettait à se soutenir n'avait pour but que de couvrir ses bagages et la queue de ses traîneurs qui sortaient des défilés; car il avait commencé à repasser le Rhin à New-Brisack, pour venir se mettre derrière ce fleuve. Si l'archiduc eût voulu le pousser un peu vivement, il est certain qu'on lui aurait encore enlevé beaucoup de monde et de bagages. Cette assertion est d'autant plus vraie, qu'il est bien connu que Moreau fit passer un grand nombre de soldats sans armes par la Suisse; que, même, des pièces de canon traversèrent le pays neutre, démontées et transportées sur des chariots couverts. Cette forme avait été exigée par les Suisses. Obligés de ménager tous les partis, ils inclinaient alors, cependant, davantage pour les républicains. Le lendemain l'archiduc se contenta de faire canonner

l'ennemi, qui tenait devant lui. Durant cette action, Son Altesse impériale était placée à une si courte distance, qu'un boulet de petit calibre vint mourir sur la poitrine de son piqueur, à plusieurs pas en arrière du prince. Si ce fait paraît peu probable, il eut toute la suite de l'archiduc pour témoin. L'affaire ne fut ni bien longue ni bien meurtrière. Je n'ai point connu les dispositions que le généralissime avait faites. Je crois, néanmoins, qu'il attendait un succès plus complet d'une manœuvre qui devait avoir lieu à notre gauche. Ce fut au commencement de l'affaire que le général Froelich, sorti des montagnes, vint de sa personne joindre l'archiduc. Par suite de l'ignorance dans laquelle j'étais des dispositions générales, je n'observai pas assez la manière dont il fut accueilli par le prince. Son Altesse Impériale, peu accoutumée à déguiser sa satisfaction ou son mécontentement, aurait, par cet accueil, fait connaître le degré de l'un ou de l'autre. C'est à cette dernière affaire que se bornèrent les efforts de l'ennemi pour se maintenir sur la rive droite du Rhin devant le corps d'armée que l'archiduc commandait en personne. Son Altesse Impériale revint mettre son quartier-général à Offembourg, dans la résolution de prendre Kehl, et de rejeter ainsi l'ennemi totalement derrière le Rhin.

On a pu remarquer que, si les circonstances avaient permis à l'archiduc plus de célérité, Moreau était perdu.

Le prince d'Orange, après avoir été poussé quelques lieues au-delà de Fribourg, retourna le lendemain dans cette ville, d'où il partit pour Bâle, qu'il voulait connaître. Nous y séjournâmes deux jours. Pendant ce temps, tous les officiers suisses qui avaient servi dans l'armée hollandaise accoururent rendre hommage au prince. Que de titres n'avait-il pas à cet empressement? Il venait d'ajouter encore la gloire dont il s'était couvert sous les drapeaux de l'empereur d'Autriche aux exploits dont ils avaient été témoins.

Le cœur sensible du prince était vivement ému en retrouvant ses anciens compagnons d'armes, de tous temps si fidèles à son illustre maison. Les malheurs qu'ils partageaient avec lui les lui rendaient encore plus chers. Il m'est impossible d'offrir le tableau de toutes les scènes touchantes qui se reproduisirent au moment où ces officiers retrouvaient le prince, et au moment où ils s'en séparèrent.

Tant de dévouement de la part des suisses me suggéra une pensée que je ne veux point taire ici, puisqu'elle peut servir à mettre en évidence les sentimens généreux d'un prince qui ne parut que pour illustrer son siècle.

Je crois avoir déjà rapporté que, lorsque l'armée hollandaise quitta les Pays-bas, je passai quelques heures auprès du prince Chrétien de Darmstadt, qu'une blessure tenait alité. Ce prince, doué d'un très-grand sens et d'une loyauté remarquable, était profondément affligé des malheurs dont il prévoyait que sa patrie allait être accablée. Après avoir assez longuement disserté sur les événemens qui se préparaient, je sortis de son appartement en disant à voix haute : « Il ne faut pas « se le dissimuler, nous combattons aujourd'hui « pour la monarchie ou pour la république uni- « verselle ». — « Rien de plus vrai », répondit le prince, du même ton.

Poursuivi par cette idée, j'étais convaincu que tous les rois seraient assez pénétrans pour apercevoir combien il était dangereux de laisser subsister des républiques à côté des monarchies. Espérant tout des succès de l'archiduc, je me persuadai que la dernière heure des républiques avait sonné, et qu'on allait anéantir cette sorte de gouvernemens, qui produisent l'anarchie là où ils existent, et la provoquent encore chez leurs voisins. En un mot, il me semblait indispensable que les rois convînssent entre eux de substituer en Suisse un maître unique à la multitude de ceux qui gouvernent ce pays.

Dans ce changement de choses, je crus que le principe qui m'avait porté autrefois à penser qu'un prince de la maison d'Orange serait vu sans jalousie à la tête des Pays-Bas, pourrait faire donner la Suisse au prince Frédéric; je m'ouvris là dessus à son Altesse. « Tout, lui dis-je, concourt à prou-« ver combien il serait aisé d'engager les Suisses « à solliciter l'empereur de mettre Votre Altesse « à la tête de leur pays, sous une dénomination « quelconque ». Le prince me répondit : « Je me « croirais bien coupable si, étant au service de « l'empereur, je concevais un semblable projet, « et si je me prêtais même le plus indirectement « aux démarches qu'on pourrait faire dans cette « intention ». Et cependant il était dans l'âge où l'ambition a toute sa force! Mais ce prince n'éprouvait que l'ambition de la gloire.

Nous avions quitté Bâle. En suivant la route qu'avait prise l'armée de l'Archiduc, nous passâmes devant un bivouac de l'armée de Condé. Un officier court après moi, et me demande si le général que j'accompagnais n'était pas le prince d'Orange. Sur ma réponse affirmative, il annonce que Mgr. le duc de Berry désirait le voir. Le prince retourne aussitôt sur ses pas, et s'empresse d'arriver auprès de Son Altesse Royale. A son approche, le duc de Berry, assis au pied d'une haie,

entouré de quelques officiers, se lève et fait quelques pas au-devant de son jeune compagnon de gloire et d'infortune.

Ces princes allaient se parler pour la première fois. C'est aux cœurs bien faits de sentir ce qu'avait de touchant une telle entrevue. Tous les deux étaient dans la première fleur de l'âge : dans les veines de l'un coulait le sang de Henri IV et de Louis XIV; dans les veines de l'autre coulait le sang des Guillaume, des Maurice, des Frédéric-Henri et de ce grand Frédéric, le César des siècles modernes. Tous deux unis par les mêmes destinées, tous deux luttant avec courage contre la mauvaise fortune, tous deux brillans de valeur, ils avaient également à venger les affronts faits à leur race, et leur pays à reconquérir. O princes !... Combien votre mémoire ne doit-elle pas m'être chère et précieuse !..... L'un de vous fit tout pour moi ; ..... l'autre en eut la volonté...... Aujourd'hui je n'ai que des regrets à vous donner.

Les princes se séparèrent en se donnant réciproquement des témoignages de l'estime qui les avait entraînés l'un vers l'autre. Au noble temps de la chevalerie, ces deux preux eussent échangé leur épée [1].

---

[1] Manière dont les chevaliers contractaient entre eux

Nous eûmes bientôt rejoint les troupes qui devaient composer la brigade du prince d'Orange, et concourir avec le reste de l'armée à la prise de Kehl.

Il n'entrait pas dans le caractère de l'archiduc de se désister facilement d'un projet qu'il avait conçu. Ainsi, en persistant dans la résolution de rejeter totalement les républicains derrière le Rhin, Son Altesse Impériale devait, à toute force, leur enlever la tête de pont d'Huningue et le fort de Kehl, qui assuraient le passage du fleuve de la rive gauche sur la rive droite. Le prince de Furstemberg fut chargé d'attaquer la tête de pont d'Huningue, et l'archiduc revint placer son quartier-général à Offembourg. De là, le prince était à portée de diriger les opérations du siége, dont il donna le commandement au comte de Latour. Ce général s'établit à Wilstet, où le prince d'Orange resta jusqu'à ce qu'on eut réparti les troupes dans l'ordre où elles devaient former la contrevallation. Déjà, pendant la marche de l'archiduc contre Moreau, les colonels du génie Zeeredai et Devaux, qui étaient restés avec les troupes stationnées devant Kehl, s'étaient occupés des préparatifs du siége.

fraternité. — *Vid.* les Mémoires de La Curne de Sainte-Palaye.

De l'aveu du colonel Devaux, le bois et les chariots que j'avais rassemblés leur furent d'un grand secours : le bois servit à faire les palissades et les chevaux de frise; et les chariots aux différens transports. Cette quantité de bois fut évaluée à 1500 florins d'Allemagne, somme que la Bavière exigea plus tard de l'Autriche. Cet acte, de la part de la Bavière, démontra que l'on a tout à redouter du faible protégé par le fort. Certes, dans d'autres temps la Bavière ne se fût pas permis cette réclamation.

J'étais capitaine au régiment de Joseph Mitrowski, en garnison à Kremsir, en Moravie, quand je reçus l'ordre de constater cette prétention. Je satisfis aux questions qui me furent faites, d'autant plus scrupuleusement, que tout ce qui tenait à la probité était dans le caractère de l'empereur François.

Le camp retranché que les républicains avaient élevé sous la forteresse, dont il augmentait la force, obligea les ingénieurs à ouvrir les approches à quinze cents toises des ouvrages. Peut-être les gens de guerre ne jugeront-ils pas extrêmement conforme aux usages et même aux règles de l'art l'idée de cheminer méthodiquement contre les ouvrages qui forment un camp retranché. Peut-être paraîtra-t-il plus convenable d'empor-

ter un camp de vive force, pour procéder ensuite dans les formes au siége de la place. Cette manière de voir pourrait être juste s'il s'agissait d'un camp isolément retranché. Mais dès que ce camp est soutenu par une forteresse qu'il couvre, il doit être considéré comme une chaîne d'ouvrages avancés. Dès-lors, ces ouvrages appellent la méthode adoptée pour les siéges.

Quoi qu'il en soit, les officiers du génie autrichien adoptèrent, contre le camp retranché sous la forteresse de Kehl, le système de l'attaque des places. Cette manière de procéder exigea un grand développement d'ouvrages.

Les chefs du corps du génie disaient encore que leurs nombreux travaux devenaient une école pratique pour les officiers. On peut voir, dans les plans adaptés aux relations des principaux siéges, imprimées en 1806, chez Magimel, les ouvrages que construisirent les deux partis, et y suivre la marche que prirent les différentes attaques. Je me bornerai à parler des événemens qui marquèrent davantage ce siége si pénible et si sanglant pour les assiégeans comme pour les assiégés.

Les républicains ne cherchèrent point à troubler les premiers travaux. On ne se battit que pour s'emparer des points dont les ingénieurs

avaient besoin pour appuyer ou pour faire passer leurs lignes, ou pour construire leurs ouvrages. Tels furent le village de Sundheim, celui de Kehl, l'église, et surtout la maison de poste de ce dernier endroit. Les républicains s'opiniâtrèrent à s'y soutenir, et la conquête en coûta assez cher aux Autrichiens. Le comte Ignace de Giulai, qui, devenu plus tard colonel du régiment de Beniowsky, commandait, au commencement du siége, un corps franc de son nom, fut presque toujours chargé de ces attaques. Il déploya beaucoup de bravoure et de talens.

La brigade du prince d'Orange forma, avec celle du général Zopf, la division du lieutenant-général Staader, dont le quartier-général fut placé à Marlen. Ce général commandait ainsi l'extrême gauche de la contrevallation, qui s'appuyait au Rhin.

Le service des généraux-majors les appelait à commander les troupes qui montaient la tranchée. Mais le développement des ouvrages était si étendu, que plusieurs généraux devaient en partager le commandement, de manière que sur quarante-huit heures ils en passaient vingt-quatre à la tranchée. Le jour où ils n'étaient pas de service, de fréquentes alertes les ramenaient à la tête de leurs troupes; car il ne se passait point de jour qui ne

donnât lieu à quelques événemens plus ou moins remarquables. J'en citerai un qui concerne particulièrement le prince d'Orange. Son Altesse, toujours infatigable, parcourait la ligne qui lui était confiée; j'étais seul avec elle, quand un obus vint tomber extrêmement près de nous. Nous arrêtâmes nos chevaux; l'obus éclata sans nous toucher. « Nous l'avons échappé belle », dit le prince en souriant. Cette occasion ne fut pas la seule où son sang-froid fut mis à l'épreuve. Une autre fois que, vers les neuf heures du soir, il était assis dans un boyau de tranchée, une bombe tomba à quelques pas de nous; au même moment un officier lui faisait un rapport, qu'interrompit la vue de la fusée qui brûlait encore : « Ce n'est rien, dit le prince; continuez. » On a peine à rapporter de pareils faits, et qui semblent peu probables. Cependant ceux qui ont fait la guerre savent bien que l'explosion d'une bombe se fait souvent sous un angle qui laisse plus de sûreté à ceux qui sont moins éloignés. Ainsi se répétaient des attaques qui se réduisaient à des fusillades ou à des tirs de projectiles.

Le 22 novembre, les républicains résolurent enfin de faire un grand effort. A cet effet, quinze mille hommes, sous les ordres du général Desaix, sortirent en trois colonnes.

L'alerte se répandit dans le camp, et les troupes furent bientôt sous les armes, quoique la manière brusque dont l'attaque commença pût la faire considérer comme une surprise. Le prince d'Orange fut le premier à cheval. Ce prince, sans être accompagné, courut à sa brigade. A la vue d'une redoute qui n'était qu'ébauchée, il juge tout l'avantage qu'il en peut tirer. Derrière des faces informes il dispose des troupes qui arrêtent le général Lecourbe. Celui-ci, à la faveur d'une coupure que les autrichiens avaient négligé de fermer, débouchait sur notre gauche avec rapidité.

L'honneur de l'action fut au brave régiment de Starrai, à la tête duquel le prince se tint constamment. Ces intrépides hongrois, par leur feu, aussi bien que par la résolution avec laquelle quelques compagnies s'avancèrent pour croiser leurs bayonnettes, en imposèrent à l'ennemi. Les républicains s'arrêtèrent, et se virent réduits à ne plus faire de l'action qu'une affaire d'artillerie et de mousqueterie. Nos troupes étaient couvertes par une digue qui s'élevait devant elles en manière d'épaulement.

Il eût été très-naturel que le prince se tînt en arrière de la ligne : c'est la place que lui aurait assignée dans les feux tout ordre de bataille. Mais il resta constamment devant le front pendant

cinq heures que dura le combat, allant et venant sans cesse sur une partie de ce front. Il était impossible que, dans cette attitude, à cheval, entre le baron de Perponcher, qui était à sa gauche, et moi, qui étais à sa droite, du côté de la digue, il n'attirât pas sur sa personne les feux de l'ennemi. Aussi eût-il son habit percé d'une balle, et son cheval tué sous lui. Il monta sur-le-champ celui du baron de Perponcher. Cet officier, remonté bientôt lui-même sur un autre cheval, ne tarda pas à avoir la cuisse traversée par une balle, blessure qui le contraignit à quitter le champ de bataille. Ce combat, de l'aveu des républicains, fut très-sanglant.

Après avoir rapporté les événemens dont je fus témoin oculaire, je ne peux me dispenser de publier un trait de fermeté stoïque qui eut lieu au centre. Le comte de Latour, commandant en chef, s'était placé à ce point avec le landgrave de Darmstadt, qui, ce jour-là, était venu de sa résidence voir le siége. Le général avait pour adjudans deux officiers de son régiment, dont l'un était son fils aîné. Pendant l'action, un coup de canon tue le capitaine Reizinger, qui se tenait derrière le général. Au cri qu'il entend, le comte de Latour regarde, et ne voit que l'uniforme de son régiment. Il détourne brusquement la tête

avec une émotion assez visible, et continue à donner ses ordres. Quelque temps après reparut son fils, auquel il ne se souvenait pas d'avoir donné un ordre qui l'avait éloigné. — « Quoi, » vous voilà !..... lui dit-il, avec étonnement ;..... » je vous avais cru tué ». On lui apprit alors que l'officier tué était son autre adjudant. Sans doute il est peu de circonstances où le courage et le devoir aient aussi victorieusement triomphé de la nature.

Après que nous fûmes rentrés au quartier-général, je pris la liberté de représenter au prince d'Orange qu'il s'était trop exposé. « Je sentais, » répondit-il, qu'il était nécessaire de donner de » la confiance aux troupes. La chose était trop » sérieuse, et cette place était la seule qui pût » me convenir dans le moment. » Aussi l'archiduc et le général en chef n'hésitèrent pas à attribuer au prince le salut du corps assiégeant et l'honneur de la journée. Cette affaire fut la seule qui put être considérée comme une bataille ou un grand combat, puisque les troupes assiégées sortirent de leurs lignes pour entreprendre sur tout le front des assiégeans. Depuis cette époque, nous n'eûmes plus que des affaires de postes, qui, comme il a été dit, tendaient à déloger les républicains des points nécessaires aux ingénieurs pour le chemi-

nement de leurs ouvrages. C'est aussi dans ces vues qu'une attaque ayant été décidée sur plusieurs ouvrages du camp retranché, le prince reçut l'ordre de faire enlever une redoute en avant de la droite de l'ennemi. Son Altesse confia cette expédition au capitaine Mungastchi, du régiment de Starrai.

Cet officier eut assez de confiance en moi pour me demander mon avis sur les dispositions qu'il fallait faire. Je proposai trois attaques.

Une fausse attaque, pour appeler l'attention de l'ennemi, devait avoir lieu la première; une seconde devait se diriger contre un des saillans que je désignai, et la troisième avait pour objet de prendre l'ouvrage par la gorge, en longeant une digue à laquelle la redoute s'appuyait. Ces dernières attaques devaient se faire rapidement et sans tirer.

Le capitaine Mungastchi me chargea de conduire l'attaque sur le saillant; un de ses camarades, le capitaine Marcant, engagea la fausse attaque; et il se chargea lui-même de la troisième.

Nos premiers feux commencèrent vers les dix heures du soir. Peu de temps après, nous marchâmes rapidement sur notre point d'attaque; les soldats sautèrent dans le fossé, d'où quelques-uns gravirent avec moi sur le parapet.

Quant au capitaine Mungastchi, arrivé en même temps que nous au terme de son attaque, il ne fut point attendu par l'ennemi, qui se replia précipitamment sur son camp. Il est à présumer que la clarté trompeuse de la lune, en grossissant les objets aux yeux des républicains, leur persuada que toute résistance serait inutile. A peine cet ouvrage fut-il abandonné, que l'ennemi tira sur nous quelques coups de canon à mitraille, qui ne firent aucun mal. Bientôt parurent les ingénieurs. Ils se hâtèrent de fermer la gorge de la redoute, dont ils firent un point de la ligne.

Puisque je ne dois point énumérer ici les sorties partielles, qui, toujours repoussées, n'eurent d'autres résultats que de faire tuer du monde de part et d'autre, j'arriverai à la dernière attaque, qui fut confiée aux troupes commandées par le prince auquel j'étais attaché.

Le 1.er janvier, il fut résolu qu'on ferait 1797.
une attaque générale sur le camp retranché. Les troupes furent assemblées dans la dernière parallèle, qui venait d'être achevée. Le prince fut chargé de faire enlever une île formée par un bras du Rhin, qui, assez large et profond, était cependant guéable.

Son Altesse avait été trop satisfaite du succès

qu'avait obtenu, dans l'attaque de la redoute, le capitaine Mungatschi, pour ne pas lui laisser l'honneur de cette nouvelle entreprise. En même temps elle désigna un autre capitaine du régiment de Dalton pour commander, sous le premier, les volontaires. Je me joignis à ceux-ci. Nous débouchâmes à quatre heures et demie du soir de la parallèle, en courant et sans ordre. Le capitaine, homme déjà avancé en âge, sortit le premier, et nous le suivîmes tous en poussant de grands cris. L'ennemi s'enfuit sans résistance : ce dont convient le général Chamberlach, dans sa relation du siége. Aussitôt que nous eûmes pénétré dans l'île, je me hâtai de faire arracher les palissades, que je faisais jeter dans l'eau pour servir de pont. Ce moyen réussissait pour le moment; mais, en formant une digue et forçant l'eau à refluer, il serait devenu bientôt nuisible, sans la célérité que mirent les pionniers à construire un pont.

A peine les volontaires débouchèrent-ils de la parallèle, que le capitaine Mungastchi les suivit avec une troupe bien en ordre, et propre à opposer une résistance dont n'auraient pas été capables les volontaires, que leur irruption avait mis trop en désordre.

La nuit, déjà survenue, favorisait l'acheminement du capitaine Mungastchi vers le pont qui

liait cette île au reste du camp. En parcourant moi-même le terrain, je trouvai un chemin creux, qui me parut traverser la longueur de l'île. Heureux de cette découverte, je retournai demander une réserve pour soutenir les troupes du capitaine Mungastchi, regardant comme nulles les premières. J'obtins deux compagnies, que je plaçai dans ce chemin creux.

Ce qu'il était aisé de prévoir arriva : l'ennemi revint. Si on en croit la relation du siége, il était conduit par le général Lecourbe. Nos premières troupes revinrent en désordre. Celles que conduisait le capitaine Mungastchi furent elles-mêmes ébranlées; mais elles se remirent à la vue des compagnies embusquées, et nous conservâmes ainsi le terrain conquis.

Envoyé par le capitaine Mungastchi, je vins rendre compte au prince et au lieutenant-général Staader, qui étaient restés dans la tranchée, de la manière dont l'affaire s'était passée, et de la position que nous avions prise. Le lord anglais, Charles Stewart[1], accompagnait le prince et le général Staader.

La précipitation avec laquelle l'ouvrage nous

---

[1] Aujourd'hui marquis de Londonderry, lieutenant-général des armées britanniques.

fut abandonné ne donna pas le temps aux canonniers d'allumer la fougasse qui était entrée dans le système de défense de cette île. Il n'en fut pas de même des attaques que le général Zopf fit à notre droite; toutes jouèrent pleinement, mais n'empêchèrent cependant pas que le général n'obtînt le succès le plus complet. Ce fait d'armes fut le dernier qui devait couronner la gloire dont le prince d'Orange s'était couvert pendant la durée du siége. Le lendemain, le général Staader, réuni chez lui avec le prince, le général Orelli et le comte de Giulai, colonel du régiment de Béniowski, m'ordonna d'aller à la tranchée examiner la position qu'occupait l'ennemi, en face du point que nous avions attaqué la veille. J'entraî donc dans l'île, sur laquelle l'ennemi ne cessait de faire feu dès qu'il y apercevait quelqu'un, tant ce point lui était important. Nos troupes y étaient abritées à la faveur du chemin creux. Mais l'île se trouvait entièrement abandonnée : rien ne couvrait plus, ni le pont qui la liait au camp retranché, ni même celui du Rhin, qui communiquait avec Strasbourg.

Je retournai en toute hâte très-satisfait de ma reconnaissance. Le lieutenant-général refusa d'abord de me croire; mais après qu'il eut déroulé devant moi le plan que les ingénieurs avaient

très-exactement levé, tant de nos ouvrages que de ceux de l'ennemi, il ne me fut plus difficile de le persuader. Il partit aussitôt pour le quartier-général, où il alla faire lui-même le rapport de l'heureuse situation dans laquelle nous nous trouvions. Il était hors de doute que nous allions être mis en possession de la place, puisque nous étions maîtres de fermer toute communication à l'ennemi. Il ne tarda pas, en effet, à entrer dans des pourparlers, qui amenèrent la capitulation du fort de Kehl [1].

Par cette conquête, l'archiduc vit finir une campagne qui aurait suffi pour immortaliser son nom, s'il n'eût pas eu d'autres titres de gloire.

Ce siége avait duré près de deux mois. Il fut meurtrier pour les deux partis; car il ne s'était point passé de jour où l'on n'eût eu à combattre pour repousser quelques sorties. Je crois avoir calculé, dans le temps, que, abstraction faite des jours où il avait été de service à la tranchée, le prince d'Orange avait été quarante-deux fois au feu. Il est vrai que la plupart de ces engagemens duraient fort peu; mais, cependant, ils ne finissaient pas sans avoir présenté quelques dangers.

Les troupes souffrirent beaucoup par les pluies

---

[1] *Voy.* la note de la page 253 à la fin du volume.

et les grands froids. Les boues étaient affreuses, et, outre le mal que leur humidité faisait aux hommes, elles ruinaient leurs chaussures; ce qui leur causait la plus grave de toutes les incommodités. On sait que la méthode adoptée pour camper avait exclu les tentes : les soldats furent donc obligés de s'abriter sous des cahutes faites de branchages. Ils étaient ainsi logés par compagnies; la force de chaque compagnie était alors, en Autriche, de cent quatre-vingt-quatre hommes. Un grand fourneau était creusé au milieu, circulairement, et servait de chauffoir. On conçoit tout le danger qui pouvait en résulter pour des hommes qui, excédés de fatigue, étaient à peine assis, que le sommeil le plus profond s'emparait d'eux. Cependant nous n'éprouvâmes qu'un accident, même de peu d'importance : quelques cahutes brûlèrent. La conservation du camp fut due à la précaution qu'on avait eue de laisser un intervalle entre les cahutes des différentes compagnies, et à la facilité avec laquelle ces sortes d'édifices pouvaient être abattus. Personne n'eut à souffrir; les sacs des soldats ne furent même pas endommagés.

Ce genre de logement, pour les troupes, est préférable aux cavernes souterraines que j'ai vues plus tard chez les russes.

Tous ceux qui connaîtront les difficultés, les dangers multipliés, les incommodités et la durée du siége de Kehl, ne pourront pas, de quelque parti qu'ils soient, refuser un tribut d'admiration au courage persévérant de l'archiduc Charles. Combien de généraux, après une campagne aussi pénible et aussi glorieuse, auraient craint de compromettre leur gloire, en se voyant peut-être, dans une saison aussi avancée, obligés de lever le siége! Toutes les apparences étaient contre le succès : ce siége était soutenu par une armée couverte de retranchemens, et appuyée par deux places susceptibles d'être rafraîchies et abondamment pourvues, parce que toutes les ressources de l'Alsace étaient au pouvoir de cette armée.

Il serait injuste de refuser au général Latour la gloire que lui méritèrent son activité, son zèle et son ardeur, malgré les glaces de l'âge et les fatigues qu'il avait à supporter. Sa bravoure était connue de toute l'armée; mais la fermeté de son caractère n'aurait jamais pu obtenir plus d'éclat que dans la circonstance où je l'ai signalée. Néanmoins ajoutons encore un trait. Puisque tout ce qui tourne à la gloire des guerriers est la seule richesse à laquelle ils aspirent, combien n'est-on pas coupable dès qu'on leur ravit un seul de leurs titres?

Depuis plusieurs jours, l'ennemi faisait des démonstrations au-dessus de notre gauche, qui semblaient indiquer le projet d'effectuer un débarquement, opération par laquelle il aurait pris toute la ligne à revers. J'eus occasion d'aller au quartier-général de l'archiduc, et je fis part au général Schmidt de nos remarques. Le général, se retournant vers le colonel Debest, de l'état-major, dit en allemand : « *Ce serait beau !* » Ce mot indiquait toute la grandeur du danger qui résulterait de cette entreprise.

Les démonstrations étant devenues plus sérieuses, les avant-postes, quelques jours après, rapportèrent qu'on entendait un bruit de voitures de l'autre côté du Rhin, au-dessus de notre gauche, mais que l'obscurité de la nuit ne permettait de rien distinguer. Les généraux ne doutant plus de l'exécution du projet qu'on supposait à l'ennemi, je fus envoyé en toute hâte au général Latour, pour lui en rendre compte et lui demander du secours. Ce général, que son intrépidité faisait quelquefois manquer de prudence, tourna en ridicule la prévoyance du lieutenant-général Staader, et voulut me renvoyer sans accorder le secours que je venais lui demander. Je ne sais par quel hasard il me demanda ce que j'en croyais. Je répondis franchement que si l'ennemi

ne le faisait pas il aurait tort, parce qu'il devrait le faire. Le général, très-irascible, reprit avec emportement : « Il devrait le faire !...... Diable de tête » française !.... ». J'ajoutai : « Si cette manœuvre » réussissait, elle nous forcerait à lever précipi- » tamment le siége, puisque nous serions pris à » revers. »

Cependant, sur les observations de son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Mayer, officier du plus grand mérite, et dans lequel il plaçait à juste titre toute sa confiance, il se décida à faire marcher un régiment. Pendant que le lieutenant-colonel alla rédiger l'ordre, je restai seul avec lui ; et alors il me dit : « Le général Staader aura « sur sa conscience la marche pénible que va faire « un régiment excédé de fatigue. Mais c'est ainsi « que sont tous les généraux : celui qui est à la « droite ne voit que la droite; l'autre ne voit que « la gauche ou le centre, suivant qu'il se trouve « placé. Mais moi je vois Kehl; c'est là qu'il faut « vaincre, ou périr tous ». Ce propos, dans la bouche du général, n'était point une fanfaronnade : c'était une résolution qui lui était naturelle. Au reste, l'ennemi ne tenta rien sur le point qui appelait notre attention; et tout homme de guerre aura le droit de s'en étonner.

CHAPITRE VI.

Le 1.er de février, la tête de pont d'Huningue capitule. — Départ de l'archiduc Charles pour Vienne. — Récompenses accordées. — Le prince d'Orange est fait chevalier de Marie-Thérèse. — Il obtient la permission d'aller à Londres. — Arrivé à Francfort il est rappelé et destiné à l'armée d'Italie que l'archiduc Charles va commander. — Opinion émise à la cour de Darmstadt, sur la faute commise par la cour de Vienne, en remettant à l'archiduc le commandement d'une armée qui devait infailliblement éprouver des revers.—Mack, nommé quartier-maître-général de l'armée du Rhin, arrive à Manheim. — Ses travaux préparatoires pour entrer en campagne. — Il est rappelé à Vienne. — Projet de réunir les deux armées autrichiennes d'Italie et du Rhin sous les murs de la capitale. — Bonaparte propose un armistice. — Faute commise en l'acceptant. — Résultats de l'armistice. — Traité conclu à Campo-Formio. — Examen du traité, entièrement à l'avantage de la maison d'Autriche.

1797. Le 1.er février, la tête de pont d'Huningue se rendit au prince de Furstemberg. Cette reddition, en rejetant totalement les républicains derrière le Haut-Rhin, permit à l'archiduc Charles de se rendre à Vienne, pour y jouir de tous les hommages qui s'attachent à la gloire.

Pressée par sa justice, qui égalait sa sévérité, Son Altesse Impériale n'avait point attendu cette époque pour demander à l'empereur les récompenses qui avaient été méritées. Le prince d'Orange, le colonel Czredai, qui avait dirigé le siège, le général Zopf et le capitaine Mungatschi, furent faits chevaliers de Marie-Thérèse. L'Empereur annonça au prince d'Orange cette distinction par une lettre écrite de sa main, conçue, autant que ma mémoire me le rappelle, en ces termes : « Mon cousin, je ne puis m'empêcher de vous « témoigner combien je suis charmé de voir que, « si jeune encore, vous marchiez glorieusement « sur les traces de vos illustres ancêtres. Pour « mieux vous faire connaître mon estime et ma « satisfaction, je charge mon frère l'archiduc « Charles de vous remettre en mon nom la croix « de mon ordre de Marie-Thérèse, qui n'est ré- « servée qu'aux grandes actions ».

Ce fut aussi, je crois, pour ce siège que le chapitre de l'ordre décerna la grande croix au général comte de Latour.

Les troupes furent réparties dans les quartiers d'hiver, où on ne s'occupa plus qu'à leur procurer toutes les commodités que réclamaient leurs longues souffrances.

Après le départ de l'archiduc Charles pour

Vienne, le comte de Latour, investi du commandement général de l'armée, continua de tenir son quartier-général dans Manheim.

Cette ville, par sa situation et par l'aisance de ses habitans, offrait tous les avantages qu'on pouvait désirer. Le prince Frédéric d'Orange s'établit également à Manheim. Le baron de Kingel, vice-amiral et ancien ministre de Hollande à la cour Palatine, qui faisait sa résidence dans cette ville, s'était empressé de lui offrir sa maison. Le prince y attendit la permission qu'il avait demandée à l'empereur, d'aller à Londres visiter ses augustes parens. Il était aussi pressé de les retrouver, qu'ils l'étaient de le revoir couvert de ses nouveaux lauriers.

La campagne que l'archiduc venait de terminer avait été trop brillante, pour que ce prince n'avisât pas à tous les moyens de conserver la gloire qu'il avait acquise. Son Altesse impériale laissa donc les ordres les plus précis, pour que les ravages de toutes espèce que la guerre avait portés dans les différens corps fussent réparés : elle voulut que l'armée fût en état de reprendre les armes au premier signal.

Les officiers du corps de l'état-major furent employés à dessiner les cartes propres à faire connaître les manœuvres dont l'archiduc avait enri-

chi les annales militaires de l'Autriche et à faciliter celles qu'il méditait pour la campagne qui devait s'ouvrir.

Je ne chercherai point à signaler ici le corps de l'état-major de l'armée autrichienne ; un mot le caractérisera : Bonaparte le distinguait. Je pourrais même, sans blesser la vérité, employer une autre expression.

Ce corps, vraiment studieux et riche en connaissances, est sur-tout remarquable par l'exactitude et le fini de ses dessins topographiques. Le général Schmidt m'ordonna de suivre la salle des travaux. Mais mon peu de disposition pour ce genre d'étude ne me permit jamais de prétendre à la perfection qui distinguait les dessins militaires des officiers du corps d'état-major.

Malgré mon application, le peu de succès que j'obtenais dans cette partie me causait une peine que ne tarda pas à augmenter le départ du prince d'Orange pour l'Angleterre ; car l'empereur n'avait point hésité à lui accorder la permission qu'il avait sollicitée. Ce prince, en partant, m'engagea à redoubler d'efforts ; il ne me dissimula pas l'espoir qu'il avait de me voir admettre dans le corps de l'état-major, avantage qui m'attacherait plus particulièrement à sa personne. Ses bontés pour moi ne se bornèrent pas à cette marque

d'intérêt. Le baron de Kingel m'apprit, le lendemain de son départ, que Son Altesse l'avait laissé dépositaire d'une somme réservée à prévenir mes besoins.

Mais, pendant que tout ne respirait que les plaisirs au quartier-général de Manheim, les événemens que chaque jour produisait à l'armée d'Italie étaient loin d'être en harmonie avec ceux dont nous avions été témoins sur le Rhin. Trois généraux, Wurmser, Beaulieu et Alvinzy, avaientéchoué contre la fortune de Bonaparte, dont les progrès alarmaient sérieusement la cour de Vienne. Dans cette situation, l'archiduc Charles parut à l'empereur être le seul capable d'être opposé au général du directoire. Il fut donc décidé que l'archiduc se rendrait en toute diligence à l'armée d'Italie, dont on se hâterait de fortifier les débris par des troupes choisies qui seraient tirées de l'armée du Rhin.

Vouloir que ces troupes fussent commandées par les généraux qui avaient le plus marqué contre les généraux Moreau et Jourdan, c'était désigner dans ce nombre le prince d'Orange. L'archiduc avait trop appris à connaître sa valeur et ses talens, pour s'en priver dans un moment de crise.

Ainsi, à peine quelques jours s'étaient-ils

écoulés depuis que ce prince avait quitté Manheim, qu'un courrier arriva avec ordre de le rappeler. Le général en chef me dépêcha aussitôt sur ses traces, m'ordonnant de le joindre, quelque part qu'il fût. Ma diligence fut extrême; dans peu d'heures j'arrivai à Francfort : le prince s'y était heureusement arrêté. Un jour de plus, et j'aurais peut-être été obligé de courir jusqu'à Londres.

Comme il ne devait arriver à l'armée qu'avec les troupes qui lui étaient confiées, notre retour fut moins précipité. Aussi s'arrêta-t-il chez le landgrave de Darmstadt, où nous passâmes la nuit. On conçoit facilement que les affaires d'Italie furent constamment le sujet de l'entretien de la soirée. Je ne pus m'abstenir d'avouer que je voyais avec peine qu'on envoyât l'archiduc prendre le commandement de l'armée qui avait Bonaparte en tête. Cette pensée parut si extraordinaire, qu'on en voulut savoir la raison. Je l'appuyai sur ce principe, que la réputation d'un général célèbre et redouté fait la fortune d'un empire. D'après ce principe, était-il sage d'exposer l'archiduc à combattre, avec les débris d'une armée battue, contre des hommes entreprenans et victorieux? J'étais donc autorisé à croire que, quel que fut le talent de l'archiduc, il échouerait,

qu'ainsi serait compromise une réputation qui était devenue la terreur de l'ennemi, et par suite le *Palladium* de l'état. A peine avais-je fini de parler, que le prince Chrétien de Darmstadt reprit avec bonté, qu'il aurait mieux valu me taire, parce qu'il avait éprouvé que j'étais parfois un sinistre prophète. Ce prince faisait allusion à l'opinion que j'avais eue sur l'issue de la bataille de Maubeuge et sur quelques autres événemens que j'avais prévus.

A son arrivée à Manheim, le prince d'Orange reçut du général en chef communication des dispositions qui lui étaient particulières. Il partit presque aussitôt, accompagné du baron de Perponcher et du lieutenant Salomon. Sa division s'était mise en marche au moment où le courrier venu de Vienne lui en avait apporté l'ordre.

La nouvelle destination de l'archiduc Charles devait nécessairement apporter des changemens dans la répartition des commandemens d'armées. La cour d'Autriche dut donc chercher à qui elle confierait celui que le prince laissait vacant. Je ne sais si ses vues se fixèrent sur-le-champ; mais quel que fût le général qui dût par la suite être chargé de commander en chef l'armée du Rhin, le général Mack parut choisi pour en être le quartier-maître-général, ou plutôt le guide et le directeur.

Ce général, dont des malheurs n'avaient point encore obscurci la gloire, avait la confiance de l'armée; elle reconnaissait en lui des talens : cette opinion était unanime. Or, quelque usurpée que puisse être une réputation, il est difficile que celui qui réunit tous les suffrages soit un homme sans capacité, car l'amour-propre est partout intéressé à contester la supériorité. Aussi les détracteurs du général Mack obtiendront-ils difficilement l'aveu de ceux qui l'ont connu, qu'il fût un général sans génie.

L'archiduc trouva derrière le Tagliamento l'armée dont il venait prendre le commandement. Une longue retraite, au milieu de tous les revers, ne pouvait qu'avoir démoralisé les troupes qui la composaient. Il fallut donc à ce prince toute la fermeté de son caractère et le dévouement qu'il portait à l'empereur son frère, pour consentir à se charger de la défaveur qui s'attache à une armée vaincue. L'archiduc avait sans doute le droit de compter sur l'impression que sa présence produirait sur les troupes; mais homme de guerre, il n'ignorait pas qu'il faut une tactique nouvelle pour ranimer des troupes découragées, et que l'on doit espérer peu la victoire dans les batailles qu'elles livrent.

Si le prince eût pu arriver avec une masse

fraîche et imposante, ses manœuvres seraient devenues faciles. En se retranchant dans des positions que l'art et la nature auraient fortifiées, il eût ménagé aux troupes délabrées les moyens de se reformer derrière celles qu'il amenait : dès-lors il aurait tout attendu de ses talens et de son expérience.

Mêlant ensuite aux troupes que ses succès avaient exaltées sur le Rhin une portion de celles qui étaient abattues par les défaites, cet habile général aurait engagé des combats peu décisifs par le fait ; mais qui eussent eu l'avantage de retremper le moral du soldat.

N'est-ce pas du moral d'une armée que dépend son succès ou sa ruine ? et celui-là n'a-t-il pas atteint le sublime de son art, qui, dans toutes ses manœuvres stratégiques ou de bataille, a pour but de frapper le moral de l'ennemi ? Résistera-t-elle, en effet, long-temps, cette troupe qui se verra dans l'impossibilité de parer un mouvement dont l'issue la réduira ou à être acculée dans un pays sans ressources, ou à être poussée sur un terrain qui ne lui permettra ni de se développer ni d'employer celle de ses armes dans laquelle elle a le plus de confiance ? tiendra-t-elle long-temps, si elle se voit soumise à un emplacement d'où l'ennemi lui fera craindre d'être foudroyée

sans pouvoir en éteindre les feux? tardera-t-elle à prendre son parti, celle qui voit qu'elle va être culbutée?.... Non, sans doute. Cependant, dans ces différentes hypothèses, cette troupe n'aura pas souffert physiquement : c'est donc le moral qui aura été vaincu avant qu'on ait été frappé; c'est donc le moral de l'ennemi qu'il faut attaquer quand on veut vaincre; c'est également le moral d'une armée battue qu'il faut raviver avant de la ramener à de grandes chances. C'est aussi ce moyen qu'Eugène adopta contre Vendôme, dans une situation à-peu-près semblable à celle où était l'archiduc Charles. Mais les circonstances n'étaient pas les mêmes : sans oser ici prononcer entre Vendôme et Bonaparte, il est cependant certain que l'adversaire de l'archiduc, peut-être avec moins de génie pour la guerre que Vendôme, était plus pressant que le genéral de Louis XIV; que les troupes républicaines, menées moins méthodiquement, marchaient avec plus d'impétuosité et d'emportement que celles du grand roi.

Ce fut aux débouchés du Tirol que le prince Eugène recueillit les débris de l'armée autrichienne. Mais cette barrière avait cessé d'en être une que pût opposer l'Archiduc, à cause des succès que l'ennemi obtenait dans ces montagnes. Enfin, les renforts n'arrivant du Rhin que successive-

ment et par détachemens, ils ne pouvaient être d'aucun secours à l'archiduc; car, par suite des principes que nous avons posés, les soldats devaient perdre leur énergie au moment où ils s'incorporaient aux troupes découragées. N'est-il pas d'une vérité constante, que la hardiesse et le découragement se communiquent avec la rapidité du fluide électrique; aussi la prudence d'un chef prescrit-elle de dérober à des troupes neuves la vue de celles qui auraient éprouvé des revers, et bien plus encore la vue de celles qui auraient été mises en fuite.

Cet état de choses en Italie, si avantageux aux républicains, faisait présager que le directoire s'empresserait de donner l'ordre aux armées qui devaient envahir l'Allemagne d'entrer en campagne. Il lui importait de commencer les hostilités au nord, pour embarrasser davantage les affaires de la maison d'Autriche. Tout imposait donc à la cour de Vienne l'obligation d'être sur les bords du Rhin prête à tout événement.

Nul autre général n'était plus propre à remplir ces vues que celui qu'elle venait de désigner pour quartier-maître-général.

Iufatigable, d'une ame plus forte que sa santé, sévère autant que juste, généreux, obligeant, Mack commandait à-la-fois la confiance et la

crainte; il était aimé du soldat, dont il faisait l'orgueil. La qualité d'ancien adjudant de Laudon, qui avait préconisé ses talens, soumettait l'officier et en imposait au général.

Je sais que dans ce portrait on ne reconnaîtra pas celui qui fut obligé de se soustraire à la fureur de l'armée napolitaine, et qui rendit Ulm à Bonaparte. Mais j'espère prouver, quand je toucherai à cette époque, que Mack fut moins heureux qu'habile. Il me suffit de rapporter aujourd'hui qu'à peine nommé par l'empereur quartier-maître-général de l'armée du Rhin, il se pressa d'arriver à Manheim. Là, ses premiers instans furent consacrés à prendre tous les renseignemens qui pouvaient lui être transmis dans le cabinet, et à prononcer sur les améliorations qui devaient en être la suite.

D'une activité qu'il communiquait à tous, Mack, accompagné des officiers d'état-major qui avaient le plus sa confiance, voulut parcourir le pays et le bien reconnaître avant d'adopter des plans offensifs ou défensifs. Il savait que les cartes les plus exactes et les plus détaillées ne peuvent servir qu'à faire concevoir des opérations, mais qu'on ne peut en démontrer la rectitude qu'après qu'on a jugé le terrain par ses yeux : or, il n'était pas homme à entreprendre une opération sans

s'être assuré des bases sur lesquelles elle reposait.

Ses courses étaient fort peu avancées, quand un courrier que la cour lui expédiait arriva au quartier-général. Le comte de Latour me fit partir de suite pour porter à ce général les dépêches qui lui étaient adressées, sans pouvoir me désigner le lieu où je le rencontrerais.

Francfort me devint de nouveau favorable; des renseignemens que j'y pris me conduisirent à Runckel, où le général devait passer la nuit. Son projet était de pousser le lendemain sa reconnaissance sur Neuwied, d'où il voulait revenir sur les rives de la Lahn. Mais les dépêches que je lui remis décidèrent son retour au quartier-général.

Le général Latour, en qui le temps avait détruit l'impression que lui avait donnée contre moi le caractère d'émigré, me voulait alors du bien. Il ne manqua pas de faire valoir la manière dont je m'étais acquitté de ma commission, et il ajouta: « J'ai dit au général que quand il voudrait que » quelque chose fût fait lestement, il devait se » servir de vous ».

Pendant le dîner Mack fut constamment silencieux, et tellement méditatif, que personne ne pût douter que de grands intérêts ne l'occupassent. Il travailla toute la nuit; et dès le lendemain de très-bonne heure, il reprit le chemin des états héréditaires de l'Autriche.

Nous étions dans un temps où les événemens se pressaient trop, pour que de nouveaux incidens n'appelassent pas à chaque instant de nouvelles dispositions. Des chances prévues ne tardèrent donc pas à obliger le général en chef de communiquer avec le quartier-maître-général, devenu le centre d'où devaient désormais émaner toutes les conceptions.

La vigilance avec laquelle on surveillait les mouvemens des armées républicaines, sur la rive gauche du Rhin, avait dévoilé les préparatifs qu'elles faisaient pour passer le fleuve. On ne doutait plus de leur prochaine action, quand le général Hoche dénonça l'armistice, qui s'était prolongé jusqu'alors.

Ce fut encore sur moi que le général Latour fit tomber le soin d'aller donner avis au quartier maître-général de la prochaine reprise des hostilités.

En quittant Manheim, ce général n'avait point laissé d'itinéraire; il était parti indécis s'il se rendrait directement à Vienne, ou s'il irait s'aboucher avec l'archiduc Charles avant de revoir la capitale. On me dirigea cependant sur Salzbourg, d'où le comte Vencel d'Auersperg, qui y commandait, m'envoya en Styrie. Il m'assura que le général avait pris cette route pour avoir une entrevue avec l'archiduc Charles.

Arrivé, en effet, à Steyer, où je rencontrai les équipages de l'armée du prince, le général Linchen, qui en avait la direction, m'informa que Mack était très-certainement retourné à Vienne, où j'entrai presque en même temps que lui.

Une grande résolution avait été prise par la cour. Tout homme de guerre sentira qu'elle eût produit infailliblement la perte de Bonaparte, si son heureuse étoile n'en avait pas détourné la consommation.

Il avait été résolu que les armées du Rhin et d'Italie viendraient se concentrer sous Vienne. Le parti était d'autant plus judicieux, que toutes les troupes qui étaient parties du Rhin pour renforcer l'armée de l'archiduc ne pouvaient y être rendues avant le mois d'avril. Cette jonction, en ne s'effectuant que partiellement, donnait à l'archiduc le désavantage dont nous avons parlé, celui de communiquer à des troupes animées par des succès le découragement des troupes battues.

A une époque non moins difficile, où la ville de Vienne eut à redouter des incursions de la part des insurgés hongrois, la prudence éclairée du prince Eugène l'avait enfermée de lignes dont le temps avait affaissé les reliefs et atténué les défenses.

Guidé par un aussi grand maître, Mack crut

devoir porter sa défensive en avant de la première de ces lignes. On reconnut une position qui dût être retranchée en avant du faubourg de Maria-Hülfe. Des officiers du corps de l'état-major, à qui la fortification de campagne dans l'armée autrichienne est confiée, furent envoyés en poste des différens quartiers-généraux. Tous ceux qui provenaient de l'armée d'Allemagne m'étaient connus particulièrement : ils m'associèrent à leurs travaux, quoique je ne fisse pas encore partie de leur corps.

La résolution d'attendre l'ennemi sous les murs de Vienne une fois connue, cette capitale sembla prendre une nouvelle vie.

Jamais souverain n'eut une meilleure occasion d'apprécier le dévouement de son peuple. Les habitans de toutes les classes se prêtèrent avec une activité et une chaleur incroyable à faire, pour la défense du monarque et de la patrie, ce qu'on exigeait d'eux. Les grands seigneurs et les riches propriétaires armèrent leurs nombreux domestiques; ils mirent tous leurs chevaux à la disposition des officiers et des charrois. Les paysans, les artisans prirent la pelle, la pioche et la brouette avec un zèle qui ne présenta plus, dans les habitans de Vienne, qu'un peuple de travailleurs.

Le projet de défense qu'on adopta consistait dans une chaîne d'ouvrages, qui, en se protégeant réciproquement, allaient appuyer la droite et la gauche au Danube.

Dans la répartition des travaux, je fus mis sous les ordres du major Kinsky, officier de hussards avant d'entrer dans le corps de l'état-major de l'armée. Brave comme le sont tous les Kinsky, je crois qu'il ne savait de fortification que ce qu'on lui en avait enseigné à l'académie de Neustadt. Quant à moi, j'avoue franchement qu'assez plein de ce que nous apprennent les traités élémentaires sur la fortification passagère et sur la guerre des retranchemens, j'étais incapable de tracer sur le terrain, et encore moins de faire exécuter : il y a si loin de la théorie à la pratique !

Quoi qu'il en soit, le tracé et l'exécution des différens polygones n'en avançaient pas avec moins de célérité.

Il est reconnu que les officiers de l'état-major de l'armée autrichienne sont familiarisés avec la construction des ouvrages de campagne : le corps des pionniers fournit, dans ses sous-officiers, d'excellens piqueurs, exercés à diriger l'excavation et les talus d'un fossé, l'élévation et l'épaisseur d'un parapet, avec toute la régularité que l'art prescrit.

L'empereur vint se montrer aux travailleurs. Partout il fut accueilli avec le respect dû au souverain, avec l'intérêt qu'inspiraient ses malheurs, sa constance et son excessive bonté. Le comte de Lamberti, né en Lorraine, lieutenant-général, adjudant-général de Sa Majesté, l'accompagnait seul. L'empereur s'arrêta devant le point qui nous occupait. Pendant que Sa Majesté donnait des ordres, ou se faisait donner des renseignemens, le comte de Lamberti me fit quelques questions. Je crus devoir saisir l'occasion de montrer ce que je pouvais savoir en matière de guerre. Je fis remarquer au lieutenant-général, dans la position que nous occupions, deux vices qui pourraient tourner au profit de l'ennemi.

Le premier consistait dans son trop grand rapprochement de la ville, d'où il résultait que la position manquerait de profondeur; défaut qui avait, à Consarbrück, causé la ruine de Créqui. Le second vice de notre position était, que toute sa force résidant dans le commandement de la droite, il fallait attendre de ce point la perte ou le salut de tous. Car il était d'autant plus certain que l'ennemi réunirait tous ses efforts sur ce point, qu'il y aborderait par la chaussée qu'il suivait.

Le lieutenant-général parut convaincu de mes observations : il demanda mon nom, et mon but

fut rempli. Cependant les gens modestes désapprouveront ma hardiesse, et les gens sensés jugeront que mes remarques étaient déplacées. Elles tendaient à improuver le coup-d'œil d'un homme habile dont je devais espérer mon avancement. D'ailleurs, le général Mack n'avait pu manquer d'apercevoir ce qu'il y avait de défectueux dans le choix de sa position; il était donc à présumer qu'il avait été forcé à la prendre par des raisons que je devais ignorer. Il est encore à présumer qu'il se reposait sur des manœuvres étudiées à l'avance, pour corriger ce que l'on apercevait de défectueux. Toutes ces réflexions sont justes; je ne les fis pas alors, je n'écoutai que l'inspiration de l'amour propre; et, plus heureux que sage, je n'eus point à m'en repentir.

Sur ces entrefaites, le général Mack avait rédigé les dépêches par lesquelles il répondait au général Latour. Il me fit chercher pour me les remettre; on ne me trouva pas, et un autre officier fut expédié à ma place. Le mécontentement du général fut extrême; il était sévère, absolu; qualités louables dans un chef, quand il y joint le discernement et la justice. Le lieutenant-colonel de Best et le major Kinsky, à qui son caractère était connu, lui exposèrent, avec le ménagement qu'il exigeait, que je n'avais fait que céder

à mon zèle sur la proposition qui m'avait été faite. L'orage fut conjuré ; et il en résulta que je me trouvai avantageusement employé sous les yeux du chef de l'état-major.

Parmi les moyens qui devaient concourir à la force de la position, on avait fait entrer l'abattis que produiraient les arbres qui bordaient la route de Vienne à Laxembourg. Ce château, distant de la capitale de quatre lieues, était précieux à la Famille Impériale : l'empereur semblait le préférer à Schoenbrun, autre résidence d'été. L'avenue qui y conduit est, sans contredit, une des plus remarquables de l'Europe. Ce sacrifice coûtait donc infiniment à l'empereur ; aussi Sa Majesté avait-elle dit au comte de Kinsky : « Si l'on peut « se dispenser d'abattre les arbres, j'en serai bien « aise ; si, au contraire, on le juge nécessaire, il « ne faut pas hésiter ». Cette nécessité parut sans doute irrésistible, car tous les charpentiers, bourgeois et militaires, eurent ordre d'être réunis le lendemain à un point qui leur fut indiqué.

Ce jour-là, la fortune voulut que ce fût à moi que le major Kinsky donnât l'ordre d'aller chercher ces travailleurs ; il me recommanda de leur faire mettre au plus tôt la coignée au pied des arbres, en commençant à certaine hauteur qu'il me désigna.

J'ai dit que la fortune en avait ainsi disposé, parce qu'alors je ne savais presque pas parler un mot d'allemand. Je courus de tous côtés sans comprendre et sans me faire comprendre.

Après avoir ainsi perdu beaucoup de temps, je rentrai en ville pour rendre compte de mes infructueuses recherches : .... un autre accident m'attendait.

Parmi les chevaux de luxe qu'on avait distribués aux officiers venus des armées sans équipages, plusieurs n'étaient propres qu'à promener gravement leur maître au Prater[1] : Celui qui me tomba en partage fut de ce nombre, il appartenait au banquier Michel Arnstein, riche alors, mais plus disposé à s'enrichir encore en faisant valoir son argent, qu'à briller par la somptuosité de ses équipages.

Trop peu observateur, ou, si l'on veut, trop peu connaisseur, je mis dans les forces de l'animal une confiance qu'il devait tromper. Pressé de me rendre au camp, je le poussai si vivement, qu'en tournant brusquement au coin d'une rue, il s'abattit et se renversa sur moi. Cette chute fut si grave, que les gens de l'art décidèrent que je resterais long-temps hors d'état de servir. A cet

---

[1] Promenade de Vienne.

arrêt, il est aisé de se former l'idée de la pénible contrariété dans laquelle je fus jeté. L'ennemi s'avançait, et j'allais être réduit à attendre, dans une parfaite immobilité, le résultat d'une lutte à laquelle tout m'imposait l'obligation de prendre part. Cette situation morale dut donc me rendre moins affligeante la nouvelle qui fut apportée des préliminaires que l'archiduc et Bonaparte venaient de signer. Le courrier avait également annoncé que l'armistice s'étendait aux armées du Rhin, où les hostilités ne furent que de peu de durée. Les républicains, sous les ordres de Moreau, n'avaient combattu que trois jours; et l'engagement entre Hoche et le général autrichien Verneck n'avait duré que cinq jours.

Me ferait-on maintenant un crime d'avoir dit que, dans toute autre situation que celle où m'avait réduit l'événement que j'avais éprouvé, je me serais profondément affligé du calme qui allait succéder à tant d'orages? M'accusera-t-on d'insensibilité, pour n'avoir pas applaudi à des mesures qui faisaient cesser un fléau dont l'Europe gémissait depuis six ans?........ A ceux qui connaissent les hommes, je paraîtrai moins coupable.

Dans l'âge où j'étais, et dans le métier que je faisais, tout individu désire la guerre : l'intérêt,

l'ambition commandent :............ l'homme doit céder ; ou bien il se trompa sur lui-même le jour où il se crut appelé à la profession des armes. A cette considération, combien d'autres plus graves pour moi ne venaient-elles pas se joindre ?. Je croyais perdue à jamais la cause pour laquelle, en quittant mon pays, j'avais couru aux armes : or, échouer dans une entreprise est une humiliation qui accable; être condamné à ne plus revoir son pays est un tourment qui déchire; ne le revoir que par la grâce de ceux qu'on a bravés........ Oh! je ne m'y serais jamais soumis.

Royaliste par principe dès ma première éducation, devenu royaliste par opiniâtreté, à la honte d'être vaincu se joignait pour moi la douleur de voir pour jamais renversé le trône de mes rois.

Cette douleur ne devait-elle pas s'accroître encore par le malheur auquel allaient être livrés des princes que j'avais vus journellement pendant la première année de mon émigration [1]? Eh! quelles espérances alors n'avaient pas fait naître dans mon ame les témoignages de bienveillance qui souvent leur échappèrent à mon égard? Ces

[1] Les princes recevaient, tous les jours, tous les émigrés, pendant une heure, en cercle.

espérances, vraies ou illusoires, s'évanouissaient. J'étais homme, je ne pouvais donc que m'affliger.... Voilà sans doute des sentimens qui m'étaient communs avec tous ceux qui avaient couru même fortune que moi; mais un autre motif m'agitait. On a vu que je m'étais créé une seconde patrie; on a vu que tout m'y promettait des avantages : je la perdais aussi cette autre patrie, et avec elle étaient perdus des princes à qui me liait la reconnaissance.

Dans tout ce que je viens d'exposer avec tant de franchise, beaucoup de gens verront en moi l'intérêt personnel égaler l'intérêt public :... soit.... mais celui qui soutient que, dans les affaires publiques, il se présente dégagé de tout esprit d'intérêt personnel, en impose à sa conscience et au monde. Cette assertion décèlera mon opinion sur les gouvernemens représentatifs; elle suffit encore pour prouver que je suis convaincu que ce roi est le plus capable de régner, qui sait le mieux amener ses sujets au bien public en stimulant leur intérêt personnel. Toute cette science consiste, si je ne me trompe, à savoir faire espérer, à récompenser et à punir à propos.

Il est cependant une passion qui dégrade et mérite le mépris des hommes : c'est la soif de l'argent et des richesses. Cette honteuse passion

n'a jamais conduit à de grandes choses celui qu'elle agite.

Mais si l'homme ne peut résister aux passions qui l'entraînent, combien ne doit-il pas s'estimer heureux lorsque ces passions sont d'accord avec l'intérêt général? Jetons un coup-d'œil sur l'état dans lequel se trouvaient les affaires quand Bonaparte proposa la paix; et nous verrons si tout, alors, ne commandait pas la continuation de la guerre.

Les marches, les victoires et la saison avaient infailliblement diminué le nombre des combattans qui marchaient sous les ordres du général du directoire.

A la vérité, l'armée de l'archiduc, affaiblie par tant de défaites, ne pouvait résister au vainqueur, dans l'état physique et moral où elle était tombée. Mais cette armée, en rentrant dans son pays, allait recevoir une nouvelle existence.

Les troupes détachées du Rhin, sur lesquelles cette armée se repliait, allaient l'avoir rejointe dans leur totalité.

Les bataillons de réserve, que le plus parfait système tient toujours au complet dans le chef-lieu du canton assigné au recrutement de chaque régiment, n'auraient eu que peu de marches à

faire pour venir remplir les vides de leur corps.

Les cadres de l'armée républicaine ne pouvaient se recompléter qu'avec difficulté : l'éloignement et les inconvéniens inséparables d'une longue route devaient forcément avoir diminué le nombre des recrues qui leur étaient destinées avant qu'elles les eussent joints.

L'armée de l'archiduc allait donc devenir numériquement supérieure à l'armée républicaine.

L'Autriche, que la plus sage administration de guerre rend toujours riche en matériel de toute espèce, n'avait besoin d'aucun effort pour remplacer les pertes que les corps avaient faites.

Vû le défaut de magasins, l'habillement des troupes républicaines ne pouvait être confectionné que par réquisition, mode toujours dangereux et peu profitable.

Les subsistances tirées de l'intérieur du pays ne pouvaient qu'être abondantes pour l'armée de l'archiduc.

Fournies au contraire à l'armée républicaine par les habitans d'un pays depuis long-temps épuisé, elles ne pouvaient que devenir de jour en jour plus incertaines.

Le système de l'artillerie, différent en Autriche de celui de la république, rendait peu utile aux vainqueurs le matériel de cette arme que le sort

des combats remettait entre leurs mains; et cependant les différentes chances de la guerre exigent des rechanges journaliers.

Enfin, au milieu de leur pays, à la vue de leurs parens, les soldats pouvaient-ils manquer de retrouver de l'élan. Quels soldats n'en sont pas susceptibles quand le chef sait donner l'impulsion!... Passons aux opérations.

S'il est vrai qu'il n'appartient qu'au génie de corriger les vices du terrain, il ne l'est pas moins que l'expérience apprend à en saisir les avantages; et en reconnaissant le pays on découvre les sites où la nature les a placés. Les généraux autrichiens, en revoyant des lieux qu'ils avaient tant de fois parcourus, allaient donc s'emparer de ces avantages; tandis que les républicains, guidés seulement par des cartes, souvent inexactes, devaient les chercher, les étudier, ou se poster à faux.

Si ces observations paraissent justes, on ne peut plus refuser à l'archiduc une probabilité de succès. Il semble, en effet, que ce prince pouvait recouvrer la supériorité qu'il avait perdue. Ne le pouvait-il pas en se retirant successivement de positions en positions, devant lesquelles son ennemi eût été obligé de s'arrêter pour en combiner l'attaque : ce qui eût fait gagner du temps?...

Mais le temps, en accélérant les ruines que les conjonctures précédentes avaient préparées, aurait infailliblement consumé l'armée victorieuse. Ces manœuvres, faciles aux talens de l'archiduc, n'avaient besoin, pour être exécutées, que de sa volonté.

Le pays dans lequel il venait d'entrer, offrait, à chaque pas, des positions que le plus faible talent pouvait rendre inexpugnables. Tout, au gré du prince, eût concouru à ce genre de guerre : ingénieurs, travailleurs, ustensiles, forêts, se réunissaient pour élever des barrières.

Le général du directoire ne pouvait espérer de forcer ces barrières, qu'en épuisant ses forces contre un ennemi qui, chaque jour, en recouvrait de nouvelles pour le combattre.

Quels que fussent les succès du général Joubert dans le Tyrol, la nature de ce pays, le caractère belliqueux et sauvage des habitans, si fidèles à leur maître, ne mettaient pas Bonaparte à l'abri de toute inquiétude. La gauche et les derrières de son armée restaient donc constamment compromis.

Si le Tyrol donnait de telles inquiétudes, quels n'étaient pas les dangers qui menaçaient la droite de Bonaparte, dès qu'il eut dépassé Laybac? Les peuples de la Croatie, non moins belliqueux et plus militairement organisés que les Tyroliens,

pouvaient, sur sa droite, produire les mêmes effets. Voilà ce que présentait l'état de guerre.

Ces considérations étaient majeures. C'est sans doute aux réflexions qu'elles firent faire à Bonaparte que l'on doit attribuer la lettre qu'il adressa le 31 mars à l'archiduc Charles pour proposer à Son Altesse royale d'entrer en négociation. Mais le caractère de Bonaparte, dévoilé de plus en plus, ne révélait-il pas à l'archiduc que les obstacles qui se présentaient devant le général du directoire n'étaient pas capables de l'arrêter? Son ambition n'était plus un secret; sa confiance dans ses talens était extrême. L'archiduc ne devait donc pas croire que ce qui était calcul de la prudence pût réprimer l'essor qu'avait pris son adversaire.

Il était dans ce temps à présumer qu'à son âge, et chargé du rôle qu'il remplissait, ce général avait pris pour devise; *tout ou rien, ... vaincre ou mourir;.....* ou, en d'autres termes, Bonaparte devait être décidé à périr ou à devenir le chef suprême de la nation.

On ne manquera pas d'objecter qu'il est aujourd'hui très-facile de montrer Bonaparte avec le caractère que je lui supposais alors. Je me vois donc forcé, pour ma justification, de rappeler une anecdote : elle confirmera que, dès ce temps-là, j'avais vu Bonaparte sous le rapport que je signale aujourd'hui.

J'étais chez M. le comte de Bellegarde, où étaient aussi le lieutenant-général comte de Sporck, un vieux comte de Wallis et le riche banquier Maurice Bethman, de Francfort. Je mis en avant que j'étais convaincu qu'un homme pouvait faire tout ce qu'il voulait fortement. Le comte de Sporck s'écria que ce propos était dénué de tout sens. Il crut le prouver, en ajoutant : « Faites-vous donc roi ? » Je répondis à cette apostrophe : « Il n'est pas ici question de » moi ; mais croyez-vous que Bonaparte ne sera » pas roi quand il le voudra ? » Un signe de pitié fut sa réplique. Mais comme les femmes, plus énergiques que les hommes, ne repoussent jamais les idées fortes et extraordinaires, surtout quand, à l'exemple de la comtesse de Bellegarde, elles sont, par leur esprit et par la trempe de leur ame, beaucoup au-dessus des autres femmes, cette dame ne craignit pas de dire : *Je crois qu'il a raison.* Quant au comte, toujours mesuré, même dans son intérieur, il se contenta de dire : Je crois que Bonaparte est beaucoup trop sage pour y penser. Le caractère ambitieux de Bonaparte ne m'avait donc point échappé.

Si, bien plus pénétrant que moi, l'archiduc avait fixé sur son adversaire un regard scrutateur, il eut, comme moi, aperçu en lui la passion

qui le dévorait ; dès-lors, en le voyant s'arrêter tout-à-coup au milieu d'évènemens qui ne pouvaient que servir ses desseins, le prince n'aurait pas manqué d'en interroger les causes ; et bientôt Son Altesse impériale eut acquis la certitude que la fortune lui livrait son ennemi.

Soutenu par dix mille esclavons que le sénat avait fait venir, tout le pays de Venise s'insurgeait contre l'armée républicaine. Cette insurrection, en se liant à la masse entière du Tyrol, donnait une nouvelle force à celle que les tyroliens tiraient de l'âpreté de leurs montagnes. Ainsi Bonaparte, enveloppé de toutes parts dans des pays difficiles, qui se prêtaient à l'intelligence et à l'habitude des hommes qui allaient le combattre, ne pouvait échapper à sa destruction. Si les armes n'amenaient pas cette destruction, la famine allait la produire. Ces faits m'ont souvent été attestés par le comte de Neiperg, chef de l'état-major du baron de Laudon, qui commandait les troupes autrichiennes dans le Tyrol. Cet officier distingué, domt la réputation est devenue si marquante, a été intimement lié avec moi, et certes, aucun intérêt ne l'eût porté à des fausses assertions[1]. Cette vérité est, d'ailleurs, constatée par

---

[1] *Voy.* la lettre du comte de Neiperg, à la note de la page 288.

l'importance que mit Bonaparte à stipuler, pour première condition de l'armistice, que des vivres lui seraient envoyés sur le champ par l'archiduc. Cette clause ne manifeste-t-elle pas assez que ses communications avec ses points nourriciers étaient coupées ?

Pour achever la ruine de l'armée républicaine, il suffisait donc à l'archiduc de l'arrêter, en prenant quelque position forte par son assiette; position si facile à rencontrer sur le théâtre des opérations! Il suffisait à ce prince de commencer le genre de guerre qu'il était réservé aux espagnols d'adopter treize ans plus tard.

La marche des armées républicaines qui avaient passé le Rhin n'aurait pu être assez rapide pour dégager Bonaparte avant que sa destinée n'eût été accomplie; car, eût-il constamment enfoncé l'armée de l'archiduc, qui, d'abord, en se retirant de position en position retranchée, eût évité un engagement général, les rassemblemens insurgés sur ses derrières auraient consommé sa perte, en détruisant tous ses moyens d'existence.

L'archiduc ne tarda pas, sans doute, à être éclairé sur les embarras qui entravaient son ennemi; mais, plus soumis à ses devoirs qu'influencé par sa propre gloire, il se crut obligé de donner

avis à la cour des ouvertures qui lui étaient faites. La cour crut de son intérêt d'y accéder ; et l'armistice fut conclu à Léoben. Ainsi, la fortune de Bonaparte prévalut sur celle du monde entier.

Les armées firent halte dans les positions qu'elle occupaient réciproquement, et un nouvel ordre de choses exigea de nouvelles combinaisons.

Comme la signature des préliminaires de Léoben n'entraînait pas absolument celle de la paix, les deux partis se crurent obligés de se tenir toujours prêts à combattre.

Les troupes qui s'étaient rapprochées de Vienne se remirent en marche pour aller reprendre la ligne que leur cédaient les préliminaires. Une nouvelle organisation eut lieu : l'empereur résolut de faire commander l'armée d'Italie par le lieutenant-général Mack ; mais son grade n'étant pas assez élevé pour pouvoir lui subordonner les autres généraux, on le nomma quartier-maître général. On sait que l'officier revêtu de cet emploi influence absolument les délibérations du commandant en chef, dont il est le guide et le conseil. Cependant il fallait, pour remplir l'intention qu'on avait sur Mack, trouver un général qui consentît, en prêtant son nom, à n'avoir que l'ombre du

commandement. Le comte de Terci, général d'artillerie, parut à la cour propre à jouer le rôle qu'on allait lui remettre. Né aux frontières de l'Italie, souple, adroit, courtisan consommé, le comte de Terci avait su se maintenir en faveur sous le règne de Marie-Thérèse et sous celui de Joseph II. Ce n'était pas un habile capitaine; mais il eût été injuste de lui refuser de l'esprit et des connaissances. Son âge déjà avancé, son physique appesanti par les ans, l'auraient, dans tous les cas, contraint d'abandonner le timon des affaires à ceux que leur activité rendait plus capables de le conduire; il ne pouvait que désirer d'être déchargé d'un poids qu'il allait porter malgré lui. Il l'avait senti sans doute; mais il était trop soumis pour résister à la volonté du maître, et trop adroit pour ne pas aller au-devant d'un seul de ses désirs. Au reste, il avait autrefois fait la guerre avec assez de distinction pour obtenir la croix de commandeur de l'ordre de Marie-Thérèse. Personne n'ignore que, dans cet ordre, l'admission et les rangs conférés par le chapitre sont rarement extorqués par la faveur. Mais les temps de gloire du comte de Terci étaient passés; il ne vivait plus qu'au temps des complaisances : c'est à ce titre qu'il consentit à devenir le signataire des ordres que donnerait le général Mack.

Celui-ci, infatigable dans ses travaux, reparaissait sur un théâtre dont l'intrigue l'avait écarté depuis 1794. Il avait à soutenir la haute opinion que l'armée conservait de ses talens, malgré les désastres de la campagne de 1794. Elle n'avait, à cette époque, attribué ses revers qu'à la fausse politique de l'Angleterre, qu'on avait supposé vouloir prolonger la guerre, à l'intérêt que les généraux allemands mettaient à débarrasser la maison d'Autriche des Pays-Bas, et à la jalousie des hommes envieux de ce général. Il est donc certain que la confiance était entière dans Mack. Il le savait, et il ne voulait rien négliger pour la justifier.

Après avoir pris tous les moyens nécessaires pour rétablir les corps et réparer les attirails de campagne, son premier soin fut de composer son état-major.

Enhardi par l'habitude qu'on m'avait donnée de m'associer au service de ce corps, j'aspirai à y être admis.

Toujours retenu chez moi par l'accident que j'avais éprouvé, je pris le parti d'écrire au général Mack. Ma lettre me paraissait difficile : il ne fallait pas dire, mais il fallait convaincre que la science de l'état-major ne m'était pas étrangère. Je dis donc quels avaient été mes maîtres, et j'indiquai

les parties sur lesquelles ils m'avaient exercé : les marches, les subsistances, le choix des camps et celui des champs de bataille furent brièvement exposés dans ma lettre. Je la terminais en exprimant que, si je regrettais de ne pouvoir pas être mis à l'épreuve sur le terrain, j'étais rassuré par la certitude qu'avec un général tel que celui auquel je m'adressais les hommes étaient bientôt devinés. Ma demande ne fut point rejetée, et le comte Maurice de Dietrichstein eut ordre de m'en informer.

Cette admission m'ouvrait une nouvelle carrière dans l'armée autrichienne; elle me flatta d'autant plus, que je ne la devais ni à l'intrigue ni à la protection. Je l'espérais d'autant moins, cette admission, que je n'ignorais pas que les favorables intentions du général Schmidt pour moi avaient échoué. Aussi, quand il apprit ma nomination, avait-il dit : « J'en suis bien aise. Il y a long-temps que je l'au« rais pris dans le corps; mais j'ai trouvé l'oppo« sition trop forte ». Cet aveu démontre que mes amis n'étaient pas les plus puissans. Au reste, je conviens que les principes d'après lesquels j'ai toujours voulu me conduire ne devaient pas me faire beaucoup d'amis. Les hommes ne se lient pas étroitement avec celui qui ne flatte pas leur amour propre, ou qui ne consent pas à leur déférer

de prime-abord. Rarement les liaisons se forment par l'analogie d'humeur et de caractère. On se dit l'ami de celui dont on a besoin, ou de celui qui sert et caresse nos passions. On commence à le voir avec plaisir, et l'habitude de se voir amène ce qu'on appelle amitié. Qu'on étudie deux hommes que l'on dit être deux amis intimes, on verra si l'intérêt ou l'amour propre n'a pas produit cette intimité. Veut-on en être convaincu? qu'on les mette à une épreuve où l'une de ces deux passions se trouvera chez l'un compromise relativement à l'autre : un prompt refroidissement sera le précurseur de la rupture.

Ce tableau, si on le juge exact, pourrait indisposer contre la société entière; mais observons-la bien, et nous y découvrirons de consolantes compensations.

Les femmes n'ont-elles pas été destinées à nous offrir les sentimens sur lesquels nous ne pouvons pas compter de la part des hommes? Ce serait une erreur de penser que l'amour est le seul bienfait que nous devons attendre d'elles. Moins tumultueuse, moins emportée et plus réfléchie que l'amour, l'amitié est un sentiment qu'elles éprouvent pour les hommes presque aussi fortement que celui de l'amour. Elles choisissent leurs amis, tandis que le choix de leur amant ne dépend que

de l'entraînement de leurs sens, de leur imagination, et, par fois, de leur reconnaissance. Ce qui, chez les hommes, affaiblit ou détruit l'amitié, la nourrit chez les femmes, en faveur des hommes. Loin d'être blessées par la supériorité et les succès de leur ami, elles en font leur propriété. Jamais un homme n'est plus adroitement prôné et plus chaudement servi que par la femme qui n'est que son amie. C'est auprès d'elle qu'il puisera tout ce qui peut le porter à se signaler dans le monde : conseils énergiques pour entreprendre, marches sagement dictées dans la conduite d'une entreprise, aperçu pénétrant des obstacles et des pièges, moyens de les déjouer; enfin, consolations franches et fortes dans nos revers : tels sont les avantages précieux que nous retirons de l'amitié des femmes. Elles sont, il est vrai, sujettes à des inégalités d'humeur; mais ces inégalités tiennent plus à leur organisation physique qu'à leur moral. Celui qui, après avoir étudié le caractère de son amie, en ménagera les écarts, ne la perdra jamais, surtout si jamais il ne lui est arrivé de blesser son amour propre. De plus, elle lui saura bon gré d'avoir fermé les yeux sur un caprice, s'il a l'art de ne vouloir pas qu'elle s'aperçoive qu'il fut indulgent.

A quoi mènent donc ces réflexions, si elles sont

sensées ?....... à ne rien tenter pour l'amitié des hommes ; mais à tout entreprendre pour enchaîner leur estime, parce que ce sentiment est plus fort que leur volonté. En vain veulent-ils mentir à leur conscience, et s'en imposer à eux-mêmes sur le mérite d'un autre homme : mille traits leur échappent, et viennent trahir leur dépit.

Ces principes, peut-être trop sévères, ne devaient pas ramener à moi ceux qui m'étaient défavorables. Or, j'ai dit que des hommes puissans auprès de l'archiduc étaient de ce nombre. Comment ceux qui me voulaient du bien auraient-ils pu vaincre cette malveillance ? Le prince d'Orange lui-même, si disposé à seconder ma fortune, ne l'aurait pas tenté. Ce prince, trop modeste pour croire à son crédit, était trop réservé pour s'exposer à un refus, qui eût blessé sa fierté. Il faisait valoir, il appuyait ce qui était juste ; mais il ne demanda jamais. On a vu qu'il avait été choisi par l'archiduc pour conduire à son armée d'Italie une division des troupes qui avaient été tirées de l'armée du Rhin. Resté loin de lui pendant cette expédition, j'ignore les hazards qu'il y courut. Le baron de Perponcher pourrait remplir cette lacune. Son récit ne manquerait pas d'intéresser ; car rien n'est émané de ce prince sans commander le respect ou l'ad-

miration. Je crois cependant qu'il ne fut engagé que dans une seule affaire. Ce fut au combat du 2 avril, où sa division eut à défendre le village retranché de Neudec, attaqué par Masséna. Je crois l'avoir entendu se plaindre, à cette occasion, du peu d'ordre qui avait régné parmi les troupes; et quoiqu'il fût dans l'usage de ne jamais blâmer, il me semble qu'il improuvait la conduite de quelques individus. Il est vrai que les troupes étaient, à cette époque, si démoralisées, que la tâche de l'officier était bien difficile à remplir. L'exemple donné par la brillante valeur de l'archiduc n'avait plus de force. Aussi Son Altesse Impériale crût-elle devoir employer la sévérité, là où elle aurait voulu n'appeler que l'honneur. Par son ordre, le prince d'Orange tira lui-même des rangs, et fit fusiller un officier dont les soldats avaient abandonné la défense d'un retranchement. Que peuvent, dans d'aussi cruelles conjonctures, la valeur et le génie d'un chef? Aussi le combat du 2 avril paraît-il avoir été le dernier. L'archiduc prit alors la résolution de se retirer jusqu'à Vienne, en évitant toute espèce de combat.

Le prince d'Orange, revenu sous les murs de la capitale avec les troupes qu'il commandait, n'y resta qu'autant de temps qu'il lui en fallut pour

guérir d'une maladie qui se jeta sur ses yeux. Rien ne s'opposa plus au congé qu'il avait obtenu pour se rendre à Londres. Mais avant qu'il quittât Vienne, l'empereur voulut lui donner un nouveau témoignage du prix qu'il attachait à ses services ; il le nomma propriétaire du beau régiment de Dalton, distingué par sa conduite à la guerre, que relevait encore la manière dont avait péri son précédent propriétaire. Cet officier-général, un des plus renommés de l'armée, avait été emporté par un boulet de canon. Il était donc dans la destinée de ce régiment de devenir la propriété des héros. Combien ne devait-il pas être fier de recevoir pour chef un prince qui avait fixé l'attention de l'Europe avant l'âge où les romains prenaient la robe virile.......... Hélas, c'était un météore qui ne devait qu'éblouir et passer.

Cependant, les préliminaires de Léoben n'accéléraient point la conclusion d'une paix qu'aucun des deux partis ne voulait sincèrement. Des intérêts froissés d'un côté, de l'autre une ambition trop avide, rendaient impossible toute véritable réconciliation. On avait eu besoin, de part et d'autre, de reprendre haleine, et chacun des deux partis avait paru consentir à une paix dont l'espérance écartait, pour le moment, de trop graves embarras.

Ainsi, pendant qu'on délibérait, les armées restaient, pour ainsi dire, en présence.

Les négociateurs, rassemblés à Campo-Formio, s'étudiaient à rédiger un traité de paix, où chacun cherchait à masquer des moyens de rupture. Bonaparte traitait pour la république, et l'empereur avait confié ses intérêts au comte de Cobentzel, auquel il avait adjoint le général comte de Merveld.

Le comte de Cobentzel avait été, dès sa première jeunesse, voué à la diplomatie. Un esprit supérieur et cultivé, la plus heureuse facilité pour parler et pour écrire, étaient en lui cachés sous les dehors les moins favorables. Mais une extrême politesse, la longue habitude des hommes et des affaires, une gaîté qui faisait le charme des salons, servaient à voiler ce que son extérieur avait de repoussant.

Né dans le pays de Munster, allié des plus nobles maisons de Vienne, le comte de Merveld était entré de bonne heure dans l'armée autrichienne. Des connaissances multipliées, une brillante valeur, une ardente ambition, l'habitude de la bonne compagnie, une grande confiance en lui-même, l'avaient porté aux grades supérieurs avec une rapidité dont l'armée s'étonnait. Aux qualités qu'on vient de remarquer dans le comte

de Merveld, s'unissaient un esprit caustique et un amour propre très-irritable. Cette dernière nuance de caractère n'avait peut-être pas peu contribué à déterminer le ministre Thugut, qui se connaissait en hommes, à l'associer à M. de Cobentzel. Il est certain que souvent il réprima les violences auxquelles Bonaparte était porté, autant par son naturel que par l'habitude de la victoire. Les ruades du général républicain, lancées contre M. de Cobentzel, froissèrent son collègue, qui n'hésita pas à dire d'un ton peu calme : « Général, ce n'est point sur M. de Cobentzel, « homme de cabinet, qu'il faut épancher votre « mauvaise humeur. Je suis général comme vous ; « ainsi, c'est entre nous deux que doit être jeté « le gant ». D'aussi fermes dispositions pouvaient bien prévenir des querelles particulières ; mais elles étaient peu favorables à une prompte et franche réconciliation générale. Les aigreurs qu'elles produisaient, communiquées aux cabinets, rendaient les deux partis plus difficiles sur les moyens de paix que tous deux feignaient de désirer.

Pour réprimer la suprématie que Bonaparte voulait exercer dans les négociations, il ne restait à l'empereur que de se montrer disposé à reprendre les armes. Les dangers dont les insurrections

des peuples, déclarées sur les derrières de son armée, venaient d'entourer le général républicain, avaient été assez sérieux pour lui faire craindre de compromettre sa gloire, et avec sa gloire la fortune à laquelle il aspirait.

Dans cette lutte terrible, où l'empereur François s'est vu engagé pendant plus de vingt ans, on doit à ce prince la justice, que les malheurs ne l'ont jamais abattu. Ses peuples, aussi inébranlables que lui dans l'adversité, se sont toujours soumis sans murmurer aux charges que les calamités faisaient peser sur eux, autant par l'amour qu'ils lui portaient, que par l'opiniâtreté de leur caractère national. Fallait-il quelque nouveau sacrifice? on entendait dire au peuple : « Le monarque est à » plaindre..... François est un honnête homme.... » Si cela ne va pas mieux, ce n'est pas sa faute ».

Avec un peuple aussi résigné, servi par un ministre qui ne cessait de répéter que, dans cette lutte ouverte entre les rois et la multitude, la victoire demeurerait définitivement à celui qui aurait le dernier écu pour payer et le dernier soldat pour combattre, l'empereur François, sur lequel l'adversité n'avait pas de prise, aurait-il pu accepter à cette époque des conditions honteusement dictées ?

Les dangers dont on avait su trop tard Bona-

parte entouré, avaient donné un nouvel élan aux armées. Malgré la lassitude de tant de désastreux combats, les officiers et les soldats attendaient, sans la redouter, la reprise des hostilités.

L'Angleterre, chagrine d'un changement de système, faisait à l'Autriche des offres de toute espèce.

Dans cette situation de choses et d'esprit, les armées ne pouvaient donc se considérer que dans un état d'armistice, que chaque matin pouvait changer en combat.

Plus initié dans les secrets de la politique, et, par cette raison, plus pénétré que tout autre de l'importance de l'avenir, Mack réunissait tous ses efforts. Quand il n'eut plus rien à régler avec les administrations, il courut à Laybach, où le comte de Terci avait placé son quartier-général. Mais, avant de quitter Vienne, il confia au marquis de Chasteler le soin d'accélérer l'exécution de ce qu'il avait exigé des administrateurs. Cet officier général, sorti de l'arme du génie, s'était distingué dans toutes les campagnes par une éminente valeur, une profonde érudition et une grande abondance d'idées. Nous le verrons dans la suite quartier-maître-général de Souvarow, auprès duquel son grand crédit ne put tenir qu'à de grands talens.

Les qualités de Chasteler n'avaient point échappé au général Mack; elles l'avaient décidé à le choisir pour son collaborateur, car le génie cherche le génie, que la médiocrité seule redoute. Aussi, malheur aux rois qui n'appellent autour d'eux que des hommes médiocres : le flambeau du génie ne brillera jamais devant eux, parce que la médiocrité qui veille sur le seuil de leurs palais est intéressée à ne le laisser jamais pénétrer dans l'intérieur.

Mack laissa au général Chasteler l'ordre d'examiner l'épreuve qu'on avait consenti à me faire faire des ponts-volans ou radeaux, que je proposais pour les avant-gardes et les coups de main.

Les essais que j'en avais déjà faits à l'armée des princes, où je les fis construire pour la première fois, et à la Haye, en présence du stathouder, m'avaient indiqué des corrections.

Ces ponts étaient de la plus grande simplicité. Deux bateaux d'un bois léger et de dix-huit pieds de long étaient unis au moyen de deux poutrelles, qui laissaient l'avant et l'arrière de chacun d'eux libre, de manière à loger un rameur; quatre autres poutrelles traversaient les deux bateaux, que des planches également légères recouvraient.

Les deux bateaux, dont chacun pouvait être porté par quatre hommes, s'enchâssaient l'un dans l'autre.

L'espace que le bateau supérieur laissait entre lui et celui dans lequel il était enchâssé, était rempli par les planches destinées à former le pont. Les plus longues poutrelles, en joignant les roues avec l'avant-train, donnaient le moyen de transport. On choisit pour faire l'épreuve un endroit au-dessous de la Rosseaux. C'était le point où toutes les branches du Danube, en se réunissant, donnent au fleuve sa plus grande étendue et sa plus grande rapidité.

L'archiduc Charles avait bien voulu assister à cette expérience. Son Altesse impériale s'était même rendue sur les lieux; mais trop de lenteur dans les préparatifs amena l'heure du conseil, auquel le prince devait assister.

Le chef des pontonniers s'opposait de toutes ses forces à ce que l'on fit l'épreuve. Il soutenait que les hommes qui monteraient ce radeau seraient perdus. Il ne faut pas être doué d'une grande sagacité pour apercevoir que ce projet, étranger au corps des pontonniers, devait être frappé de leur anathême.

Le caractère entreprenant et audacieux du général Chasteler ne pouvait pas être arrêté par une crainte de danger; le radeau fut donc établi.

Une corde passée autour de quatre piquets

fixés aux angles, et tendue à hauteur de ceinture d'homme, servit de parapet.

Cent hommes furent aussitôt rangés en forme de carré, au milieu duquel se plaça le général.

Nous voguâmes vers la rive opposée, en exécutant les différens feux. Arrivés au point de débarquement, le général répandit les hommes en tirailleurs. Nous revînmes chercher la pièce de canon que nous devions également passer. Mêmes pronostics de malheur de la part du chef des pontonniers : il affirmait que, si nous osions tirer un seul coup de canon, toute la machine se disloquerait.

A ces mêmes protestations on répondit par la même hardiesse. L'officier d'artillerie y mit de l'amour-propre ; il ne cessa de tirer jusqu'au moment où nous abordâmes. La pièce descendit à terre avec la même facilité que l'avaient fait les hommes. Les rembarquemens n'éprouvèrent pas plus d'embarras que n'en avait éprouvé le départ : le succès fut donc complet. Le général alla en rendre compte à l'empereur.

Il me rapporta qu'en l'apercevant, Sa Majesté lui avait dit : « Comment vous n'êtes pas noyé » ? A quoi il avait répondu : « *Non, Sire ; mais cet offi-*
« *cier a prouvé que notre système de pontons est*

« *faux*, *et que*, *sans nuire à sa solidité*, *il peut* « *être allégé* ».

Ici se borne tout ce que j'ai pu connaître de mes succès : je ne fus ni loué ni blâmé.

Tout l'attirail que j'avais fait construire fut déposé au parc des pontonniers. J'ai su depuis qu'au commencement de la campagne de 1809, temps où je me trouvais avec les espagnols armés pour leur roi Ferdinand, un officier avait présenté des changemens qui avaient été approuvés. Je ne les ai pas connus ; mais je présume que le changement d'une poutrelle ou d'une planche aura fait de cette idée la propriété de cet officier.

Au reste, j'ai donné ces détails, parce que j'ai cru qu'ils pourraient être utiles à la guerre; je n'ai jamais pensé qu'ils pussent devenir un titre à la réputation.

Je quittai Vienne, le lendemain de cette épreuve, pour me rendre au quartier-général de Laybac, auquel j'avais été attaché. L'activité du général Mack se communiquait à tous les chefs, et de là passait à l'officier particulier. Pendant que le quartier-maître-général parcourait en tous sens le pays, pendant qu'il étudiait le terrain sous le rapport de l'attaque et de la défense, et qu'il assurait les moyens de subsistance dans tous les cas de guerre, les chefs de l'artillerie réparaient, per-

fectionnaient le matériel de leur arme, et les généraux de la ligne réorganisaient leurs troupes, et soignaient leur instruction.

Ces efforts, en donnant une nouvelle vie à l'armée, inspiraient au ministre assez de confiance pour qu'il gardât une attitude capable d'ôter à Bonaparte la prétention de dicter la paix.

Les républicains exigeaient, de la part de l'Autriche, l'abandon des Pays-Bas. Cette cession contrariait l'empereur, qui perdait avec peine un des plus beaux apanages de sa maison. Le ministre Thugut ne voyait pas avec moins de regret lui échapper un pays qui servait puissamment sa politique. Mais si le maître et le ministre répugnaient à ce démembrement de la monarchie, nous avons eu occasion de faire connaître combien cette séparation était désirée par la nation allemande : une opposition de caractère national, les chances qu'il avait fallu courir pour remettre et retenir les brabançons dans l'obéissance, les brouilleries auxquelles le voisinage d'une puissance prépondérante exposait journellement la métropole, faisaient considérer aux allemands la possession des Pays-Bas comme onéreuse à la maison d'Autriche. Le sacrifice en paraissait donc léger ; mais l'intérêt voulait des compensations, et la déloyauté vint les fournir.

L'insurrection qui avait éclaté dans les états de Venise lorsque Bonaparte s'enfonçait dans les pays héréditaires de l'Autriche provoquait une vengeance. Elle était d'autant plus aisée à exercer, qu'à Venise, comme partout ailleurs, l'ambition de la classe intermédiaire de la société appelait un bouleversement.

Les armées républicaines, subversives alors de tout ordre établi chez les peuples, soit qu'elles y entrassent en amies, ou qu'elles y vinssent comme ennemies, prêtaient à ces hommes inquiets un trop puissant auxiliaire pour qu'ils ne l'invoquassent pas.

Les portes furent ouvertes aux armées de Bonaparte, appelées à Venise par le parti turbulent. La frayeur ne permit pas même aux sénateurs de s'apercevoir que, pour entrer, l'ennemi devait traverser une vaste étendue d'eau. Ces sénateurs, sans force et sans courage, n'avaient plus, au lieu d'une mâle fierté, que l'orgueil qu'une antique origine inspire à des nobles devenus inhabiles à manier les armes.

Effrayés de leur bruit, ils n'osaient plus se souvenir que celui qui leur avait transmis sa noblesse l'avait reçue dans les combats. Ce n'étaient plus des chevaliers armés de toutes pièces, c'étaient des magistrats couverts d'une toge: que

pouvaient-ils contre l'épée d'un guerrier ? Le sénat fut dissous; mais à la place de la nouvelle forme de république que les novateurs attendaient, leur puissant protecteur proclama la conquête du pays.

Devenu maître absolu des états de Venise, le vainqueur les remit à l'Autriche en compensation des Pays-Bas, qu'elle cédait. Ces conventions scellèrent ce que dans le public on crut être une paix; mais ce que les deux partis ne considéraient que comme une trève, dont l'un et l'autre avaient eu besoin.

Pour prolonger plus ou moins cette trève, au gré des circonstances, on convint d'assembler un congrès à Rastadt, sous le spécieux prétexte de régler les détails du traité.

Bonaparte avait mis le plus grand empressement à terminer les négociations. Il connaissait assez le caractère français, pour savoir que l'enthousiasme né des succès s'éteint au moment même où il s'enflamme. Il lui importait donc de ne pas laisser long-temps la nation se reposer sur le prestige de ses victoires : il accourut à Paris.

Les négociateurs autrichiens revinrent aussi moins ivres de leur succès. Ils attachaient eux-mêmes le ridicule à l'édifice qu'ils venaient d'éle-

ver, parce qu'ils en prévoyaient le prochain écroulement.

En repassant à Laybac pour retourner à Vienne, ils dissipèrent toutes les illusions qu'auraient pu nourrir ceux qui rêvaient encore la continuation de la guerre.

Cependant leur contenance, les plaisanteries auxquelles ils se prêtaient, manifestèrent combien ils mettaient peu du prix au rôle qu'ils venaient de jouer : ils n'en paraissaient nullement fiers.

Les troupes autrichiennes prirent paisiblement possession des états de Venise, que les troupes républicaines leur livrèrent. Les régimens qui restèrent dans les états héréditaires voisins de l'Italie reçurent dans leurs cantonnemens les changemens que leur amélioration pouvait demander; mais rien ne fut essentiellement changé à l'état de guerre. Le corps de l'état-major ne fut point diminué, et le grand quartier-général continua de résider à Laybac.

Les plaisirs de toute espèce succédèrent aux travaux et à l'activité qu'avaient exigés les préparatifs auxquels la cour s'était crue jusqu'alors obligée. Néanmoins, au milieu de ces distractions, le service ne perdait rien de son exactitude ni de sa sévérité; loin de là, chaque officier s'appliquait à l'étude qu'il jugeait la plus propre à étendre et

à compléter les connaissances qu'exigeait son emploi. Je suivis cet exemple.

Mais avant de consulter les auteurs qui auraient pu éclairer les réflexions que six campagnes devaient avoir fait naître en moi, je voulus me livrer à des considérations politiques. J'étais persuadé que la science de la guerre et la science de la politique sont inséparables. Un général célèbre m'avait appris que l'on peut être homme d'état sans être homme de guerre ; mais qu'il est impossible d'être homme de guerre sans être homme d'état.

Je ne me serais, sans doute, jamais permis d'aspirer à atteindre le sublime de l'une ou de l'autre de ces sciences; mais il devait entrer dans mes principes de chercher à ne demeurer étranger ni à l'une ni à l'autre; il fallait donc s'exercer sur toutes les deux.

Le traité qui venait d'être conclu offrait à mon esprit un champ intéressant à parcourir. Je m'imposai la tâche d'examiner si ce traité compromettait les intérêts de la maison d'Autriche, ou s'il lui devenait favorable. Pour arriver à un résultat, il fallait rechercher les ressources que les pays perdus et les pays acquis offraient au Souverain sous le rapport politique et militaire, et les balancer ensuite avec les charges que chacun d'eux imposait au maître.

Considérés militairement, les Pays-Bas étaient engagés à entretenir sous les armes trente-cinq mille hommes, dont un régiment de cavalerie.

La république de Venise pouvait armer quatre-vingts mille hommes. Elle avait mis ces forces sur pied dans un temps où elle eut à lutter contre l'empereur Maximilien et d'autres souverains. Ces faits sont attestés par François Guicciardini, auteur dont la véracité est garante de la puissance militaire que la république déploya.

L'espèce d'hommes que perdait l'Autriche était généralement belle, intelligente et belliqueuse.

Les italiens sont, en général, doués d'une grande intelligence et astucieux; ils sont grands, nerveux et agiles; leur sobriété l'emporte sur celle des belges.

Quant aux dispositions pour la guerre, la sévérité des réglemens prépare les soldats; l'exemple des officiers les entraîne; le talent du général les discerne, les met à leur place, et sait s'en servir.

Les peuples de l'Istrie et de la Dalmatie, limitrophes de ceux de la Croatie, en ont les mœurs, les goûts et les qualités : c'était donc un accroissement que recevait la grande colonie militaire de l'Autriche.

Fallait-il courir à la défense des Pays-Bas, une

immense distance à travers des possessions étrangères devait être franchie ; de là résultait la privation du plus grand avantage à la guerre, la rapidité.

L'armée défensive arrivait-elle sur le terrain : les dépenses de toute nature avaient mis le trésor en souffrance, et les marches avaient ruiné, ou du moins affaibli les moyens de guerre.

A son arrivée, que trouvait l'armée ?....... Le pays envahi par ceux qui l'avaient attaqué. Ainsi, la défense des Pays-Bas devenait impossible à l'Autriche contre un voisin ardent, impétueux et prompt à agir.

Cette impossibilité avait paru si évidente à Joseph II, que, pour ôter à l'ennemi la faculté de s'établir solidement dans la Belgique, il avait fait raser toutes les places fortes qui la couvraient. Il abandonnait le sort du pays aux chances des batailles; mais un ennemi habile sait les éviter, et oblige l'adversaire qui les recherche à se consumer. L'expérience ne l'a-t-elle pas démontré ?

Avant de nous reporter vers l'Italie, posons un principe, aujourd'hui bien constaté, que les intérêts les plus précieux de la maison d'Autriche se concentrent dans cette partie de l'Europe.

Le Mantouan, le Milanais et la Toscane, déjà

possessions autrichiennes, n'offraient pas seulement à l'empereur les richesses de leur territoire et les avantages de leur situation ; ces provinces lui promettaient encore de servir puissamment les vues d'ambition qu'il aurait pu concevoir.

Cependant l'empereur ne pouvait entrer en Italie que par des défilés dont les vénitiens étaient les maîtres ; il ne pouvait communiquer avec ses états que sous le bon plaisir des vénitiens, dont il fallait traverser le territoire. Que de dangers ne laissaient donc par derrière elles les armées autrichiennes, quand elles s'avançaient dans ce pays! Elles pouvaient à chaque instant subir le sort dont nous avons vu que les vénitiens avaient menacé Bonaparte.

Mais qu'aurions-nous besoin de nous livrer à d'abstraites discussions ? Chaque page de l'histoire du prince Eugène n'atteste-t-elle pas les inquiétudes que lui donnèrent les vénitiens, constamment agités contre lui par les différens cabinets ?

Le traité qui venait d'être conclu à Campo-Formio dégageait, à l'avenir, la maison d'Autriche de ces graves inconvéniens. La barrière élevée entre l'Autriche et l'Italie était abattue, et l'empereur n'avait point appelé sur lui l'odieux de l'avoir renversée de ses mains. Tous les sacrifices qui avaient été faits à ce grand intérêt ne

pouvaient jamais égaler le bien dont ils avaient été le prix.

Si, de cette exposition militaire, nous passons aux rapports politiques, peut-être verrons-nous le ministère autrichien craindre de perdre avec les Pays-Bas un lien qui lui attachait les anglais, intéressés à en faire l'entrepôt d'un vaste commerce.

En perdant les Pays-Bas, l'Autriche n'influençait plus la Hollande par la crainte qu'inspire un puissant voisin.

Elle n'exerçait plus sur la France une surveillance qui, souvent, tournait à son profit; elle cessait d'être à portée d'utiliser les événemens qui peuvent éclore dans un pays où les passions sont vives. Mais ces avantages perdus n'étaient-ils pas infiniment au-dessous de ceux que l'Autriche venait d'acquérir? Les concessions que l'agent du directoire, que le directoire lui-même venaient de faire à Campo-Formio, ne signalaient-elles pas une incapacité majeure en politique?

D'abord, les craintes qu'aurait conçues le cabinet de Vienne, relativement à l'affaiblissement des liaisons que l'intérêt formait entre les anglais et l'empereur, eussent été chimériques. Des intérêts non moins puissans que ceux du commerce, la nécessité de conserver de l'importance contre

le nord et dans les états d'Allemagne, obligera toujours l'Angleterre à des condescendances envers l'Autriche, et à rester unie avec elle. Dans tous les cas, l'influence que l'Autriche pouvait perdre au-delà du Rhin n'était-elle pas grandement compensée par celle qu'elle acquérait au-delà des Alpes?

Elle devenait, par l'anéantissement des entraves qui l'avaient jusqu'alors embarrassée, puissance prépondérante en Italie.

Le roi de Piémont, dépositaire des clefs qui ferment ce pays du côté de la France, ne pouvait plus guère en faire usage que d'accord avec l'Autriche, par la raison que le faible peut difficilement se soustraire à la volonté du fort. C'est la maxime des rois; et elle est dans la nature, si elle n'est pas toujours dans la justice.

Je ne serais point étonné que cette maxime eût un jour assez d'autorité pour produire un échange entre la maison d'Autriche et le roi de Piémont. Cet échange aurait pour but de porter les possessions de la maison d'Autriche jusqu'à Gênes inclusivement, en remettant au roi de Piémont des compensations en Toscane, en Lombardie.

Enfin, si l'homme de génie s'élance dans l'avenir, et pose les bases de l'édifice que les siècles doivent élever, quelle prospérité pour la maison

d'Autriche ne devait pas apercevoir dans l'avenir l'homme d'état à qui le traité de Campo-Formio venait d'être remis? de quel vaste plan ne devait-il pas tracer la marche à ses successeurs?

L'Istrie, et surtout la Dalmatie, offraient à exploiter des richesses que l'indolence des vénitiens avait laissées presque inconnues.

En augmentant de ses propres ressources celles qui, au temps florissant de la république de Venise, avaient donné à ses habitans assez de moyens pour équiper des flottes formidables, l'Autriche pouvait devenir puissance maritime.

Si, tôt ou tard, indispensablement maîtresse du littoral turc, elle parvenait à se créer une marine, quelques brouilleries avec les anglais mettraient en son pouvoir les îles ioniennes. La position géographique de ces îles, trop rapprochées de terre dans une mer où règnent des calmes fréquens, ne laissera jamais aux anglais la possibilité de s'opposer à ces conquêtes.

L'existence d'une puissance maritime sans colonies paraîtra peut-être bien précaire; mais les vénitiens, lors même qu'ils couvraient la mer de leurs nombreuses flottes, n'avaient que les sept îles pour colonies. D'ailleurs, croit-on que les temps ne pourraient pas présenter à l'Autriche le moyen d'en établir dans d'autres parties

du globe? Je pense que le ministre autrichien, dont les prédécesseurs auraient préparé les succès, ne paraîtrait pas insensé à l'homme le plus sage, s'il portait ses regards sur l'Égypte.

Telles sont à-peu-près les idées dont je soumis le développement au général Mack [1], que j'adressai au baron de Thugut, et que je remis plus tard à l'archiduc Jean.

Beaucoup de gens ne verront dans cet exposé que les rêveries d'un homme totalement étranger à la politique. Ils examineront d'abord si tout ce qu'il présente entrait véritablement dans les intérêts de la maison d'Autriche. S'ils admettent qu'en effet ces plans lui seraient avantageux, ils soutiendront que l'exécution en serait impossible par la multitude des difficultés qu'il faudrait surmonter.

Sans prétendre les persuader, je répondrai qu'il y avait de grandes difficultés à vaincre pour conduire une armée de Madrid à Moscou, et pour en amener une autre définitivement victorieuse de Moscou à Paris. Louis XIV lui-même,

---

[1] La lettre qui m'a été écrite par le général Mack depuis l'impression de ce volume (par Bellegarrigue, *Toulouse*, 1825), atteste que ce général n'improuva pas dans le temps mes idées (Voyez les notes).

avide de gloire, assez porté à conquérir, enhardi par des succès, roi fort par sa volonté, par le talent de ses généraux et la valeur de ses troupes, ne l'aurait peut-être pas jugé possible.... Les difficultés ont été vaincues.

On objectera encore que Bonaparte avait élevé une digue contre toutes les ambitions de la maison d'Autriche, en donnant l'existence à une multitude de républiques italiennes. Cette objection est réfutée par le fait : ces républiques ont disparu, et le temps a consolidé les droits acquis de l'Autriche sur les états de Venise. Bonaparte et le directoire ne s'étaient donc pas élancés dans l'avenir.

Au reste, en écrivant mes pensées, je ne voulus point éclairer le cabinet; je ne cherchai qu'à m'instruire en réfléchissant.

Je soumis mes réflexions au chef dont j'estimais les talens, et dont je devais désirer d'obtenir la confiance. Je partageais ces sentimens avec tous les officiers qui servaient sous les ordres du général Mack. Le jour qui le rappela à Vienne fut un jour d'affliction; mais on n'est jamais plus près d'une chute que quand on se croit à l'épreuve de toute secousse.

Mack jouissait de la faveur de l'empereur et de la confiance du ministre, lorsque le baron de

Vincent [1], adjudant de Sa Majesté, apporta à ce général l'ordre de retourner à Vienne.

Une des qualités particulières au corps de l'état-major de l'armée autrichienne est une union parfaite entre les officiers; la perte de leur chef fut pour eux celle d'un chef de famille.

Les regrets produisirent bientôt le dégoût : ceux qui purent obtenir un congé allèrent chercher des distractions. Je fus de ce nombre; mais je voulus mettre à profit le temps que je passerais éloigné de l'armée. Les circonstances s'y prêtaient.

Débarrassés de toute guerre sur le continent, les républicains menaçaient de porter leurs armes en Angleterre; le décret était lancé.

Les opérations militaires allaient changer de nature; tout, dans cette entreprise, devenait nouveau pour moi : c'en était assez pour exciter ma curiosité. Mais un motif plus puissant me sollicitait encore à passer la mer. Le prince Frédéric d'Orange était à Londres. Il n'y avait pas d'apparence qu'il voulût rester spectateur inactif au milieu du tumulte des armes. Ma résolu-

---

[1] Dernièrement ambassadeur d'Autriche près de CHARLES X.

tion fut aussitôt prise; je me rendis à Vienne, avec le dessein d'obtenir l'agrément de passer en Angleterre.

C'est de Londres que je reprendrai le cours des événemens dont j'ai été témoin.

FIN DU PREMIER VOLUME.



NOTES.

Page 3. *Le comte de Maillebois.......*

François-Yves-Marie Desmarets, comte de Maillebois, était fils du maréchal de ce nom, qui commanda l'armée Gallo-Espagnole en Italie, sous dom Philippe, en 1746.

Chef de l'état-major général de l'armée alliée, lieutenant-général des armées du roi, à l'âge de vingt-huit ans, le comte de Maillebois se fit remarquer par les plus grands talens. Ce fut à ses dispositions que l'armée dut son salut après la bataille perdue à Plaisance. Depuis cette époque on n'hésita plus à le considérer comme un des plus beaux génies de guerre de son temps. Mais un acte d'insubordination qu'il commit envers le maréchal d'Estrées, dont il était le chef d'état-major dans les guerres de Hanovre, fournit à ses nombreux envieux les moyens de le perdre dans l'esprit du roi Louis XV, qui le distinguait et l'affectionnait particulièrement. Dès-lors disparut l'homme qui aurait peut-être su préserver la France des longs malheurs qui l'ont accablée.

C'est à sa première réputation que le comte de Maillebois fut redevable de la confiance qui portait,

en 1792, le roi d'Espagne à le placer à la tête de son armée, dans laquelle il avait eu, depuis la guerre d'Italie, le grade de lieutenant-général.

Le comte de Lézardière, député en 1815, et frère de celui qui a soutenû avec tant d'éclat les droits d'une illustre infortune, pourrait donner, sur ce que j'avance, des renseignemens qui en attesteraient la vérité.

Je regrette que les bornes d'une note ne me permettent pas de m'étendre davantage sur les qualités qui signalèrent le comte de Maillebois, et sur les injustices dont fut victime ce célèbre général, à qui ma reconnaissance voudrait élever un monument digne des bienfaits dont il me combla. Il m'avait admis dans sa légion, à la recommandation du maréchal duc de Laval-Montmorency : pouvais-je entrer dans la carrière de la gloire sous de plus nobles auspices !

PAGE 5. *Les avant-postes confiés au vicomte de Latour-Dupin-Lacharce.........*

Ce général, dont on m'a vu aide-de-camp, me demanda pour officier. d'état-major. Il avait servi avec distinction dans la guerre de sept ans. Un travail opiniâtre lui avait acquis toutes les connaissances que doit avoir un homme de guerre; il avait toutes les vertus militaires : il était homme d'honneur par-dessus tout. A la cour, il ne montra jamais la souplesse du courtisan, et le prince auquel il fut attaché n'entendit jamais de sa bouche sortir que la

vérité. Il a légué à son fils des instructions militaires qui seraient précieuses à tous les militaires qui aiment à méditer sur leur profession.

Page 11. *Le marquis de la Rozière.....*

Chef de l'état-major-général de l'armée, il était, dans ces derniers temps, l'officier le plus savant de cette arme. Laborieux, méthodique, profond dans la science des détails, il avait toutes les qualités propres à bien diriger une armée. Il servit plus tard en Portugal, où il paraît que ses avis n'eurent pas toute l'autorité que réclamait son expérience.

Page 14. *Dufays........*

Cet officier servit depuis avec honneur dans les rangs autrichiens. Rentré en France, il ne s'occupa que des intérêts du roi, notamment au moment où, arrivés à Langres, sa patrie, les alliés venaient arracher le sceptre des Bourbons aux mains qui l'avaient dérobé.

Page 58. *Régiment des dragons wallons de Biland.......*

Mon frère servait dans ce régiment. Le lecteur me permettra-t-il d'arrêter un moment son attention sur la manière dont il perdit la vie? L'homme sensible croira peut-être lui devoir des regrets, le royaliste honorera sa mémoire, et les hommes de tous les partis lui accorderont du courage.

Il se disposait à entrer dans les ordres, quand la révolution renversa les autels. Sorti de France, le

comte de Vergennes l'admit dans sa compagnie des gardes de l'institution de Saint-Louis : il me suffira de dire que son général et ses camarades ne l'ont point oublié.

Après le licenciement de l'armée des princes, il servit dans les dragons de Biland, où plusieurs émigrés servaient aussi.

Envoyé en éclaireur le 12 de septembre 1793, en avant de Messines [1], pays très-couvert, le détachement dont il faisait partie tomba dans une embuscade. Il était hors de tout danger, lorsque MM. le comte de Geslin, aide des cérémonies de France, et de Vantault, *de leur aveu*, l'appelèrent à leur secours. Il parvint à dégager ses camarades; mais, blessé, renversé de cheval, resté au pouvoir des républicains, il fut conduit à Lille, où le jugement qu'on va lire fera connaître le sort qu'il y éprouva.

Copie d'un jugement militaire déposé dans les archives de la mairie de la ville de Lille, département du Nord.

« L'an mil sept cent quatre-vingt-treize, deuxième de la république, le douze septembre, avant midi, le tribunal de la commission militaire, assemblé comme d'usage au lieu ordinaire de ses séances, pour juger définitivement le nommé Antoine-Henri Crossard de Beaulieu, natif de Poitiers, district du-

[1] En West-Flandre.

dit lieu, département de la Vienne, atteint et convaincu du crime d'émigration, et d'avoir porté les armes contre sa patrie; vu l'interrogatoire subi par lui devant nous cejourd'hui ; vu l'uniforme dont il est revêtu, et qui est celui d'un des corps des tyrans coalisés contre la France, par lesquels il appert qu'il est né français, qu'il a émigré depuis le 22 janvier 1792 [1], qu'il a fait partie des rassemblemens ennemis, et qu'il a été pris cejourd'hui *les armes à la main* contre sa patrie ;

» Vu et considéré, le tribunal de la commission ordonne qu'en conformité de l'article 1.er de la loi du 9 octobre dernier, et de l'article 74 de la section 12.e du titre 1.er de la loi du 28 mars dernier, qui prononcent la peine de mort, ledit Antoine-Henri Crossard de Beaulieu subisse ladite peine cejourd'hui, à quatre heures de relevée, sur la place publique de cette ville; ordonne, en outre, que le présent jugement sera imprimé et affiché au nombre de deux cents exemplaires, et que copie d'icelui sera envoyée au représentant du peuple, à la municipalité, généraux et autres autorités constituées.

« Fait et arrêté à Lille, au lieu ordinaire de nos séances, le 12 septembre 1793, l'an 2.e de la république, une et indivisible, et avons signé. (Signés)

---

[1] La précision de cette date atteste que mon frère déclara qu'il était émigré. Ce n'est point à moi à faire remarquer ce que dans sa situation décèle une pareille déclaration !

Vaillant, Rouville, Lorge, Dumont et Narses. Pour copie conforme, *pour le maire de Lille absent*, l'adjoint, Baumais, signé ».

Copie de la lettre de M. Alexandre Laurence, *receveur d'arrondissement à Châtellerault, qui entreprit de défendre* Antoine-Henri Crossard de Beaulieu, *devant la commission militaire.*

Monsieur,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 courant. N'ayant gardé aucunes notes relatives à la catastrophe de votre malheureux frère, il n'est pas bien étonnant que j'aie oublié quelques particularités, quand il est question de faits passés il y a vingt-quatre ans au moins. Car, autant que ma mémoire peut me le rappeler, ce fut en juillet, ou bien en août 1793, que votre frère fut conduit au quartier-général. Son nom vint jusqu'à moi, il me frappa, et, quoique nous ne fussions pas rangés sous les mêmes drapeaux, je voulus me convaincre si c'était mon compatriote. Je fouillai la prison de Lille, mes pressentimens furent confirmés.

» Je passe les détails de notre entrevue.

» Dans ce temps de calamité publique, il suffisait aux commissaires de constater l'identité. Après sa confrontation avec des traîtres (il y en a partout), il ne fut plus possible de faire admettre un doute. Je lui portai des consolations; je le défendis; et je crois

me rappeler que, comme il avait appartenu au clergé, je voulus faire reconnaître qu'il était sorti de France d'après permission résultante des lois existantes, ainsi que beaucoup d'autres prêtres français[1].

» Je crois me rappeler qu'on opposait à cette allégation, qu'il avait été pris les armes à la main. Je crois, même, qu'il était blessé.

» Mais ce dont je suis complètement mémoratif, c'est que, l'ayant accompagné presque jusqu'aux portes de la mort, il criait de toutes ses forces, *vive le Roi*, ayant la tête passée dans la fatale lunette, et peut-être une demi-seconde avant que je n'entendisse tomber le tranchant homicide.

» Ce tableau me fait frémir. Je vous avoue, même, qu'il ne faut rien moins que le but que vous vous proposez, pour me décider à le retracer.

» Je désire, Monsieur, que cette relation soit suffisante. Il m'est cruel d'entretenir des rapports avec vous pour un aussi affligeant objet. Pour tout autre, vous pourriez compter sur le même empressement, comme sur la haute considération, etc., etc.

» *Signé*, Alex. LAURENCE. »

PAGE 171. *Comte Hohenzollern-Hechingen*.......
Aujourd'hui prince..... Issu de la branche aînée des rois de Prusse, le prince de Hohenzollern est un

---

[1] L'interrogatoire fait foi que mon frère repoussa ce moyen, en protestant qu'il avait émigré volontairement, parce que l'honneur et son devoir lui en imposaient la loi.

des généraux autrichiens qui se sont constamment distingués le plus pendant nos longues guerres. Son caractère est noble, peut-être un peu trop attaché à la dignité de prince, mais plein de ces sentimens d'honneur dignes des premiers temps de l'Allemagne.

Page 108. *La lettre écrite par le général Mack...*

C'est ici que doit être placée la lettre dont j'ai invoqué l'autorité à la page 108. On remarquera que cette lettre me fut adressée par le général Mack, après que Son Excellence eût achevé la lecture de ce premier volume, imprimé chez Bellegarrigue, à Toulouse, en 1825. Le comte de Murrai, lieutenant-général au service de S. M. l'empereur d'Autriche, voulut bien se charger de remettre, de ma part, le livre au lieutenant-général Mack.

Saint-Pœlten, le 19 octobre 1826.

Très-cher ami,

« Je suis on ne peut plus sensible à l'honneur de » votre souvenir et à la preuve d'ancienne amitié » que vous m'avez bien voulu donner en me faisant » cadeau du premier tome de vos Fragmens, dont » la lecture m'a fait le plus grand plaisir, et que je » trouve si intéressans, que je me tiens persuadé » qu'ils seront recherchés par la plus grande partie du » public militaire scientifique européen. Cependant » vous me permettrez de vous faire un reproche » amical, de n'avoir pas relevé la glorieuse cam-

» pagne de votre auguste grand-maître de l'ordre de
» Marie-Thérèse, au printemps de 1794, qui, arrivé
» à la mi-avril à l'armée, se décida contre l'opinion
» générale, qui s'était déclarée pour une stricte
» défensive à l'attaque de Landrecies, gagna trois
» batailles près de cette place, fit prendre d'assaut
» le camp retranché, et sut réduire, en si peu de
» temps, cette place importante à l'extrémité, pour
» pouvoir s'opposer aux progrès de Pichegru, qui
» l'attaqua le 22 de mai à Tournay, et fut complè-
» tement battu. Peu de jours après cette bataille ga-
» gnée, un courrier apporta la désastreuse nouvelle
» d'une conjuration jacobine à Vienne, et les minis-
» tres conjurèrent l'Empereur de s'y rendre sans
» délai le plus tôt possible. Malgré ces instances mi-
» nistérielles, l'Empereur se décida de ne pas quit-
» ter son armée avant que le sort de Charleroy ne
» fut décidé : il m'envoya sur-le-champ au corps
» d'armée de la Sambre, et me suivit deux jours
» après. Il y appella le prince héréditaire d'Orange
» avec des renforts, et en lui conférant le comman-
» dement il lui remit la disposition et l'instruction
» de l'attaque de l'armée de Jourdan, qui avait ré-
» duit Charleroy déjà aux abois. Vous avez raison
» de dire que le prince héréditaire gagna la bataille,
» mais il la gagna en exécutant les ordres et les
» dispositions que l'Empereur lui avait prescrites.
» Enfin l'Empereur sut se soutenir avec des forces

» à moitié inférieures à celles de l'ennemi pendant » six semaines, sur la frontière de France, et s'y » serait probablement soutenu pendant toute la campagne, s'il n'avait pas été nécessité, à son grand » regret, de quitter le théâtre de la guerre.

» Adieu, mon cher ami et ancien fils d'armes : » recevez mes tendres embrassemens, et continuez » de me croire votre sincère ami,

» MACK, *lieutenant-général.* »

PAGE 118. *Le chevalier de Garrat......*

Cet officier, commandant la frégate *la Fleur de lis*, fut chargé, en 1815, d'observer Bonaparte dans l'île d'Elbe; mais des ordres précis en enchaînant sa croisière devant l'île de Corse, ne lui ont laissé que la faculté de démontrer, dans un Mémoire écrit avec franchise, combien, souvent, un officier était à plaindre d'être forcé d'obéir.

PAGE 136. *Hagen* ou *Hacker......*

Ce général servait dans les troupes de Waldeck, à la solde de la Hollande; il avait fait avec distinction la guerre d'Amérique.

Le lendemain de l'attaque de Landrecies, je fus détaché sous ses ordres, pour aller insulter Avesne, afin d'en contenir la garnison. La marche qu'il fit de nuit fut bien ordonnée. Nous arrivâmes à la pointe du jour devant la place. Peut-être l'aurions-nous surprise, si nous y avions mis plus d'adresse et d'au-

dace. Mais le général commença par jeter des obus, et il fit aussitôt sommer la place. L'aide-de-camp qu'il envoya ne fut pas reçu, et aussitôt il ordonna la retraite. Les dispositions qu'il fit furent vraiment instructives, et souvent elles ont servi à diriger ma conduite. Il saisit parfaitement bien toutes les positions qui pouvaient établir ses échelons. Il est vrai que l'ennemi nous suivit mollement.

PAGE 163. *MM. de Lagrandville et du Tertre.....*

L'aîné de MM. de Lagrandville, aujourd'hui chef de bataillon au corps royal du génie, est aussi député. L'aîné de MM. du Tertre est colonel d'un régiment d'infanterie.

PAGE 168. *Le marquis de la Maisonfort....*

Mort ministre du roi à Florence. Ses talens reconnus ne cessèrent d'être utiles à la cause du roi. Attaché au corps diplomatique en Russie, il rendit des services que son fils a continués dans l'état-major général de l'armée russe.

PAGE 199. *Le comte Ignace de Hardeg....*

Aujourd'hui l'un des généraux les plus distingués de l'armée autrichienne. Il s'est acquis pendant la guerre une réputation éclatante.

PAGE 209. *Le lieutenant Heinsé.....*

Entré dans Wurzbourg, seulement avec quelques hussards, il s'était jeté dans une grande cour, où il

se tint renfermé jusqu'à ce que les circonstances lui permirent de sortir.

PAGE 251. *Charles Stewart.....*

Charles Stewart, aujourd'hui lord Londonderry, était au siège de Kehl, attaché au colonel Charles Crawfurt, commissaire du roi d'Angleterre près l'armée de l'archiduc. On aura souvent, dans la suite, occasion de parler de ce lord, qui a fait la guerre avec beaucoup de gloire.

PAGE 253....... (*Voyez la note de la page 253 à la fin du volume.*)

Le général Reynier fut délégué par le général en chef Moreau, pour remettre le fort de Kehl à l'archiduc. Ce prince, tardant à paraître, le général républicain, après avoir affecté beaucoup d'impatience, dit : « Ce n'est pas le désir de voir un prince qui » m'agite, mais le désir de voir de près et de con- » naître un héros. »

PAGE 288. *Voyez la lettre du comte de Neipperg...*

Cette lettre fut écrite après la publication de ce premier volume, imprimé chez Bellegarrigue, à Toulouse, en 1825.

Le comte de Neipperg a cessé de vivre. Sa mort fut une calamité pour son pays; elle est une perte irréparable pour ses amis : au moins, garderont-ils précieusement sa mémoire. C'est à ce titre que je

conserve la lettre qu'il m'écrivit le 21 juillet 1827 : son caractère s'y développe tout entier ; le faire connaître, c'est élever un monument à sa gloire ; je m'empresse donc de publier cette lettre. Elle atteste de plus des liaisons auxquelles j'attachais tant de prix ! elle devient garante des faits que j'ai rapportés sur sa foi.....

Parme, 21 juin 1827.

MON BIEN CHER ET ANCIEN AMI,

« Vous serez tout étonné de recevoir de mes nou-
» velles après que nos relations ont été si long-temps
» interrompues. Quelques plaisirs de temps à autre
» soutiennent, et j'avoue que je tiens fort à ce ré-
» gime ; il n'est jamais plus agréable que quand c'est
» vous qui en faites les frais, mon cher Crossard. Je
» vous dirai donc que le premier tome de vos Mémoi-
» res que je viens d'achever m'a fait un plaisir inex-
» primable. Vous m'avez ramené sur des champs de
» bataille glorieux, où nous avons fait nos premières
» armes ensemble, et sur lesquels s'est cimentée cette
» amitié sincère que vous m'avez toujours connue
» pour vous, qui ne s'altérera jamais, et que, j'espère,
» vous me conservez aussi. Je vous ai toujours
» suivi. Pendant que vous chicaniez le fameux parti-
» san Mina dans les montagnes qui séparent la France
» de la Catalogne, je houspillais avec notre pauvre
» Bubna (qui est une perte immense pour notre ar-

» mée), ces fanfarons de révolutionnaires piémon-
» tais. Je m'occupe aussi de fragmens militaires,
» mais qui n'auront pas l'intérêt des vôtres. Je refais
» des batailles déjà toutes faites, et vous trouverez
» dans les bulletins militaires de Paris, quelques cri-
» tiques sur quelques épisodes de ma carrière mili-
» taire, que je fais insérer de temps à autre dans notre
» *Milit. Zeitschrift.* Comme depuis 1793 jusqu'en
» 1809 j'ai fait presque toutes les mêmes campagnes
» que vous, que nous nous sommes même retrouvés
» en Pologne quand vous passâtes chez cet énergu-
» mène de maréchal Kaminky ; je vous offre des
» détails, des dates et des notes sur toutes ces épo-
» ques, si elles peuvent vous être utiles. J'en ai con-
» servé beaucoup, quoique toutes en désordre, sur-
» tout sur la bataille et les négociations de Marengo,
» contre lesquelles nous avons tous protesté. Nos vieux
» camarades meurent les uns après les autres, surtout
» les lieutenans-généraux. Je me trouve déjà parmi
» les vétérans de l'armée ; et avant que je ne passe
» aussi le Styx, donnez-moi de vos nouvelles, et
» croyez que je désire vous prouver en tous temps
» que vous n'avez pas d'ami plus sincère et plus dé-
» voué que moi.

» NEIPPERG, *lieutenant-général.* »

Note sur la bataille de Schlingen, fournie par M. DE PRESSIGNY, *officier du corps royal de l'artillerie de l'armée de Condé.*

A la bataille de Schlingen, contre Moreau, le prince de Condé était à la droite, et s'appuyait au Rhin; l'archiduc Charles l'avait invité à faire tous ses efforts pour être maître de Steinstadt à midi.

Nous partîmes de notre bivouac, en avant de Neubourg, dès que le crépuscule nous permit de distinguer les objets. Notre cavalerie était dans la plaine à notre gauche, l'infanterie et la plus grande partie de l'artillerie suivaient la crête de l'escarpement qui domine le cours du Rhin.

Le baron de Vioménil, qui commandait l'avant-garde, observait la même disposition, c'est-à-dire, qu'il avait placé ses hussards à sa gauche, son infanterie légère sur le plateau; seulement il avait jeté plus à droite un bataillon du régiment de Hohenlohe, au pied de l'escarpement qui lui servait de rideau : ce bataillon et les hussards devaient tourner Steinstadt par les deux flancs; l'infanterie légère, soutenue des chasseurs nobles, était destinée à attaquer de front. Notre marche se fit au pas de course, nous n'eûmes pas besoin de mettre en batterie. Cette petite ville, ou plutôt ce petit bourg, était déjà enlevé, lorsque nous entendîmes sonner huit

heures du matin. Je ne conçois pas comment ce corps républicain, qu'on disait être d'élite, a fait aussi peu de résistance dans un poste aussi important. Nous pouvions prendre la ligne de Moreau en flanc et de revers, et décider l'action en peu d'heures : nous le demandâmes à l'archiduc avec instance; mais nous ne reçûmes pas d'ordre, et cette journée se termina par une canonade et un feu de tirailleurs.

Le duc d'Enghien, à la tête d'un détachement de notre corps, descendit des montagnes de la forêt avec la division de Froëlich, et déboucha sur la petite ville de Kandern et sur l'Orrach, à l'extrême gauche de l'armée autrichienne.

Cette note a été accueillie avec d'autant plus d'empressement, que M. de Pressigni est, *sans contredit*, un des officiers qui possèdent le plus profondément la science de la guerre. Il a été aide-de-camp de M. le lieutenant-général de Manson, à qui l'artillerie française est si redevable.

Après le licenciement de l'armée de Condé, M. de Pressigni servit en Autriche, où ses talens ne le laissèrent pas dans l'obscurité. Il est aujourd'hui *chef de bataillon honoraire* ;..... mais il a toujours servi son roi. Il a de la fortune, et ne connaît pas l'intrigue.



